



Bernard Hours et Monique Selim

L'enchantement de la société civile globale

ONG, femmes, gouvernance

ANTHROPOLOGIE

CRISE
ET
POLITIQUE

L'Harmattan

**L'enchantement
de la société civile globale**

ONG, femmes, gouvernance

Collection *Anthropologie critique*
dirigée par Monique SELIM

Cette collection a trois objectifs principaux :

- renouer avec une anthropologie sociale détentrice d'ambitions politiques et d'une capacité de réflexion générale sur la période présente,
- saisir les articulations en jeu entre les systèmes économiques devenus planétaires et les logiques mises en œuvre par les acteurs,
- étendre et repenser les méthodes ethnologiques dans les entreprises, les espaces urbains, les institutions publiques et privées, etc.

Dernières parutions

Nicole KHOURI et Joana Pereira LEITE, *Khojas ismaïli. Du Mozambique colonial à la globalisation*, 2014.

Yannick FER et Gwendoline MALOGNE-FER, *Le protestantisme évangélique à l'épreuve des cultures*, 2013.

Françoise HATCHUEL, *Transmettre ? Entre anthropologie et psychanalyse, regards croisés sur des pratiques familiales*, 2013.

Olivier R. GRIM (dir.), *Vers une socio-anthropologie du handicap*, 2013.

Nicole FORSTENZER, *Politiques de genre et féminisme dans le Chili de la post-dictature 1990-2010*, 2012.

Patrick HOMOLLE, *D'une rive à l'autre. Associations villageoises et développement dans la région de Kayes au Mali*, 2009.

Laurent BAZIN, Bernard HOURS & Monique SELIM, *L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale. Travail, sciences, ONG*, 2009.

Claire ESCOFFIER, *Transmigrant-e-s africain-e-s au Maghreb. Une question de vie ou de mort*, 2008.

Charlotte PEZERIL, *Islam, mysticisme et marginalité. Les Baay Fall du Sénégal*, 2008.

Rodolphe GAILLAND, *La Réunion : anthropologie politique d'une migration*, 2007.

Fernandino FAVA, *Banlieue de Palerme. Une version sicilienne de l'exclusion urbaine*, 2007.

Julie DEVILLE, *Filles, garçons et pratiques scolaires. Des lycéens à l'accompagnement scolaire*, 2006.

Bernard Hours et Monique Selim

L'enchantement
de la société civile globale

ONG, femmes, gouvernance

L'Harmattan

© L'Harmattan, 2014
5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris

<http://www.harmattan.fr>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-343-04026-4
EAN : 9782343040264

« La modernité de la société civile, celle qui porte en elle autant de puissance libératrice, semble isoler les individus jusqu'à leur faire perdre conscience d'appartenir à un tout »

Adam FERGUSON, *Essai sur l'histoire de la société civile*

Table des matières

Introduction	11
ONG : ALTERNATIVES OU OUTILS DE GOUVERNANCE ?	
Un demi-siècle de parcours des ONG	21
Le genre des ONG	49
ONG : mode d'emploi anthropologique	53
Entre égalité, hiérarchie et politique au Bangladesh	59
L'échec d'une greffe démocratique en Ouzbékistan	85
Entre État-parti et normes globales en Chine	113
Ici et ailleurs : la globalisation par les ONG	135
L'ENCHANTEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE GLOBALE	
Prémises épistémologiques	145
Le Web dans le terrain	151
Une bénévolence généralisée	173
Les ruptures de l'irénisme	189
Des hommes et des femmes terrorisés en quête de salut et de sécurité	197
Conclusion	205
Références bibliographiques	213
Des mêmes auteurs	221

INTRODUCTION

Bernard HOURS, Monique SELIM

La globalisation constitue un phénomène contemporain majeur qui demeure en grande partie encore énigmatique pour les sciences sociales. Parmi les multiples mutations observables émergent de nouvelles formes d'expression politique. Celles-ci sont formulées localement mais expriment des revendications dont la portée et l'écho sont plus vastes. On fait ici allusion à des phénomènes comme le mouvement dit des Indignés ou encore les « printemps arabes ». La scène globale aujourd'hui est à la fois économique et financière, politique, idéologique enfin puisque des modèles de sociétés différents sont affichés malgré l'interdépendance économique et financière qui est l'une des caractéristiques de la globalisation.

Depuis le XIX^e siècle, on pouvait, jusqu'à un certain point, s'appuyer sur le triangle conceptuel formé par l'État, la société civile auxquels s'ajoute le marché à partir du milieu du XX^e siècle. Le marché, ce dernier arrivé sur la scène, occupe aujourd'hui une position qui se veut centrale dans le néolibéralisme dominant. Sa puissance s'est établie au détriment de celle de l'État dont l'autorité, tant symbolique que réelle, est profondément altérée par les dérives dont il est accusé. La société civile n'est plus clairement opposable binairement à l'État, tant celui-ci est affaibli, y compris

dans sa légitimité dans les régimes autoritaires. Les États se jugent désormais sur leurs performances économiques et financières et c'est la société civile qui rappelle la légitimité des aspirations démocratiques, au-delà des manipulations politiques dont sont l'objet « les droits de l'homme ». Au même moment, une entité, nommée aussi « société civile », est invitée à participer à la bonne gouvernance globale dont les institutions multilatérales auraient les clés, après avoir affaibli et remplacé les États, dans une large mesure, quant à la formulation des normes de toute nature, de la démocratie à la pêche au requin ou à l'innocuité des herbicides.

La ligne directrice, ou l'hypothèse principale, proposée dans cet ouvrage consiste à affirmer que se développent des représentations et des éléments de réalité d'une société civile globale pleine de contradictions et d'ambiguïtés dont la production ou la construction apparaissent dans des champs dont la souveraineté ou l'autonomie sont fragilisées ou relativisées. Ces champs sont ceux de la gestion socioéconomique du monde ou gouvernance globale des espaces politiques nationaux brisés par des mouvements d'opinion dépassant les frontières, mais aussi d'un champ toujours qualifiable d'idéologique où se télescopent et se structurent les émotions et discours sur la liberté de penser, le bien et le mal, dès lors que la morale envahit le politique dans des États désormais précaires.

Dans ces trois domaines, économique, politique, idéologique, des normes sont produites ce qui n'est pas nouveau. Mais ces normes sont à vocation globale et nourrissent la fabrication d'une société civile globale très problématique pour les chercheurs. Au confluent de ces dynamiques sectorielles plurielles s'ébauche, s'exprime, et se structure probablement, une société civile globale dont la particularité principale serait d'articuler la parole d'acteurs locaux, largement subjective, ici et maintenant, et des lectures et mouvements supralocaux, en réseaux multiples et imbriqués. Ces prises de parole, dont Internet est la caisse de résonance, ne constituent pas un chœur immédiatement harmonieux ou encore un consensus fantasmatique de citoyens du monde. Elles sont néanmoins le lieu, le lien, le moment, d'une prise de conscience partagée, particulièrement visible dans des domaines tels que ceux de l'environnement, de la santé, des inégalités sociales, « des

libertés », mais lesquelles ? Voir là l'émergence ou l'ébauche d'une société civile globale nourrit notre propos dans cet ouvrage. Ces nouvelles dynamiques n'enterrent pas les anciennes mais les négliger amène à utiliser des concepts parfois obsolètes sans les réinterroger. Classes sociales, république, citoyen, peuple, populaire, tous ces mots abondamment utilisés alimentent une rhétorique vétuste tandis que d'autres comme solidarité, pauvreté se voient réenluminés. Ces mots ont du sens à la condition de les réinterroger dans le contexte d'aujourd'hui qui n'est ni celui du XIX^e siècle, ni celui du XX^e siècle. Notre intention n'est pas de réinventer la société civile mais d'en analyser les reconfigurations.

État, marché, société civile, un triangle fracturé

Des trois entités évoquées, la société civile est la seule qui soit peu ou pas organisée. En effet, l'État est une forme d'organisation politique tandis que le marché se donne à voir comme forme d'organisation économique. C'est pourquoi la société civile est la plus imprévisible de ces entités car elle n'assure pas des fonctions de gestion et de reproduction mais est présumée s'exprimer sur des choix de société, des règles du vivre ensemble, des valeurs communes. On voit ainsi à quel point la société civile parle de la nature et de la qualité du lien social qui fait société, locale, nationale, globale. Les États sont largement prévisibles et, ceux qui ne le sont pas, passent pour déviants. Le marché est programmable et programmé. Seule la société civile est imprévisible d'où l'idée que les « révolutions », c'est-à-dire les changements brutaux de régime politique sont l'œuvre de la société civile. Il existe une abondante littérature sur la société civile, de Hobbes à Tocqueville, en passant par Ferguson et Hegel et le lecteur pourra s'y reporter.

La définition de la société civile proposée au XX^e siècle par J. L. Quermonne pose d'une part la centralité de l'État et de sa souveraineté face ou aux côtés de « corps intermédiaires » constituant la société civile. Ceux-ci sont des organisations structurées, partis, syndicats, associations, Églises, porteuses d'une prise de parole publique identifiée et identifiable, proférée au nom d'intérêts partagés, de valeurs ou aspirations communes, voire d'exigences de groupes de pression divers. Ces organisations ont un nom qu'elles affichent, des sigles ou slogans, c'est-à-dire une raison sociale explicite de s'exprimer. Laurence Parisot (MEDEF),

place désormais les entreprises parmi les organisations de la société civile.

Cette situation, observable au milieu du XX^e siècle, est aujourd'hui différente car l'autorité de l'État s'est altérée tandis que les partis politiques, les syndicats sont victimes d'une crise de confiance manifeste, d'une perte d'influence avérée, qui s'interprète dans le contexte d'une crise de la représentation. La délégation de pouvoir qui légitime des représentants est aujourd'hui fragilisée. Une défiance profonde s'est installée dans tous les pays à l'égard de ceux qui ont abusé de leurs mandats, électifs ou non, pour acquérir des positions et des fortunes choquant les opinions publiques. Ces phénomènes dits de corruption gangrènent la représentation qui fondait la République, réduite aujourd'hui à une incantation républicaine répétitive, à une rhétorique d'une époque peut-être échue dont le Parti socialiste français constitue un exemple.

La notion de corps intermédiaires s'est elle-même dissoute dans la mesure où l'usage d'Internet a vulgarisé les prises de parole électroniques immédiates qui font s'évanouir la figure de l'intermédiaire. Celui-ci est même devenu suspect, porteur de pots de vins ou de rétrocommissions tant le culte de la transparence s'est institué. La vérité, l'honnêteté seraient des prises de parole en direct. Qu'il s'agisse d'une fiction ne fait guère de doute, mais cette fiction fonctionne à travers tous les écrans de téléviseurs, d'ordinateurs ou de téléphones. Cette perte de légitimité des procédures de représentation et cette corruption des mandats vont de pair et alimentent la perte de dignité des États. Ceux-ci semblent désormais gérer d'abord leurs budgets, comme des entreprises qui seraient « publiques », plutôt qu'opérer des choix de société. Installés dans la gestion et la gouvernance, les États-nations sont affaiblis par la prise de pouvoir des institutions multilatérales et supranationales. L'interdépendance générée par la mondialisation de l'économie de marché capitaliste réduit considérablement le pouvoir des États. Les normes globales sont désormais produites dans des enceintes multilatérales et elles s'imposent de fait aux États, à l'exception de ceux que leur régime politique et leur non-adhésion à ces normes marginalisent, sauf s'ils disposent de ressources énergétiques intéressant leurs voisins.

Dans une période récente, on constate la multiplication des scandales concernant des hommes politiques en charge de hautes responsabilités. De Chine en Italie, d'Allemagne en France, d'énormes conflits d'intérêts sont exhumés dont se régale l'opinion publique. Celle-ci semble de plus en plus convaincue que les hommes politiques sont malhonnêtes, ce qui creuse le lit des partis populistes. Cette perte de dignité éclabousse tout le champ politique et principalement les partis politiques qui le composent. Ce phénomène, probablement irréversible, modifie singulièrement les perspectives d'évolution politique. Il affecte profondément l'autorité des États amenés à des dénis ou à des déclarations d'intention sur la moralité publique. Finalement c'est la notion même de bien public, à la fois morale et financière, qui est atteinte par ces événements répétés autant que médiatisés.

L'effacement relatif de la figure de l'État digne met en avant la société civile comme symbole démocratique. Lorsque l'État n'est plus vertueux tout se passe comme si la vertu, la moralité passaient dans une société civile parée de tous les attraits. Observer moins d'État, tant quantitativement (fonctionnaires) que qualitativement (baisse de moralité et de dévouement) provoque un éclairage accentué sur la société civile qui en souffre nécessairement à travers les consommateurs, les contribuables frustrés. C'est ainsi que se profilent des notions de bien(s) commun(s) qui ne seraient plus produites et portées par les systèmes politiques mais par d'autres entités, d'autres groupes que ceux des assemblées, des voix non élues ni mandatées, en d'autres lieux que les parlements.

L'usage d'Internet permet une prise de parole ou une expression directement déléguée à des tiers et sans aucune médiation lors de son émission, sinon celle de la censure étatique dans les régimes autoritaires, ou l'autocensure. Les réseaux qui structurent ces espaces numériques informels donnent naissance à des groupes qui produisent des collectifs numériques spécifiques selon les sujets débattus.

Les participants à ces forums de discussion s'autoconvoquent dans ces débats. Contrairement aux dispositifs et aux stratégies participatives laborieusement mises en œuvre par les ONG et d'autres organisations, l'internaute se déclare spontanément, sa prise de parole n'est pas programmée. Ce type d'expression produit une « communauté » d'intérêts et/ou d'émotions morales partagées

telles que l'indignation. Les intérêts défendus ou évoqués peuvent être en partie économiques, comme dans un groupe de pression traditionnel, mais ils sont surtout moraux et émotionnels car ce sont ces leviers qui déclenchent la participation, ou cet engagement numérique particulier, différent des formes antérieures de l'engagement politique. Les violences policières sont le déclencheur le plus fréquent de ces prises de parole numériques. La nature de ces « collectifs » autoconvoqués et autodéclarés est profondément problématique et elle est au cœur de l'émergence des sociétés civiles contemporaines. Ces réseaux informels sont parfaitement réels car ils s'expriment réellement et en temps réel. Dépourvus de lieux d'émergence, non localisés dans l'espace, ils représentent des collectifs non locaux, qui reposent sur la production d'une solidarité résultant de la convergence ou du partage des mêmes opinions, convictions, indignations. Cette solidarité, non inscrite dans un espace géographiquement identifiable, est néanmoins bien réelle. Elle produit et résulte d'un « espace public » qui naît ainsi.

C'est dans une perspective anthropologique que cet ouvrage questionne donc le devenir des ONG et l'emphase actuelle mise sur la/les sociétés civiles locales et globale. Dans une première partie, les transformations décisives des ONG dans les cinq dernières décennies sont pointées et ces analyses générales sont illustrées de façon comparative dans trois pays : le Bangladesh, l'Ouzbékistan et la Chine, où nous avons mené des investigations anthropologiques sur des ONG précises et leur fonctionnement interne et externe. Des singularités sont dégagées dans les articulations entre ONG, société civile et État, mais aussi des évolutions partagées qui dépassent largement ces contextes spécifiques. Dans une seconde partie, le regard est porté sur la nébuleuse de la société civile globale, ses capacités d'enchantement mais aussi de ruptures violentes, ses désirs de pacification et ses antagonismes intrinsèques. L'importance des femmes, comme actrices sociales et actrices idéologiques, la légitimation qu'elles sont supposées produire dans les ONG comme dans les bulles de la société civile globale dont elles sont édifiées en emblème, sont soulignées.

La réflexion anthropologique dans laquelle nous entraînerons le lecteur le fera tout d'abord pénétrer des situations microsociales, peuplées par des individus aux modes de subjectivation pluriels, puis dépasser de façon régulière cette échelle pour décrypter les processus globaux dans lesquels les dispositifs et les acteurs évoluent. Comment les sujets se mobilisent, s'engagent en ligne et/ou hors ligne, quelles sont les logiques qui les meuvent, les heurtent, par lesquelles ils se retrouvent captés ou déviés par tel ou tel agencement collectif est au cœur de notre problématique. C'est pourquoi seront faits des allers et retours permanents entre immersions dans des terrains contrastés et perspectives théoriques polyvoques, pour nourrir des parcours interprétatifs ouverts sur les multitudes d'hommes et de femmes du monde globalisé.

**ONG : ALTERNATIVES OU
OUTILS DE GOUVERNANCE ?**

UN DEMI-SIÈCLE DE PARCOURS DES ONG

Bernard HOURS

Les ONG occupent aujourd'hui une place extrêmement visible sur la scène internationale. Leur développement fut spectaculaire mais rempli d'ambiguïtés et de contradictions. Tout d'abord la nature des ONG comme organisations demeure assez confuse dans l'opinion. Ainsi la Croix Rouge est plutôt une institution internationale qu'une ONG, quand bien même elle fait appel au public et présente des associations locales. Le caractère associatif d'une organisation ne suffit pas à en faire une ONG, bien qu'une association soit très souvent à l'origine d'une ONG. Enfin le bénévolat n'est plus caractéristique des ONG qui, pour les plus importantes et les plus connues, sont devenues de grosses entreprises gérées par des professionnels dotés de compétences pointues. L'existence d'un mouvement associatif ne se confond pas avec l'évolution des ONG. Cette évolution permet de mieux saisir justement la nature de ces organisations présumées aujourd'hui parler au nom d'une société civile en partie absente, sans mandat électif précis, plus généralement au nom des besoins d'une population de bénéficiaires de services, comme au nom des émotions morales des donateurs.

À l'origine des ONG se trouvent toujours des minorités actives qui prennent l'initiative et la parole d'abord sous la forme d'une

association que sa taille grandissante transforme un jour en entreprise. La visibilité des plus grosses ONG a envahi le champ et elles sont devenues le symbole unique des ONG. C'est à celles-ci que sont consacrées la plupart de nos analyses. Les petites ONG œuvrent, elles, dans un cadre associatif, de bénévolat, mais leur impact est moindre sur les représentations comme sur la scène politique nationale et internationale. Les milliers de micro-initiatives qui s'expriment ainsi ne sont pas négligeables mais pèsent peu par défaut de capitalisation.

Le caractère non gouvernemental de ces organisations fait problème dans les États autoritaires tels que la Chine ou la Russie. Dans les pays dits « démocratiques » ou de « droit », la nationalité des ONG n'est pas anodine sans qu'on puisse affirmer qu'elles sont fréquemment un instrument de politique nationale. Néanmoins, croire qu'elles n'entretiennent aucun rapport avec le gouvernement de leur pays d'origine semble angélique dès lors que l'on fréquente un peu les couloirs des ambassades.

En nous appuyant sur notre expérience des ONG en France et sur plusieurs terrains où elles intervenaient, en Asie, en Afrique, on s'attachera à éclairer l'évolution des ONG à partir de cas concrets pour caractériser les principaux moments observables ou les tendances lourdes identifiables. Il est évident qu'un tel exercice laissera nécessairement hors de son champ, telle ou telle organisation que des particularités distinguent. Cette objection, fréquemment entendue dans les ONG, qui se vivent toutes comme singulières, interdirait la recherche et la réflexion analytique si elle n'était pas relativisée. Dans l'optique qui est ici développée, les ONG prennent leur essor dans les années soixante et soixante-dix, avant de connaître une extrême croissance dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, à la fin de la guerre froide et après la chute de l'URSS. Dans la première période apparaissent des ONG dites de développement telles que le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement). La seconde période voit se développer les ONG humanitaires, les plus connues aujourd'hui, telles que MSF ou Médecins du monde en France. L'essor des ONG humanitaires s'appuie sur l'antitotalitarisme qui plane sur la fin de l'URSS, au nom des droits de l'homme entre 1980 et 1990.

La distinction pertinente, dans les années quatre-vingt, entre les ONG de développement et les ONG humanitaires est désormais passablement atténuée dès lors que les secours d'urgence sont suivis de plus en plus fréquemment par des programmes de réhabilitation de plus longue durée.

Un autre phénomène mérite d'être mentionné. Si la notoriété médiatique des ONG décolle avec le « sans-frontiérisme » et des actions dans les pays étrangers sinistrés, la pauvreté d'un « quart-monde » en France mais aussi dans d'autres nations, auparavant considérées comme « développées », voit apparaître, ou se développer, les Restos du Cœur et autres ONG engagés dans des actions de proximité. Ce basculement relatif des donateurs vers des causes de proximité et plus visibles a amené les ONG à chercher des financements multilatéraux aujourd'hui dominants, par exemple auprès de la Commission européenne. Sollicités en permanence pour des causes multiples, les donateurs font de plus en plus l'objet de stratégies de fidélisation. Dans les rues des grandes villes, des jeunes gens en blousons fluo au sigle de telle ou telle ONG tentent de vendre aux passants des engagements mensuels ou trimestriels de dons. Ce phénomène amène à s'interroger sur la nature de la chose ou marchandise achetée ainsi, comme un aspirateur à crédit, plus précisément peut-être un abonnement de bonne conscience ou de participation fictive et par délégation à une aventure morale et humanitaire. Ce type d'engagement, presque exclusivement financier, se situe bien loin des formes antérieures de militantisme et de volontariat. Il confirme, si cela était nécessaire, à quel point les ONG sont aujourd'hui des entreprises plus que des associations, à l'exception des plus petites d'entre elles dont l'impact et la visibilité sont plus confidentiels. Ce commentaire n'est nullement négatif à leur égard car on observe l'émergence de sites Internet dédiés à la création et au financement de petits projets émanant d'individus ou de groupes qui s'autoconvoquent et affichent leurs intentions en vue d'attirer des adhésions et des fonds. Ce type de dynamique, ou cette émanation de micro-initiatives, a lieu dans le même temps où les grosses ONG sont devenues de lourdes entreprises de moralité, gérées comme telles par des salariés compétents. On mesure là encore les ambiguïtés du paysage contemporain des ONG et la nécessité de dépasser les clichés en usage, en particulier sur « la

société civile » dont le sens est extrêmement flou et évolutif, à la mesure des références aussi fréquentes qu'imprécises dont elle est l'objet.

Car les ONG semblent au cœur d'un programme ou projet d'enchantement de la société civile. Par cette expression, il s'agit de désigner les discours produits par les ONG qui évoquent toujours et nécessairement un monde transformé, sublimé par les actions engagées, où les souffrances et la maladie seraient allégées, et où les diverses déclinaisons d'un droit à la dignité seraient respectées, voire mises en œuvre. Toutes les ONG s'inscrivent dans le cadre de cette entreprise de moralisation et de renforcement des principales composantes de la dignité humaine. C'est une aspiration d'une extrême ambition, que son ambition même rend dynamique et motivante. Nourrir les affamés, dispenser le savoir aux analphabètes, soigner les malades, protéger les prisonniers, aider à l'émancipation des femmes, rendre plus libres et autonomes les habitants de cette planète, un tel programme est tout à la fois mobilisateur et démesuré et c'est dans ce hiatus que se situe la promesse, presque mythique, d'un monde meilleur dont les ONG affirment être l'un des acteurs principaux aujourd'hui. Dans ces attentes légitimes et démesurées on peut éventuellement voir une forme de substitution aux utopies politiques des XIX^e et XX^e siècles, devenues des récits philanthropiques ou humanitaires qui font le lit des ONG aujourd'hui.

Cinquante années de présence et de développement des ONG dans les pays dits développés donnent à voir trois périodes principales. La première affichait la vocation développementaliste des ONG, des années soixante à quatre-vingt-dix. La seconde, de 1990 à ce jour, a vu la mise en orbite d'ONG humanitaires médiatiques appuyées sur le corpus idéologique des droits de l'homme. Une période en partie nouvelle s'ouvre aujourd'hui qui prolonge la précédente mais se distingue par l'enchantement dont la société civile fait l'objet, sans que l'on sache bien, parfois, de qui l'on parle dans la mesure où des formes diverses d'autodéclaration ou d'autoconvocation s'y observent, grâce en particulier aux instruments de communication numérique qui transforment, en partie, les modalités de la prise de parole individuelle et collective. C'est ainsi que des sites Internet sont

ouverts en vue de favoriser la réalisation et le financement de projets ou pour mettre en relations les ONG, les donateurs, les entreprises. D'autres sites proposent du « tourisme humanitaire » où le client participe brièvement à un projet de terrain avant de poursuivre un « voyage solidaire » plus classique. Un tel touriste humanitaire paye un prix plus élevé que celui d'un voyage banal pour acquérir un supplément de chaleur ou d'enthousiasme selon les vocables affichés.

Pour sa part, le site Planet NGO (associatif) se présente comme un « fabricant d'espoir » et propose aux entreprises comme aux particuliers un investissement décrit comme « gagnant/gagnant » selon une formule néolibérale typée. La même organisation souligne qu'« aider c'est possible ». Plus discrètes que les grandes ONG, devenues « internationales » pour certaines, se développent ainsi, pour des projets de durées variables, de nombreuses initiatives émanant de personnes ou de groupes dépourvus de visibilité sociale. On conçoit aisément que ces petites ONG, à la vie parfois brève, liées à un projet spécifique, fonctionnent différemment et soient gérées autrement que les grandes entreprises humanitaires telles que MSF, Action contre la Faim, ou Oxfam.

Parmi la catégorie générique « ONG » une autre distinction doit être opérée entre les ONG occidentales de l'hémisphère nord et les ONG locales en Asie, en Amérique latine ou en Afrique. Dans ce dernier continent, suivant une logique néocoloniale tenace, les ONG autochtones sont assez fréquemment des exécutants de programmes dotés d'une autonomie limitée. Il n'en va pas de même dans de nombreuses organisations asiatiques ou d'Amérique latine qui sont, à l'occasion, des forces locales dotées d'une capacité de pression et de mobilisation qui les constituent en acteurs politiques locaux, animés par des figures dotées d'autorité ou de charisme qui décident elles-mêmes de leurs stratégies. Ainsi la dénomination « ONG », désormais largement utilisée, évoque des organisations très diverses dont il convient d'identifier les caractères tant généraux et partagés que particuliers ou spécifiques. Si toutes ces organisations manifestent bien une prise de parole, cette dernière présente des caractères divers selon les lieux, les époques, les moyens utilisés, ou encore la nature de l'ambition affichée, au-delà de l'initiative initiale d'une minorité d'acteurs qui

est la mieux partagée. Il s'agit finalement de prises de parole individuelles ou groupusculaires qui aspirent, et parviennent souvent à alimenter un mouvement d'opinion et d'adhésion que sa pérennité permet d'installer en ONG, au-delà d'une dynamique associative dont la durée est inversement proportionnelle à la taille de l'organisation et à l'étendue de sa notoriété.

Dans ce champ ainsi circonscrit nous inscrirons des ONG qui ont fait l'objet de nos recherches depuis trois décennies : au Bangladesh, en Ouzbékistan et en Chine. Dans chaque cas, on s'efforcera de caractériser l'ONG en vue d'alimenter notre problématique et nos interrogations sur la société civile et la société civile globale. Mais auparavant revenons sur le rapport à l'État, axe majeur au plan historique et idéologique de compréhension des ONG puisqu'elles se définissent comme non gouvernementales.

Les ONG contre l'État

Dans la tradition occidentale et libérale devenue un peu rhétorique, la société civile se définirait par les organisations non étatiques. La figure de l'État étant aujourd'hui affaiblie, sauf dans les États autoritaires, les ONG sont amenées dans de nombreux contextes à devenir pourvoyeuses de services sociaux auparavant publics. Ce phénomène, qui est une forme de privatisation, est désormais général et majeur. En France, toute une partie de l'action sociale est assumée par des associations subventionnées. On verra qu'il en est de même en Chine, dotée pourtant d'un « État fort ». L'époque est révolue où quelques médecins s'engageaient en protestant contre le silence des États ou du CICR au Biafra. Les ONG ont conquis leur place et trouvé un espace de légitimité avéré et reconnu par le public. Les pesanteurs bureaucratiques étatiques sont opposées à la souplesse des ONG et à leur capacité supposée à « coller aux terrains » disait-on dans les années quatre-vingt, à l'ombre du moins d'État thatchéro-reaganien. Depuis la fin de l'URSS, le moins d'État a acquis une validité planétaire et les ONG, dont les plus connues étaient à la pointe de « l'antitotalitarisme », n'ont plus besoin d'être contre l'État, qui leur délègue volontairement des missions de service public, comme l'aveu d'une relative impuissance assumée ou une simple volonté

de réduire les budgets publics, ou encore, comme en Chine, de parasiter leur indépendance potentielle.

Le qualificatif de « non gouvernemental » est issu d'une centralité de l'État ou d'un surplomb de l'État, aujourd'hui en partie évanouis. À la puissance déchu de l'État sont opposées la richesse et les capacités d'innovation de la société civile suivant une vulgate idéologique bien répandue à propos de la société civile dont l'origine américaine ne fait aucun doute puisqu'elle est une composante avérée du libéralisme US historique et de ses avatars néolibéraux contemporains. Au pays qui a fait de la liberté un instrument de combat remarquable durant et après la guerre froide, l'État est structurellement suspect d'abus de pouvoir. La vie politique américaine offre une succession d'épisodes de cet affrontement sans fin. La plupart des États du monde, à l'exception de ceux qui sont autoritaires, ont aujourd'hui comme principale préoccupation la gestion de leurs budgets, en particulier celle de leurs dépenses publiques, confirmant une perte manifeste de souveraineté. Hors des États-Unis, les États européens sont touchés par des formes de populisme et de dépolitisation tout aussi avérés. Les décennies de paix, l'absence de guerre favoriseraient une perte de dignité étatique qui provoque l'émergence d'autres formes d'expression. Enfin le développement des phénomènes de fraude ou de corruption désormais répandus et visibilisés par les médias accentue encore une perte de confiance des citoyens dans « l'État de droit ».

Indépendamment de ces idéologies libérales antiétatiques, des divergences entre États et ONG apparaissent fréquemment concernant les stratégies de développement. Dans les années soixante-dix, à l'apogée des ONG de développement, on opposait fréquemment les grands projets étatiques aux « petits projets » alternatifs. En France, bien que le ministère de la Coopération d'alors fût le bailleur de nombreuses ONG, une partie de celles-ci critiquait les « éléphants blancs » et autres grands barrages pour signifier des projets coûteux, voire pharaoniques, dont l'impact était sujet à des jugements divergents. On notera avec intérêt qu'un tel désaccord, portant toujours sur de grands projets d'aménagement, s'observe aujourd'hui au Brésil ou en Chine entre des acteurs analogues. Dans ces pays dits émergents, l'État est

supposé piloter le développement des infrastructures, ce qu'il peine désormais à faire en Occident, faute de ressources en particulier.

Si les petites ONG portent encore des projets qualifiables d'alternatifs, les grosses entreprises humanitaires médiatiques s'inscrivent dans des projets multilatéraux car les coopérations gouvernementales nationales disposent de moyens durablement réduits. Pourtant dans les années quatre-vingt, en France, le même ministère de la Coopération menait une politique dynamique en direction des ONG, finançant des projets nombreux, des coordinations, sans oublier les secrétariats d'État ou ministères en charge du développement et/ou de l'action humanitaire. On voit ainsi que les ONG se sont toujours trouvées dans une proximité de coopération ou de conflit avec leurs gouvernements, suivant les époques et la nature de ces gouvernements.

Les ONG avec l'État

Les ONG sont harcelées, voire interdites dans les régimes autoritaires, du moins celles qui résistent à la volonté étatique, c'est-à-dire à devenir des GONGOS ou ONG gouvernementales, comme nous le verrons en Ouzbékistan et en Chine. Dans ces contextes, dont la Russie de Poutine offre un exemple récent, l'expression des ONG est bâillonnée à des degrés divers dans la mesure où l'État les considère comme un obstacle à son autorité souveraine, voire une opposition dangereuse à sa politique, soit encore une contestation plus ou moins manifeste de sa légitimité lorsqu'elle est issue d'élections truquées, une spécialité propre aux régimes autoritaires dans tous les continents.

Dans les nations présentant un profil plus démocratique les ONG ne sont pas dépourvues de liens avec l'État. Les formes de coopération sont multiples et d'intensité variable selon les époques et les conjonctures géographiques. Les initiatives des ONG sont en général appréciées des pouvoirs publics tant qu'elles sont compatibles, voire capitalisables en tant qu'influence nationale. Pour renforcer de telles convergences, des facilités logistiques telles que le transport aérien militaire de matériel médical, de médicaments, d'engins, sont monnaie courante. Les avions militaires français furent mêmes sur le point de transporter les faux orphelins tchadiens de la lamentable aventure de l'Arche de Zoé.

Acteurs d'une scène politique autant qu'humanitaire, les fonctionnaires civils ou militaires, comme les ONG, cohabitent plus ou moins harmonieusement sur le terrain. Cette cohabitation est d'autant plus inévitable que le développement de l'humanitaire d'État met en place et en scène des soldats de maintien de la paix, des forces d'intercession, onusiennes ou nationales, tandis que les grosses ONG sont amenées à collaborer à la gestion des camps de réfugiés qui essaient dans les zones de conflits. Nous sommes bien loin dans ces lieux des petits projets alternatifs destinés à aider un village africain ou malgache et l'on mesure l'écart qui sépare les profils les plus typiques réunis sous l'appellation d'ONG. C'est cette hétérogénéité extrême qui renforce la nécessité de s'interroger et d'analyser en profondeur des configurations multiples.

Ainsi comme on l'approfondira plus loin, en Ouzbékistan, dictature nationaliste postsoviétique, l'État a interdit depuis 2005 les ONG visant à favoriser l'émergence de la démocratie (occidentale) et de la « société civile ». Elles ont été remplacées par des ONG sous le contrôle total du gouvernement qui en assure le pilotage et la gestion. Ces ONG, qui n'en sont pas, servent de façade à une société civile absente, interdite par l'État qui parle seul en son nom. On observe cette même volonté de parler au nom de la société civile de la part de l'État-parti chinois puisque le parti est la voix de la société dans la tradition communiste. Néanmoins, l'exposition internationale de la Chine n'étant pas celle de l'Ouzbékistan peu connu, on observe depuis quelques années une évolution rapide et profonde de la volonté de contrôle des ONG et de ses modalités en Chine. Internet a joué un rôle capital dans cette évolution par sa capacité à interdire toute forme de clôture radicale, impossible à installer car immédiatement connue, d'abord des internautes chinois, puis du monde entier. Il en résulte qu'après des années de contrôles tatillons et dissuasifs, les ONG sont, depuis 2012, l'objet d'une attention moins négative en Chine. La stratégie adoptée consiste à favoriser en amont l'éclosion d'ONG jugées bienfaitrices par le gouvernement (local ou central) et à les financer ensuite. Elles sont ainsi contrôlées mais les initiatives, après le tri, ne sont plus étouffées. Émerge une capacité d'expression de la société civile bien encadrée, mais celle-ci n'est plus interdite dès lors qu'elle s'abstient d'aborder les questions politiques de fond. Cette évolution, toute nouvelle, s'inscrit dans la

pression continue que subit l'État chinois de la part d'une société civile qui s'anime avec prudence et volonté.

Au terme de cet examen problématique des rapports des ONG et des États, il apparaît que les ONG pèsent d'un poids croissant dans de nombreux États, avec des degrés de coopération extrêmement variés selon les conjonctures nationales. S'il existe bien des coordinations et des coalitions d'ONG sur telle ou telle cause ou objectif, il n'existe pas d'instance légitime de régulation des activités des ONG. Celles-ci sont régies par des régulations nationales plus ou moins favorables selon les régimes. Face à la souveraineté des États, fussent-ils affaiblis par le marché, les ONG demeurent des « corps intermédiaires » mais à la différence des époques antérieures elles représentent des choix moraux, des émotions partagées, une volonté de rendre le monde meilleur, vocation auparavant monopolisée par des institutions représentatives, des assemblées élues, des syndicats, des églises.

Parce qu'elles sont des organisations plutôt que des institutions – pour l'heure – les ONG parlent au nom d'une société civile de plus en plus globale qui semble avoir tendance à désertir les urnes pour les réseaux sociaux où sont présumés s'exprimer ceux qui n'ont pas (assez) la parole et ceux qui veulent la donner à ceux qui en sont privés suivant les procédures d'*empowerment* que les ONG ont contribué à mettre en scène.

Participation, *empowerment* : entre mythes et réalités

Donner du pouvoir à ceux qui en sont dépourvus se présente comme une extension de donner à manger à ceux qui ont faim. Toutefois une nuance importante sépare ces deux intentions. La seconde suit un modèle de type caritatif ou philanthropique. À son origine, la notion d'*empowerment* est plus politique et plus subversive dans la mesure où elle postule la capacité propre des sujets à s'émanciper et à acquérir ou conquérir du pouvoir. L'acteur local, celui dont parlent les ONG aujourd'hui, n'est donc pas le récipiendaire passif de la charité mais une personne exposée à une pédagogie émancipatrice qui alimente le parfum de liberté dont la société civile est parée.

La mise en œuvre de l'*empowerment* dans les ONG révèle néanmoins de multiples ambiguïtés et contradictions qui renvoient

au déploiement des projets dans des microsociétés particulières où s'observent des champs de rapports sociaux complexes et peu généralisables. En outre, les bailleurs multilatéraux qui financent les projets des ONG ont transformé cette notion politique en y voyant principalement une fonction de participation à ces projets ainsi autolégitimés comme renforcement des capacités (*capacity building*). Il en résulte que l'*empowerment* est dépolitisé par cette lecture technocratique autocentrée sur sa propre intervention autodéfinie comme une pédagogie d'acquisition de capacités. On retrouve là une illustration de plus de la rhétorique internationale technocratique qui prend en permanence ses désirs pour des réalités en dictant aux acteurs sociaux les modalités de leur participation aux projets. C'est ainsi qu'est produite l'illusion de l'adhésion de populations programmées pour participer. Les ONG alimentent de leur côté cette programmation qui ne dit pas son nom. Car c'est « pour leur bien » dit-on, et on va le « leur faire comprendre progressivement » ! Ce pseudo-dialogue se poursuit depuis les colonisations. Aujourd'hui, il existe peu d'ONG qui prétendent donner des leçons de bonne conduite aux populations qu'elles veulent aider. Il s'agit d'un progrès certain par rapport aux conduites des « missionnaires coloniaux ». Néanmoins l'examen de nombreux projets révèle le gouffre qui sépare les bonnes intentions, les affirmations d'écoute proférées et la réalité du rapport sur le terrain où – presque toujours – demeure une supériorité statutaire avérée. Fût-elle involontaire, elle est là : car les projets, dirigés par des étrangers ou des acteurs éduqués, ayant d'autres connaissances, d'autres usages et une histoire autre, sont des aubaines pour les populations les plus pauvres. Des décennies de développement avorté, d'actions humanitaires répétées, n'ont pu venir à bout de cette altérité, de cette distance, qu'on justifie en invoquant des « obstacles culturels » à défaut d'oser s'interroger sur le développement ou l'aide humanitaire et, plus explicitement, sur la pertinence de leur action. Dans ce paysage de discours univoques et de déclarations répétitives de bonnes intentions de la part des institutions de bailleurs ou des ONG elles-mêmes, la participation d'une population identifiée comme « cible » plutôt que comme interlocuteur réel n'est pas mise en doute car c'est une large fiction, nécessaire et donc autoentretenu. Aucune société ne peut s'appropriéer un projet dont elle n'est pas l'auteur, en totalité

ou en large partie. Cette insupportable évidence est nécessairement occultée dès lors que les besoins identifiés masquent la réalité des gens secourus, de leurs pensées et logiques sociales. Or ce qui justifie l'intervention, l'aide, de toute nature, c'est l'évidence des besoins pour l'intervenant, c'est le danger de mort pour le médecin. Mais derrière ces fameux besoins, toujours urgents, on ignore, faute de temps et d'intelligence, une société, ses valeurs, ses rapports sociaux, ses modes de traitement des crises, son analyse de ses propres besoins, le plus souvent d'argent pour acquérir ce dont on a soi-même décrété avoir besoin, sans l'avis de l'OMS ou de la Banque mondiale. Ce monde-là n'est pas le meilleur des mondes possibles, mais c'est celui qui existe, qui change, qui évolue. C'est le vrai monde mais en suivant rarement les pistes financées par les projets des ONG, sauf le temps d'y trouver des avantages précis, peu fréquemment durables, sauf pour les salariés autochtones des ONG qui n'ont d'autre choix, sans aucune violence, que de réciter les mérites de telle ou telle activité analysée dans les formations dispensées et déjà programmées, toujours ailleurs, avec des ressources d'ailleurs, venues parfois d'une autre société civile pour une société dont la civilité est ignorée, inutile, sans intérêt pour gérer les besoins identifiés dans le programme. La participation n'est pas seulement requise des populations assistées par les ONG mais de toutes les sociétés, dites civiles, du monde, suivant les normes de la bonne gouvernance.

La gouvernance globale participative

Parmi les normes de bonne gouvernance édictées par les organisations multilatérales qui tentent de piloter la globalisation, la transparence des procédures démocratiques occupe une place importante car, à côté des normes de gestion, elle introduit une dimension politico-morale démocratique. Cette transparence démocratique programmée ouvre une large avenue à la participation des ONG. Celles-ci sont invitées, plus rarement entendues, dans les conférences internationales portant sur les femmes, le SIDA, le changement climatique, l'environnement, toutes questions dont la portée globale ne fait guère de doute, et qui concernent toutes les sociétés de l'humanité.

C'est en tant que représentantes de la société civile que les ONG participent à ces débats. Issues de nations diverses, elles s'expriment au nom d'intérêts partagés, globaux par nature, tels que l'environnement ou le climat. Leur réunion dans ces conférences favorise l'émergence de coalitions transnationales entre ONG en position de leadership sur des sujets globaux dont l'affichage pousse à l'émergence d'une représentation de société civile globale, notion peu concrète mais concevable dans ces enceintes dès lors qu'y figurent les ONG. Celles-ci sont donc indispensables et nécessaires pour que les normes globales de gouvernance soient prises un peu au sérieux. C'est-à-dire pour qu'elles ne passent pas pour des abstractions technocratiques.

On relève donc la concordance observable entre la participation attendue de la population (société civile) dans les projets d'aides diverses, qui est largement fictive, et celle à laquelle sont invitées les ONG dans le cadre de la bonne gouvernance globale, où elles représentent « la société civile globale » à défaut de représenter des sociétés civiles précises. La même mécanique idéologique semble à l'œuvre, qui transforme des formes de participation plus ou moins fictives en scénarios d'adhésion à la fabrication d'un consensus qui, lui, est une complète fiction idéologique technocratique. Cette mécanique participative fonctionne avec succès depuis plusieurs décennies, en particulier depuis que le pouvoir et les ressources se sont concentrés dans les institutions multilatérales. Dans ces cathédrales vides de fidèles, ou chez ces colosses aux pieds d'argile, les fictions participatives sont vitales pour masquer la fragilité représentative ou démocratique qui est la leur. En convoquant des sociétés civiles fictives, voire imaginaires, se produit l'illusion d'une légitimité et d'un consensus qui font défaut dans la réalité, faute de formes réelles de participation et d'expression des diverses sociétés civiles identifiables. Le même processus qui légitime les multilatéraux légitime donc les ONG, produisant des convergences et des solidarités susceptibles de limiter singulièrement les capacités de propositions « alternatives » des ONG, dont la dépendance financière, pour les plus importantes, est extrême.

Les ONG et la dépendance financière

Un évènement ou un mythe fondateur autour d'une personnalité ou d'un évènement préside fréquemment à la fondation des ONG, ce qui idéalise son activité et occulte ses dimensions financières. Si les petites ONG se situent encore dans une dynamique associative, les grosses entreprises de moralité que sont les organisations disposant d'une large surface médiatique et financière fonctionnent conformément aux modalités classiques de gestion commerciale, quand bien même elles ne visent pas à accumuler des profits et sont à but non lucratif. En effet, si les résultats financiers sont réinvestis dans l'activité, la notion de chiffre d'affaires demeure pertinente dans la mesure où elle signale le taux d'activité, comme dans les entreprises commerciales. C'est leur mode de fonctionnement et de gestion plutôt que leurs objectifs et leurs valeurs qui permet de qualifier les grosses ONG d'entreprises de marchandises morales. En outre, une forte concurrence existe parmi les organisations en ce qui concerne l'accès aux ressources des institutions, comme à celles provenant des donateurs. Les stratégies mises en place ne laissent aucun doute en la matière. Comme pour des entreprises commerciales, la qualité de la gestion est déterminante pour les performances obtenues. C'est pourquoi, sans la moindre confusion possible avec les entreprises commerciales, les grandes ONG d'aujourd'hui sont des entreprises de moralité qui vendent des marchandises morales aux donateurs et des services humanitaires aux bailleurs et aux populations récipiendaires qui les reçoivent gratuitement et les consomment. Mais ces destinataires finaux eux-mêmes ne se situent pas hors de tout calcul économique puisque l'accès à l'aide internationale ou étrangère fait l'objet de stratégies de captation de la part des acteurs locaux, sans parler des cas de détournements ou de vols. Les ONG fonctionnent donc dans un contexte où l'argent joue un rôle important et indépendant de la nature bénévole et désintéressée des actions entreprises. Faire du bien se réalise dans un cadre économique et social contraignant et les marchandises morales ont un coût de fabrication et de gestion élevé dès lors qu'elles s'insèrent dans un marché de moralité et de bienfaisance dont les ONG sont les acteurs les plus visibles. Dépendantes de ce marché, les ONG le sont, de manière plus évidente, de leurs donateurs d'une part, de leurs bailleurs d'autre

part. Vis-à-vis des donateurs, les ONG représentent une offre de marchandises morales constituées de services destinés à satisfaire les besoins de populations ciblées, dont la situation doit émouvoir le donateur et motiver le don. Cette nécessité suppose une stratégie médiatique, un discours d'efficacité, des mailings, des quêtes de rues, des affiches adéquates. Sauf dans de très petites associations où il est militant, le donateur est passif. Il est sollicité et répond à une offre de services moraux et à un message émotionnel. Il présente donc un profil sensiblement différent de celui des militants tiers-mondistes des années soixante-dix, anticolonialistes et développementalistes. Il délègue à l'ONG, par son don, la tâche de réaliser une action qu'il n'a pas décidée mais qu'on lui a proposée et sur la programmation de laquelle il n'a aucune influence. L'ONG est donc dépendante de l'argent du donateur. Elle n'est nullement dépendante des donateurs en termes de stratégies et de programmes. La situation est différente avec les bailleurs de fonds, nationaux ou multilatéraux. Les ministères français (Coopération, Action humanitaire) ont joué un rôle important dans les années quatre-vingt pour subventionner des projets et des ONG conformes à leurs analyses géopolitiques. Le développement spectaculaire de l'action humanitaire dans les années quatre-vingt-dix, au détriment relatif des ONG de développement des années soixante et soixante-dix a été appuyé et soutenu par l'État français jusqu'à l'apparition d'un humanitaire d'État mis en œuvre par des militaires. Dans le même temps les organisations multilatérales (Banque mondiale, Commission européenne...) ont pris une part croissante et décisive dans les financements des ONG, confirmant et alimentant un transfert manifeste de compétences, de capacités et de pouvoirs des États nationaux vers des instances multilatérales à vocation globale. Contrairement aux donateurs privés, ces bailleurs pilotent dans une large mesure la programmation des actions à travers des appels d'offres auxquels les ONG répondent pour obtenir des financements. Comme dans tout appel d'offres, le cadre est plus ou moins ouvert mais les lignes directrices ne sont pas formulées par les ONG, ou très peu. Celles-ci gardent néanmoins leur capacité de proposition mais dans un cadre et une logique de fait imposés. Ainsi, face aux bailleurs, les ONG sont dépendantes financièrement car les dons privés sont insuffisants. Elles sont en

outre conceptuellement dépendantes des orientations multilatérales, des choix stratégiques de celles-ci, et de l'idéologie multilatérale de gouvernance globale dominante aujourd'hui. Leur capacité de propositions dites alternatives n'est pas nulle mais elle est singulièrement réduite par une dépendance financière inéluctable face à laquelle le mécénat des entreprises constitue une échappatoire possible mais génératrice d'une autre forme de dépendance.

La crise financière a révélé la fragilité structurelle héritée de trois décennies de néolibéralisme débridé. Les dérives du capitalisme dont les entreprises sont le fer de lance, ont fait l'objet de critiques nombreuses. Celles-ci ont provoqué l'accélération d'une tentative explicite de moralisation du capitalisme. Entreprises éthiques, investissements éthiques, *social business*, économie solidaire, toutes ces notions, qui sont diverses, expriment une demande et une volonté de moraliser l'économie de marché devenue sauvage à force de concurrence et de dérégulation. Paradoxalement, ce n'est pas plus de régulation étatique que l'opinion publique attend, mais plus d'éthique dans des entreprises propres, en termes aussi bien moraux qu'environnementaux. Sous la notion assez floue de responsabilité sociale des entreprises, la société civile semble manifester une attente claire à cet égard et qui, mieux que les ONG, entreprises de moralité à vocation sociale affichée, peuvent apporter un supplément de dignité et blanchir les conditions dans lesquelles sont réalisés les profits des grandes sociétés ? On conçoit donc aisément l'intérêt qu'ont les entreprises capitalistes à socialiser et nettoyer leur image écornée en finançant des projets de développement, d'actions humanitaires à travers des fondations dont une partie des sociétés cotées en bourse donne l'exemple. La fondation de Bill Gates est emblématique à cet égard et même probablement paradigmatique. Ses investissements dans la santé publique, en particulier dans la lutte contre le SIDA, sont extrêmement importants tant financièrement qu'en termes de résultats. Néanmoins, une telle philanthropie émanant de l'une des plus importantes fortunes mondiales et de l'une des plus grandes entreprises présente des ambiguïtés diverses.

S'agit-il d'une action philanthropique individuelle d'un capitaine d'industrie wébérien en quête de son salut ? L'image de

l'entreprise n'est mise en avant qu'à travers le nom de son fondateur. Cette pratique, assez fréquente en Chine où la philanthropie d'entreprise connaît un développement rapide, est moins courante en Europe où la fondation prend plutôt le nom de l'entreprise. La plupart des entreprises qui investissent dans la philanthropie ne sont pas des entreprises parfaitement éthiques dans la mesure où leurs profits s'accroissent au prix de conditions d'exploitation parfois abusives ou contestables. Horaires de travail, harcèlement, travail des enfants, conditions de travail indignes, sont des problèmes connus et passablement répandus. Les fondations d'entreprise achètent-elles ainsi le blanchiment de leurs conditions de travail douteuses voire abusives ? Ou bien s'agit-il de mettre en avant la figure de l'entrepreneur, sa bienfaisance sociale, comme aux USA et en Chine, pays imprégnés d'un capitalisme plus brutal qu'en Europe, où règne une personnalisation du pouvoir industriel plus marquée et où l'image de l'entrepreneur est culturellement valorisée, brutalité incluse ?

Au-delà de ces interrogations, les entreprises, le marché, sont le seul gisement de ressources disponibles pour les ONG quand les subventions étatiques diminuent, que stagnent éventuellement celles des institutions multilatérales. Parce que ce gisement est le moins exploité et que les grandes entreprises ont toujours courtisé les ONG pour moraliser leur image, celles-ci s'inquiètent aujourd'hui sur les risques d'une trop grande proximité susceptible d'altérer sérieusement leur propre image alternative, ou, plus précisément, d'alternatives morales et sociales pour un monde non plus tellement meilleur, mais moins inhumain. La plupart des grandes ONG s'interrogent sur cette question, par nécessité financière et sous la pression des entreprises, désireuses de blanchir leur image dégradée. En effet, en changeant de dimension financière au cours de leur développement les ONG sont confrontées à des besoins croissants de ressources, comme toutes les entreprises, même non lucratives. Les objectifs, moraux à la fondation des ONG, les marchandises morales que certaines produisent, n'introduisent pas des formes angéliques ou idéalistes de gestion. Le développement et le succès de l'action humanitaire ont fait émerger un macromarché de la philanthropie où agissent des macro-entreprises de moralité, fidèles à leurs objectifs qui sont parfois en relative contradiction avec leurs contraintes de gestion

au quotidien : une sorte de schizophrénie apparaît, dans laquelle sont désormais plongées les grandes ONG, qui tiennent un discours moral et émancipateur pour des travailleurs indiens ou africains, et qui, au même moment doivent gérer fermement leurs personnels nombreux pour obtenir des résultats affichés dans leurs sites et brochures. Chaque organisation gère ces contradictions avec les moyens dont elle dispose mais la part réservée aux bénévoles est, dans de telles situations, en train de s'évaporer et marginale. *Small* était *beautiful* pour les premières ONG. Aujourd'hui, victimes de leur succès, en concurrence, les ONG importantes affrontent des contradictions idéologiques manifestes qu'elles gèrent le moins mal possible, souvent avec intelligence et scrupules, sans les résorber tant elles sont inévitables.

Il faut mesurer désormais la dimension globale de ces activités dont la taille est devenue telle que les petites associations semblent appartenir à un autre monde... peut-être meilleur mais échu. Car, à force d'évoquer le meilleur des mondes, les grosses ONG ont, éventuellement, rendu celui-ci fantasmatique à défaut de pouvoir passer pour utopique.

Les grands champs d'activité des ONG

Hors de leur dimension non gouvernementale ou non étatique, les ONG sont porteuses historiquement de thèmes majeurs ou enjeux de sociétés nationales aussi bien que globales désormais. Les ONG ont été, et demeurent, un instrument de globalisation car elles véhiculent des valeurs qui produisent ensuite des normes ou tentent d'en produire. Ces normes sont plus globales que locales dans la mesure où elles portent sur ce qu'on appelle aujourd'hui des biens communs ou biens publics ou des questions de civilisation et de droits de l'homme. Les principales dimensions où se sont inscrites les ONG depuis cinquante ans sont le développement, la santé, les droits de l'homme (et la démocratie), l'environnement, le genre. Dans ces champs, durablement fondamentaux aux XX^e et XXI^e siècles, les ONG ont apporté une contribution importante, ouvert des pistes, avec ou parfois contre les États, dès lors que, dans certains pays, l'État ne garantissait ni la démocratie, ni la santé publique.

Droits de l'homme et santé

L'histoire des ONG fait une large place aux droits de l'homme – devenus droits humains – et à la santé, du moins depuis les années quatre-vingt. Les décennies précédentes se situaient dans le contexte des décolonisations et le développement fut, par nécessité, le programme de tous les jeunes États de la planète. Les ONG de développement des années soixante-dix se situent et s'analysent dans cette historicité. C'est l'époque du tiers-mondisme, composé d'anticolonialisme, de messianisme développementaliste, le développement prenant la figure du progrès à cette époque. Rappelons que cette époque est celle de la guerre froide. Hors des pays socialistes où l'État a le monopole du développement, les ONG de développement se multiplient dans une optique d'aide et d'assistance aux jeunes États et aux populations les plus ignorées par les pouvoirs publics. Il s'agit donc d'un complément des coopérations entre les États.

Au milieu des années quatre-vingt, les programmes nationaux de développement ne sont pas un franc succès et l'URSS s'épuise en Afghanistan. C'est l'occasion pour les USA et la CIA de multiplier les dénonciations du « totalitarisme » soviétique et de répandre des critiques, parfois fondées, sur la corruption dans les jeunes États qui seraient incapables de développer leurs pays respectifs. Antitotalitarisme et antiétatisme vont de pair, alimentés par la vague néolibérale et ses fondations qui distribuent des financements à des militants d'ONG bien naïfs et prétendument apolitiques (Hours, 1995).

Dans un texte de plaidoyer, Coordination Sud affirme : « La santé est un droit fondamental de l'être humain et une composante essentielle du développement. » Dans les ONG, françaises en particulier, les droits de l'homme et la santé ont une histoire passablement intriquée, comme si la santé était un droit, ce qui ne va pas de soi, et comme si les droits de l'homme, politiques, étaient de même nature que la santé biologique. C'est dans cette interface remplie d'ambiguïtés multiples que sont nés dans les années quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-dix, l'humanitaire français et « le sans-frontiérisme » qui a connu un destin planétaire et a popularisé les ONG, médicales d'abord, à grande échelle. Cette rampe de lancement de l'action humanitaire qui s'est substituée progressivement au développement et l'avale en partie (dans les

grosses ONG principalement) est déclenchée en 1985, en France, sur des financements américains (Héritage fondation). Elle offre au public des analyses néolibérales qui semblent attacher ensemble la santé et les droits de l'homme à travers des ONG médicales ou à composante médicale, dont MSF est le prototype à l'époque. Tandis que les USA financent les islamistes afghans, des médecins français sont envoyés pour soigner les victimes de l'invasion soviétique. L'opprobre ainsi produit dans l'opinion, au demeurant partiellement fondé, contre l'URSS, place les ONG humanitaires concernées en championnes des droits de l'homme et fers de lance de la démocratie qui serait un droit. L'héroïcisation de ces médecins humanitaires, dont certains sont arrêtés en Afghanistan pour défaut de visa, fait l'objet d'une intense médiatisation et provoque un afflux de dons des particuliers qui ne cessent plus d'être sollicités à partir d'un message répété jusqu'à ce jour : « Nous faisons des actions sur le terrain. Nous sommes compétents et combatifs. Soyez avec nous. »

Cet épisode fondateur des ONG humanitaires est largement occulté dans les ONG qui ont acquis depuis une plus grande maturité politique. Il présente l'intérêt de montrer la liaison idéologique qui s'est opérée, avec un remarquable succès, entre droits de l'homme, antitotalitarisme, antisoviétisme et santé. La santé apparaît dans les ONG d'urgenciers humanitaires de cette période (1985-1990) comme la préservation ou le sauvetage de la vie biologique. L'objectif est plus de sauver la vie que d'empêcher la maladie comme c'était le cas antérieurement. Cette approche simpliste rompait avec celle des développementalistes qui intégraient la santé dans le développement. Elle évoluera par la suite dans la mesure où les commandos humanitaires, n'ayant pas réalisé les miracles annoncés, en termes de santé autant que de démocratie, ont mis par la suite en œuvre plus modestement des stratégies de santé publique plus sérieuses et relativement plus efficaces.

Les ONG, de tous profils, ont toujours développé des projets de santé en nombre important. La famine a constitué un spectre majeur jusqu'à aujourd'hui où l'on assiste parfois à des manipulations de chiffres peu fréquentes mais fâcheuses dans un univers de bienfaisance. Mourir de faim serait le pire destin, en

Occident, et les ONG ont longuement exploité ce réservoir d'émotions. Plus rigoureusement, parce que la santé conditionne le développement collectif et individuel et qu'une vie gratifiante constitue une aspiration inaltérable et partagée, les ONG ont consacré beaucoup de ressources à la santé publique, moins à travers des programmes ciblés sur des maladies spécifiques, des campagnes de vaccinations, financées par les États et les multilatéraux, qu'à partir de la mise en place d'hôpitaux, dispensaires, et autres formations sanitaires dispensant des soins à une population locale, photographiée en vue de publicisation. Malgré la part dominante prise par les bailleurs multilatéraux, les États demeurent très présents dans le financement de la santé. Les ONG confessionnelles occupent une place non négligeable dans ce dispositif. Il faut aussi mentionner les ONG financées par les collectivités locales, souvent de taille moyenne, qui, avec discrétion, mettent en œuvre des programmes de santé, d'éducation, d'infrastructures, suivant une approche classique ou ancienne du développement. S'agissant de fonds publics (municipaux ou régionaux), l'emphase sur la santé fait plus facilement l'impasse sur la démocratie et les droits de l'homme qui sont des caisses de résonance épisodiquement utilisées par les plus grosses ONG, dont le discours médiatique est supposé influencer l'opinion publique. L'ONG devient un témoin qui dénonce et non plus un simple exécutant de programme. Ces témoignages (*advocacy*) sont fréquents mais mesurés dans les grosses ONG dont la visibilité médiatique légitime le discours et offre une capacité de pression politique désormais mieux maîtrisée que durant l'épisode antitotalitaire.

Il reste en effet que, trente ans après l'humanitaire néolibéral, la santé et les droits de l'homme continuent d'être trop fréquemment mêlés, comme si l'opération idéologique de 1985 avait réussi en persuadant tout un chacun que la santé est un droit de l'homme et que la démocratie (américaine) est bonne pour la santé. Ce qui est éventuellement pensable, mais pas certain.

Ainsi, santé et droits de l'homme constituent un vaste champ d'intervention des ONG. Le succès de l'idéologie humanitaire, devenue globale, a permis à ces deux notions, déconnectées dans l'action quotidienne, de fonctionner conjointement dans la conscience morale des citoyens, constituant une dynamique

puissante et un réservoir d'adhésion pour les ONG qui en usent, et parfois en abusent. Les droits de l'homme issus de la Révolution française sont des droits politiques de citoyens. L'usage désormais établi de la notion confuse de « droits humains » permet de noyer le poisson, trop politique, dans une plus grosse marmite. Les droits humains renvoient à des droits de l'espèce biologique – hommes et femmes – dont la vie biologique est le temple.

En devenant un « droit humain » selon l'expression vague établie, la santé, c'est-à-dire la vie de longue durée, est presque devenue synonyme du bonheur évoqué en d'autres siècles. À l'agenda des ONG, et surtout de leur image dans l'opinion publique, sauver et prolonger des vies, dénoncer des violences étatiques, demeure aujourd'hui au centre de leurs missions. Néanmoins, plus que par le passé où régnait une relative confusion, les programmes de santé s'intègrent le plus souvent dans des stratégies de santé publique négociées avec les bailleurs multilatéraux et les États nationaux. C'est seulement en cas de crise ouverte, d'obstacles incontournables à la mise en œuvre des programmes que s'expriment des dénonciations démocratiques et politiques contre les États ou factions, le plus souvent avec l'assentiment tacite des bailleurs multilatéraux dont les ONG sont l'alibi démocratique et qui exècrent ne pas décaisser les budgets alloués, ou présenter des éléments de mauvais résultats.

Les ONG portant sur la santé présentent un paysage relativement clair désormais. Les plus importantes d'entre elles se penchent sur l'accès aux soins et l'amélioration des systèmes de santé. Plusieurs ONG développent des programmes de cette nature, y compris dans les pays du Nord, telle la France. Médecins du Monde offre l'exemple d'une grosse ONG engagée à la fois dans les pays dits du Sud et en France. La plupart des organisations développent leurs programmes en Afrique et en Amérique latine, à un moindre degré en Asie dans une approche classique de la santé comme facteur du développement.

Les opérations d'urgence médicale, bien connues parce que plus médiatisées, ont lieu sur le théâtre des conflits et des crises alimentaires où apparaissent les noms de MSF, Action contre la Faim, Médecins du Monde... pour citer les plus importantes et les seules françaises, dont la notoriété est héritée de l'épopée des

« *French doctors* » et de leurs aventures politiquement ambiguës, avec des figures médiatiques telles que Bernard Koutchner. Ces ONG, nées dans l'urgence, ont toutes aujourd'hui des activités extra-urgencières, de moyen terme. Un troisième type d'ONG s'affirme médical et cible des pathologies particulières telles que le diabète, la cécité, ou les maladies cardiovasculaires. Certaines de ces ONG réalisent des interventions chirurgicales sur le terrain. D'autres enfin cherchent des parrainages et dons des particuliers pour le transport d'enfants gravement malades, qu'une importante opération chirurgicale en Europe peut sauver. La taille de ces différentes organisations est extrêmement variable, à l'exception des urgenciers qui requièrent une logistique plus lourde. Ainsi des émigrés maliens ou sénégalais peuvent créer une petite association pour financer un dispensaire dans leur village et envoyer du matériel et des médicaments. D'autres petits projets peuvent porter sur une ou deux formations sanitaires soutenues. À mesure que se développe l'échelle d'intervention, ces ONG sont susceptibles de recevoir des financements de ministères (MAE en France ou Agence Française de Développement AFD) ou de collectivités locales, villes jumelées ou régions qui financent de nombreux projets dont la taille peut être qualifiée de moyenne ou petite.

Les ONG portant sur la santé sont parmi les plus légitimes dans l'opinion et leur nombre est important. L'OMS est en rapport avec 189 d'entre elles, les plus importantes au niveau international. D'autres centaines existent. Au seul Burkina Faso, on relève 26 ONG santé, pour 18 de développement rural, le secteur le plus dynamique dans les années soixante, soixante-dix, tandis qu'on compte 49 ONG pluridisciplinaires, menant des activités variées, comme cela est fréquemment le cas dans les pays dits plus pauvres. Ces chiffres n'incluent probablement pas des microprojets non répertoriés et à durée limitée.

Les soins de santé primaires, la santé communautaire, l'accès à l'eau, la gestion des pharmacies communautaires, continuent d'occuper les ONG de santé depuis plusieurs décennies. La commission européenne est un bailleur essentiel en matière de systèmes de santé. La santé reproductive est largement investie par les ONG américaines et la protection maternelle et infantile mobilise beaucoup d'organisations. Au même moment, on observe que de grosses ONG comme MSF, fortes de leurs compétences en

santé publique et en épidémiologie, se sont vu parfois confier la gestion de provinces entières, par délégation du ministre de la Santé dans des régions et pour des durées particulières. Parce que la santé se gère à différentes échelles, des ONG très diverses y trouvent une place. La compétence des plus importantes les constitue en acteurs de première ligne en matière de VIH, de tuberculose, ce qui suppose une collaboration étroite avec les autorités nationales. À l'autre extrémité du spectre, une paroisse de province participe au financement d'un dispensaire et à son fonctionnement. Des petites associations aux grosses entreprises, en passant par les ONG de taille moyenne, le champ de la santé révèle des intervenants très divers par leurs profils mais très complémentaires en termes d'interventions. On doit mentionner des types d'interventions particuliers, tels que les *Flying doctors* de l'AMREF qui se présente comme une ONG africaine inspirée par les priorités du PNUD : ils mettent en œuvre une médecine volante, mobile, évoquant paradoxalement le souvenir de la mobilité de la médecine coloniale. Le recours à l'ordinateur pour diagnostiquer et traiter fut évoqué dans les années quatre-vingt et par l'ONG de Jacques Attali, sans beaucoup de suites.

Dans la mesure où les « droits humains », incluant la santé, sont des droits de l'espèce biologique plus que des droits politiques, ils apparaissent en parfaite harmonie avec les représentations de l'environnement dont la notion de « développement durable » a marqué l'inscription. Non seulement l'espèce biologique des hommes et des femmes aurait des droits, dits humains, mais la planète elle-même, la nature, l'environnement auraient des droits, plus précisément ceux d'être bien traités, préservés, avec toutes les créatures de la biosphère.

L'environnement

Dès lors que la vie des différentes espèces est devenue un bien commun de l'humanité dans le cadre du « développement durable », une solidarité obligée, faite d'interdépendance, apparaît à l'horizon, dont les ONG, appelées aussi OSI (Organisation de solidarité internationale), vont se saisir comme d'un levier essentiel de légitimité. En effet, après la fin de la guerre froide et le maintien de régimes autoritaires économiquement et financièrement

puissants (Chine, Russie), la vulgate démocratique occidentale a baissé d'un ton, sans disparaître. L'Occident, dont les ONG sont un outil, volontairement ou involontairement, n'est plus en mesure de délivrer à grande échelle des leçons de démocratie (américaine). L'avènement d'une inquiétude environnementale planétaire constitue donc une perspective importante pour les ONG qui peuvent y trouver un second souffle après l'épuisement du développement, la baisse de régime de l'exportation démocratique, l'apparition du développement durable et des droits humains.

La santé et l'environnement, dont les connections sont multiples et facilement intelligibles, demeurent les champs les plus solides pour des ONG pourvoyeuses de marchandises morales de plus en plus planétaires. Les maladies sans frontières se développent dans un environnement global dont la perception s'accroît de jour en jour. Les conférences de l'ONU sur l'environnement ponctuent l'histoire d'une prise de conscience forte, doublée d'obstacles économiques et politiques. En luttant contre ces obstacles, les ONG ont trouvé un nouvel élan de dénonciation et de témoignage, bien que le domaine de l'environnement soit particulièrement occupé par de grosses ONG transnationales telles que Greenpeace ou WWF, nécessairement exposées à des pressions politiques importantes. Ces énormes entreprises de moralité environnementale ne laissent place à aucune candeur. Le public doit croire en leur indépendance et en leur capacité de pression. Les États doivent les ménager.

Entre la conférence de Stockholm en 1972 et celle de Copenhague en 2009, ce sont celles de Rio (1992) et de Kyoto (1997) qui marquent. À Rio, l'environnement est qualifié de bien commun. À Kyoto, le protocole du même nom tente de fixer un cadre d'objectifs, avec le succès inégal que l'on sait, puisque les principaux pays pollueurs ne l'ont toujours pas signé à ce jour, craignant que les contraintes environnementales ne brisent leurs économies. Les ONG, invitées dans ces conférences, y tiennent parfois des sommets parallèles où elles réaffirment leurs dimensions alternatives sur une scène internationale médiatisée. Le plus fréquemment dotées du statut d'observateurs, les ONG font de la figuration dans de telles conférences où votent les seuls États, ce qui est juridiquement cohérent. D'où l'intérêt de ces conférences parallèles des ONG où apparaissent clairement des coalitions

d'ONG dont la taille est adaptée à celle des enjeux globaux. Ces caisses de résonance, largement utilisées par les ONG, fortifient leur image et soulignent le fait que leurs capacités locales de pression ne sont plus à l'échelle requise. C'est l'environnement, en particulier l'accès à l'eau comme bien commun, qui a permis de fortifier des stratégies de réseaux et une gestion globale des enjeux globaux aujourd'hui incontournable.

Le développement durable des années quatre-vingt-dix fut à cet égard une aubaine pour les ONG qui ont trouvé là une bouffée d'oxygène nécessaire après l'effacement du développement social et économique et la banalisation de l'action humanitaire. Comme l'émergence des maladies sans frontières, en particulier à partir du SIDA, le développement durable et l'environnement ont offert aux ONG des champs d'interventions démultipliés parce que globaux. L'un des effets de cette évolution est l'accélération, non pas de la disparition des petites associations, mais de leur visibilité devenue confidentielle. Les grosses ONG occupent tout le terrain médiatique pour les spectateurs donateurs de ce monde d'entreprises de moralité globale que sont les ONG. La question se pose alors de s'interroger sur leur rapport à la société civile dont elles se réclament et sur la nature de la société civile invoquée et en partie construite par les ONG.

L'examen de cinquante années de développement des ONG amène à les considérer comme des organisations importantes à la charnière du XX^e et du XXI^e siècles, c'est-à-dire d'un siècle d'utopies politiques héritées à un siècle de revendications de droits de l'homme abstraits où la fabrication d'espoirs fonctionne à plein régime, partagée entre les aspirations à un monde meilleur, portées par les religions, et celles que portent d'une certaine manière les ONG. L'engagement, largement passif et financier, que proposent les ONG aux citoyens, se substitue aux anciennes formes du militantisme dans une large mesure. Il inaugure un autre type d'aspiration, un autre horizon politique que ceux qui animèrent le XX^e siècle.

Les maladies sans frontières, les inquiétudes environnementales et les désordres climatiques engendrent la perception partagée et diffusée d'un monde dangereux qui appelle vigilance et gestion des risques. Dans cet univers contemporain, parmi d'autres acteurs, les

ONG ont un rôle de vigie et de sentinelle, en particulier chaque fois que les pouvoirs publics sont défaillants ou corrompus. Elles contribuent donc à modeler le profil d'une humanité en partie nouvelle, consciente de l'interdépendance dans laquelle elle est insérée, fondamentalement en quête de sécurité plus que d'émancipation, mais néanmoins exigeante en termes de dignité des hommes parmi les autres créatures de la biosphère. Alimentée par les moyens numériques de communication qui font de l'autre un proche dans l'espace et dans le temps, une conscience particulière émerge, qui laisse entrevoir de nouvelles formes de convergences, de consensus, d'indignations surtout, de solidarité parfois. C'est justement ce sentiment de solidarité qu'exploitent les ONG, au sens noble aussi bien que commercial du terme, car devenus inséparables dans les entreprises de moralité.

Mais le développement d'Internet ouvre un autre guichet que celui des ONG pour des engagements, des expressions, des émotions, immédiates et partagées. L'internaute n'est plus passif, il n'adhère plus à une cause, il y participe sous une forme neuve et riche de potentialités de liens inaugurant un nouvel épisode historique d'enchantement du monde, par la société civile. Le précédent avait été inauguré par les ONG, porteuses d'espoirs comme le furent auparavant les États-nations en leur temps. En s'étant institutionnalisées, les ONG sont appelées à se confronter au développement d'Internet qui offre des formes inédites de participation et de construction d'un autre réel, sans aucune médiation, ni intermédiaire, ni cotisation, sauf au serveur. On aura compris que les ONG présentent des profils très divers tout en tenant un discours d'une relative homogénéité sur ce qui est bien pour l'humanité. Quant à la société civile, elle est autant invoquée que présente, dans chaque société, la société civile globale constituant un projet technocratique, des prises de conscience morales et émotionnelles sans frontières, c'est-à-dire une réalité aussi réelle qu'elle est pour l'heure virtuelle.

Pour illustrer et donner du corps aux analyses générales et abstraites qui précèdent, on présentera ultérieurement trois recherches de terrain sur les ONG, menées à des époques différentes, dans des pays divers mais fortement symboliques de la pauvreté, de l'absence de démocratie, de l'État-parti, respectivement au Bangladesh (pauvreté), en Ouzbékistan

(dictature nationale), en Chine (État-parti). On y trouve plusieurs des champs majeurs de préoccupation des ONG, à savoir la pauvreté et la santé au Bangladesh, la démocratie et l'expression de la société civile en Ouzbékistan comme en Chine. Mais auparavant précisons un autre plateau rentable des ONG, le genre, qui émerge dans un premier temps, aux côtés des droits de l'homme, de la société civile et de la démocratie et qui, aujourd'hui, constitue à lui seul un pan substantiel des affichages idéologiques et des financements des ONG.

LE GENRE DES ONG

Monique SELIM

Le genre est désormais un pivot pour les ONG, mais de surcroît, il constitue une exigence pour toutes celles qui ne s'y sont pas spécialisées. Ainsi le genre est-il omniprésent dans le champ des ONG et conditionne leur financement. Pour comprendre cette situation, il est tout d'abord nécessaire de la replacer dans le cadre des politiques des Nations unies, qui, dès 1975, avec la conférence de Mexico, ouvraient la porte aux ONG. À cette époque, l'égalité des femmes, l'intégration et la participation des femmes au développement et leur contribution au renforcement de la paix internationale sont les principaux objectifs déclarés que subsume le slogan de la promotion des femmes. En 1980, la seconde conférence dévolue aux femmes a lieu à Mexico où débute l'évaluation des gouvernements dans leur action d'élimination des discriminations faites aux femmes. En 1985, la troisième conférence accueille 15 000 représentants d'ONG et consacre « la naissance d'un féminisme mondial ». Ce n'est qu'en 1995, à Pékin, que s'institutionnalise le terme genre et que les gouvernements se voient astreints à inclure une « dimension sexospécifique », pour toutes leurs décisions, planifications, institutions. 35 000 personnes relevant des ONG sont alors présentes. Ces 4 conférences fondatrices, par lesquelles se sont amplifiées causes et voix de femmes, aboutissent à la création en 2010 d'ONU femmes qui veut mettre en avant la participation des femmes à la vie politique et

leur autonomisation économique et prend comme partenaires la société civile, soit les ONG, aux côtés des États et des entreprises. La thématique du genre s'est ainsi imposée, prenant appui sur les ONG, constituées en terrain d'expérimentation d'autant plus facilement qu'elles sont dans une dépendance financière pour leur croissance. Trouvant un remarquable écho dans l'ensemble des mouvements féministes qui se revivifient dès les années soixante, les ONG et les recommandations de l'ONU, qui se présentent de plus en plus comme des astreintes, dessinent une mouvance qui gagne en force. En effet, fructueuse et efficace est la rencontre entre des espérances émancipatoires, des transferts de mission entre gouvernements et ONG, des flux économiques et politiques. Les acteurs collectifs s'emparent de ces opportunités qui s'ouvrent sur le fonds des capitaux culturels et symboliques dont dispose chaque société, dans une conjoncture historique particulière. Ainsi au Bangladesh, les femmes deviennent dans le début des années quatre-vingt, une cible majeure, sous l'aspect de femmes abandonnées par leur mari et livrées à la misère ; les couches moyennes éduquées retrouvent là une source première d'inspiration, issue du réformisme musulman de la fin du XIX^e siècle qui prônait l'éducation des femmes. Dans le même moment, elles saisissent ce moyen de capturer des financements internationaux, deviennent des employeurs, faisant peu à peu des ONG un véritable marché du travail pour les jeunes diplômés locaux, en recherche d'emploi.

La résonance, dans une seule et unique nébuleuse, des aspirations féministes à l'émancipation, des ONG et des institutions internationales, a créé un contexte de confusion très particulier, favorable aux ONG et à leur institutionnalisation en appareils de gouvernance parallèles aux États, mais, en revanche, asséchant la subversion des collectifs féministes attirés dans cette intégration institutionnelle. La technocratisation des ONG genre et des modules genre des ONG généralistes, la pauvreté intellectuelle de ces modules appliqués partout selon des schémas identiques, les a produites en accompagnement idéologique du capitalisme globalisé. Promouvoir les femmes d'un côté, aller de l'autre toujours plus loin dans la privatisation des services, la limitation des dépenses publiques et sociales, le retrait de l'État paraît un des

axiomes prédominants aujourd'hui, la touche femmes et genre donnant un surcroît de vertu aux politiques menées. Les programmes genre des ONG – dont on s'accorde sur l'efficacité très réduite – agissent *in fine* comme une sorte d'exorcisme global des excès négatifs de la financiarisation de l'économie dans tous les champs où ils prétendent être opérationnels ; citons en quelques-uns à titre indicatif : microcrédit et transformation des femmes en autoentrepreneures avec réduction de l'emploi, santé reproductive alors même que la paupérisation et l'augmentation des coûts de santé conduisent de plus en plus de femmes à vendre leurs outils de gestation et leurs services sexuels, violence domestique qui augmente avec le chômage et le nonaccès à l'éducation et au travail, etc. Les femmes ont été érigées en actrices majeures de la société civile qu'elles incarneraient par les ONG qui en ont fait leur image de marque et ont participé consécutivement au retrait du militantisme féministe des structures économiques, dès lors axé uniquement sur les mœurs et la sphère culturelle. Après 1991 et la chute de l'URSS, les ONG genre servent ainsi de tremplin à l'apprentissage forcé de la démocratie dans les anciens pays communistes. De la Roumanie¹ à l'Ouzbékistan où nous nous rendrons bientôt, des dispositifs identiques sont mis en œuvre visant à faire des femmes l'avant-garde de la mutation des élites politiques et économiques.

Après 2001, les ONG genre se voient encore remarquablement renforcées, car elles deviennent un instrument politique de lutte contre l'islamisme, avec pour base de départ l'Afghanistan qui sert d'abri à Ben Laden. L'émancipation des femmes fournit alors un renouveau de légitimité à des opérations politiques dans les pays à majorité musulmane tels l'Irak, la Lybie où la destitution de Khadafi peut apparaître dans un premier temps comme un acte courageux envers un satyre aux griffes duquel on arrache des jeunes filles innocentes. En Afghanistan comme en Irak, les financements pour les programmes genre des ONG sont considérablement accrus, tandis que les missionnaires masculins et féminins sont convaincus de participer au sauvetage de femmes en proie à la religion la plus agressive qui soit pour la condition

1. Ioana CRISTOCEA : *Faire et vivre le postcommunisme. Les femmes roumaines face à la transition*, Bruxelles, éditions de l'Université libre de Bruxelles, 2006.

féminine, l'islam. Le dogme est installé et transféré dans ces démocraties européennes en voie de désindustrialisation comme la France où, dans la foulée, des ONG genre sont créées et soutenues pour faire face aux méfaits de la domination masculine au sein des populations immigrées de confession musulmane dans les périphéries urbaines. Ces dernières, qui, auparavant étaient identifiées par leur nationalité d'origine, rentrent bientôt dans la catégorie générique de « musulmanes ».

Comme on le discerne dans ce bref tableau, le genre, pour les ONG, sert à tout ou presque : son spectre est large au plan économique et politique et la cause des femmes est le voile de mobiles variés qui dans les trois dernières décennies ont évolué de l'éradication des pratiques enracinées dans les pays communistes à celles qui se durcissent avec l'islamisation des sociétés et des populations musulmanes et l'islamisme globalisé².

Alors même qu'une cinquième conférence mondiale de l'ONU sur les femmes est envisagée pour 2015, la résolution de mars 2013, faisant des violences faites aux femmes des crimes contre les droits humains montre toujours plus l'importance des enjeux politiques dans la thématique émancipatoire des femmes. Il fallut de longues négociations et des compromis pour que soit adoptée cette résolution à laquelle s'opposaient en particulier l'Iran, la Libye, le Soudan et d'autres pays musulmans mais aussi le Vatican et la Russie. Embrasser l'ensemble des lignes d'actions qui convergent sur les ONG genre s'inscrit dans une perspective qui ne vise pas à réduire ces ONG à des marionnettes, ce qu'elles ne sont pas, mais à participer à l'élucidation des contradictions qui les agitent, comme institutions et viviers bouillonnants d'inspirations fécondes. L'anthropologue doit néanmoins repenser sa démarche méthodologique face à ce nouvel acteur global pluridimensionnel que sont les ONG tout à la fois opérateurs de bénévolence et entreprises. C'est maintenant vers les difficultés épistémologiques intrinsèques à l'objet anthropologique ONG que nous nous tournerons.

2. Gilles KEPPEL : *Quatre-vingt-Treize*, Paris, Éditions Gallimard, 2012.

ONG : MODE D'EMPLOI ANTHROPOLOGIQUE

Monique SELIM

Depuis le rapatriement de l'anthropologie sur la société d'origine de l'anthropologue – forcé en France par la fin de la colonisation et les indépendances nationales, plus ancien aux USA – une foule de nouveaux objets se sont présentés à la discipline, qui les a peu à peu intégrés et institutionnalisés sous la forme de branches idoines. Certains champs sociaux sont ainsi devenus très fréquentés par les anthropologues tels ceux de la ville, dans son centre et ses périphéries, d'autres ont été plus délaissés comme l'entreprise et le travail. Pour plusieurs raisons, les ONG attirent les étudiants en anthropologie : elles sont en effet un lieu de travail permettant à moindre coût d'accéder au terrain, et une forme vertueuse d'apprentissage laborieux et savant. Les ONG constituent en outre pour les chercheurs une situation interpellante en mêlant développement, solidarité, humanitaire – ces nouveaux mots balises – et en engageant d'aucuns à des créations appropriées. Comme l'explique une anthropologue parmi d'autres, un moment arrive où l'extrême dénuement de la population étudiée, suite à une catastrophe naturelle ou politique, rend impossible la distance usuelle et pousse à l'action, à l'aide, cette autre notion qui fait florès sur Internet ; ainsi planet'NGO a pour slogan « Aider c'est

possible ». Les approches développées sur les ONG sont plurielles et privilégient tantôt la cible des ONG – victimes diverses – tantôt les objectifs de celles-ci, et leur financement, tantôt leur impact, beaucoup plus exceptionnellement leurs employés. Parce que l'anthropologie a pour spécificité une perspective holistique, issue au départ de terrains villageois lointains – donnant l'apparence d'une unité spatiale de vie sans intrusion extérieure – le transfert de la démarche anthropologique aux ONG pose de réels problèmes méthodologiques. Comment produire un regard totalisant qui ambitionne d'englober tous les aspects d'une ONG, prise pour objet anthropologique, alors même que cette dernière est exemplaire de l'éclatement du groupe social, dans l'acception antérieure promue par la discipline? Les difficultés sont nombreuses en particulier parce qu'une ONG particulière n'est qu'un maillon d'une chaîne de sous-traitance bifide : financière d'un côté, idéologique de l'autre, faisant miroiter les multiples liens numériques censés la rendre attractive, plus présente et soutenue, originale. Mais une ONG est aussi un collectif hiérarchique d'employés, avec ses bénévoles en périphérie, sans oublier les rapports sociaux qu'elle produit dans sa pratique sur le terrain. Selon les continents, les orientations, l'accent a été mis sur des dimensions notables – tels les courtiers du développement ou la misère des camps – ou a privilégié la grammaire de l'action et son écart avec la réalité – comme dans les « cas » humanitaires. Néanmoins, dans le contexte présent d'une croissance affirmée du module ONG comme outil de gestion, instrument politique, plateau d'émotions confusionnelles, il paraît nécessaire de forger un appareil méthodologique propre à l'anthropologie qui évite la segmentation épistémologique.

Soulignons tout d'abord que dès qu'elles atteignent un taux de financement leur permettant des recrutements de salariés, les ONG adoptent, bon gré mal gré, qu'elles le veuillent ou non, une logique entrepreneuriale, sans laquelle elles ne peuvent croître et perdurer. À ces salariés, s'ajoutent d'autre part les bénévoles, qui, d'une certaine manière, constituent une main-d'œuvre gratuite, périphérique. L'ONG est donc dans son noyau un lieu de travail, avec sa hiérarchie, et l'anthropologue se doit en premier d'analyser les rapports internes, tendus d'une manière générale par la

contradiction entre une idéologie partagée de bénévolence et la volonté d'efficience actualisée dans la mise en subordination. Pourtant, cette analyse des processus de hiérarchisation dépend largement de la place que l'anthropologue occupe et de la position qu'il a r eussi   créer, à partir de cette place : employé, bénévole, ou simple observateur accepté par la direction de l'ONG, il lui incombe dans tous les cas de r eussir à convaincre l'ensemble des acteurs de son écoute confidentielle, à la fois proche et distante des conflits qui agitent l'ONG comme tout champ social de travail. Inévitablement, là comme ailleurs, l'anthropologue est intégré comme un acteur social et c'est dans le décryptage du rôle que les sujets tentent de lui faire jouer de façon évolutive, tout au cours de l'enquête, qu'il peut appréhender le mode de communication en jeu. Dans le premier cercle, comme dans les suivants, la communication numérique est un élément important dans la mesure où, comme dans toute entreprise et/ou sphère de travail, elle objective et exhibe les rapports hiérarchiques, leur occultation et détournement. Mais une ONG n'est pas un champ social de travail comme les autres du fait même de l'orientation idéologique qui l'anime et qui la fait dévier du simple objectif de production d'une entreprise. Et sa cible – ceux qu'elle voudrait aider, développer, former, éduquer, soigner, etc. – possède une autonomie décisive d'intervention dans la scène qu'entend donner à voir l'ONG. Au-delà des images et selon les contextes locaux, les logiques de soumission ou d'autonomisation sont plus ou moins fortes et engendrent des fissures qui se creusent durablement, bloquent les projets et s'amplifient par leur écho dans le premier cercle des salariés, prenant inévitablement parti pour les uns ou les autres.   l'harmonie que souhaiterait faire régner une ONG, répond souvent un théâtre de conflits aux multiples paliers emboîtés et diffractés, trouvant leur caisse de résonance dans les liens numériques. C'est l'ensemble de ces plateaux que s'efforce de saisir l'anthropologue, se déplaçant de l'un à l'autre, du centre de décision vers les périphéries les plus lointaines de l'ONG, composées de microgroupes sociaux ayant chacun leur spécificité.   tous les niveaux, l'attention portée aux acteurs individuels et à la singularité de leur tropisme pour l'ONG permet d'éclairer la complexité foisonnante du paysage social engendré par l'ONG, très éloigné de celui que chacun, au départ, aurait pu envisager.

Motivations et stratégies ne sont qu'une parcelle d'un tableau dense au sein duquel les biographies donnent la clef d'une compréhension plus large qui se révèle au fur et à mesure que l'investigation se développe et s'engouffre dans les failles des communications et des réalisations.

La retotalisation des rapports sociaux qu'ambitionne l'anthropologue face à une ONG dont les programmes touchent différentes populations dans, lorsqu'elle atteint une grande taille, différents continents, bute en particulier sur le politique et l'économique. En effet les rapports aux États qu'entretient une ONG sont toujours structurants, dans le pays d'origine de l'ONG comme dans les lieux d'intervention. La dimension non gouvernementale des ONG et leur édification en outil de minimisation du pouvoir de l'État, ne sauraient occulter leurs relations avec les États et les décalages qu'ils inscrivent. Dans cette optique, les enjeux politiques sont majeurs au niveau macrosocial mais aussi au niveau microsociale des organisations pratiques et des individus dont les appartenances évoluent au gré des rapports sociaux et des jeux des relations interpersonnelles. Ces enjeux politiques ne se donnent pas à voir aisément, l'image de l'ONG se voulant le plus souvent apolitique. Dans des situations dictatoriales, ces enjeux politiques peuvent barrer radicalement l'accès de l'anthropologue aux sujets, comme en Ouzbékistan. Au Bangladesh, si ces enjeux politiques prennent une proportion énorme, marginalisant une ONG ou, au contraire, la mettant au pinacle, la complexité et la violence des combats rendent leur mise à plat dans un premier temps difficile. Dans ce champ politique, s'inscrit le religieux, qui dans les démocraties européennes comme ailleurs tend à être de plus en plus érigé en problème politique, obligeant les gouvernements à des gestions délicates, entraînant les ONG dans la foulée et plaçant l'anthropologue face à l'ampleur des logiques politico-religieuses.

Les ressources économiques d'une ONG et leur appropriation, constituent souvent en revanche l'objet le plus visible pour l'anthropologue, particulièrement dans des contextes où le dénuement, conjugué avec des dominations historiques, en fait une manne miraculeuse qui se retrouve alors rapidement captée par ceux qui se situent en haut de l'échelle hiérarchique, par exemple

les membres du Parti dans le Vietnam toujours communiste. L'anthropologue ne saurait néanmoins s'arrêter à ce spectacle somme toute attendu et banal dans la mesure où il est une composante intrinsèque d'un rapport « d'aide », comme domination impensée enclenchant les chaînes de domination qui gîtent dans la population ciblée. Les logiques des acteurs individuels et collectifs ne s'y réduisent pas et ce d'autant moins que l'ONG ouvre souvent des fenêtres, auparavant inimaginables pour les sujets, débouchant sur des ascensions palpables dont les fermetures ultérieures seront d'autant plus dures et frustrantes. Recomposer le paysage fait d'entités intriquées et décalées, dont les rapports sociaux propres sont affectés par l'intrusion de l'ONG et les relations internes qu'elle recèle, telle est la tâche ardue de l'anthropologue, obligé d'accepter ses limites et son incomplétude au moment où il choisit d'arrêter l'investigation. Cependant, son implication et la restitution dans laquelle il va être engagé redoublent l'embarras et les obstacles spécifiques que comporte une enquête anthropologique sur une ONG.

En effet, si l'implication de l'anthropologue et la restitution des résultats de la recherche sont, depuis le rapatriement de l'anthropologie sur la société d'origine de l'anthropologue, des thématiques bien balisées, dans chaque type d'organisation et de groupe social étudiés, elles se présentent sous des formes singulières. L'empathie idéologique ou son autre face, le désir de démystification, sont souvent, de façon latente ou explicite, au départ de l'intérêt de l'anthropologue pour une ONG particulière. Ainsi se trouve-t-il impliqué au-delà et en deçà de sa perspective de connaissance, mêlant plus que dans d'autres champs sociaux les dimensions subjectives d'investissement et d'acteur social présentes dans toute enquête. En outre les ONG réclament, avec une particulière vigueur, des opérations de restitution qui tendent à confondre diagnostic, audit et analyse anthropologique : ce qui s'inscrit dans leur visée opérationnelle mais complique la position de l'anthropologue. C'est pourquoi les ONG, qui sont à la fois des outils de gouvernance globale et des champs microsociaux aux contradictions enchaînées, requièrent une vigilance méthodologique accrue aussi par le fait qu'elles sont présentes dans tous les terrains aujourd'hui et donc immanquables pour l'anthropologue. Parce qu'elles revêtent pour les acteurs – qui les

créent, les dirigent ou en sont la cible et se l'approprient – une portée de changement social et d'amélioration du monde, elles s'offrent à l'observation comme des pôles d'attraction imaginaires, remplaçant les anciens dispositifs de l'action politique, syndicale.

Leurs intentions sont insoupçonnables même si leurs modes d'affectation peuvent générer bien des soupçons. Ainsi sont-elles désormais un objet incontournable pour l'anthropologue qui va incidemment les rencontrer dans son enquête lorsqu'il n'a pas choisi de se pencher particulièrement sur l'une d'entre elles. Le retour de la charité, dont les ONG sont l'instrument prioritaire, enjoint à s'efforcer de comprendre comment, à partir de logiques toujours singulières, viennent se condenser sur ces dernières, tant d'investissements psychiques, politiques, économiques dont la pluralité trouve là un point d'unification symbolique. C'est ce qu'une ONG bangladaisienne illustre avec particulièrement de force et nous invitons le lecteur à appréhender son histoire tumultueuse qui débute dans les années soixante-dix et se poursuit plus de quarante ans après.

ENTRE ÉGALITÉ, HIÉRARCHIE ET POLITIQUE AU BANGLADESH

Monique SELIM

Gonoshastaya Kendra, littéralement le centre de santé du peuple – dont le campus situé dans la même localité, Savar, que l'immeuble qui s'est effondré en 2013 au Bangladesh sur des ouvrières du textile – illustre avec particulièrement d'acuité l'évolution des ONG dont nous avons précédemment dressé le tableau, ainsi que les contradictions des rapports sociaux internes auxquelles l'anthropologue se doit d'être attentif. GK, comme nous le désignerons maintenant, est soutenu depuis son origine par un comité français dont l'histoire elle-même est exemplaire des continuums et des fractures idéologiques qui président au devenir des ONG dans les anciennes démocraties en voie de désindustrialisation comme la France. Nous avons mené une investigation anthropologique approfondie sur cette ONG dans les années 1986-1988 et nous y sommes retournés à plusieurs reprises par la suite. Notre intégration première dans GK, et consécutivement dans le comité français, comme anthropologues, acteurs externes-internes, nous a permis une observation de longue durée fondée sur des relations personnelles d'amitié ici et là-bas à la base de la lecture diachronique proposée. GK, comme le comité français, ont désormais chacun leur site et l'internaute, qui se rend

sur l'un et l'autre flaire immédiatement le parfum d'antan qui a vu la naissance de ces deux ONG dans les années mille neuf cent soixante-dix, époque où resplendit un tiers-mondisme désormais déchu.

GK est directement issu de la guerre de libération du Bengale oriental menée contre le Pakistan et aboutissant à la création du Bangladesh en 1971. Du côté bengali, le Pakistan est en effet vu comme un pouvoir colonisateur, qui garde pour sa province occidentale les mannes du développement et abuse de l'islam pour asseoir sa domination politique. Quelques médecins bengalis nationalistes, luttant pour l'indépendance, montent un petit hôpital pour soigner les blessés de la guerre. Du côté français, l'abbé Pierre se rend en Inde en 1971 à l'invitation d'Indira Gandhi pour visiter les camps de réfugiés où des millions de Bengalis, ayant fui la guerre, s'entassent. Menée entre deux peuples musulmans, fait qui reste exceptionnel, la guerre est extrêmement meurtrière et l'abbé Pierre décide de connaître les exactions qu'elle engendre, viols massifs de femmes et massacres par l'armée pakistanaise. Une rencontre a lieu entre l'abbé Pierre et le docteur Zafrullah Chowdury qui a monté le premier l'hôpital et sera le directeur de GK pendant plusieurs décennies. Le comité français naît ainsi à Bagneux pour accompagner les efforts du petit collectif bangladaishi qui entend apporter « le développement » à son peuple désormais indépendant.

Le cadre politique, idéologique, économique de l'époque est prégnant, tant du côté bangladaishi que français : des chrétiens de gauche dans la mouvance du PSU (Parti socialiste unifié) d'un pays encore en croissance – la France des années soixante-dix – se portent au secours d'une population qui paraît martyre et qui revendique son indépendance politique, économique, mais aussi sa spécificité linguistique et culturelle. Les leaders français comme bangladaishi appartiennent également aux classes moyennes progressistes faisant du développement économique la clef de l'émancipation et œuvrant pour un monde meilleur pour les plus démunis, dont les habitants du Bengale oriental, sur lesquels s'abattent régulièrement catastrophes et inondations, sont les effigies. Les uns comme les autres pensent que la pauvreté peut être éradiquée, que l'éducation est centrale, et ils ne s'arrêtent pas

sur ce qui les sépare, vite neutralisé : du côté français, on est catholique pratiquant alors même que les dirigeants bangladais de GK affichent leur athéisme, s'inspirent du maoïsme, en suivant l'exemple repensé des médecins aux pieds nus chinois, et sont attachés au premier gouvernement du Bangladesh, tenu par Sheikh Mujibur Rahman, et qui se veut « séculier », interdisant les partis politico-religieux, et « socialisant ». La fusion entre les pionniers de GK et ceux du comité français ira loin au plan symbolique : Zafrullah Chowdury acceptera de communier lors d'une messe en France, alors même qu'il interdira l'édification d'une mosquée – comme de tout édifice religieux – dans le campus de Savar où le pourcentage d'hindous est plus élevé qu'au niveau national et où certaines employées hindoues ont épousé des musulmans.

Ce contexte historique posé, venons-en maintenant à GK lui-même qui, très rapidement, est devenu une entreprise de développement – comme nous l'écrivions en 1989 – et a atteint le chiffre de 1 500 employés, chiffre qui depuis, en 2013, n'a guère bougé. GK est enregistré au bureau des ONG en 1980 et ses activités, qui ciblaient au départ principalement la santé et les soins de santé primaires, se sont diversifiées très vite dans les champs de l'éducation, du microcrédit, des coopératives agricoles, de la gestion des catastrophes, avec des initiatives innovantes : une auto-école pour les femmes, une coopérative de santé pour les conducteurs de *rickshaws*, une université formant à la médecine et aux disciplines de santé, mais aussi aux sciences sociales, un hôpital oncologique, une usine de production d'antibiotiques dont la création a joué un rôle symbolique majeur dans la transformation des rapports sociaux internes à GK et sur laquelle nous porterons l'attention dans les pages suivantes. Les femmes sont une cible constante de GK, qui, mettant l'accent sur l'égalité entre les sexes et la promotion des femmes, dès l'origine a créé des ateliers de production pour assurer leur formation dans des branches comme la métallurgie où elles ne sont pas localement représentées. Soulignons ici que GK n'est pas la seule ONG bangladaise à se donner de tels objectifs, partagés de fait par de nombreuses autres ONG et reflétant le réformisme musulman en œuvre dès le XIX^e siècle. Les ONG ont donc fleuri sur un terrain favorable au Bangladesh qui se présente comme un laboratoire d'expérimentation pour elles. Néanmoins GK occupe une place

importante dans le paysage local et son profil singulier a conduit à ce que son dirigeant, Zafrullah Chowdury, reçoive de nombreux prix internationaux, dont le Nobel alternatif. La lutte contre les multinationales pharmaceutiques qui s'est concrétisée dans la création de l'usine de production d'antibiotiques, la politique de santé prescrivant l'usage de médicaments génériques sont quelques-uns des hauts faits de GK qui lui ont valu sa réputation dans le monde entier.

Un idéal d'émancipation pour tous

Gardé par des femmes, le vaste campus de Savar – qui constitue la première implantation de GK – s'offre à l'observation comme une microsociété qui rassemble toutes les institutions nécessaires : école, hôpital, usine, ateliers féminins, agriculture – avec astreinte pour tous, quel que soit son niveau hiérarchique, à une heure de travail matinal dans les champs –, immeubles destinés au logement, à l'administration, à la recherche, etc. De nouveaux chantiers de construction sont toujours en route, employant des journaliers sous la direction d'un *contractor*. L'embauche de ces derniers dépend de la solide implantation dans les villages environnants de l'organisation, à travers principalement la mise en place de petites structures souples de crédit pour les paysans dépourvus de terres. Les sommes prêtées à l'intérieur de ces petits groupes de dix à trente personnes (soit masculines, soit féminines) si elles sont peu élevées (200 TK en 1987), permettent d'éviter le recours aux usuriers dont les taux d'intérêt sont prohibitifs. La moitié de l'intérêt perçu (50 %) est alors versée sur un compte individuel et constitue ainsi une épargne obligatoire. Associés aux dispensaires et surtout aux passages réguliers du personnel paramédical dans les familles cotisant annuellement à un système qui se présente comme une sorte d'assurance-maladie, ces différents dispositifs favorisent sous un autre angle le développement d'une réserve de main-d'œuvre permanente. Celle-ci, lors de l'installation de tout nouveau secteur d'activité, ou encore dans une période critique, peut être abondamment mise en œuvre avec le « transfert » d'une partie des anciens salariés vers le dernier domaine créé, ceux-ci étant alors remplacés par de nouveaux employés. Un itinéraire-type, qui semble ne

correspondre à aucune politique réfléchie des dirigeants, pourrait être ainsi tracé pour les membres des couches les plus défavorisées. Il part du village, prend pour étapes intermédiaires le chantier de construction suivi par un des ateliers pour arriver enfin à l'usine de production d'antibiotiques, usine de rêve où le repas de midi servi à la cantine comprend un dessert, ce qui serait le symbole d'un statut infiniment supérieur, comme le font remarquer avec une peine réelle des jeunes femmes d'un atelier : « Pour nous, jamais de sucré. » Dans un contexte où les acteurs expriment spontanément le statut de leur famille par le nombre de mois durant lesquels « ils peuvent manger » dans l'année, l'incertitude pesant sur « les autres mois ».

De tels sentiments désignent de fait, de manière détournée, le fondement même de l'organisation, perçu sous la forme d'une règle centrale de fonctionnement par les salariés de l'entreprise. Ceux-ci l'expriment de façon très simple à travers des propos comme : « Il [le fondateur de l'organisation] veut qu'on monte toujours plus haut » ; « Il nous pousse ». La formule inscrite sur un panneau à la porte de l'école résumerait en effet à elle seule les conceptions des dirigeants : « L'éducation des pauvres et leur émancipation sont nos objectifs. » Cette visée place au premier plan la promotion d'une classe sociale dans une conjoncture globale marquée par des contraintes socioéconomiques qui compromettent parfois sa simple reproduction. Ce projet est amené à rencontrer les logiques endogènes en fonction des positions occupées et des possibilités objectives ouvertes à chacun par la société. Le principe abstrait d'une promotion de ceux qu'on appelle par le vocable très chargé de *garibbi* (pauvres) – dont on verra ultérieurement l'efficacité imaginaire – se voit véhiculé dans le cadre des relations interindividuelles nouées entre les dirigeants et leurs employés. Il apparaît alors comme le postulat d'une potentialité personnelle indiscutable à accéder aux postes les plus élevés, et devient en tant que tel susceptible d'instituer une gestion sociale complexe. Ce postulat est reformulé dans les termes d'une promesse d'ascension sociale par tous, quel que soit leur statut, titulaires d'un PHD ou analphabètes, ces derniers saisissant l'opportunité inespérée qui leur est donnée de s'instruire dans l'école du campus pendant les heures de travail. Il semble alors de

nature à s'actualiser de manière différentielle et en deçà des attentes qu'il suscite.

L'émergence de l'usine en 1986, parée des atouts d'une modernité prestigieuse et appelant des compétences techniques externes, son extension au sein du campus, contiennent en eux-mêmes les germes du développement de processus sociaux contradictoires, qui jusque-là n'avaient pas trouvé de terrain propice. Ceux-ci prennent appui sur la mise à jour et l'amplification de représentations divergentes qui s'enracinent dans le jeu des promotions effectives, qui sont octroyées aux acteurs d'un champ social de travail où les « spécialisations » sont en augmentation rapide et où les ambitions idéologiques ultimes restent en dernier ressort l'apanage des dirigeants.

Obéissant au système de promotion généralisée, qui caractérise l'ensemble de l'ONG, l'usine évolue sous une stricte tutelle : son directeur fut pendant plusieurs années un des médecins fondateurs de l'organisation. Son successeur, recruté en vertu de son expérience professionnelle dans des multinationales, n'avait aucune attache antérieure avec les responsables et son pouvoir de décision reste en conséquence très limité pour tout choix d'intérêt général important, mais aussi en matière de recrutement de cadres, de salaires ou même de promotions concrètes. Cette tutelle s'exerce à l'encontre de ce qui s'esquisse comme une poussée interne d'autonomisation de l'usine, comme unité spécifique ou encore corps étranger au sein de la configuration sociale globale dont elle dépend. Cette amorce de disjonction, qui s'insinue progressivement en filigrane dans le tissu social du campus, s'inscrit au cœur des logiques individuelles d'insertion dans l'ONG. Ces dernières façonnent une scène de rapports sociaux problématiques, traversée par des tensions voilées, dont la maîtrise illustre l'ensemble des ressorts de fonctionnement de la microstructure.

Les écueils d'une logique de promotion généralisée

Les plus anciens employés aiment se remémorer l'époque où, rassemblés à quelques-uns sous une tente – dans des conditions d'autant plus difficiles que l'aire d'implantation était mal reliée à la capitale – ils œuvraient avec les moyens du bord. Ils étaient alors,

pourrait-on dire, tous « logés à la même enseigne... » En 1987, le chemin parcouru leur semble immense lorsqu'ils contemplent, avec satisfaction et non sans émerveillement, les multiples réalisations du campus et les bâtiments où s'activent les uns et les autres... Le champ social dans lequel ils évoluent apparaît gouverné par une neutralisation déterminée des différences sociales. Chacun est à juste titre convaincu que son travail ne profite pas – au sens strictement matériel du terme – à quelques-uns... Les bénéficiaires des différents secteurs d'activités sont en effet – sous contrôle du trust³ qui est à la tête de l'ONG – réinvestis régulièrement dans de nouveaux projets à l'intérieur du campus et dans l'ensemble du pays. Cette volonté de neutralisation n'en est pas moins conjuguée à un réalisme gestionnaire certain. Les différences statutaires sont donc claires, en particulier en ce qui concerne le logement des salariés, dont l'attribution associe de manière rigoureuse la taille de la famille à la position occupée. Les responsables et les cadres supérieurs bénéficient ainsi – lorsqu'ils vivent avec leur femme et leurs enfants – de petits pavillons de béton dont l'ensemble n'est pas sans évoquer un cottage anglais. Les employés célibataires sont – lorsqu'ils habitent le campus – logés soit dans un immeuble de quatre étages, soit dans de petits bâtiments où dans les deux cas, ils partagent le plus couramment une chambre à quatre. Une salle de bains est commune à deux chambres dans l'immeuble, tandis qu'elle l'est à l'ensemble des occupants d'un des bâtiments. On remarque peu de cadres résidant sans leur famille. Le premier directeur du laboratoire de recherche de l'usine eut le privilège tout à fait exceptionnel de se voir accorder un pavillon bien que sa femme fût à Dhaka. Ce privilège s'explique en partie par son âge, ses difficultés de santé et une position bien particulière au sein de l'usine. Il fut en effet un des premiers salariés hautement qualifiés, recruté après une longue carrière dans différentes entreprises, et manifestant son désir de contribuer aux efforts de l'organisation. Le fondateur de l'organisation – séparé dès cette période de son épouse anglaise, remarié par la suite à une jeune femme bangladeshie – dispose en 1987, pour sa part, de deux pièces dans le principal immeuble du campus avec pour tout luxe un

3. Ce trust comprend des personnalités internes et externes à l'organisation : en 2013, cinq hommes, dont trois anciens dirigeants de GK, et une femme, ex-directrice du département de géographie de l'université de Dhaka.

réfrigérateur, un ventilateur et une douche. Un ancien haut fonctionnaire bangladaise, venu travailler dans l'usine après sa retraite, a accepté une chambre personnelle dans l'immeuble, tandis que sa famille choisissait de rester à Dhaka. Il est en effet demandé aux responsables et aux cadres supérieurs d'habiter dans le campus afin d'être « disponibles » en dehors de leurs heures de travail réglementaires. Les réunions sont nombreuses en soirée et ils sont par ailleurs tenus de dispenser bénévolement un enseignement aux employés de niveau inférieur, ou des stages de formation suivis par des groupes extérieurs.

En 1987, trois cents personnes résident dans l'enceinte de l'ONG qui n'est donc pas en mesure de fournir à l'ensemble de ses employés un logement, en dépit de son souhait en la matière et des projets de construire d'autres bâtiments et pavillons qui, en 2013, se sont multipliés. Les salariés logés dans le campus, parmi lesquels on compte une trentaine d'employés de l'usine, sont donc généralement célibataires. Les autres salariés habitent dans les villages ou les petits centres urbains des environs. On observe que les salariés célibataires se regroupent à l'extérieur du campus dans ce qu'on appelle localement des *mess* – soit féminins, soit masculins – dont le confort est très semblable à celui qui existe dans le campus. Tout nouveau salarié, n'ayant aucune implantation dans la région, peut ainsi trouver, par l'intermédiaire de ses collègues ou d'un responsable, un logement dans un de ces *mess* où vivent de nombreux employés de l'usine.

La diversité des conditions d'habitat à l'intérieur du campus matérialise des écarts statutaires dont les représentations confuses prennent appui sur d'autres éléments empiriques. La logique interne dans laquelle ces représentations s'intègrent s'édifie en premier lieu autour de la catégorie imaginaire du « pauvre » (*garibbi*), qui constitue, dans le cadre idéologique élaboré, la cible principale de l'organisation. Une couche sociale se trouve ainsi abstraitement unifiée par cette désignation dont les effets symboliques sont décisifs dans le champ social de l'ONG. L'insertion comme salarié revêt alors pour les acteurs des strates défavorisées la signification d'une sortie radicale de la « pauvreté », qui devient vite la nécessité d'affirmer sa séparation avec un « monde des pauvres », rejeté à l'extérieur du campus,

dans l'univers des villages dont ils sont majoritairement issus. L'anthropologue, à la présence de laquelle on s'est peu à peu familiarisé, est ainsi arrêtée sur le campus par des employés qui lui expliquent avec une virulence, à ses yeux étonnante, que personnellement ils ne sont pas nés dans une famille démunie et analphabète... La force de ces dénégations spontanées, la distance récurrente prise lors des entretiens avec les employés de l'usine, avec toute allusion à une « pauvreté » caractérisée, mettent en évidence les processus selon lesquels les salariés sont conduits à s'extraire d'une appartenance à un groupe social qui, en étant érigé en instrument de légitimation de l'organisation, est dans le même moment bâti en pôle négatif de leur identité. Si cette construction identitaire peut paraître renvoyer d'une certaine manière aux principes de promotion affichés par l'ONG, elle indique plus profondément les enjeux internes dont cette promotion est globalement porteuse.

L'école du campus est ainsi un des lieux où ces enjeux se révèlent dans toutes leurs dimensions. Sur cette école – très appréciée par les enfants des villages environnants, et ce, d'autant plus que le repas de midi qui leur est offert peut être pour beaucoup le principal sinon le seul repas de la journée – se cristallisent en effet les conceptions que les acteurs se font de leur propre position. Manifestes chez les cadres moyens et supérieurs de l'usine – mais aussi chez ceux de l'ensemble de l'organisation – ces représentations conçoivent l'école comme uniquement destinée aux « pauvres », et tout à fait inadéquate pour leurs propres enfants. Brutalement qualifiée dans les discours « d'école de pauvres », dont l'enseignement serait mauvais, cette école fait l'objet d'une critique strictement hiérarchique. Les employés devenus parents soulignent que leurs enfants ne supportaient plus les « autres » enfants, qu'ils étaient trop intelligents, qu'ils ne progressaient plus et stagnaient au même niveau depuis plusieurs années, etc. À travers l'école s'expriment donc des logiques de partition sociale très nettes. Elles ont débouché sur de telles tensions que l'école a donné matière à de nombreuses réunions et discussions entre responsables, soucieux avant tout du maintien de l'unité du campus. L'autorisation fut enfin donnée à ceux qui le souhaiteraient d'inscrire leur enfant dans une école extérieure. Plusieurs enfants de cadres supérieurs de l'usine – comme de

l'ensemble de l'organisation – se retrouvent ainsi dans une école à quelques kilomètres de là, réservée à des fonctionnaires en poste dans un campus proche.

Cette solution fut retenue au détriment de la possibilité évoquée de fonder une deuxième école, école qui aurait alors été réservée aux enfants des employés de statut supérieur. L'idée de relever le niveau de l'école du « peuple » (*gono*⁴) – selon sa dénomination exacte – fut elle aussi abandonnée. On perçoit comment l'occultation, par refoulement en dehors du campus, ou plutôt l'externalisation de la séparation hiérarchique, a prédominé sur l'institutionnalisation tangible de cette séparation qu'aurait incarnée l'institution de deux établissements scolaires. Ces questionnements autour de l'école illustrent notamment les contradictions internes qui gîtent dans l'axiome d'une promotion généralisée. La rencontre problématique de deux types de promotion se trouve ici mise en scène : elle se voit focalisée sur la gestion personnelle de l'ascension familiale à travers le personnage central de l'enfant. Les cadres supérieurs soulignent en effet qu'ils ne sauraient hypothéquer *a priori* l'avenir de leurs enfants, quelle que soit la sincérité de leur dévouement. Leur souhait de voir ces derniers devenir médecins – souhaits qu'ils partagent d'ailleurs avec les employés subalternes – montre par ailleurs la cohérence de l'édification hiérarchique en jeu dans l'ONG : la promotion la plus honorifique envisagée par tous – quel que soit leur statut – est identifiée à la profession des fondateurs de l'organisation.

À l'instar de l'école, l'hôpital du campus fait l'objet d'une suspicion prononcée de la part des salariés de l'usine qui se plaignent de soins inadaptés et en particulier de l'usage abusif de quelques médicaments, à spectre trop large ; sans désigner précisément cet hôpital comme un « hôpital des pauvres » – sur le même modèle que l'école – ils marquent par là sans aucun doute leur distinction avec la masse des villageois : ces derniers trouvent en effet dans ce dispositif – par ailleurs modeste – des médecins diplômés, à un coût minime, en opposition à une multitude de praticiens locaux offrant pour des sommes plus ou moins élevées

4. Le terme *gono* renverrait plus à une appréhension universaliste de l'humanité qu'à des définitions socio-économiques ou encore nationales (comme le peuple bengali).

des thérapies de type divinatoire (*fakirs, pirs* utilisant l'eau bénite, etc.).

D'autres points pourraient être cités à l'appui de cette intention explicite de la part des employés de l'entreprise de s'inscrire dans un univers imaginairement coupé d'une « pauvreté » à la résorption de laquelle leur travail serait dans le même moment destiné : la critique de la nourriture offerte le soir dans la cantine du campus – type de nourriture que certains disent n'avoir dans leur famille jamais connue –, la dénonciation du manque de propreté de la cafétéria – qui un matin provoque une scène publique où tous les employés attablés sont pris à témoin – ou encore les discussions autour de la future crèche du campus, à propos de laquelle les cadres moyens s'élèvent contre l'emploi de villageoises âgées, réclamant que leurs enfants soient confiés, à l'encontre du projet fondateur de l'organisation, à des jeunes filles ayant reçu une formation appropriée, etc.

Ces différentes revendications témoignent de la rupture symbolique dans laquelle s'affirmerait la dignité statutaire que tentent de produire les employés dans l'appartenance à GK. Cette rupture symbolique – loin de pouvoir être appréhendée comme homogène ou porteuse d'une unification – se met de fait en scène dans le jeu interne des rapports de différenciation sociale.

Si les relations hiérarchiques de travail font dans les discours l'objet d'une appréciation ostentatoirement positive, voire laudative, les mécanismes de structuration hiérarchique sont en effet déplacés sur le terrain de la vie quotidienne et corollairement tendent à être réprouvés et stigmatisés. Par exemple le fait que la majorité des épouses des dirigeants – même dans le cas où elles ont auparavant effectué un travail salarié, parfois au sein même du campus où certaines d'entre elles ont rencontré leur futur mari – se consacrent aujourd'hui à leur foyer, renvoie les femmes employées à une hiérarchisation sociale durement ressentie dans un contexte où le travail des femmes à l'extérieur du foyer reste dans les esprits encore très largement associé à une dégradation morale et économique du statut de la famille : « À elles les saris et les bijoux, les maisons à Dhaka, tandis que nous nous sommes obligées de travailler pour vivre » s'exclame ainsi non sans brutalité une des plus anciennes employées de l'organisation, passée à l'usine. L'ensemble de ces perceptions reste focalisé sur les dispositifs

propres à l'organisation. Ceux-ci apparaissent des lieux externes d'actualisation de la position conférée dans le champ du travail et cette position constitue en elle-même une des clés d'interprétation de ces représentations.

Fratrie symbolique et ascensions différentielles

L'extension de l'organisation, la diversification de ses activités dès les années quatre-vingt ont conduit à une évolution des modes de recrutement des cadres moyens et supérieurs, et ce particulièrement dans l'usine de production d'antibiotiques où des compétences spécifiques sont requises. Les offres d'emploi publiées dans les journaux se sont ainsi multipliées, amenant dans l'usine emblématique des processus en jeu un nombre sensible de salariés jeunes et diplômés sans attaches réelles avec les bases idéologiques et historiques, qui furent à l'origine de l'organisation. Le directeur général de l'usine – ayant fait une partie de sa carrière dans des multinationales – en est un exemple comme d'autres responsables de département ou adjoints à des managers, titulaires de doctorats des USA, d'URSS où ils séjournèrent de longues années, ou encore ayant fait leurs études dans des universités bangladeshies. Soucieux d'une recherche « d'excellence » tant dans les capacités de leurs employés que dans la qualité de la production⁵, les dirigeants s'évertuent en effet à recruter aux échelons supérieurs « les meilleurs ». Le niveau moyen, voire bas, des salaires dans l'organisation est par ailleurs une réalité pour de nombreuses catégories d'employés provoquant un turnover rapide, particulièrement dans le cas des personnels médicaux et paramédicaux, qui, après l'obtention d'une formation, jouissant d'une très bonne réputation locale, n'hésitent pas à quitter l'ONG pour des offres d'emploi plus avantageuses, spécialement dans le cadre d'organisations à caractère international, ou d'autres ONG.

5. La production de médicaments génériques, à des prix faibles, constitue, dans la conjoncture des années quatre-vingt du Bangladesh, un enjeu politique et national réel. L'organisation est ainsi à la pointe d'une lutte locale contre la dépendance à l'égard des multinationales et en particulier contre l'écoulement dans des pays comme le Bangladesh de médicaments périmés ou ayant fait l'objet d'interdictions dans les nations occidentales.

La nécessité « d'attacher » à l'usine des cadres de valeur a induit à augmenter considérablement les salaires proposés aux nouveaux venus, introduisant un écart interne des rémunérations qui peut être approximativement évalué à 1 à 30 en 1987. Ces recrutements, s'ils obéissent à un ensemble de procédures bien rodées, doivent par ailleurs dans leur phase ultime être ratifiés par le fondateur de l'organisation avec lequel peut intervenir une négociation directe d'où n'est pas exclue la fixation d'un salaire ajusté au profil personnel du candidat. Des perspectives de carrière très intéressantes s'ouvrent donc à ces nouveaux employés dans une usine récente, en pleine expansion, parée d'idéaux auxquels aucun citoyen bangladaishi ne peut être insensible. La promotion immédiate à des postes de responsabilité, l'ambiance de travail très chaleureuse, des possibilités d'initiative larges, l'accent mis sur la recherche fondamentale dans le laboratoire, le sentiment d'œuvrer pour une cause juste, se présentent pour le futur cadre comme autant d'atouts indéniables dans lesquels se mêlent aisément ambition personnelle, ascension sociale et satisfaction quotidienne.

Ces nouveaux recrutements – qui, pourrait-on dire, insèrent dans des plages de direction des « étrangers » à la micro-histoire du campus – viennent se juxtaposer aux politiques de promotion en vigueur dans l'organisation, politiques qui par exemple ont amené, après des années de formation interne, des employés sans qualification préalable à des positions pouvant être apparentées à celles de cadres moyens dans l'usine ou parallèlement de cadres supérieurs dans l'organisation, par exemple responsables d'une section ou d'un département. Cette filière de promotion fait l'objet de représentations fermes et bien enracinées.

La cohérence de ces représentations ne saurait être séparée de l'usage quasi prescriptif d'appellations de parenté fictive dans le cadre des relations de travail ; les rapports hiérarchiques sont codifiés selon les termes d'adresse aîné/cadet, produisant la collectivité des employés en une fratrie symbolique. Ces termes d'adresse, limités à ceux de frère (*baï*) et sœur (*apa* et leurs synonymes hindous), reproduisent la logique hiérarchique de ce segment des structures familiales. Loin d'apparaître comme constitutif de groupes de solidarité économique, sociale et morale, le champ de la parenté est traversé par les rapports d'exploitation et de domination très durs qui sont usuels dans les couches rurales

(exemple le vol des terres entre parents). Comme dans d'autres contextes culturels, le recours à la parenté symbolique est en outre fréquemment utilisé pour la préservation des hiérarchies sociales et des privilèges en place dans l'univers villageois. Une désagrégation des liens familiaux croissante, l'augmentation des « abandons » de femmes pour cause de remariage vont de pair avec l'appauvrissement d'une fraction grandissante de la population, celle des « paysans sans terre ». Le frère aîné est appelé *baï* par son cadet qui en retour est désigné par son simple prénom, pratique par laquelle se signifie son infériorité et qui est très fréquente en Asie. Les supérieurs hiérarchiques sont ainsi dans l'usine des *baï*. Cette métaphore de parenté – qui modèle les rapports de subordination dans le travail – se conjugue aux règles fondatrices de GK pour façonner la logique des acteurs : le champ social du travail émerge comme une collectivité imaginaire de germains au sein de laquelle les dirigeants se voient identifiés à des aînés bienveillants et quasi « renonçants », toujours accessibles, œuvrant à la promotion de tous par la redistribution de leur savoir et de leurs compétences (lors des cours du soir en particulier). Les employés subalternes – cadets confiants dans une autorité dont la légitimité ne reposerait que sur la détention de « connaissances » – disponibles à tous par le travail, la formation, l'école et le mérite – se perçoivent ainsi placés dans une sorte de continuum hiérarchique gouverné à leurs yeux par un schéma linéaire de promotion : l'ascension, tout en suivant une progression lente, serait « idéalement » assurée et sans embûche. L'efficacité symbolique de ce micro-système se voit consacrée entre autres par la carrière exemplaire d'anciens employés – dotés au départ de handicaps (femmes appartenant à la minorité hindoue, issues de familles dépossédées lors de la guerre de libération) – occupant aujourd'hui des postes importants dans la hiérarchie interne de l'organisation.

Au sein du campus, l'usine de production d'antibiotiques en 1987 se présente donc comme une unité sociale spécifique où viennent se joindre deux types de promotion et se cristalliser les enjeux de l'organisation : la première – la plus ancienne et pourrait-on dire la plus « fidèle » au fonctionnement de l'organisation – est la matière d'une adhésion, voire d'un consensus qui s'explique en partie par les opportunités objectives

et les espérances qu'offre GK à ses employés. L'investissement individuel est dans ce cas intimement lié aux perspectives de promotion personnelle. La seconde, émergeant avec la croissance de l'organisation, vient perturber les convictions partagées, en prodiguant instantanément hauts salaires et responsabilités à des acteurs « extérieurs » pour lesquels l'usine est très ouvertement – ainsi qu'ils l'expliquent sans gêne – un tremplin exceptionnel d'ascension.

Miroir trouble d'une différenciation sociale perpétuellement refoulée, la rencontre de ces deux types de promotions se révèle problématique. Ainsi l'usine a-t-elle été le théâtre d'une grève longue. Outre les forces et les pressions extérieures qui sont intervenues dans cette grève, se sont manifestées au cours de cet épisode les tensions existant entre les employés de l'usine issus de l'organisation et les salariés d'origine « extérieure » ; les analyses de certains responsables suggèrent une « alliance » entre les catégories les plus basses et des acteurs des strates supérieures (recrutés récemment), mobilisés dans une revendication contre les « privilèges » des salariés membres de longue date de l'organisation.

Les appellations de parenté en jeu dans les relations de travail se dévoilent comme un terrain d'expression privilégié des lézardes qui se font jour dans le mode de communication interne à l'usine. Un cadre supérieur (le responsable du laboratoire déjà évoqué) fut longtemps le seul employé à ne pas être appelé *baï* par ses subordonnés, qui s'adressaient à lui de même que tous les dirigeants de l'organisation (dont son fondateur) par le terme de *sir*. Âgé, très apprécié, cet homme jouissait de l'admiration et du respect général dont cette position de *sir*, tout en se voulant la preuve de ces sentiments, contient l'indication d'une « extériorité » néanmoins parfaitement intégrée et acceptée. Face aux dirigeants de GK, cet homme employait le vocable de *sahib*, qui désignait autrefois entre autres les colons et qui est utilisé aujourd'hui comme marque de respect, par exemple dans une lettre de candidature à une entreprise, par des villageois face à un médecin, etc.

Depuis, il est rare qu'un employé ne réserve pas à un ou deux de ses supérieurs l'appellation de *sir*, mais cette appellation ne se fixe pas sur des acteurs individuels unanimement reconnus comme

tels, comme dans le cas précédent. Le foisonnement de ces *sir* – qui ne surgissent que dans le cadre des relations personnelles de caractère hiérarchique – met en scène une fracture dans l'espace chaleureux de la fratrie symbolique au sein de laquelle se meuvent les employés. La présence des « nouveaux diplômés », en provenance directe du monde extérieur, sans apprentissage des règles internes au fonctionnement de l'organisation, a, de fait, bouleversé les repères dans lesquels s'édifiait la croyance en la réussite de valeurs communes : en brisant par leur simple exemple les certitudes d'une élévation graduelle de tous, les nouveaux recrutés deviennent les signes d'un retour à l'inégalité fondamentale qui domine la société externe.

Les représentations deviennent à l'usine, obscures. La métaphore de parenté dans laquelle s'effectuent les relations de travail s'érige en enjeu des rapports internes et la nébuleuse qui entoure les nouveaux *sirs*, démasque et arbore tout à la fois des changements qui pour être perçus comme équivoques sont vécus dans l'émotion.

Inaccessibles, obligeant à recourir à des médiations complexes et humiliantes, ces nouveaux *sirs* seraient lointains, à l'opposé de leurs pairs, les *bai*. Porteurs de distances sociales qu'on pensait neutralisées, les « étrangers » (en termes de parenté fictive) injectent l'embryon d'une scission imaginaire entre l'organisation et l'usine qui en est une partie constitutive. L'idée de cette scission n'est elle-même que le reflet de la réapparition d'une séparation hiérarchique au sein de l'usine entre les cadres supérieurs, et ceux qu'ils devraient « élever » et « aider ». Parmi les employés, on s'interroge sur l'existence d'un double « système », l'un propre à l'organisation, l'autre plus conforme aux pratiques habituelles des entreprises. L'usine ne serait-elle pas en passe d'être une « compagnie » comme les autres, un corps « étranger » dans l'enclave du campus ? Plus profondément, ces représentations réaniment la hantise des classements sociaux et de leurs symboles de « pauvreté » (les *garibbi*) et de « richesse » ; une ouvrière, responsable d'une équipe, juge ainsi « qu'ils pensent que les pauvres mangent le riz, nous nous mangeons bien... » L'assimilation, par des cadres supérieurs de l'usine, des femmes

employées à la production à des *destitute women*⁶, réactive d'autre part l'évocation de la domination sociale, rejetant – dans un mépris coutumier aux strates supérieures – ces salariés vers leur immersion dans une « pauvreté structurelle » dont ils s'efforcent imaginativement – comme nous l'avons vu précédemment – de se détacher. Et ces mêmes cadres peuvent alors regretter le « désordre gestionnaire » de l'usine, provoqué à leurs yeux par la volonté inflexible du fondateur de l'organisation de pousser à des « promotions systématiques », quitte à créer en permanence de nouveaux postes.

Une unification imaginaire en transformation

Des poches d'ombre s'infiltrèrent donc peu à peu dans l'usine d'où elles s'instillent dans l'ensemble de l'ONG. La coexistence de visions différentes – liées à des positions individuelles en voie d'hétérogénéisation croissante – met en présence des mouvements d'intérêts qui se distancient progressivement. GK paraît néanmoins au regard extérieur l'objet d'une maîtrise réelle et son fonctionnement comme ses esquisses de dérive sont bien contrôlés. Les dirigeants paraissent très conscients des problèmes qui se posent à cette période, différents de ceux durant laquelle a été fondée l'organisation. Il est certain à leurs yeux que « la nouvelle génération », qui a grandi dans un pays déjà indépendant, n'a plus les mêmes capacités de « mobilisation » que ses aînés qui ont lutté durant la guerre de libération. L'« unité » de GK reste prédominante et il faut comprendre les ressorts de production d'un processus d'unification maintenu.

Jusqu'en 1990, date sur laquelle nous reviendrons ultérieurement, la place occupée par le fondateur de l'organisation jouit d'une efficacité symbolique déterminante dans la structure interne des rapports sociaux. Elle s'institue en effet dans le cadre restauré d'une matrice de parenté fictive que ce dernier surplombe comme « aîné exclusif » : en posture de *boro baī*⁷, il instaure une

6. Cette expression, par laquelle se trouvent stigmatisées les « femmes abandonnées » à la suite du remariage de leur époux, est communément utilisée, mais il est clair que les actrices elles-mêmes ne sauraient se reconnaître dans cette catégorie.

7. Littéralement « grand frère », par opposition à *choto baī*, cadet. Selon les logiques de parenté en vigueur, ces deux acteurs ne sauraient manifester

distance hiérarchique qui réactive la légitimité de la fratrie imaginaire, dans laquelle se constitue le corps des employés. La « rupture hiérarchique » par laquelle il se sépare de ses « frères légendaires », reconstruit la « communion » des germains dans un procès d'égalisation interne. Mais corollairement, cette extériorité hiérarchique ne s'inscrit que dans le regroupement du segment familial dans lequel elle prend chimériquement source. En ce sens, elle est porteuse d'une continuité et d'un dépassement des contradictions. Ainsi, la gestion idéale des discordances, l'évitement des déchirements et des éclatements ne s'effectue que dans l'hypostase d'une autorité supérieure, en elle-même unificatrice. Les traces de cette cohérence structurelle sont perceptibles dans l'aveu timide de certains : « Sans lui, tout s'écroule. »

Cette logique de représentations se traduit à différents niveaux dans les pratiques sociales. Mis à part le cursus normal des promotions obligées qui régulent la carrière de tout un chacun, les promotions importantes à des postes de responsabilité notoires, à l'usine ou ailleurs, requièrent la ratification de l'autorité supérieure. Garantie incontestable et incontestée d'une « justice » qui ferait primer l'intérêt général sur les ambitions individuelles, cette figure neutralise souverainement les rivalités et les conflits interpersonnels, que suscite et nourrit dans d'autres contextes l'ascension subite d'un acteur, et cela est particulièrement visible dans l'usine. Cette ascension, perçue alors comme liée à des capacités, un mérite et une intégrité mis au service de la collectivité, dans l'équité, ne saurait être publiquement questionnée ou contredite. Dans l'hypothèse de désaccords insolubles, la démission se présente comme la seule réponse. Dans tous les secteurs, et à tous les échelons hiérarchiques, des départs sont ainsi observés. Ceux-ci, paradoxalement, ne provoquent pas une rupture

publiquement leurs désaccords. La position de *boro bai* implique bien évidemment d'appeler indistinctement les employés par leur prénom simple, y compris ceux qui sont nettement plus âgés que le locuteur ; on appréhende alors le jeu de la parenté symbolique et de la parenté classificatoire dans ce contexte : un salarié très âgé – dont l'insertion est néanmoins particulière dans la mesure où il remplit seul certaines tâches, et se retrouve donc hors d'un cercle de travail précis – est donc face à *boro bai* dans la place d'un cadet, tandis qu'il se voit nommé par la majorité des gens au sein du campus grand-père maternel, *nana*.

de relations définitive et des antagonismes rédhibitoires. Des responsables quittent ainsi l'organisation pour fonder leur propre entreprise – dans une aspiration ascensionnelle qui s'accompagne d'idéaux proches – et peuvent y revenir quelques années plus tard, après l'échec économique de leurs projets.

Pivot des filiations hiérarchiques de l'ensemble de l'édifice, l'autorité supérieure est en outre avant tout une autorité morale, corroborant la métaphore de parenté dans laquelle elle se reproduit. Un exemple illustrera bien cet attribut intrinsèque. Comme nous l'avons déjà évoqué, les employés logés dans le campus doivent, sans exception et quel que soit leur rang, fournir à l'aube une heure de travail agricole dans les champs de l'entreprise. Parmi les salariés de l'usine, ceux qui répondent à ces critères ont l'autorisation de reprendre leur travail une heure après les employés habitant à l'extérieur. Ce travail agricole matinal – où toute différence hiérarchique et sociale se trouve de façon éphémère abolie – apparaît avec acuité comme un moment symboliquement fort, où s'unifie, dans une parenthèse d'égalisation prophétique, la « communauté » des employés. D'aucuns néanmoins rechignent devant cette contrainte, à laquelle ils se plient sans joie, se plaignant de la perte de temps qu'elle occasionne...

La décision de maintenir cette pratique qui persiste en 2013 et où se retrouvent côte à côte dans la boue gluante dirigeants et travailleurs subalternes, a une portée imaginaire certaine à l'encontre des tensions qui émergent. De même, l'après-midi qui précède le jour de congé hebdomadaire, le vendredi, la réunion rituelle qui rassemble tous les salariés de l'usine, du directeur général aux *sweepers*, devant la pelouse du bâtiment, revêt fondamentalement le même caractère : mais là les rires fusent, chacun participe, dans la détente, à des jeux collectifs, en buvant du thé, et en grignotant des biscuits. L'unification, dont l'autorité supérieure comme autorité morale est le support, transparait encore dans différents domaines qui font l'objet de controverses ; ainsi, le « style » des représentants médicaux de l'usine est-il en 1987 au cœur de débats passionnés. Certains, dans une optique de rentabilité et de conformité de l'usine aux normes externes, sont partisans de recruter ces derniers à un niveau plus élevé, d'augmenter en conséquence leurs salaires et de les pourvoir de

moyens de transport efficaces... Les vues du fondateur de l'organisation s'orientaient alors dans une autre direction : l'emploi préférentiel de jeunes gens peu diplômés, mais motivés et énergiques, utilisant modestement des bicyclettes, était à ses yeux susceptible de donner aux médecins une image adéquate de la politique de l'usine, produisant des médicaments de qualité et peu coûteux. Les départs en chaîne des représentants, leurs refus de s'introduire chez les médecins avec leurs bicyclettes, leurs revendications professionnelles et salariales ont ouvert une brèche.

Plus profondément, des événements personnalisés ont atteint l'autorité symbolique du fondateur de l'organisation, dans ce paysage déjà fragilisé, que le politique viendra bouleverser en 1990. Donnons en un exemple très significatif avant de nous tourner vers les effets déterminants de la conjoncture politique locale.

À la fin des années quatre-vingt, l'une des plus anciennes employées, jeune hindoue, aînée d'une famille de 12 sœurs et qui a rejoint GK aux premières heures, durant la guerre de libération, est alors cheffe d'un département. Sa carrière incarne le modèle même de l'organisation puisque, femme, issue d'un milieu rural très démuné, dotée d'à peine quelques années de scolarité, de surcroît appartenant à une minorité religieuse, elle s'est hissée presque au plus haut de la hiérarchie interne, après avoir été envoyée plusieurs fois en formation dans un hôpital parisien, dont l'un des médecins était un membre actif du comité français de soutien à GK. Lorsqu'elle atteint l'âge de 40 ans, après avoir marié toutes ses sœurs, elle entame un exercice de réflexion sur sa vie, qui l'amène à penser qu'elle a tout sacrifié pour GK, sans penser à elle-même. Brutalement, elle tombe malade, ne parvient plus à se mouvoir et présente tous les symptômes d'une paralysie. Son itinéraire thérapeutique débute dans l'hôpital du campus, où le fondateur de GK diagnostique un symptôme hystérique, qu'elle réclame, demandant à être soignée hors de l'organisation, ce qui revient à accuser d'incompétence les médecins de GK et à les humilier publiquement lorsque ceux-ci acceptent de la faire examiner par leurs confrères de Dhaka. Ces derniers ne trouvent aucune cause à la paralysie de la jeune femme qui réclame alors d'être traitée à Paris, où elle a partagé des moments heureux avec le comité

français et a noué des relations de confiance et d'amitié. Là émerge alors une autre parole, centrée sur la panique de ne plus pouvoir se marier, avoir des enfants, fonder une famille pour soi au Bangladesh. Attentifs, les membres du comité français suggèrent différentes solutions, dont un mariage « arrangé », comme à l'époque les annonces du *Chasseur français* le laissent imaginer. La jeune femme envisage alors timidement de rester en France et de s'y marier, tandis qu'elle se rétablit physiquement après tous les examens médicaux effectués à Paris, aux résultats entièrement négatifs, comme les premiers dans l'hôpital du campus. Puis le rêve éveillé s'arrête et elle repart au Bangladesh, retrouve ses responsabilités dans l'organisation, qu'elle décide peu après de quitter définitivement pour retourner dans son village d'origine.

Ce départ, qui sera suivi par d'autres femmes hindoues au profil similaire, constitue une rupture symbolique qui prend une importance décisive tant dans GK que dans le comité français. L'échec personnel – selon les représentations de la jeune femme condamnée au célibat – vient fracturer l'ordre collectif, rappelant à tous les limites à la fusion avec l'organisation, l'exploitation des sentiments de dévouement des femmes, cette cible privilégiée de GK, qui, à travers ce cas paradigmatique, vient à faire défaut, comme s'il y avait eu abus, tromperie. La brutalité, les colères, voire la violence du fondateur de l'organisation, sont évoquées à mi-mots. Du côté français, on préfère ne pas entendre, oublier, pour se consacrer entièrement au soutien de GK, ce paradis lointain, et son héros, dont l'image doit être préservée, selon une grammaire typique des ONG occidentales. Cet épisode, « détail » vite enfoui dans l'histoire de l'organisation, vient en concrétiser les contradictions structurelles qui s'amplifient dans les années suivantes avec les changements politiques en cours.

Implication politique et bouleversements internes

C'est sur le fond de ce paysage déjà très fragilisé qu'intervient en 1990 la chute de la dictature militaire que tient le général Hussein Mohammed Ershad, arrivé au pouvoir en 1982, après le renversement du général Zia Rahman. Le fondateur de GK – qui a inspiré la politique pharmaceutique pionnière du gouvernement à cette époque – voyait dans le général Ershad un « fin politicien », sans du tout percevoir la haine populaire dont il était l'objet et

prendre la mesure des grèves longues – *hartal* de plusieurs jours – qui se multipliaient. H.M. Ershad est accusé d’avoir « collaboré » avec les Pakistanais durant la guerre de libération, selon un schème fondateur de l’espace politique bangladeshi qui perdure jusqu’à présent et oppose collaboration et libération. Dès lors, tous ceux qui ont « collaboré » avec le « collaborateur » Ershad sont assimilés à des « collaborateurs » et tel sera le cas de Zafrullah Chowdury, victime de procès de « collaboration » alors même qu’il fut un indépendantiste acharné. Il devra donc démissionner et pendant quelques années GK se retrouve isolé dans le milieu des ONG bangladeshies, toutes traversées par ces logiques politiques, nouant de nouvelles alliances exigées, creusant les distances lorsqu’il le faut, pour survivre. Un remaniement complet de la direction de GK est, à la suite de cet événement, opéré, conduisant Zafrullah Chowdury à quitter le campus de Savar et à se retirer à Dhaka, dans l’ombre, où il se remarie, fait mal perçu par les employés de l’organisation qui y voient comme une forme de trahison envers sa première épouse, tandis que des femmes hindoues arrivées à des postes de dirigeants accusent d’autant plus le coup, qu’elles vieillissent et restent célibataires. Elles quittent alors GK. Pour tous les employés, Zafrullah Chowdury serait ainsi devenu polygame, alors même qu’il a interdit la polygamie dans le campus. Ils refusent d’appeler la seconde épouse bangladeshie *babi*, belle-sœur, et les longues explications sur le fait que le divorce annule le premier mariage, qui ne peut donc être additionné au second, restent inefficaces. En effet on lit dans ces représentations l’idée de régimes matrimoniaux différents pour les inférieurs et les supérieurs et l’accusation forte d’une rupture hiérarchique consommée.

Ce bouleversement forcé à la tête de GK illustre avec acuité l’importance des rapports entre les ONG et le champ politique dans lequel elles se situent. GK, organisation issue de la guerre de libération, a eu une stratégie politique de ralliement à tous les gouvernements en place, cherchant la protection de l’État quelle que soit sa nature. Zafrullah Chowdury fut en 1980 membre de la « commission du développement des femmes » instaurée par le Général Zia Rahman, avant de devenir conseiller pour la santé pour le Général Ershad. En 2013, GK cherche à être enregistrée auprès

de l'autorité de microcrédit, ainsi que du ministère des Femmes, le gouvernement étant aux mains de la Ligue Awami.

On ne saurait mettre en doute la fibre nationaliste de GK, entendue comme fidélité à « l'esprit de la libération », mais dans le même moment, on observe un grand écart entre cette orientation politique et idéologique et l'inscription pragmatique de GK dans l'orbite du pouvoir. Cet écart peut être interprété comme une des réponses à un champ politique national d'une violence extrême. Dans cette optique, GK éclaire les manœuvres auxquelles sont souvent réduites les ONG, pour continuer à exister face à des régimes autoritaires. En 1990, le Bangladesh est censé avoir accédé à la démocratie sans néanmoins que soient éradiquées les luttes de pouvoir meurtrières. À GK, une nouvelle ère commence après la destitution du héros charismatique : l'organisation se doit d'être plus transparente dans un fonctionnement appelé à être plus « démocratique ». Corollairement la diversification des activités de GK commande une gestion plus « bureaucratique » en accord avec les règles des financements internationaux dont bénéficie GK depuis l'origine et qui, en 2013, ont permis à l'organisation de perdurer. GK remplit de plus en plus de missions qui incombaient auparavant à l'État suivant une évolution générale des ONG qui commande professionnalisation et compétences reconnues selon des normes technocratiques globales, imposant des structures hiérarchiques.

Résonances

En 2013, GK est toujours soutenu en France par le comité déjà évoqué où, là aussi, des changements significatifs sont intervenus. S'est retirée en effet la première génération de militants chrétiens de gauche où se mêlaient couches moyennes et inférieures dans une logique d'égalisation des positions, avec de fortes connotations idéologiques d'entraide et de partage. Elle a été remplacée par des acteurs d'une fraction sociale légèrement supérieure, plus diplômée, disposant de capitaux intellectuels, sociaux et économiques plus grands et mettant en scène des codes de communication différents, provoquant le départ de membres du comité de la première heure, ne supportant pas la transformation des relations interpersonnelles. Du point de vue de ces derniers, la scission est appréhendée selon des termes de rapports de classe

incompatibles. Le comité français, en écho avec GK, s'est donc lui aussi re-hiérarchisé, bureaucratisé et technocratisé, pour s'ajuster aux normes de gestion que doivent suivre les ONG et s'intégrer avec GK, à l'espace globalisé de la gouvernance dont les ONG sont désormais un instrument préférentiel.

Divergences, écartements, éloignements, ruptures se lisent donc sur une histoire de plus de 40 ans tant pour l'ONG autochtone que pour son « compagnon de route » français. L'ensemble de ces mutations mettent à bas les mythes fondateurs d'un tiers-monde combatif et uni, et d'un militantisme occidental animé par une ferveur égalitariste et redistributive. Réfléchissant les processus de globalisation et les dynamiques de différenciation et de fragmentation des couches sociales dans chacune des sociétés en jeu, les métamorphoses articulées des deux microcosmes emboîtés que sont GK et son comité français montrent avec clarté les nouveaux visages de l'action collective dans ses rapports avec l'État, le politique, la société. Du côté bangladaishi, GK, qui n'a fait aucune concession à l'intrusion du religieux dans ses sites, s'inscrit dans une société marquée par une islamisation grandissante au plus loin des idéaux de l'indépendance, mais à laquelle participent tous les partis politiques, Ligue Awami comprise. Comme on l'a déjà noté, GK se tient à distance des antagonismes politiques institutionnalisés et à proximité du pouvoir d'État.

En France, le comité de soutien à GK n'a, en 2013, pas d'affiliation politique commune et n'affiche plus de croyance partagée. Il préfère en outre tenir éloignés les débats qui témoigneraient de dissensus flagrants, à la différence de la période antérieure durant laquelle les rassemblements festifs incluaient des heurts politiques passionnés. Œuvrant avec beaucoup de sérieux pour une meilleure connaissance de GK en France, il organise dîners chaleureux et soignés et rencontres publiques efficaces, expurgées néanmoins de problématiques politiques épineuses. L'islamisme bangladaishi est ainsi passé sous silence et GK pourrait paraître évoluer dans une société dominée exclusivement par la pauvreté et les catastrophes alors même que l'islam en est un enjeu majeur. En écho, les différentes manifestations de l'islam en France, et particulièrement le voile des femmes qui défraient les

chroniques et créent des affrontements durs depuis une décennie, sont soigneusement et volontairement évitées.

Retirons de ces évolutions croisées que le champ des ONG, en s'institutionnalisant aux niveaux national et global et en devenant un instrument opérationnel pour les États comme pour les organisations supranationales, n'est tout simplement plus un lieu politique. En se purifiant du politique, les ONG ont accru leur efficience. Le politique – entendu comme vision, pensée, praxis qui imprégnaient nombre d'ONG depuis plusieurs décennies – s'est déplacé. S'il a certes quitté les appareils politiques, il n'a pas pour autant disparu mais se retrouve dans d'autres dispositifs, mêlé à de multiples éléments hétérogènes qui constituent cet horizon, un brin chimérique, de la société civile globale sur laquelle nous nous pencherons ultérieurement.

L'ÉCHEC D'UNE GREFFE DÉMOCRATIQUE EN OUBÉKISTAN

Bernard HOURS, Monique SELIM

Du Bangladesh, toujours autant prisé par les ONG à l'Ouzbékistan, où elles sont interdites depuis 2005, l'écart est immense et permettra au lecteur de prendre la mesure des zones d'ombre où des processus souvent nommés d'ONGisation butent de façon irréfragable.

L'Ouzbékistan, comme les autres ex-républiques de l'empire soviétique est né, comme État, à la chute de l'URSS. De même que dans de nombreux pays d'Asie centrale, ce sont d'anciens cadres du parti communiste qui ont hérité du pouvoir. Ils ont dû construire des États-nations autonomes là où auparavant régnait la tutelle soviétique ferme mais protectrice aussi. La transition et le passage du pouvoir s'opèrent donc en douceur puisque ce pouvoir reste, à un certain point, dans les mêmes mains. Il était néanmoins nécessaire de produire une autre légitimité, nationale, que celle du parti déchu. C'est pourquoi, après 1991, se construit en Ouzbékistan un discours national érigeant l'URSS en colonisateur occupant et exploiteur, dans le but manifeste de renforcer une identité nationale historiquement problématique. Il s'agit finalement d'entamer un exercice idéologique nouveau, celui de la

construction d'un État-nation en partie virtuel, puisque de nombreuses migrations, volontaires ou forcées, avaient dispersé des populations diverses aux quatre coins de l'empire.

L'évolution de ces régimes est similaire dans une large mesure. L'indépendance voit débarquer les institutions multilatérales (Nations unies, Union européenne, Banque mondiale, etc.) et les ONG, un de leurs outils majeurs d'intervention. La notion d'ONG est toute nouvelle et ses frontières floues. Elle signifie pour toute la population « association hors État » (*nodolat tashkilot*). Les organisations financées par les USA déferlent. Dans le désordre et la pénurie régnant, l'Occident fait figure de sauveur bien intentionné. Un souffle de rénovation s'observe en apparence, supposé balayer des décennies de socialisme. Il s'agit pour les Occidentaux d'installer un secteur privé, l'économie de marché et la démocratie politique qui, selon eux, va avec. Le régime ouzbékistanais, comme les régimes voisins, va rapidement s'inscrire dans une évolution qui repose sur la montée de la dictature nationaliste, capitalisant les techniques répressives de l'URSS et la violence qui accompagne les dictatures. L'économie est, symboliquement, un peu privatisée. Les *kolkhozes* subsistent plusieurs années. Les entreprises privatisées tombent en partie dans l'escarcelle de l'oligarchie familiale au pouvoir. Celles qui demeurent nationalisées sont souvent pillées dans l'intérêt exclusif des dirigeants politiques. À l'ouverture initiale succède, dès 1995-1996, une fermeture progressive car la misère se développe, et l'accaparement des richesses crée un mécontentement qui appelle l'accroissement de la pression répressive, fortifiant le caractère dictatorial du régime national.

L'évolution des républiques composant l'ex-URSS à sa périphérie est donc préoccupante pour les Occidentaux. Ceux-ci ont cru naïvement que l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide ouvriraient un libre champ à l'économie de marché, à la démocratie qui irait avec, et signifieraient un recul irréversible de l'État. Après dix années d'ambiguïtés et de contradictions, force désormais est de constater qu'en Asie centrale, entre la Russie et la Chine, deux puissances pour lesquelles l'économie de marché est déconnectée de la démocratie, des régimes autoritaires, nationalistes, parfois dictatoriaux se sont

affermiss. Ils tentent plus ou moins brutalement de soumettre ou de réduire au silence les ONG qui, dans les mains des grands bailleurs multilatéraux, sont l'un des instruments pilotant la globalisation. Pour baliser et poser des jalons dans cette évolution politique assez partagée en Asie centrale, mais centrée ici sur l'Ouzbékistan où des enquêtes de terrain ont été menées en 2004 et 2005, les ONG seront d'abord présentées comme instruments des politiques d'apprentissage de la démocratie en identifiant leurs champs d'activités, puis leurs bailleurs de fonds américains et multilatéraux. Seront ensuite évoqués la situation des ONG de 1995 à 2003, entre ouverture et fermeture, leur espace à travers l'examen de plusieurs organisations, et l'engagement d'intellectuels et de chercheurs, rendu difficile puis interdit. Enfin seront abordées les ONG devenues suspectes, puis quasiment éradiquées par l'État ouzbékistanais dans la période suivante, où ne demeurent que des ONG « nationalisées », contrôlées par l'État, ou des bureaux d'études privés. De 1990 à 2006, les ONG ont donc traversé trois phases, l'une de construction et de projets, la deuxième de contradictions et d'affrontements avec une emprise nationale étatique croissante, la troisième de clôture. La conclusion permettra d'évoquer les effets de ces portes, ouvertes puis refermées, à l'aune de l'émergence d'une éventuelle société civile dont *l'empowerment* et la prise de parole ne sont plus à l'ordre du jour dans une carte géopolitique structurée par le chantage énergétique et l'alibi fourni par une menace « terroriste » à la fois réelle et inventée dont la Russie et la Chine usent sans réserve sur la scène internationale.

Apprendre la démocratie avec des ONG importées

Pour les principaux bailleurs de fonds, multilatéraux et américains, l'apprentissage de la démocratie constitue à la fois le programme et l'objectif des ONG dans le monde ex-soviétique. Il s'agit d'une stratégie occidentale postérieure à la guerre froide, autant politique qu'économique, l'Asie centrale soviétique n'étant pas considérée alors comme une zone proprement « sous-développée ». La croissance est donc présumée devoir résulter de la mise en place d'une économie de marché et d'un secteur privé actif, l'objectif principal étant l'émergence d'une société civile

propice à l'écllosion de la démocratie participative, complément de l'économie de marché dans la vulgate libérale.

Les ONG sont financées par les bailleurs institutionnels ou des fondations et ONG occidentales. Les principaux champs de mise en place des ONG sont donc symptomatiques des priorités occidentales. Soulignons que, faute de ressources locales, la création de ces organisations, dès les années 1990, supposait de rencontrer l'intérêt d'un bailleur susceptible de financer un projet. Ces organisations ne naissent pas seules. Elles représentent d'abord un emploi pour soi et sa famille, puis l'occasion de développer des capacités d'initiative ou de leadership, fréquemment héritées de postes de responsabilité occupés à l'époque de l'URSS, ou encore des compétences en sciences sociales. Les ONG sont apparues au début des années 1990 comme une nouvelle activité, un domaine attractif par rapport au marché du travail antérieur. Il s'agissait en outre, à l'époque, d'un milieu très ouvert sur le monde extérieur, représenté par l'Occident, symbole de liberté, de richesse, de dynamisme. L'attraction était donc nécessairement forte auprès des intellectuels, des chercheurs, des journalistes et des avocats. L'offre de financements occidentaux a ainsi largement déterminé les secteurs de développement des ONG, ceux-ci évoluant un peu durant ces quinze années.

Les femmes furent, et sont toujours, l'une des principales cibles des ONG et de leurs bailleurs. On observait le développement durable des *business women associations (tadbirkor ayol)* qui ont essaimé dans les principales villes du pays. Ces *business women* montraient des profils très variés, leurs motivations allant de la promotion des femmes d'affaires à celle des simples affaires, voire à un affairisme suspect occasionnellement. Ce créneau présentait un double avantage pour les bailleurs, celui de l'économie de marché et celui de la position des femmes, deux chevaux de bataille de l'Occident. Ainsi l'association des femmes d'affaires de Kokand n'était pas une chambre de commerce féminisée mais se présentait comme une ONG visant à former des « coalitions économiques » de femmes. Cette notion américaine de coalition d'intérêts et d'objectifs est caractéristique de l'approche de la société civile répandue par les organisations des USA. Il s'agit de l'un des aspects de l'*empowerment*, ici celui des femmes. Au-delà

des affaires, d'une étendue relativement modeste en général, la fonction de témoignage (*advocacy*) est très attendue. Il s'agit de former des jeunes femmes au droit des affaires, au marketing, au management, soit du *capacity building*, autre concept occidental qui irrigue l'approche des ONG par les bailleurs. Les entreprises de femmes rencontrées à Kokand étaient actives mais de petite taille. Il s'agissait de quelques ateliers de production et de magasins de vente gérés par des femmes, et non pas d'usines.

À côté des femmes d'affaires, et parfois avec, on remarquait l'importance des organisations consacrées à la lutte contre les violences familiales, secteur du *gender* particulièrement développé. La notion de « centre de crise » (*crisis center*) était mise en avant, ainsi que celle de centre de ressources pour les femmes. Celles-ci y trouvaient des soutiens psychologiques, juridiques, professionnels, en vue d'échapper à l'emprise des règles familiales souvent brutales à leur encontre. Les conflits entre conjoints et entre parents et enfants étaient très fréquents dans cette période d'exposition aux normes occidentales. Il s'agissait de conflits de normes qui traversent toute la société et expliquent, en partie, l'évolution politique constatée de la part du régime. L'ONG Barkamolik (Culture familiale) était spécialiste de ce champ d'intervention. Elle a mis en place des « centres de confiance » contre les violences conjugales et développé des programmes contre les mariages précoces, la polygamie, le « patriarcat », les belles-mères tyranniques. Des formations ont été dispensées pour inciter les femmes à se présenter aux élections. Les entretiens réalisés avec les animatrices de cette organisation montrent une volonté manifeste de réformer la société et ses normes. Les voyages à l'étranger, aux USA ou en Europe, sont souvent le déclencheur de telles initiatives qui survivent dans la durée grâce à une large variété d'activités, de formations et de conseils. La quasi-totalité des femmes responsables d'ONG rencontrées sont allées aux États-Unis, parfois en Europe, pour un voyage d'études financé. Cette expérience était à la source de leurs motivations qui reposent d'abord sur la découverte des possibilités de créer des ONG. Les femmes qui les fréquentaient y rencontraient un soutien psychologique et une écoute et elles appréciaient la solidarité et l'attention dont elles étaient l'objet, alors que la famille les rejetait comme déviantes. Beaucoup de ces femmes étaient divorcées ou

célibataires et devenaient volontaires dans ces organisations, après avoir été « clientes ». Ce terme utilisé est d'autant plus pertinent que, dès que les financements étrangers sont taris, les prestations deviennent payantes, par nécessité.

Le champ de la santé a vu se développer de nombreuses organisations car le système de santé soviétique est progressivement tombé en déliquescence. Comme pour la ligne *gender*, les bailleurs disposent de fonds conséquents pour la santé, avec des cibles telles que le SIDA, la tuberculose et la lutte contre la drogue. La « santé reproductive » a suscité une attention suivie de la part des bailleurs, en particulier américains. On sait que, pour ces derniers, la santé reproductive est la dernière formulation du « contrôle des naissances » des années 1970, qui illustre à l'époque l'inquiétude démographique américaine à l'égard des pays du Sud. Le fonds des Nations unies pour la population constitue le principal bailleur et l'État ouzbékistanais est très présent dans ce secteur culturellement sensible. La planification familiale n'est en effet pas indépendante des normes touchant la famille et les conflits sont légion à ce propos. L'association pour la santé reproductive rencontrée à Nukus (Karakalpakistan) offre un exemple représentatif d'une ONG et de son leadership, le destin des organisations étant largement lié à celui de leurs responsables, très souvent des femmes. Cette association était hébergée en 2005 dans un bâtiment public, aux côtés d'autres organisations dont le contrôle était ainsi plus facile après la reprise en main opérée par l'État à partir de 2003. Sa responsable était une femme de 45 ans, corpulente, ancienne cheffe des *komsomols* (mouvement des jeunes durant l'URSS) comme de nombreux responsables d'ONG. Formée à Rostov, elle a enseigné le russe durant six années, avant de devenir secrétaire d'un cabinet ministériel après un « stage politique » en 1996. Active un moment dans le Comité des femmes qui constitue l'instance étatique d'organisation des femmes, comme durant l'URSS, elle a rejoint en 1997 l'association locale *Tadbirkor Ayol (Business women)* en suivant un programme des USA d'aide à l'Asie centrale destiné aux orphelins et à la formation des femmes.

Dans toutes ces organisations, on observe la prédominance d'une approche assistancielle fondée sur le soin, l'attention, plus

que sur la notion de droits, relativement nouvelle et plus problématique dans des régimes autoritaires. Plus précisément, la notion de droits est mise en avant dans les formations, mais elle bute sur une conception caritative prédominante chez les clients locaux. Lors d'un forum de femmes sur les violences familiales observé près de Tachkent en 2004, on remarquait un exercice lourd de construction du « problème » (nié ou occulté dans la vie quotidienne) à l'aide de statistiques et de concepts anglo-saxons plus ou moins traduits et explicités. On observait aussi un phénomène spontané, prégnant, d'ethnicisation et de culturalisation des débats, comme si, ici, « la tradition » tenait la place du sujet individuel qui émerge avec peine et inquiétude. Les femmes sont évidemment les plus exposées : elles sont des cibles faciles pour les ONG, comme victimes de violences, mises en mythe culturel pour tous. Au-delà des femmes et de la famille, domaines extrêmement sensibles en Ouzbékistan, les organisations les plus visibles étaient des centres de ressources pour le développement de la société civile et des organisations de formation à la création d'ONG.

La notion de pédagogie ou d'apprentissage de la démocratie définit bien ces ONG financées par les États-Unis à grande échelle. Ces organisations appliquent les mêmes stratégies puisées dans les mêmes formations dont Counterpart International constitue le modèle sur lequel nous reviendrons. Outre ce qui concerne spécifiquement les femmes, la famille et la santé, la société civile, les ONG se sont développées dans les années 1990 sur l'environnement, les droits de l'homme et le droit, le microcrédit. L'environnement est un domaine très contrôlé par l'État à travers quelques grosses organisations étatiques présentes dans les conférences internationales, comme Ecosan.

Les Droits de l'homme et l'assistance juridique mobilisaient durant cette période des organisations financées par les USA, tout comme le secteur des médias, très sensible (Freedom House, Internews). L'opinion publique, passablement interdite, fait paradoxalement l'objet d'une extrême sollicitude de l'État à coup d'enquêtes et de statistiques à l'usage de la production de la légitimité interne et externe du régime.

Au-delà de ces exemples d'organisations et des principaux profils d'ONG, quels sont les bailleurs de fonds et leurs méthodes

dans cet apprentissage de la démocratie occidentale à l'usage des républiques ex-soviétiques, tel qu'il fut mis en œuvre à l'époque ? Les enquêtes de terrain montrent en effet que c'est l'offre de financement qui a entraîné la formation de nombreuses ONG vers 1995, provoquant des migrations professionnelles de chercheurs et d'enseignants en particulier, et l'engagement d'une élite motivée par l'emploi, les opportunités de voyager, l'ouverture sur le monde.

Les bailleurs de fonds occidentaux

Il faut d'abord souligner que les financements et les organisations d'origine américaine représentaient les 9/10^e de l'engagement étranger (hors financements multilatéraux) dans la période évoquée. Les financements publics de l'USAID et de ses satellites étaient les plus importants, avec ceux de la fondation privée de Georges Soros. Counterpart International est une organisation américaine spécialisée dans la mise en œuvre de formations pour les futurs responsables d'ONG qui sont très nombreux à être passés par ces cours. On y apprend les concepts occidentaux, les méthodes pour fabriquer des projets soumis à des appels d'offres. « Un sujet, un projet, une coalition d'organisations », cette formule signale la stratégie mise en œuvre par l'organisation qui affirme être apolitique. Counterpart a dû s'adapter aux contraintes locales. Après avoir développé des activités dans les médias, le domaine du témoignage social (*advocacy*), l'organisation s'est repliée sur des formations prenant des cibles moins sensibles, voire plus caritatives, telles que les personnes handicapées, puis a quitté le pays. Les salariés, rencontrés en 2005 au bureau de Tachkent, étaient dans leur totalité d'origine centre-asiatique, formés aux USA pour plusieurs d'entre eux. Ils parlaient avec un bel aplomb de coopération avec le gouvernement, de transparence, d'une démocratie d'exportation aseptisée et consensuelle, à un an de leur fermeture forcée en Ouzbékistan. Le compte rendu d'un colloque organisé en 2002 par Counterpart à Tachkent sur le développement de la société civile en Ouzbékistan éclaire l'idéologie de cette organisation d'une manière crue. On y découvre des tentatives pour mesurer le développement de la société civile à partir d'indicateurs idéologiques autant que technocratiques. Comprendre ses droits

voisine avec des allusions au mauvais héritage soviétique. Des questionnaires rapides livrent une image facilement caricaturale de la société et des souhaits des participants en termes de domaines où s'investir. Il s'agit d'une méthodologie de mise en scène des problèmes et de construction de ceux-ci. Suit un arsenal de solutions, importées dans leur totalité. Cette entreprise profondément excentrée renvoie à un monde normal, démocratique, situé ailleurs pour les participants. Les posters utilisés, les spots conçus font figure d'images d'Épinal tant ils parlent d'une société occidentale modèle, américaine, sans effort de traduction à l'usage de la population locale. Dans un pays comme l'Ouzbékistan, attendre des femmes victimes de violences conjugales qu'elles téléphonent à une *hotline* ouverte à cet effet part d'une grande méconnaissance doublée d'une extrême naïveté. Le discours antidiscriminatoire à l'occidentale passe mal dans la société locale exposée en permanence à une surenchère nationaliste, traditionaliste, ethnicisée à outrance, tant la quête de la dignité nationale est imposée aux individus, intoxiqués par une fantasmagorie d'ethnogenèse et d'origines mythiques qui constitue l'appui central de la rhétorique étatique pour en construire la légitimité.

La fondation Eurasia et l'International Research and Exchanges Board (IREX) sont des organisations de financement dépendant du Département d'État américain et situées dans l'orbite de l'USAID. La fondation Eurasia finançait des projets courts à hauteur maximale de 35 000 dollars sous forme d'appels d'offres. Les formations dispensées portaient sur les dimensions juridiques de l'entrepreneuriat, la création d'entreprises, le développement de la société civile. Des tables rondes sont organisées et des manuels publiés. Extrêmement actif, IREX est un autre bailleur de fonds qui partageait le marché de l'apprentissage de la démocratie en Ouzbékistan et dans les pays voisins. L'organisation distribuait des bourses de voyage pour les USA et développait des initiatives d'appui à la société civile sous la forme d'un programme institutionnel de *capacity building*. Elle disposait de bureaux régionaux et gérait la compétition entre les proposants. Au sein d'IREX, on évoquait une dynamique, qui se révèle fort douteuse après enquête, de la base au sommet. L'idée, sympathique, de propositions participatives engageant des « communautés » et des

témoignages (*advocacy*) ne résiste pas à l'observation des organisations financées qui, évidemment, calent leurs projets dans les créneaux thématiques et idéologiques enseignés dans les formations, avec des tentatives d'appropriation du vocabulaire et des concepts plus ou moins réussies. La fondation Eurasia et l'IREX fonctionnaient en étroite coordination et affichaient la volonté de coopérer avec l'État tout en rêvant de coalition démocratique. Les organisations Counterpart, Eurasia et IREX ont financé, tour à tour, une grande majorité des projets d'organisations, c'est-à-dire les ONG elles-mêmes puisque, sans fonds propres ni donateurs privés, les ONG en Ouzbékistan dépendent complètement des financements reçus, se mettant en sommeil lorsque les ressources font défaut. Toutes ces ONG seront fermées en 2006. Aux côtés de ces bailleurs américains, mais hors de l'orbite publique de l'USAID, la fondation Soros, du nom du financier Georges Soros, créateur de l'Open Society Institute (OSI), était extrêmement active. On connaît le peu de sympathie de Soros à l'égard de G.W. Bush, mais la fondation Soros s'inscrit aussi dans une pédagogie néolibérale de la démocratie occidentale, moins « réactionnaire » néanmoins que celle du Département d'État.

La fondation Soros fut très active dans toute l'Asie centrale, après l'avoir été en Europe de l'Est. Jusqu'à son interdiction et sa fermeture en 2004 en Ouzbékistan, cette fondation a financé, conjointement ou alternativement avec les précédents bailleurs cités, la plupart des projets portant sur l'émergence et le renforcement de la société civile. Développant des pédagogies sophistiquées incluant des jeux de rôles, de très nombreuses sessions de formation à la prise de parole, à l'expression de soi, à l'organisation de « coalitions » ont été mises en œuvre. Un incontestable espoir est né de ces enseignements auprès de l'élite intellectuelle qui les a suivis. Des cadres locaux de bon niveau ont été formés. L'approche développée fait une large place aux sciences de la société. Son impact sur les enseignements et auprès des chercheurs est important. Avant sa fermeture en 2004, la fondation Soros et OSI avaient développé de nombreux « centres de ressources » où les jeunes, les femmes, les intellectuels, souvent désorientés après la fin de l'URSS, se rencontraient, prenaient

conscience et connaissance des problèmes, et entendaient parler d'outils pour les résoudre. On construisait des problèmes sociaux et on recherchait leurs solutions, en groupe, avec des animateurs formés en Europe centrale par l'OSI. Ce fut une expérience nouvelle et une ouverture qui a marqué de nombreux participants lorsqu'ils évoquent ces sessions, organisées aussi bien dans la capitale que dans les villes de province où elles furent très actives entre 1995 et 2000. Les « centres de crise » mis en place par l'OSI pour rassembler les femmes victimes de violences, ou plus généralement toutes les victimes de la non-application des lois faute de connaissances et de soutien juridiques, ont connu un succès plus ambigu. La négation des problèmes sociaux est en effet une position constante depuis l'URSS jusqu'à la dictature actuelle. En parler, d'une part, essayer de les régler, d'autre part, est un exercice refoulé, difficile, virtuellement et parfois réellement interdit.

Toutes les organisations mentionnées – qui représentent 80 % des bailleurs non multilatéraux – ont en commun leur origine américaine et la mise en œuvre d'une pédagogie d'apprentissage et d'exportation de la démocratie occidentale. Toutes utilisent des méthodes analogues visant à favoriser l'initiative individuelle, l'*empowerment*, la construction de la société civile, en particulier par la promotion des femmes, l'identification des problèmes sociaux et des solutions appropriées pour les résoudre. Par rapport aux stratégies peu sophistiquées développées par les organisations proches de l'USAID, la fondation Soros, tout en portant les mêmes messages, semble plus ouverte, avec un usage des sciences sociales et une approche un peu plus complexe que celle des organisations financées par les USA.

Les bailleurs multilatéraux

Si les organisations évoquées, d'inspiration américaine pour la plupart, furent chassées ou quittèrent le pays en 2005-2006, les bailleurs multilatéraux sont toujours présents mais ont dû ajuster leurs ambitions à l'évolution du régime. Les bailleurs multilatéraux que sont la Banque mondiale, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Union européenne et la Banque asiatique de développement sont présents en Ouzbékistan et dans la région depuis le début des années 1990. À la différence des ONG

évoquées, sous influence et financements américains, ces organisations multilatérales sont là pour favoriser la mise en œuvre locale des grandes réformes qui sont au programme de ces organisations à l'échelle globale. Leurs financements sont plus importants et moins dispersés, voire moins saupoudrés, que ceux précédemment évoqués. Il en résulte que ces bailleurs s'adressent à des organisations d'un profil différent, susceptibles de leur fournir les données requises pour alimenter leurs programmes. Ainsi se sont développées des organisations devenues aujourd'hui des bureaux d'études de consultants producteurs de données quantitatives et qualitatives comme Expert Fikri (Centre de recherche sociale et marketing), Shark (Observation et recommandation) ou encore Tahlil (Centre de recherche sociale). Ces ONG, bureaux d'études ayant opté pour la fiscalité des entreprises, sont animées par des sociologues émigrés en nombre de l'université, ou des psychosociologues formés durant la *perestroïka* ou peu après l'indépendance. Les domaines financés sont ceux qui sont inscrits dans l'agenda du management global de la planète dont les organisations multilatérales sont le maître d'œuvre et le pilote. La Banque mondiale s'est fortement investie dans l'environnement en finançant entre autres d'importants projets sur la mer d'Aral. Elle finance des ONG internationales dans des secteurs tels que ceux des femmes, de la pauvreté, du microcrédit, de la biodiversité. Dans le domaine du système de santé, particulièrement sinistré en Ouzbékistan, des financements ont été engagés depuis 1995 sur l'accès aux soins, la carte sanitaire, les conditions de vie.

Le second bailleur en termes de visibilité et d'engagement est le PNUD qui a alloué des financements importants sur la violence, les jeunes, la drogue, le travail des femmes et leur formation, l'économie rurale, le microcrédit (avec la Banque mondiale), sans parler du *social assessment*, c'est-à-dire la production de données dont les bureaux d'études mentionnés sont les pourvoyeurs. La Banque mondiale exerce une pression, aussi continue qu'elle est peu couronnée de succès, pour entreprendre les « réformes », et la privatisation très limitée de l'économie, critère d'une « transition », ratée en l'occurrence. Le PNUD semble de son côté plus timoré face au gouvernement ouzbékistanais qui manie la langue de bois

multilatérale avec un talent consommé. De ce fait, les organisations et pseudo ONG gouvernementales héritent d'une part non négligeable des fonds, ce qu'évitent les autres bailleurs, dans la mesure du possible.

L'Union européenne n'est pas parvenue à s'imposer face aux bailleurs évoqués précédemment. Les fonds alloués furent importants (programme Eurasia) mais la capitalisation politique fait défaut. La recherche et l'université ont bénéficié de l'aide européenne du programme TACIS, qui finançait aussi des travaux sur les prisons, bien remplies par le régime. Les financements attribués aux ONG étaient peu visibles et peu mentionnés et le déficit de visibilité européenne manifeste.

La Banque asiatique de développement participe de façon croissante à la lutte contre la pauvreté qui, avec la maîtrise des migrations, constitue le cheval de bataille des bailleurs multilatéraux. Tout se passe comme si, après une expectative de transition rapide à base d'économie de marché et de démocratie, les bailleurs s'étaient impatientés face au peu de résultats, et se contentaient d'une aide au développement dans un pays qui a plongé de manière croissante depuis 1995 dans la pauvreté et le « sous-développement » qu'il ne connaissait pas durant l'URSS. Ce retour à des programmes de développement communautaire et de recours au microcrédit traduit ce phénomène de paupérisation et de régression dont les habitants de l'Ouzbékistan sont victimes. La gouvernance transparente des ONG attendue par les bailleurs n'est pas au rendez-vous tant l'accès aux ressources financières et aux emplois rend leur direction peu collégiale. Une certaine impuissance en est résultée, selon les bailleurs, qui a conduit à ce virage vers des actions d'aide ciblées, suivies d'évaluations moins difficiles que celles des progrès (douteux) de la société civile. De leur côté, les ONG critiquent l'absence d'objectifs communs, le défaut de coordination, et l'organisation de forums coûteux et sans effets chez les bailleurs. Si on observe un effort de coordination technique, on relève aussi l'absence de coordination stratégique. Les bailleurs travaillent dans leur coin et se réunissent pour occuper le terrain, en langue de bois technocratique. Ces constats sont formulés par quelques représentants d'ONG expérimentés. La plupart de leurs collègues n'ont pas de capacité critique, ou plus probablement ne veulent pas égratigner la source de leurs revenus.

Les évolutions constatées révélèrent au début des années 1990 un grand espoir, « tout était possible » pour les ONG. S'ensuivit au milieu des années 1990 une crise de confiance liée au désordre régnant, aux compétences insuffisantes réunies, à la course désordonnée à l'argent et à l'emploi. À partir de 1996-1997, il n'y a plus guère de place pour l'idéalisme ou l'inexpérience mais, entre 1995 et 2000, un important travail a été accompli à la base, sur la lancée initiale. Initiatives, projets, financements sont nombreux après une certaine professionnalisation technique. Chaque ONG, en forte concurrence pour l'accès aux financements, a appris à gérer son image.

Après cette présentation des champs d'activités des principales ONG et des bailleurs de fonds les plus importants, penchons-nous plus précisément, à partir d'observations et d'entretiens réalisés en 2004 et 2005, sur la généalogie d'une partie des organisations qui survit à cette époque avec difficulté à la crise : celle où se sont engagés des chercheurs et des universitaires issus des sciences sociales. Les sciences sociales étaient soumises à l'État sous l'URSS et elles ont été largement mobilisées, par la Fondation Soros en particulier, pour ouvrir la société à l'économie de marché et à la démocratie politique. Asservies au Parti dans les régimes communistes, les sciences sociales, et l'Académie des sciences en particulier, permettent de baliser une évolution régressive de la science entre l'État autoritaire et la société civile invoquée.

Généalogie sociale des ONG

Installée dans l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences durant *la perestroïka*, la sociologie fut une section de très courte durée. Auparavant il fallait aller à Moscou pour étudier la sociologie et y soutenir un doctorat. Quelques années après l'indépendance, la sociologie disparut de l'institut pour différentes raisons économiques et politiques. Le petit groupe de sociologues se dispersa, chacun cherchant les moyens de survivre. De plus les enquêtes sociologiques, qui apportaient des données catastrophiques depuis l'indépendance sur la situation régnante, furent vite contrôlées puis interdites. Des ONG d'État virent le jour tel l'Institut de l'opinion publique qui présente au chercheur étranger un profil caricatural, digne de l'un des pires films

américains durant le maccarthysme, sur la vie intellectuelle, derrière le rideau de fer. En 2003, après avoir franchi de multiples barrières pour y être reçu, il fallait observer en silence de lourds rituels mettant face à ceux qui étaient présentés comme les plus grands « sociologues » d'Ouzbékistan, qui se tenaient, tremblants et muets devant des questions anodines. Selon les récits individuels, l'Institut de l'opinion publique, « gongo » typique (ONG gouvernementale), avait connu une période plus ouverte. Plusieurs, parmi les quelques sociologues ouzbékistanais qui approchaient la soixantaine en 2004-2005, y ont fait un bref passage, comme d'ailleurs des philosophes dont l'une fut la vice-directrice avant de le quitter, choquée par l'autoritarisme idéologique qui croissait et l'obligation de transformer ou d'annihiler les résultats des enquêtes jugés négatifs par le régime. Ces sociologues, qui ne sont guère plus nombreux que les doigts d'une main, ont aussi parfois travaillé pour une autre ONG gouvernementale, fondée par l'épouse de I. Karimov, le président toujours au pouvoir en 2014, Génération saine.

Dans ce petit groupe d'interconnaissance, qui s'était vu réuni pour le mariage de la fille de l'un d'entre eux – l'ex-directeur de Soros, avant son exil en 2005 –, on rit encore de la possibilité qu'aurait eue l'État de les supprimer tous en une seule fois, avec une bombe jetée lors de la cérémonie... Composant du temps de l'URSS une élite scientifique profondément convaincue du bien-fondé du marxisme, dans lequel ils puisaient leur esprit critique (l'un d'entre eux fut même professeur de marxisme-léninisme), fondamentalement allergiques à l'« idéologie nationale », ayant une représentation aiguë des rapports étroits entre science et politique dans lesquels ils se sont formés, anciens membres ou non du Parti, ces hommes et ces femmes ont, à un moment ou à un autre, choisi de créer leur propre ONG, après avoir été employés par des ONG étrangères dans lesquelles ils ont constitué le réseau relationnel et financier nécessaire à leur nouvelle aventure entrepreneuriale. Le terme d'entreprise est ici d'autant moins métaphorique que l'enregistrement par ce biais s'est révélé beaucoup moins difficile que celui d'une ONG *stricto sensu*, déjà suspect avant 2005 puis devenu presque impossible.

Maintenant des relations avec leurs collègues de l'Académie des sciences, où ils se rendent entre autres pour des anniversaires,

ils en diffèrent cependant par une idée claire de ce qu'est le libre exercice de la pensée, même si celui-ci doit rester purement intérieur. On ne saurait pourtant faire de cet écart une opposition radicale entre deux types de figures d'intellectuels sur le mode de la dichotomie classique dissident/collaborateur, dont le caractère factice et illusoire ne cesse de se manifester dans l'Europe postcommuniste, Pologne en tête. Un continuum lie les personnalités des uns et des autres, les circonstances pesant d'ailleurs beaucoup pour basculer d'une institution étatique à une position libérale au sens professionnel du terme. Dans ce cheminement hasardeux, on repère de surcroît une majorité d'hommes. Les femmes, désavantagées par la domination masculine croissante, ont de plus souvent dû assumer, dans la période la plus difficile qui a suivi l'indépendance, la charge de leur famille, après le départ d'un mari vers d'autres horizons, Moscou par exemple, siège d'un deuxième foyer. Un grand pragmatisme dans la conduite de leurs affaires, conjugué à des capacités élevées d'analyse sur les évolutions politiques, caractérise ces leaders qui, face à des étrangers, racontent leur parcours avec beaucoup de recul et d'humour. Sachant composer avec les dangers permanents qui les guettent, rusant avec le pouvoir, ils tentent avant tout de conserver la porte ouverte vers le monde extérieur que concrétise, malgré tous les compromis, leur ONG. Leur résistance a néanmoins connu des limites.

En 2005, une ONG spécialisée sur la condition des femmes et le marché du travail des migrantes a été fermée, et sa directrice, une architecte, menacée, est partie rejoindre sa fille aux USA. Cette organisation avait accumulé, dans son petit bureau d'un immeuble collectif, des données sociologiques importantes sur les transformations de la situation des femmes dans les dix dernières années et le recul de leurs droits consécutifs à la retraditionalisation de la société. Auteure de plusieurs ouvrages publiés en anglais, cette femme d'un grand courage avait jusque-là réussi à « tenir », avec quelques jeunes employées salariées, à l'aide de financements étrangers.

L'espace laissé par le pouvoir aux ONG d'études s'est énormément rétréci à partir de 2000, dans la mesure où sont niés la pauvreté, les migrations, les suicides, etc. comme l'explique un

sociologue, qui fut l'adjoint du directeur de Soros avant de fonder sa propre ONG enregistrée sous le nom de « collaborateur » en ouzbek, puis fermée. Ayant obtenu un doctorat à Moscou, chercheur d'origine kazakhe à l'Académie des sciences de Nukus avant de rejoindre l'Institut d'histoire de Tachkent, cet homme a dû, en 1991, abandonner la recherche pour aider, en tant que fils aîné, l'ensemble de sa famille. Devenu musicien dans des restaurants où il jouait du violon classique pour gagner sa vie, de 1991 à 1995, il a jusqu'en 1993 publié en son nom propre, avant d'être obligé d'adopter un pseudonyme. Jugeant, comme beaucoup de ses camarades, que la censure et la pression idéologique sont beaucoup plus dures que durant la période soviétique des années 1980 – où il était possible de son point de vue de discuter et de publier à Moscou –, cet homme porte un regard sombre sur le futur.

Contrairement à la masse des chercheurs restés dans les institutions d'État, qui n'ont perçu la *perestroïka* que comme le début d'une faillite tragique, celle de l'écroulement de l'URSS, les acteurs des ONG ont vécu ces courtes années comme une ouverture démocratique réelle, la chance d'une ébullition intellectuelle pleine de promesses et le présent est donc particulièrement amer. Dans les années 1988-1989, le petit groupe des sociologues mena des recherches sur la vallée de Fergana et la montée de l'islamisme et des conflits interethniques. L'Institut d'histoire de l'Académie des sciences était alors dirigé par une femme à l'esprit réputé large et, comme le dit en 2004 l'ex-directeur du Département de sociologie, d'origine ouzbèke et de la Fergana, qui a obtenu la bourse Lénine pour son doctorat et est devenu consultant dans une ONG étrangère tout en continuant à s'afficher comme marxiste : « À cette époque, le pouvoir central de Moscou nous a autorisés à travailler dans n'importe quel domaine. Nous avons donné nos résultats au comité central du Parti qui ne nous a pas répondu. Un an après il y avait des émeutes dans la vallée de Fergana et nous avons été convoqués par le comité central. »

Tel est le rôle qu'auraient souhaité conserver, après l'indépendance, ces chercheurs qui se sont investis dans les ONG. C'est là précisément que se donne à voir l'ambition de ces intellectuels de mener en toute liberté des enquêtes et des analyses

destinées néanmoins, dans leur esprit, à être reconnues et utilisées par l'État dans l'optique d'une meilleure gestion sociale et politique. Cet idéal – qui se situe hors des catégories d'expert, d'intellectuel engagé au sens sartrien du terme ou de conseiller du prince des mondes capitalistes développés – mérite l'attention dans la mesure où il inscrit une singularité relative qui doit être replacée dans le contexte de l'effervescence de la *perestroïka*, vécue avec émerveillement par ces individus. Se considérant comme les sujets d'un État – l'URSS – auquel ils étaient liés par un sentiment d'appartenance fort, ils n'imaginaient pas que leur recherche puisse être un simple objet de désir et/ou de plaisir personnel, encore moins un divertissement. Leur légitimité impliquait à leurs yeux une responsabilité sociale et politique déléguée à l'État. L'État, corollairement, se devait de respecter le travail d'objectivation des chercheurs, qui acceptaient en contrepartie des pesanteurs idéologiques usuelles. C'est ce jeu complexe de dépendance collective et d'indépendance intellectuelle que le gouvernement d'I. Karimov a brisé, du point de vue de l'ex-directeur du Département de sociologie, par une hystérésis idéologique. Aucun mot n'est trop fort pour décrire la situation de l'Académie des sciences où l'histoire est « prostituée », le peuple ouzbek « mythologisé », et l'URSS rabaissée au rang de « catastrophe soviétique ». L'État indépendant a ainsi franchi en quelques années les bornes acceptables par ces intellectuels qui n'entendaient pas être transformés en marionnettes devant délivrer des mensonges et des inepties. Ainsi ont-ils décidé de quitter l'État puisque, dès lors, cette solution s'avérait pour la première fois possible. Le regard qu'ils posent sur la population est corollairement d'une extrême sévérité et traduit l'habitus d'une élite distante du peuple, jugé conformiste, conservateur, incapable de défendre ses droits, soumis à l'État comme au *khan*.

Les exemples pourraient être multipliés de ces hommes et de ces femmes qui, depuis leur émancipation de l'État en 1991, ont accumulé les emplois précaires auprès de différentes organisations, utilisant leurs compétences intellectuelles, tel ce chercheur de l'Institut d'orientalisme, arabisant, qui a été rémunéré quelque temps pour faciliter les voyages d'étrangers arabes et américains dans l'ex-URSS et, en 2007 encore, était à la tête de son

organisation avec son épouse ethnologue, originaire d'Andijan. Cette ONG se maintenait en vie en recevant des financements pour des formations destinées à apprendre à la population à payer ses dépenses de gaz et d'électricité, autrefois gratuites. Mais le couple passait plus de la moitié de l'année aux USA, grâce à des bourses d'étude. Quelques enquêtes menées furtivement en 2005 à Andijan après la répression de la manifestation ont permis à cette ethnologue d'appréhender la profondeur du traumatisme de la population, terrorisée, et aussi la diligence des services de renseignement, des membres de sa propre famille se retrouvant arrêtés par les forces de l'ordre. Aussi téméraires soient-ils, les acteurs des ONG étaient de plus en plus acculés à s'exiler, à chercher des refuges extérieurs, quitte à maintenir une activité ponctuelle dans le pays tant que cela restait envisageable.

Organiser par exemple une réunion sur les violences domestiques était déjà, en juin 2004, une prouesse. L'ONG du couple cité a donc attendu jusqu'au dernier moment pour décider de maintenir cette activité collective dont la simple évocation du thème était bannie. Un rendez-vous avait été donné aux participants, pris en charge dans des voitures les menant à une maison de repos au bord d'une rivière, à une heure de la ville. Ce lieu champêtre avait été trouvé grâce à une ancienne responsable du Parti à l'époque soviétique, ex-vice-ministre de la Santé et placée, à l'indépendance, à la tête d'un comité des femmes dont elle a ensuite été exclue. Elle s'apprêtait donc, en 2004, à fonder sa propre structure. Dans cette sorte d'auberge, charmante et tranquille, une vingtaine de femmes se sont retrouvées pour tenter de comprendre les nouvelles formes de violence qui s'abattent sur le deuxième sexe. Ce *focus group* a mis en scène une série de questionnements qui tous visent à externaliser la violence domestique de l'ouzbékitude : importée par les Russes, d'origine arabe et inintégrée par les Ouzbeks, ou encore arrivée avec l'islam, telles sont les principales interprétations qui émergent dans l'assemblée qui, finalement, s'est accordée à rejeter sur l'islam la cause de la violence. Cette conclusion est moins étrange qu'il n'y paraît si on la décrypte à la lumière des slogans idéologiques martelés quotidiennement par les médias : l'essence ouzbèke prime d'autant plus sur l'islam dans le dogme étatique que l'islamisme constitue un réservoir de contestation menaçant pour l'État.

Rappelons que les manifestations d'Andijan, émeutes de la faim et du « ras-le-bol », ont été attribuées par l'État à un groupuscule islamiste terroriste, inventé pour l'occasion, et ont débouché sur une répression coupable de plus de mille morts en 2005.

Revenons, à partir du point de vue des actrices, sur la thématique du genre qui a nourri nombre d'ONG en Ouzbékistan après l'indépendance, répondant à une demande/commande étrangère visant à normaliser ici comme ailleurs la « sauvagerie » des mœurs locales, selon une logique hiérarchique et de domination qui caractérise les missions civilisatrices coloniales comme les missions humanitaires. Beaucoup de femmes chercheuses ont ainsi espéré y trouver des revenus en même temps qu'une cause juste, mais elles ont plongé dans le même moment dans d'intenses contradictions : comment en effet attaquer les membres de sa propre famille dont on est encore plus solidaire face au mépris et à l'abaissement que produit le discours étranger d'émancipation ? Cette problématique n'est guère spécifique à l'Ouzbékistan puisqu'on la retrouve dans des termes proches dans les populations françaises d'origine immigrée tentant de se débattre dans un climat de stigmatisation affirmée. En 2004, la famille ouzbèke auréolée par l'État était moins que jamais attaquable et, même dans des *focus groups* d'ONG, la consolidation de la famille efface la défense des femmes, réduites, comme une jeune chercheuse qui a quitté sa belle-famille l'avoue, à n'être qu'une « esclave des bêtes et de tous les membres de la maison ». Légitimée comme une tradition culturelle, la domination des femmes subit une instrumentalisation naturalisante classique.

Entre 2004 et 2005, le suivi d'un groupe de femmes chercheuses ayant pour projet de monter leur propre ONG s'est révélé très instructif. La plus âgée de ces femmes est une philosophe qui s'apprêtait en 2005 à quitter l'Ouzbékistan et à rejoindre son mari physicien, qui avait obtenu des séjours d'étude aux USA. Sa fille a, elle aussi, fui sa belle-famille pour se réfugier chez ses parents et échapper à l'enfermement domestique, alors qu'elle enseignait à l'université de la diplomatie. Cette intellectuelle, qui approche la soixantaine, ancienne membre du Parti communiste, ex-conseillère politique du comité central pour la culture entre 1989 et 1991, a côtoyé de près I. Karimov et a

travaillé six mois à l'Institut de l'opinion publique. En 2004, elle espérait encore fonder une organisation dédiée à la libération des femmes et à la démocratie, sur laquelle elle réfléchit depuis de longues années, cherchant à se dépêtrer de la différence postulée entre démocratie orientale et occidentale. Elle était entourée de femmes plus jeunes et de disciplines diverses – droit, littérature, langues étrangères, philosophie –, toutes d'origine ouzbèke, issues de lignées intellectuelles, mais parlant russe entre elles, une langue internationale, disaient-elles. Ces femmes venaient discuter à notre domicile, cherchant un soutien technique et amical à leur projet d'ONG, et exposant leurs motivations dans lesquelles étaient étroitement intriquées souffrances personnelles dues à la domination masculine domestique et aspirations intellectuelles et morales à une autre vie, à une société plus libre et plus « démocratique ». « Lumières de l'amour », tel était le nom de leur ONG pour laquelle elles cherchaient ardemment des financements. Très cultivées, ayant lu Tocqueville et Rousseau, ces femmes à la forte personnalité étaient pourtant bien confuses dans leur souhait d'aider tout à la fois le peuple et le gouvernement à développer une « société civile » aux vertus stabilisatrices ; contrairement aux leaders confirmés d'ONG, elles ne parvenaient pas à se désengluer de la manipulation étatique de « l'idée nationale ». En 2005, elles furent très abattues après le massacre d'Andijan. L'une est décédée, les autres se sont dispersées et tout espoir d'inscrire une activité collective dans la société les a quittées. Elles observent avec effroi, autour d'elles, dans les milieux intellectuels, l'évolution des mariages et de la situation faite aux femmes ; tout se passe comme si l'isolement du pays, sa fermeture étaient reproduits au niveau microsocial dans la famille, plus que jamais axée sur sa clôture et livrée à l'obsidionalité. L'utilisation des belles-filles comme domestiques corvéables à merci et gratuites s'inscrit dans ce paysage où il s'agit moins d'économiser des ressources monétaires – un calcul qui revêtirait une certaine rationalité économique – que de rendre la famille impénétrable à tout regard étranger. Une homogénéisation des pratiques face aux brus est ainsi observable aux pôles extrêmes de la stratification sociale – des professeurs d'université aux paysans –, faisant des femmes des proies, asservies, écrasées, interdites de travail extérieur et de sortie. Pour le petit groupe de femmes qui

envisageait de participer à de nouvelles dynamiques sociales, cette configuration a annihilé les efforts fournis par leurs parents à l'époque soviétique et les a laissées sans voix, désespérées.

Ainsi les femmes cristallisent, ici comme ailleurs, une « pathologisation » sociale et politique qui engloutit les timides percées des ONG durant une décennie. Pour mieux appréhender les singularités de cette situation, sans doute faut-il pourtant tenter de comparer le présent à la période soviétique. À cette période, la résistance conservatrice à la pénétration étrangère que représentait inévitablement l'URSS dans un premier temps – en termes culturels et culturels – s'est jouée sur la domination des femmes à l'intérieur de la famille et le maintien d'une organisation patriarcale des rapports hiérarchiques internes. Ainsi logée dans des pratiques et des rapports oppressifs sur les femmes – objets de l'entre-soi, et acteurs symboliques de la production identitaire, mais acteurs idéologiques de l'émancipation soviétique, et sujets du progrès –, l'identité ouzbèke, fétichisée à travers *l'ouzbekchillick* (les usages ouzbeks), clamée aujourd'hui, inconnue aux premiers temps de l'URSS, se libère par une surenchère de la domination des femmes et déclenche un des pires épisodes régressifs de la condition féminine.

En juin 2005, une conférence sur l'avenir de la science se tenait en centre-ville, au présidium de l'Académie des sciences, majestueux bâtiment de style tendanciellement islamo-stalinien, comme le magnifique petit opéra de Tachkent. La conférence, qui avait pour objectif de donner des directives à toutes les disciplines – sciences sociales, humaines, exactes – fut ouverte par un ancien ambassadeur d'Ouzbékistan en France, directeur d'un centre étatique des droits de l'homme, installé dans un immeuble où il est bien difficile de pénétrer tant il faut montrer de documents à l'entrée. L'homme, un bras droit du chef de l'État, s'appuie sur les écrits de ce dernier pour décrire le « renouvellement démocratique » du pays, qui serait l'un de ceux où il y aurait le moins de détenus en prison. Il appelle les sciences sociales à mieux servir l'État et à élaborer plus efficacement une idéologie qui défende la société contre « l'attaque idéologique » dont elle a été victime, après la tragédie d'Andijan ; le déchaînement dans le monde des mass médias et sur Internet équivaut, dit-il, à une arme

de destruction massive qu'il faudrait limiter. Comme du temps de l'URSS, la force de l'idéologie est réaffirmée et la croyance qu'elle peut être un rempart et un outil de cohésion perdue. Dans l'amphithéâtre, les laboratoires et les instituts sont représentés par de petites délégations, et leurs directeurs viennent exposer à la tribune les résultats mirobolants de leurs recherches. Vieux philosophes et ethnographes formaient un groupe compact, où parfois l'un d'entre eux s'endormait discrètement. L'ouzbek était la langue obligatoire de la conférence. Dans cette période de terreur omniprésente, où les émissions étrangères étaient brouillées, les rumeurs de rapatriement de leurs ressortissants par les ambassades circulaient et la crainte d'attentats augmentait ; cette conférence aux aspects surréalistes entendait fermer toute porte de sortie pour les chercheurs comme pour la population, prise au piège d'une indépendance dont la glorification assourdissante et épuisante les refoulait dans une souricière qui dure jusqu'à maintenant en 2014. Cette conférence sur la science fut un événement majeur de réaffirmation de la toute-puissance de l'État sur la recherche et l'élite intellectuelle. L'échec de l'ouverture fut patent à la lecture de ces observations et de ces récits. Pourtant la volonté d'évolutions sociales, économiques et politiques demeurait chez une part non négligeable d'acteurs d'ONG qui ont vu la porte occidentale s'ouvrir au milieu des années 1990, sans parvenir à la franchir durablement. Depuis 2000, un contrôle tatillon s'est établi et, depuis 2003, la répression s'est abattue sur les ONG orientées vers la construction de la société civile. En 2006 elles sont éradiquées. Selon l'IRES, de 3 295 en 2002 elles n'étaient plus qu'un bon millier en 2007, sous la tutelle de l'État. Selon le ministère de la Justice, elles étaient 2 000 en 2005.

De la suspicion à la répression : la fin des ONG

L'année 1999 semble marquer l'apogée des ONG en Ouzbékistan. Le milieu s'est structuré et la loi sur les organisations non gouvernementales à but non lucratif est promulguée. L'article 2 souligne le caractère volontaire des ONG et l'article 4 stipule que « l'interférence de corps d'État dans les ONG, comme celle des ONG dans les activités de l'État, n'est pas autorisée ». Cette tentative de séparation, purement verbale, n'a pas empêché un lent empiétement de l'État jusqu'en 2003, puis une répression

brutale doublée d'une sorte de « nationalisation des ONG ». En 2003, une campagne de réenregistrement de toutes les organisations est entamée en vue de remettre à plat ce champ pour mieux le contrôler. Une première vague d'ONG est écartée. En 2004, les activités de la fondation Soros sont stoppées après une polémique symptomatique sur l'identité ouzbèke. La même année Internews cesse ces activités. En 2005, les bureaux d'IREX, de Eurasia Fondation et d'Human Rights Watch sont fermés. Dans la plupart des cas, les permis ne sont pas accordés, ce qui évite un oukase étatique d'interdiction, malodorant pour l'opinion internationale. En outre, depuis 2005, les comptes des ONG sont bloqués dans la seule banque d'État habilitée à les distribuer parcimonieusement ou encore à les retourner à l'envoyeur.

La volonté de reprendre en main les ONG est particulièrement limpide avec le Comité des femmes qui est amené à coordonner, seul, toutes les organisations dans ce domaine. Cette organisation d'État, héritière de l'URSS, « nationalise » ainsi ce champ riche en financements et en devient le seul pilote qui délègue et distribue les tâches à des ONG sous-traitantes. De nombreuses organisations ont refusé cette situation. Ainsi l'association des avocates de Kokand a cessé ses activités au service de la population pour devenir un simple cabinet.

Le gouvernement invoque des flux financiers occultes finançant le terrorisme pour justifier la répression des ONG, comme si Georges Soros ou l'USAID finançaient les mouvements islamistes. Le prétexte de transparence financière n'est évidemment qu'un subterfuge de la part d'un gouvernement dont la corruption est de notoriété publique. L'objectif est de neutraliser les organisations travaillant sur la société civile par asphyxie financière puis de capter les financements des bailleurs. À la suite du massacre d'Andijan en mai 2005, 60 % des ONG du Fergana étaient fermées en octobre de la même année selon les autorités provinciales. L'amertume est grande parmi les ONG qui survivent parfois grâce à des prestations de services et en devenant des entreprises à but lucratif. Des responsables ont émigré à travers le réseau Soros ou encore aux USA, ou en Russie où ces organisations sont exposées depuis 2006 à un contrôle étatique accru. On répète en Ouzbékistan que les révolutions de couleur en Ukraine et en Géorgie, les

tentatives au Kirghizstan sont imputées aux activités de la fondation Soros devenue suspecte dans toute la région auprès des chefs d'États autoritaires. Il est assez clair que ces « révolutions » ou ces mouvements ont été largement financés et programmés par la CIA, ce qui n'exclut pas qu'elles correspondent – aussi – à la volonté d'une partie de la population.

Dans cette situation, où la promotion occidentale pro-démocratique est interdite en Ouzbékistan comme propagande étrangère, les intellectuels un peu politisés – dans une société dépolitisée depuis des lustres –, de l'époque soviétique et post-soviétique, sont acculés à trouver des emplois rémunérateurs, à monnayer leurs compétences plutôt qu'à les mettre au service d'une société civile demeurée virtuelle. C'est ce que disent les acteurs d'ONG interrogés par Marfua Tokhtakhodjaeva en 2005 : « Les travailleurs des grosses ONG partent à l'étranger. Qui parle de potentiel des ONG ? Non, il n'y a pas de potentiel. » (Alikhan, ONG fermée en septembre 2005) Malika affirme : « Nous n'aurons jamais de société civile [...] Nous devons remercier les donateurs étrangers. Ils nous ont permis de mener une vie normale pendant quelques années. Le système soviétique a été rompu, c'est pourquoi le peuple aussi est brisé. » (ONG fermée en août 2005). Un sociologue, Viktor, précise : « Les ONG m'ont offert l'opportunité professionnelle. Nos recherches sont pour les clients qui payent. C'est pourquoi je pense que les ONG sont un bon secteur pour les intellectuels [...] S'il n'y a pas d'opportunités nous ferons du commerce ou deviendrons managers quelque part. » (ONG fermée en juillet 2005) De son côté, Dildora souligne : « Nous survivrons grâce à nos formations sur la santé reproductrice. » (ONG fermée en octobre 2005). Quant à Natallya, elle conclut : « Je n'ai pas besoin d'unité et de solidarité parmi les ONG. Nous ne vivons pas dans un État normal. Je veux fermer mon ONG. C'était un complément à mon maigre salaire à l'université. Je ne me battraï pas [...] Nous avons vécu sans ces ONG et nous pourrions vivre sans elles. » (ONG fermée en juin 2005). L'amertume et parfois un cynisme désabusé traversent ces propos car les ONG ont été éradiquées d'Ouzbékistan, sauf celles qui sont « nationalisées ». Ces ONG ont été perçues fondamentalement par le pouvoir comme un corps étranger devenu dangereux, et les fermetures évoquées sonnent le glas d'une

démocratie occidentale exportée et signalent l'échec d'une stratégie occidentale de transition en Ouzbékistan. Soulignons les particularités de l'Asie centrale post-soviétique et de l'Ouzbékistan en particulier. Contrairement au sous-continent indien, il n'existe aucune tradition d'expression politique dynamique, comme en Inde ou au Bangladesh, où les États, comme les bailleurs, ont en face d'eux une société civile en état de protestation, de pétition chronique, et des ONG endogènes. De même qu'en Afrique, les ONG en Ouzbékistan sont extrêmement dépendantes car les donateurs locaux sont rares. Toutefois, l'Ouzbékistan soviétique a produit des élites intellectuelles qui ont énormément investi leurs attentes et leurs compétences dans les ONG locales, qu'elles ont pilotées jusqu'à leur fermeture.

L'Ouzbékistan a donc fait son deuil de la démocratie occidentale, et la société civile, balbutiante, est interdite de séjour dans son propre pays. L'État impose une approche philanthropique et caritative, la charité étatique (parcimonieuse) pour des citoyens dépolitisés vivant au jour le jour. La pédagogie démocratique des ONG a fait long feu, l'évolution politique est bloquée net, et les bailleurs réinvestissent en silence dans la lutte contre la pauvreté, dans un pays passé du développement (soviétique) au « sous-développement ». L'échec idéologique des USA est manifeste. C'est le prix d'une approche suffisante et naïve. L'ambition de transmettre une méthodologie technique de la démocratie s'avère impossible à réaliser dans ce contexte. Seuls vont subsister les gros bureaux d'études au service des bailleurs de fonds aussi bien que de l'État qui a, lui aussi, besoin de statistiques, quitte à les maquiller. L'émergence de l'individu, du sujet psychique et politique a débuté, mais elle est bloquée par la rhétorique traditionaliste, culturaliste du régime qui enferme le pays dans une quête identitaire en forme de puits où l'on se noie. Faute de société civile, il n'y a pas en Ouzbékistan de donateurs privés pour les ONG, condamnées pour la plupart à joindre les deux bouts par leurs propres moyens. Les problèmes sociaux, tels qu'ils ont été construits par les outils des sciences sociales occidentales, n'existent pas, affirme l'État, comme en URSS. Dans l'orbite idéologique, tout ce qui est étranger est suspect, voire inadéquat face aux « spécificités » ouzbèkes. Dans l'orbite technocratique

multilatérale, on finance des consultants pour fournir des données sur les problèmes niés par l'État. Ce dialogue de sourds, ou ce poker menteur, entre l'État national et les institutions multilatérales révèle de part et d'autre une habitude consommée du mensonge et de la langue de bois. C'est cette dernière qui crée le lien minimal entre les deux parties, comme si l'évolution politique programmée par les uns et refusée par les autres n'était qu'une brouille ou un épisode. Pendant cette partie, les tortures se poursuivent à grande échelle et la population s'enfonce de la pauvreté dans la misère.

Cette situation s'intègre dans une carte géopolitique nouvelle, en forme de néoquerre froide. En quelques années, le messianisme démocratique occidental a été mis en échec par une *realpolitik* russo-chinoise mise en scène par le groupe dit de Shanghai qui regroupe plusieurs pays de la région. Grâce aux chantages au terrorisme et à l'énergie, l'Ouzbékistan, comme plusieurs de ses voisins, est le bienvenu à Moscou et à Pékin en la personne de son Président dictateur Islam Karimov. Une poche puissante, nombreuse, riche de résistance à une globalisation politique sur des normes démocratiques occidentales s'est ainsi constituée, durablement.

De la Russie à la Chine, en passant par l'Asie centrale, l'évolution politique démocratique est, clairement désormais, déconnectée de l'évolution économique. Il s'agit d'un échec non négligeable des opérateurs multilatéraux de la globalisation. Les consultants locaux recrutés, même s'ils pratiquent la langue de bois technocratique, ne sont plus en mesure, dans l'immédiat, de provoquer une évolution politique en Ouzbékistan. Non seulement le fantasme de l'économie de marché n'a pas engendré la démocratie, comme dans la mythologie américaine, mais l'économie est encore largement sous l'emprise de l'État, révélant un État hybride national-soviétique ou soviéto-national qui rend inconvenant le recours à la notion de transition telle qu'elle sévit encore dans le vocabulaire occidental. Vue d'Ouzbékistan, cette « transition » est devenue une farce sinistre. Au terme de cette transition sans fin vers le passé, une dictature nationaliste exacerbée est née. La transition a accouché d'un monstre.

L'échec de l'inspiration de la démocratie occidentale et de la greffe d'une société civile en Ouzbékistan anticipait en 2005 une évolution qui touche aujourd'hui la Russie. Dans ce pays, une

offensive manifeste se déroule contre les ONG et une influence occidentale jugée dangereuse par tous les régimes autoritaires, dont la Chine, vers laquelle nous invitons le lecteur à nous suivre maintenant.

ENTRE ÉTAT-PARTI ET NORMES GLOBALES EN CHINE

Bernard HOURS, Monique SELIM

La suppression des ONG en Ouzbékistan est très représentative du devenir actuel des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, gouvernées par des États dictatoriaux obsédés par la construction d'idéologies identitaires et nationalitaires, remplaçant les anciennes légitimations communistes antérieures. La Russie suit ce chemin d'interdiction aux populations de toute expression mettant en cause le gouvernement, ou susceptible de le fragiliser.

Se donnent à voir là des processus déterminants de perpétuation de la domination politique, quelle qu'en soit la figure formelle, monopoliste ou pseudo-démocratique. Ces processus dressent des continuités non seulement au niveau supérieur de l'autorité mais aussi dans les esprits où elle est incorporée comme un cadre irréfragable d'action. Néanmoins chaque situation nationale détient une part de singularité, et si, comme on l'a vu en Ouzbékistan, l'objet de recherche se dissout de lui-même avec la répression étatique qui s'abat sur les ONG, en revanche en Chine des investigations anthropologiques sur les ONG peuvent être menées malgré un État-parti communiste monopoliste. À partir de 2005 jusqu'en 2012 nous avons ainsi focalisé les recherches sur la multitude des initiatives et des microgroupes qui s'observaient

dans la ville de Canton, capitale du Guangdong, province la plus industrialisée et réputée la plus ouverte, en raison de son éloignement du pouvoir central et de sa proximité avec Hong Kong. L'immersion de l'anthropologue dans cette « société civile », bouillonnante mais encore balbutiante, appelle des explications méthodologiques et épistémologiques dans la mesure où elle se donne à penser en écho aux modes d'action des acteurs eux-mêmes. En effet, ces derniers s'inscrivent, évoluent et mettent en œuvre leurs dynamiques dans un espace fluctuant où les interdits de l'État sont en permanence appréhendés et frôlés, dans la majorité des cas pour éviter une confrontation génératrice de répression. Ainsi un très grand nombre d'ONG ne tentent pas de s'enregistrer officiellement pour ne pas risquer de se mettre sous la surveillance du gouvernement. Par ailleurs les ONG qui sont autorisées et recensées sont souvent dans l'orbite de l'État-parti ou en constituent des vitrines pseudo « démocratiques » ou encore servent directement ses objectifs gestionnaires.

L'espace social dans lequel se meuvent les ONG trouve par ailleurs son inspiration dans le monde global : il est de plus en plus visible, mis en spectacle sur la Toile, et se nourrit des financements étrangers, principalement américains⁸, orientant et modélisant les actions et leurs formes. Dans une telle configuration, l'anthropologue est amené lui aussi à construire une voie étroite d'accès aux individus et aux collectifs : l'octroi d'une autorisation officielle de recherche sur les ONG, outre qu'elle serait extrêmement longue à obtenir, voire jamais délivrée, le placerait immédiatement sous le regard du pouvoir, restreignant considérablement ses déambulations et semant la méfiance chez ses interlocuteurs dès lors apeurés. La démarche suivie vise donc à se couler dans les canaux des acteurs, à pénétrer leurs réseaux parce qu'ils y voient eux-mêmes un intérêt majeur, leur permettant de prendre du recul et d'avancer dans la réflexion sur leur groupe, mais aussi à analyser les trajectoires personnelles des individus qui le composent. L'alliance qui permet à l'anthropologue d'avancer

8. A. J. SPIRES : "Lessons from abroad : Foreign influence on China emerging civil society", *China journal*, n° 68.

A. J. SPIRES, Lin TAO, Kin-Man CHAN : "Societal support for China's grassroots ngos : evidence from Yunnan, Guangdong and Beijing", *China Journal* 71, 2014.

dans la connaissance s'institue donc sur une sorte de similarité des positions adoptées par les uns et les autres, hors de portée de l'État-parti et de ses dispositifs, à l'ombre de petits collectifs au sein desquels il fonctionne comme un analyseur des contradictions en jeu. Inenvisageable en Ouzbékistan où la terreur s'est faite de plus en plus forte, cette démarche a été rendue possible en Chine, et plus précisément à Canton, parce que la stratégie du gouvernement local a consisté, dans la dernière décennie, à bâtir des courroies de transmission avec la population, à gagner son adhésion, entre autres par l'édification de plages partagées, au sein desquelles des ONG ont été attirées par l'offre qui leur a été faite de devenir – moyennant financements publics – des dispensateurs de services sociaux. Le travail social est donc, d'un côté, au cœur de cette entreprise de mainmise politique apparemment douce, de l'autre, au centre des ambitions des ONG tournées vers l'aide aux plus démunis, dominés, discriminés : femmes, handicapés, migrants, sidaïques, minorités sexuelles, ethno-culturelles, etc. Le travail social est enfin enseigné à l'université qui vient emblématiser cette rencontre entre le gouvernement et ses administrés aux pôles inférieurs de l'échelle sociale. Corollairement, c'est par le travail social que les investigations anthropologiques débutent, menant à cette matrice où se croisent des intentions divergentes et se logent les ONG : le travail social donne en effet un accès direct aux sujets, placés en position de bénéficiaires mais se débarrassant très vite des récitations préformatées, face à l'anthropologue qui se propose d'écouter leur propre récit personnel, occasion exceptionnelle en Chine.

Si dans toutes les sociétés, l'écoute est le principal attrait de l'anthropologue pour les acteurs, cette écoute revêt des dimensions singulières dans chaque cas. Ainsi la situation de tous ceux qui se retrouvent dans une ONG dispensatrice de services sociaux est-elle en Chine spécifique : d'une part, ils sont enjoints à un activisme fort dans le cadre d'une tradition politique de mouvements sociaux scandant à étapes régulières la vie quotidienne depuis 1949 ; d'autre part, l'extrême poids du politique, sa violence dans l'histoire du communisme chinois ont conduit à un barrage particulièrement drastique de la subjectivité. Enfin, les failles et faillites de leur histoire personnelle en ont refoulé plus d'un vers les marges de la société. Pour ces trois raisons, un premier type

d'ONG, groupes et associations, offre à l'anthropologue une ouverture très grande : il concerne des parents et leurs proches, malades mentaux adultes déclarés guéris, des parents d'enfants jugés autistes, des personnes âgées réunies en club, des cabinets de pys de tous genres développant un marché du soin psychique. Des volontaires, de jeunes défenseurs de la nature, de l'environnement et des vieux quartiers constituent un second type d'organisations qui accueillent l'anthropologue avec d'autant plus d'intérêt que les formules de leurs actions sont cherchées par eux-mêmes dans le monde globalisé de la Toile et des ONG internationales. Enfin des femmes en butte à la domination masculine, se percevant comme l'objet de nombreuses injustices, recherchent auprès de l'anthropologue une oreille attentive et en même temps l'opportunité de comparer leur situation à celle des femmes occidentales ; il s'agit de professeures d'université et de leurs étudiantes mobilisées autour d'un programme de *gender studies*, d'étudiantes à la sortie de leurs études et à la recherche d'un emploi, de journalistes, de mères ayant trouvé dans une école Steiner le moyen d'éduquer autrement leurs enfants.

Tous ces acteurs, qui se saisissent de l'enquête pour avancer dans l'élaboration de leur propre problématique, ont en commun, au-delà de leur implication dans des collectifs se donnant le nom d'ONG, de se situer dans une distance critique face aux normes en vigueur dans leur société – normes morales, sexuelles, professionnelles, politiques – et de tenter de soutenir et de nourrir cet écart par la découverte de normes extérieures, qui se présentent comme globalisées dans leur pénétration en Chine. L'anthropologue se hisse sur cette crête que concrétise l'effort tout à la fois de subjectivation et d'objectivation des individus pour déstabiliser, voire desceller des socles de normes qui les étreignent, en embrasser d'autres qui leur paraissent les porter vers un horizon de liberté et de libération.

Les ONG en Chine : de la subversion à la collaboration

L'argent et le marché ont été aussi radicalement interdits en Chine pendant quelques décennies qu'ils sont aujourd'hui placés au premier plan, en pleine lumière, voire érigés en instrument de gouvernance par l'État-parti. Les fortunes rapides au prix de

délinquances multiples, la corruption endémique qui sévit, amènent les Chinois à rechercher une économie plus morale, ce qui provoque l'essor de la philanthropie sous ses diverses déclinaisons contemporaines. La philanthropie est un des accessoires historiques du capitalisme, particulièrement américain. La liberté d'entreprendre doit contribuer aussi à moraliser la société, les travailleurs comme les patrons, qui y trouvent un mérite publiquement reconnu, du prestige social et de la légitimité.

L'économie de marché a donc généré en Chine une philanthropie (*cishan*) destinée à blanchir les excès du marché et les inégalités sociales devenues insupportables. Il s'agit d'un enjeu essentiel pour la survie de l'État-parti qui a entrepris de permettre, sous des formes particulières, l'expression de la société civile, à condition qu'elle soit modérée, c'est-à-dire qu'elle ne vise pas à déstabiliser le système politique. Dans ce contexte, les ONG, longtemps considérées comme dangereuses et potentiellement subversives, sont devenues depuis peu d'années des organisations sociales nécessaires et utiles pour la société comme pour l'État-parti qui tente d'y forger un instrument de légitimité et une forme de dialogue social présenté comme « gagnant-gagnant » suivant le slogan néolibéral connu. Là où, en Russie, Wladimir Poutine déploie contre les ONG un autoritarisme primaire, le gouvernement chinois a entamé une stratégie explicite en direction des ONG et des groupes volontaires multiples qui manifestent le dynamisme avéré d'une société civile chinoise en quête d'elle-même.

Fascinée par les USA, la société chinoise lui a emprunté l'économie de marché comme la gestion qui l'accompagne avec le succès que l'on sait. Cumulant dynamisme du marché et État fort, les résultats de 35 ans de réformes sont parlants. Ils engendrent néanmoins une société différente de celle des années quatre-vingt. Dans la plupart des familles se côtoient plusieurs générations : celles qui ont connu la révolution culturelle et en ont souffert, leurs enfants qui ont appris à vivre avec une certaine aisance économique et leurs petits-enfants qui surfent sur Internet, participent à des réseaux sociaux en cherchant du sens à l'aisance de leurs parents qui ne suffit plus à remplir leurs vies, insérées dans un monde global dont la Chine n'est plus exclue et dont ils sont curieux.

Suivant le slogan « État minimal, société maximale », l'État essaye, avec une grande habilité stratégique, de s'habiller d'un uniforme social, civil, autant que civique. Il s'agit de transformer les slogans sacrificiels et autoritaires antérieurs en consensus coopératif où l'État entend demeurer la voix de la société civile, mais en dernière instance seulement, c'est-à-dire sans monopoliser sa voix, qui n'est plus « la voix du peuple » représentée par le parti, mais celle d'une société plurielle, diverse, stratifiée, prête, lui dit-on, à partager les objectifs d'une société harmonieuse, dynamique, conquérante sans déséquilibres excessifs, et respectant davantage la dignité des citoyens. Il ne s'agit certes pas de « co-gestion » ou de déléguer le pouvoir de décision qui demeure intégralement aux mains de l'État. Il s'agit néanmoins d'écouter plus les citoyens, de les laisser s'exprimer et prendre des initiatives dans un cadre convenu et de soutenir les initiatives que l'État juge utiles pour la société. C'est beaucoup en Chine. Bien peu aussi selon les contextes locaux.

Dans ce cadre, les ONG occupent une position stratégique. Tout d'abord leur profil est plus ambigu qu'en Occident, ce qui autorise les mélanges de genre multiples. En outre, les ONG se sont développées dans des pays occidentaux dynamiques qu'il convient de copier dans une large mesure, la prise de conscience qu'une certaine liberté d'opinion vient avec le marché étant clairement accomplie en Chine. Comment en effet favoriser la liberté d'entreprendre sans l'assortir d'une certaine capacité d'expression ? La question est alors de gérer cette relative liberté d'opinion au mieux (ou au moindre mal) des intérêts de l'État-parti. De 1999 à 2010, les organisations civiles assimilées à des ONG sont passées de 150 000 à 450 000 (*China Statistical yearbook of civil affairs*, 2011). On y observe 245 000 organisations sociales, 198 000 entités privées non commerciales et 2 200 fondations. Il faut noter que selon le *Statistics report on national social service development* (2010) on ne relève que 11 bureaux de représentation de fondations étrangères, ce qui montre la suspicion dont les ONG et organisations étrangères sont l'objet. Car la Chine n'est pas de ces pays où l'on entre sans visa au nom d'un « droit d'ingérence » et les décennies d'affrontement

idéologique avec l'Occident de la guerre froide ne sont pas oubliées.

Avant d'analyser la stratégie développée par l'État-parti chinois en direction de la société civile en quête de repères, il est nécessaire de présenter les profils très variés des organisations qui, sous des vocables divers, sont qualifiées d'ONG en Chine. La notion d'ONG a en effet fait l'objet de multiples bricolages, découlant pour la plupart de l'origine et de l'histoire étrangères et occidentales du concept. Les réformes en Chine ont introduit une vague d'ouvertures faites d'emprunts technologiques, d'emprunts de normes de gestion et, par extension, de normes éthiques dont les dimensions idéologiques et politiques sont, en principe, imparables. Fascinée par la puissance américaine, fût-elle affaiblie, la société chinoise regarde de plus en plus le monde extérieur et s'y compare, tandis que l'État-parti tente, avec un certain succès, de convaincre la société civile qu'il est le gage du progrès durable et de la stabilité qui en serait la condition.

En Occident, les ONG se sont autolégitimées comme émanations ou voix de la société civile dans la mesure où la liberté d'expression règne depuis des générations, malgré ses dérives mercantiles et spectaculaires contemporaines. En Chine, cette liberté d'expression n'est pas un héritage historique mais un effet secondaire du passage à l'économie de marché que l'État-parti s'efforce de maîtriser, d'orienter, puisqu'il demeure la voix de deux entités désormais confondues : le peuple (avec son histoire socialiste) et la société civile, importée des USA avec le marché et le capitalisme. On verra de plus en plus que ce marché est au centre de toutes ces évolutions, conçu non plus comme un système économique, mais comme un modèle de civilisation. Ce modèle doit être éthiquement propre et vertueux s'il ne veut pas être contesté et c'est pourquoi la philanthropie, les fondations d'entreprises connaissent désormais un vif développement en Chine. Les ONG en sont un outil essentiel pour la réalisation de projets destinés au bien-être de la société. Le *welfare* hier étatique est progressivement délégué à des acteurs privés, comme en Occident, dont des ONG, qui exécutent de la part de l'État des missions de service public. Ce contexte nouveau sera progressivement éclairé avec l'examen des types d'ONG rencontrés, de leurs activités et de leur inscription dans un marché

de services sociaux et philanthropiques devenu capital pour blanchir les dérives inégalitaires et les violences de l'économie de marché particulièrement sauvage en Chine.

Qu'est-ce qu'une ONG en Chine ?

La notion d'ONG s'inscrit en Occident dans une tradition de liberté associative dont la loi de 1901 en France est le symbole. Aux USA, elle s'inscrit aussi dans une tradition idéologique de même nature dont la Chine est largement dépourvue du fait d'une histoire où l'on observe épisodiquement, voire de façon récurrente, la violence du pouvoir. Il en résulte d'abord que la notion de société civile ne va pas de soi et qu'elle se présente comme une importation. À ce titre, elle est suspecte pour l'État autant qu'elle peut être attractive ou fascinante pour les jeunes internautes. Alors que la société est présentée comme une pièce jointe à l'économie de marché, l'État-parti chinois n'ignore pas que les réformes économiques doivent nécessairement engendrer des réformes sociales dont la perspective est à la fois inéluctable et inquiétante car elle remet nécessairement en question les hiérarchies politiques et les modes de production de la légitimité politique et sociale.

Dans ce contexte, l'examen des vocables chinois mis en place pour désigner les ONG est extrêmement éclairant. Organisations sociales (*shehui zuzhi*), organisations populaires non commerciales, toutes ces dénominations traduisent l'extrême ambiguïté de la notion d'ONG dans un État autoritaire. La référence au bien-être public (*gongyi*) est centrale dans la rhétorique déployée et elle permet le glissement de certaines activités de l'État vers la société, sans abandon de prérogative mais par transfert de fonctions. Ainsi la notion de « public » n'est plus exclusivement étatique, mais la société y participe et elle est invitée à le faire. Cette évolution est l'une des tendances principales qui structurent, en Chine aujourd'hui, les activités des ONG, l'émergence d'une société civile convoquée par l'État-parti pour contribuer et participer au « bien-être public ». La nouveauté ne réside pas dans la convocation (souple) adressée à la société mais dans la capacité qui lui est attribuée de prendre des initiatives, pour peu qu'elles n'agissent pas contre l'État. C'est le sens du slogan « petit gouvernement, grande société » (*xiao zhengfu da shehui*), symbole

paradoxal d'un néolibéralisme à la chinoise dont la formulation serait presque susceptible d'enchanter le *Tea party* américain et son anti-étatisme primaire. Il s'agit surtout d'une illustration de la remarquable capacité du gouvernement chinois pour procéder sans pudeur aux emprunts les plus osés tout en subvertissant efficacement le sens et la direction initiale. Ce phénomène de captation des dynamiques ou tendances globales inclut leur radicale transformation, les mots demeurent, mais le sens est détourné. Une telle vigueur idéologique d'assimilation et de détournement suppose une grande intelligence politique et stratégique dont l'État chinois fait preuve dans une navigation à hauts risques.

Cette « grande société », invitée désormais à produire le « bien-être social » avec l'État et avec ses subventions, porte en elle-même l'agenda des principaux problèmes qu'affronte la société chinoise dans les domaines de la santé, de l'environnement, de l'aide sociale. Les réformes économiques des années quatre-vingt ont installé progressivement une économie de marché dont l'État a été le principal bénéficiaire. Les inégalités sociales extrêmes produites résultent en outre du recul des services sociaux, médicaux et éducatifs, l'ivresse du marché ayant créé des écarts fondés sur les ressources de chacun. Crise des services publics, mécontentement des usagers, corruption endémique, ont fait le lit de micromouvements de revendications locales face à des situations devenues insupportables. La fonction d'ONG est née dans de telles circonstances où, face au silence des gouvernements locaux ou à la répression, les protestations locales ou de simples inquiétudes ont généré des micro-organisations informelles en forme de proto-ONG. Le caractère de base (*grassroot*) typique des émergences d'ONG est en Chine bien présent. Un exemple de telles organisations de base est fourni par ces groupes de copropriétaires qui se sont réunis pour protester contre des escroqueries de promoteurs immobiliers, des équipements non réalisés, des charges excessives, dans les condominiums périurbains où se précipitaient les nouvelles classes moyennes supérieures au début des années 2000.

Depuis cette date se sont développées des luttes, toujours locales, contre des projets à hauts risques environnementaux. Le massacre environnemental dont la Chine est le théâtre fait de cet

environnement un enjeu politique et social majeur et un terrain de scandales récurrents. Ainsi les usines d'incinérations prévues dans la région de Canton ont été un cas d'école pour les contestations environnementales qui fonctionnent aujourd'hui à plein régime, grâce aux succès acquis il y a quelques années contre les projets les plus toxiques. Le champ de l'environnement est particulièrement favorable pour créer des solidarités locales car la prise de conscience de la nécessaire défense d'un bien commun est plus aisée que dans d'autres domaines.

La dégradation du système de santé est, à un moindre degré, un champ de frustrations bien partagé en Chine. Néanmoins, le marché s'est largement imposé et l'émergence de groupes de contestation ou proto ONG est plus délicate car la santé est individuelle, familiale et elle reste centrale dans les politiques publiques. Les ambitieux projets de couverture sociale et d'assurance-maladie du gouvernement chinois, largement entamés et réalisés, le confirment, tout comme ils confirment que l'État a bien compris que la santé publique ne peut être déléguée à grande échelle au secteur privé, malgré la corruption qui règne dans les hôpitaux. La santé publique demeure l'ultime rempart du socialisme, fût-il déchu. C'est à travers les droits des victimes du SIDA que des formes d'ONG ont trouvé à s'exprimer dans le champ de la santé en Chine. Particulièrement discriminés au début des années 2000, les séropositifs ont très lentement été pris en compte en tant que minorité à risques, pour soi et pour les autres, provoquant la prise de conscience, tardive après des années de dénégation, d'un risque collectif nécessitant un minimum de solidarité que ne procure en aucun cas le marché. En novembre 2012, le vice-premier ministre chinois a annoncé un soutien plus résolu au millier d'ONG Sida qui ont, selon lui, apporté une aide utile au gouvernement pour accéder aux « groupes spéciaux » des homosexuels et travailleurs du sexe. Les ONG auraient détecté 50 % des cas de VIH parmi les homosexuels de Pékin selon le directeur du centre national pour le contrôle et la prévention du Sida ⁹.

9. Cf : <http://french.news.cn/societe/2012-11/30/c132010839.htm>, consulté le 11/04/2013.

Dans le domaine éducatif, la dégradation des conditions dans l'enseignement public a fait du soutien scolaire un domaine où les volontaires sont particulièrement actifs et visibles. Le volontariat est extrêmement développé en Chine et par ce canal, l'État espère opérer une jonction entre l'ancien militantisme socialiste et le type d'engagement plus actuel dans des ONG thématiques. Les deux fédérations de volontariat, l'une nationale, l'autre municipale à Canton, structurent les activités de milliers de volontaires, dont de nombreux jeunes, qui sont dirigés vers tous les secteurs où une assistance est requise. Ces secteurs sont ceux où s'exerce typiquement le travail social, à savoir les personnes âgées, les malades à domicile, les handicapés. Le travail social a connu un développement exceptionnel en Chine. En moins de dix ans, le travail de proximité, réalisé, dans une large mesure par les comités de quartier, a été professionnalisé, rajeuni, sous la forme d'activités conjointes avec des ONG de travail social dont le nombre s'est multiplié à grande échelle, puisqu'elles s'inscrivent dans le vaste transfert qui s'opère entre les missions de service public de l'État et celles qu'il délègue désormais à des organisations locales ou ONG en charge d'agir sur le terrain en position de proximité. Sont ainsi organisées à grande échelle des animations communautaires de quartier, des visites aux malades, des formations et loisirs pour les personnes âgées, des activités spécifiques pour telle ou telle catégorie de handicapés. Ces activités s'inspirent d'une part, des formes socialistes antérieures de mise en scène de l'enthousiasme collectif mais d'autre part, elles mobilisent de plus en plus de jeunes travailleurs sociaux diplômés, formés au travail social à l'américaine *via* les manuels de Hong Kong ou de Taiwan. De telles activités de gestion du social mobilisent de plus en plus d'ONG qui se spécialisent et sont financées par les autorités locales, pour des contrats de 2 à 3 ans, après appels d'offres. Un tel « engagement/désengagement » de l'État place les ONG dans une situation plus favorable que par le passé.

Les ONG : quels enjeux en Chine ?

Les ONG sont des organisations nées en Occident, en Europe et aux USA. Elles symbolisent le dynamisme de la société civile, en particulier sa capacité d'initiative dans un univers politique et social pluraliste, c'est-à-dire ouvert à la diversité, au débat, à la

liberté d'opinion. Cet univers s'autoappelait « le monde libre » durant la guerre froide et les pays communistes passaient pour totalitaires. En Chine, la violence politique a connu plusieurs épisodes, dont celui de la révolution culturelle, devenu emblématique.

On comprend que les initiatives des ONG étrangères en Chine soient apparues comme suspectes pour l'État-parti, dans le cadre d'une néoguerre froide contemporaine, héritage de la guerre froide. C'est la raison pour laquelle les ONG étrangères sont peu nombreuses en Chine et spécialisées dans des compétences spécifiques, plus techniques qu'idéologiques. Les petites ONG étrangères de développement rural qui tentent de rester dans les régions les plus reculées sont encadrées et exploitées par les gouvernements locaux. Les organisations étrangères qui prônaient la démocratisation politique sous des couvertures diverses il y a quelques décennies ont été renvoyées d'où elles venaient et elles n'ont pas engendré d'ONG locales car cela n'était ni permis, ni possible. Il en résulte que l'enregistrement des ONG est demeuré longtemps très tatillon et filtré, et que la notion d'ONG impliquant un espace non gouvernemental fut à la fois interdite en Chine continentale et fascinante à travers l'image de liberté, de monde extérieur, proche comme à Hong Kong ou Taiwan, mais inaccessible. En outre, le nationalisme de l'opinion publique est épisodiquement excité par le gouvernement pour contrebalancer l'attraction croissante du monde extérieur, qui n'est plus interdit et vers lequel on peut voyager si on en a les moyens. Ce monde extérieur, longtemps globalement hostile et ennemi, est devenu sympathique tant qu'il se coule dans les intérêts chinois politiques et industriels. Les ONG font l'objet des mêmes interprétations ambivalentes. Elles sont porteuses d'alternatives sociales et de performances observées dans les pays étrangers mais elles ne sont pas autorisées ni en mesure de donner des leçons de développement comme elles le font ailleurs, ou de proposer des modèles clés en main, c'est-à-dire sans les fameuses « particularités chinoises » qu'invoque fréquemment l'État-parti. On comprend donc pourquoi, en Chine, les ONG étrangères considérées comme des agents de démocratisation à l'occidentale ont été écartées, comment elles sont tolérées quand elles apportent

une compétence technique bien identifiée, et pourquoi le vif désir d'expression de la société civile chinoise balbutiante ne se traduit par aucun déferlement mais par des petits pas, ajustés à la stratégie d'ouverture de l'État. Il faut bien mesurer qu'à l'exception de dissidents courageux et peu nombreux, parfois plus célèbres en Occident qu'en Chine, la plupart des personnes des classes moyennes éduquées, celles qui agissent dans les ONG chinoises ou les créent, quoique vivement attirées par la liberté d'expression sont également attentives aux risques encourus pour leur sécurité et leur emploi. Ce ne sont ni des héros, ni des lâches, mais des Chinois éduqués d'aujourd'hui.

La notion même de société civile, le concept, font l'objet de débats et d'articles prudents et ambigus qui produisent des traductions approximatives et des bricolages sémantiques. Il s'agit finalement de montrer que la discussion est possible tout en bricolant des formulations à triple sens sur le partage des initiatives, des compétences, entre l'État et la société. Celle-ci est clairement apparue depuis 2005, son existence a été reconnue mais ses missions s'inscrivent sous la tutelle de l'État-parti. Celui-ci n'affirme plus un monopole de la parole publique, il tente de le garder tout en l'habillant des oripeaux d'une ouverture à la fois réelle et limitée. Dans ce contexte, les ONG sont des organisations intermédiaires nécessaires et utiles pour développer cette stratégie et c'est pourquoi elles ont été légitimées, financées, stimulées, depuis quelques années tout en demeurant encadrées et canalisées, moins fermement et plus subtilement que dans le passé.

Les ONG au service de la gestion de la société

Parmi les normes de la bonne gouvernance contemporaine figure en bonne place la participation de la société civile censée constituer un label démocratique. Ces normes, d'origine occidentale, sont présumées globales et aller avec une administration transparente, non corrompue par des dérives du marché. La place prise par la Chine sur la scène mondiale, économique, mais aussi politique, lui interdit une marginalité trop marquée dont elle a souffert pendant des décennies. Le dynamisme de la Chine ne peut se passer de bonnes relations avec le monde extérieur ce qui suppose l'usage d'un langage politique, social, économique, apte à favoriser et à permettre relations et échanges.

Les rhétoriques anciennes en forme de langue de bois ne sont pas exportables et les Chinois s'en moquent ouvertement. Seule la nomenclature du parti est obligée de l'utiliser dans les rites des congrès du parti et autres manifestations analogues pour produire, théâtralement, sa propre identité et sa légitimité, évaporée hors des enceintes de ces palais devenus une sorte de symbole d'autisme politique.

De tels rites, propres à tous les régimes autoritaires, ne mobilisent presque plus personne. La société n'y participe plus depuis des lustres et il convient de lui ouvrir d'autres champs participatifs, sous d'autres formes. Le développement des ONG s'inscrit dans cette nécessité participative qui tente de réunir une logique globale de bonne gouvernance participative et une ancienne logique d'engagement du peuple derrière l'État socialiste. Les discours officiels sur les ONG illustrent clairement cette double dimension où se joue l'intégration, fût-elle biaisée, de la Chine à des normes globales qu'elle est obligée de partager un peu, ou de faire semblant, tandis que les citoyens chinois aspirent à ce partage et à cette intégration de plus en plus, à mesure qu'ils peuvent comparer les différentes sociétés.

Le développement du travail social en Chine s'est réalisé à travers des formations universitaires qui ont mis sur le marché du travail des milliers de jeunes diplômés. Ceux-ci ont été formés suivant la méthodologie américaine importée de Hong Kong et Taiwan. Elle repose sur trois niveaux d'analyse et de méthode, à savoir le cas social (étude de cas), le groupe (à identifier et à aborder), la communauté (animation communautaire). La prise en compte de « cas » résulte de l'émergence de l'individu émotionnel et consommateur grâce au marché. Auparavant « le peuple » était constitué d'agrégats ou unités de production. Le groupe est un niveau intermédiaire avant la « communauté » qui se substitue assez aisément à la masse populaire d'antan. L'adoption de ces outils sommaires et peu précis, mais opérationnels, s'est faite en Chine avec une étonnante facilité et après deux décennies de réformes économiques. L'adoption des outils étrangers, tant techniques que conceptuels, en Chine, est extrêmement frappante et bien connue. Ce qui l'est moins ce sont les formes diverses de

subversions, de bricolages, d'adaptations, qui portent sur les outils empruntés ou parodiés.

Le remplacement progressif de militants des comités de quartier par des travailleurs sociaux professionnels diplômés s'est opéré en peu d'années mais progressivement et en douceur. Il s'agissait de remplacer l'ancien maillage politique du contrôle social de la population par une gestion plus technique, s'adressant à la société telle qu'elle est aujourd'hui plutôt qu'à une société à venir ou à une fiction socialiste dont les citoyens consommateurs contemporains n'ont plus rien à faire. Le contrôle social et politique a ainsi fait place, par étapes, à une gestion professionnelle du social faisant une large place aux volontaires, aux jeunes en particulier, et à des organisations en forme d'ONG, enregistrées ou non, qui se sont investies dans les animations de quartier, le suivi des personnes âgées, le soutien scolaire, l'assistance aux handicapés, etc. Au contrôle social à l'ancienne fait place désormais, et d'abord dans les régions les plus évoluées (Canton, Shanghai, Pékin), une approche d'animation communautaire et de services sociaux confiés à des professionnels formés, avec ou dans des ONG financées par les gouvernements locaux après des appels d'offres pour 2 à 3 ans de production de services sociaux. Ces services ne sont pas seulement planifiés, formatés, par les autorités publiques. Les propositions sont examinées et même encouragées si elles sont jugées favoriser le bien-être public (*gongyi*). C'est ainsi que des incubateurs de projets ont été mis en place à Shanghai et Shenzhen afin de favoriser l'éclosion de projets innovants et de les financer. Le tri opéré parmi les propositions et les projets d'individus et de petits groupes, c'est-à-dire de la société (civile) avant financement, manifeste l'attention nouvelle portée à cette société par des autorités qui tentent d'élargir le spectre de leurs instruments et outils face à des dynamiques sociales plurielles, issues d'une société de consommation frappée d'inégalités sociales dangereuses pour la stabilité sociale et politique. Ces évolutions, dont la plupart sont apparues durant les cinq dernières années, balisent le tableau d'un État désireux d'alléger son emprise sur la société en déléguant des missions de service public à des intervenants privés, ONG et volontaires, salariés ou bénévoles, dans des organisations immatriculées comme commerciales et vendant des services ou

biens à but non lucratif et à ce titre plus suspectes car moins claires aux yeux des bureaux des affaires civiles.

Outre ce changement d'intervenants dans le champ, la figure elle-même de l'État se présente différemment. L'État se veut désormais attentif et bienveillant, faisant oublier qu'il est Parti aussi. Il diffuse une image de bonté, paternelle, de dispensateur de *care*, confiant dans la bonne gouvernance par le marché. La « réforme sociale » engagée depuis quelques années semble mettre en œuvre une « gouvernance sociale » par le marché et la mise en concurrence des intervenants. Tandis que les ONG sont salariées par les autorités lorsque leurs projets sont financés, les fondations, les fortunes médiatiques, se livrent à une concurrence agonistique en termes d'enchères philanthropiques auxquelles même l'État participe parfois. La philanthropie humanitaire a connu dans la même période une explosion significative, qu'on observe aussi au niveau global et dont la fondation de Bill Gates est le symbole ou le modèle. Les plus grosses fortunes, acquises, en Chine comme ailleurs, au prix de souffrances et d'exploitations multiples, acquièrent dans ces potlachs philanthropiques une virginité relative après blanchiment. Ce phénomène actuel s'inscrit, lui aussi, dans la gouvernance par le marché et, en Chine, l'État-parti, dont les liens étroits avec les grandes entreprises sont structurels, occupe sa place dans ces cérémonies télévisées où le « capitalisme » chinois étale sa bienveillance et sa bonté, son humanité, devant ses employés citoyens.

Zhu Jiangang, l'un des théoriciens et analystes de la société civile en Chine, dresse, dans un rapport récent, un bilan qui montre clairement les enjeux actuels autour d'une société civile à la fois réelle et fabriquée¹⁰. Formé aux USA, il participe à une promotion de la société civile à petits pas, favorable à une démocratisation progressive et à des transformations sociales permettant l'expression d'une « réelle société civile ». Sous cette aspiration apparaît en Chine le développement d'une « philanthropie civique » à base de responsabilité sociale, d'entreprises sociales, de coopération avec le marché, d'alliances stratégiques avec les

10. Annual report on China's philanthropy development. *Social Sciences Academic Press*, 2010 et 2011.

fondations, d'interaction État/société... On trouve donc dans ce rapport tous les concepts en vogue, tous d'origine occidentale et surtout américaine, qui alimentent la rhétorique globale sur le sujet. La maîtrise et la vivacité avec lesquelles l'État chinois s'est saisi et a manipulé ces notions globales sont frappantes. Zhu Jiangang note : « *It is this kind of citizenship-based philanthropic actions that is promoting interactions between state and society, and cultivating a real civil society in China.* » Dans le même rapport, et après quelques scandales, la nécessité de professionnalisation et de transparence de la gestion des ONG est soulignée, exactement dans les mêmes termes qu'en Europe ou aux USA. Les normes de bonne gouvernance sont ainsi utilisées (beaucoup) et mises en œuvre (un peu) avec un talent consommé. Une rhétorique globale succède à la rhétorique communiste... Mais à la différence des États occidentaux, en perte de souveraineté et d'autorité, l'État-parti chinois entend ne rien céder tout en adoptant le programme et les vocables cités. Travail social, volontariat, ONG, entreprises, l'orchestre chinois entonne une symphonie à l'harmonie sociale où l'émulation bienveillante est partagée par le pauvre étudiant comme par le patron d'une grande entreprise. Le rêve américain exporté est devenu rêve chinois et le PCC conduit l'orchestre comme il conduit le programme, fût-il sous pression.

La gouvernance par le marché

L'évolution récente analysée ici fait l'objet de réglementations officielles riches d'innovations lexicales parfois osées et hautement significatives d'une intense activité idéologique. Le dernier congrès du parti (septembre 2013) met ainsi en avant « l'innovation de gouvernance de la société » (*chuangxin shehui zhili*), une « philanthropie moderne » (*xiandai cishan*), ou encore « la philanthropie des gens ordinaires » (*pingmin cishan*) car « chacun fait du bien-être public » (*renren gongyi*). La philanthropie réalise un miracle : celui d'égaliser les statuts dans une société chinoise aux extrêmes inégalités. Ce « système socialiste de gestion de la société à la chinoise » (formule de 2011) se nourrit des innovations mentionnées dans la gestion sociale. L'emploi du terme de gouvernance, notion normative globale par excellence pour parler de gestion, est symptomatique de l'emploi d'un vocable actuel et importé, sorti de son berceau initial et

appliqué conformément aux intérêts de l'État-parti. Tels sont l'objectif et le moyen de la gouvernance par le marché qui parvient, pour le moment, à concilier la rhétorique normative de la gouvernance globale et les intérêts du Parti et de ses membres, dotés de privilèges décriés et impopulaires. Ce modèle de gouvernance participative est en effet – très formellement – conforme aux canons de la bonne gouvernance entonnés dans les enceintes multilatérales et, d'autre part, susceptible, en partie, de déclencher une émulation sociale non plus militante mais bénévole, morale, philanthropique, à laquelle participent les pauvres comme les riches, les exploités comme les exploités. Marx reste toujours endormi dans sa tombe ! Cette fiction participative connaît des succès et des limites mais elle s'adresse à un peuple qui en a vu beaucoup...

Après deux décennies où l'économie de marché a connu en Chine un développement d'une extrême violence sociale, l'heure est venue de calmer les blessures par un discours de soin, lénifiant, où patrons et ouvriers communiquent (séparément) dans la même pulsion philanthropique, financent et produisent les mêmes services sociaux, contribuent ensemble à l'édification de la société harmonieuse. Un parfum d'utopie demeure et la solidarité de classe a fait place à celle qu'imposent le marché et la consommation qui l'entretient. À la lutte des classes, le Parti a substitué le miracle ou le mirage du gagnant-gagnant, slogan néolibéral bien connu, dorénavant entre les mains en Chine du parti communiste.

Société civile ou marché ?

Lorsque le marché fait société, lorsque le marché est présenté et vécu en Chine comme une nouvelle forme de civilisation, la gestion de la société s'appelle gouvernance et elle gère la société comme une entreprise, attentive aux performances mais aussi désormais aux conditions de leur réalisation et à l'opinion publique. Ces évidences, banales en Occident, sont plus paradoxales en Chine du fait de l'histoire politique et idéologique du pays. L'émergence de la société civile programmée par l'État-parti en Chine n'est donc pas exactement celle qui est attendue par les ONG à New York ou à Paris. Elle en emploie certes le langage mais son objectif est de gérer et non d'émanciper, conformément à

une norme de gouvernance globale avérée. Elle ne donne pas des droits mais offre des services. Dès lors la société civile doit être enchantée par les offres, services et subventions qu'elle est susceptible de recevoir. Mais elle ne saurait appeler cela liberté puisqu'il s'agit d'une « liberté surveillée » ou encore d'une discipline *soft* après des années de discipline dure. Le changement est indubitablement positif aux yeux des intéressés, partagés entre enchantement et scepticisme, c'est-à-dire en attente du prochain épisode idéologique. Dans ce *happening* permanent, le dynamisme chinois demeure spectaculaire, tant dans l'État que dans la société. Et ce dynamisme ressemble aussi à une fuite en avant. Donnons en un bref exemple concret, celui de femmes universitaires regroupées dans une ONG informelle, non enregistrée, à Canton, capitale de la province du Guangdong, limitrophe de Hong Kong.

Des *gender studies* à l'affrontement politique à Canton

Comme on l'a déjà souligné à plusieurs reprises, le genre est aujourd'hui, non plus un accessoire des ONG mais un pivot central de leur développement, voire une sorte de mât. Selon les populations ciblées, le genre se coule dans des modules différents et adapte ses formulations. Dans les universités, la promotion des *gender studies* fait, en Chine comme dans de nombreux pays ex-communistes, de la Roumanie au Kirghizstan, l'objet d'une offre financière directe : promesse de séjours d'études aux USA et aussi en Angleterre, soutien financier de recherches commandées ou proposées par les chercheurs sur les violences faites aux femmes, la gestation pour autrui, LGBT, les opérations esthétiques, etc. L'item femme remplit un triple rôle que le cas chinois éclaire remarquablement. Pénétrer une société par les femmes – cette part dominée de la population – constitue depuis toujours une arme de guerre, bien avant l'instauration d'États communistes, pendant la guerre froide comme encore aujourd'hui où c'est au nom du « bien des femmes », pour les sauver, que des entreprises militaires vont être menées. Corollairement, dans ces perspectives stratégiques, le viol, l'humiliation, la mutilation des femmes ont pris ces dernières décennies en Afrique des visages monstrueux, suscitant l'émergence de figures locales héroïques tel le Dr Mukwege au Sud Kivu, qui tente de réparer les organes troués des petites filles et des femmes de tous âges. À un deuxième niveau, les femmes ont

été érigées en symboles même de la société civile locale, dans une exaltation de leurs vertus de soin, de dévouement, d'honnêteté et d'altruisme. Mais d'un autre côté, prendre la défense des femmes, entendre agir au nom d'une réduction des inégalités, donner des outils contre la domination masculine, sont des mots forts : les femmes s'emparent du message favorable qui leur est destiné et peuvent le tourner à leur avantage, comme le montrent avec virtuosité nos intellectuelles cantonaises, qui néanmoins peuvent franchir la limite politique fixée par l'État-parti à leurs dépens.

L'histoire de ce petit groupe de femmes – qui enseignent dans plusieurs universités de Canton, ont avec elles leurs étudiantes et dans leur mouvance des journalistes, des artistes, des écrivaines, etc. – pourrait être ainsi racontée : au départ une professeure d'université reconnue, cheffe de son département, membre de longue date du Parti, ancienne garde rouge, anglophone parfaite, est invitée aux USA pour découvrir les *gender studies*. Elle en revient émerveillée, enthousiaste, car les textes lui ont permis de réfléchir autrement sur sa vie qu'elle relit sous un autre angle. La formation hyperpolitique qu'elle a reçue barrait une subjectivité que les *gender studies* rouvrent, désignant une voie d'affranchissement personnel, auparavant impensable, là où les blessures s'étaient sédimentées. Dès lors cette professeure enseigne, et transmet, à ses jeunes collègues et à ses étudiantes ces *gender studies*, sinisées et appliquées à la société chinoise où la domination masculine s'affiche sans vergogne dans les examens universitaires – où les notes sont changées si trop de femmes réussissent –, dans les recrutements, dans les entreprises, etc. Rapidement un petit groupe se forme, fait des émules autour d'expériences artistiques, de performances, de documentaires. Les *Monologues du vagin* se voient monter en chinois, refondés sur le vécu spécifique des femmes chinoises ; des œuvres d'art mettent en scène l'absence des femmes sur les livrets de famille, dressant des généalogies uniquement masculines ; des manifestations ultrarapides dans la rue dénoncent la pénurie de toilettes pour femmes, etc. Les cours de *gender studies* ont énormément de succès, rencontrant dans les associations universitaires très actives d'autres lignes d'action, en particulier autour des choix de l'orientation sexuelle. Pour tous, quel que soit l'âge, un horizon de

liberté se dévoile, niché dans des intimités contrôlées, faisant entrevoir d'authentiques libérations en regard des pouvoirs parentaux et politiques, des normes sociales coercitives sur lesquelles butent et viennent se fracasser désirs, aspirations, espérances. Le groupe, en s'accroissant, s'enrichit de nouvelles personnalités qui ont vécu en Europe, se fait plus visible, organise des conférences et des colloques financés par des fondations américaines, tel en 2012 celui dont le message particulièrement clair s'adresse en particulier aux médias et aux femmes qui y travaillent : le parti communiste rend impossible un véritable journalisme et l'ensemble des médias chinois sont mensongers et montrent en permanence une domination masculine éhontée. Dans toutes ces circonstances, formations ou colloques, les participantes se voient remboursées de tous leurs frais de voyage, de séjour, d'hôtel, de restaurant. L'offre idéologique est généreuse, à la mesure de sa dimension politique où certaines femmes s'engouffrent, prenant conscience des dominations enchevêtrées qui ont constitué jusqu'à présent le cadre de leur vie et faisant éclater les carcans dans une sorte de feu de joie lumineux.

La leader du groupe – en 2012, elle a près de 60 ans – qui se met en scène sur la Toile en Femen avec un ciseau proche du sein, ne semble rien redouter alors même que son passeport lui a été retiré et les sorties du territoire interdites depuis que certains de ses documentaires ont circulé : explosifs, ceux-ci montrent le visage violent et corrompu du pouvoir, qu'il s'agisse du viol d'une prostituée ou des paysans de Wukan luttant pour récupérer leurs terres. Alors qu'elle devient une héroïne admirée, et que d'aucunes vont copier, les *gender studies* en soulevant le voile de la domination masculine vont la mener en peu de temps à l'affrontement et à la dissidence politiques. Encore protégée par les autorités de son université, elle ne croit pas pour l'instant que sa vie soit en danger comme d'autres célèbres opposants, avocats ou philosophes. Néanmoins son cas instruit de la polyvalence intrinsèque des *gender studies* et plus encore du devenir d'ONG, incorporant et prenant à la lettre des leçons féminines de désasujettissement et conduites à des barrages politiques fermes. Dans cette optique la domination masculine se présente en Chine comme une bombe à retardement : dans tous les champs sociaux, elle vient démasquer la brutalité et la malhonnêteté des édiles de

l'État-parti, qu'il s'agisse des fonctionnaires qui partent acheter illégalement des « ventres ruraux » pour obtenir l'héritier masculin que leur épouse ne leur a pas donné, ou encore de ceux, bien mis en scène dans *A touch of sin*, qui, dans les saunas demandent à de jeunes prostituées de revêtir les habits de gardes rouges ou de militaires de l'armée du peuple, pour assurer leur excitation et leur jouissance sexuelles.

Appréhendons maintenant comment, face aux murs politiques auxquels se heurtent les ONG et aux collaborations dans lesquelles elles s'enchâssent, la globalisation du monde, dont elles sont les instruments, conduit à ce que les paysages soient peu ou prou les mêmes, ici et ailleurs, dans un monde qui ne connaît plus ni Nord, ni Sud.

ICI ET AILLEURS : LA GLOBALISATION PAR LES ONG

Bernard HOURS, Monique SELIM

Dans les trois pays évoqués (Bangladesh, Ouzbékistan, Chine), la société civile prend des visages très divers. Au Bangladesh apparaît une société civile des plus dynamiques, en état d'expression et d'explosion permanentes. C'est une société civile sauvage, indisciplinée, sans consensus. La société civile observée en Ouzbékistan est bâillonnée ou muselée par une dictature nationale. En Chine, la société civile est invitée, depuis peu, à participer à la gouvernance par le marché telle qu'elle est orchestrée et pilotée par l'État-parti. Dans ces trois cas, la voix de la société civile va de la cacophonie, au mutisme, en passant par un stade intermédiaire de participation organisée ou programmée.

Qu'en est-il de la société civile en Europe ou aux USA ? Dans ces berceaux historiques du concept et de la démocratie politique, peu de remises en question actuelles sont produites, tant la référence à la démocratie et à la société civile semble intouchable, c'est-à-dire aller tellement de soi qu'elle est peu interrogée. Sauf à entonner, comme Rifkin ¹¹ ou Sennet ¹² des hymnes idéalistes à

11. Jeremy RIFKIN : *Une nouvelle conscience pour un monde en crise. Vers une civilisation de l'empathie*, Édition Les liens qui libèrent, 2011.

l'empathie et à la coopération bienveillante qui seraient le destin des hommes, quitte à occulter les misères et abjections contemporaines et à considérer l'histoire passée comme une anomalie de longue durée, avec ses guerres et atrocités diverses. Un tel idéalisme, utopique, illustre aussi bien la candeur nord-américaine que la difficulté des sciences sociales contemporaines ou postmodernes à penser le lien social en économie de marché sans s'interroger en profondeur sur le marché et la gouvernance dont il est issu et qu'il produit. Le parfum alternatif des ONG tient en partie du mythe en Occident. Les grosses ONG sont devenues des entreprises normatives, au service d'une gouvernance globale (Hours, 2012), financées par les grands bailleurs multilatéraux et elles ne sont guère plus libres que les ONG chinoises financées par l'État. Les petites ONG, locales, indépendantes à l'origine et porteuses de revendications et d'alternatives, doivent s'insérer dans des coalitions transnationales pour disposer d'un pouvoir visible. Sinon elles demeurent des acteurs politiques locaux, ce qui n'est pas négligeable, et non des entreprises morales au même titre que les grandes ONG aujourd'hui. Organisations à but non lucratif à l'origine, les ONG en Occident sont amenées à se développer en faisant de la publicité, en étalant leurs performances, pour obtenir des financements d'institutions et de donateurs. Le « chiffre d'affaires » (le budget) mesure la notoriété, la visibilité et tient lieu d'évaluation des résultats.

En Chine, comme on l'a indiqué, les ONG à but non lucratif sont plus suspectes que les organisations commerciales et soumises à des conditions plus exigeantes pour être immatriculées. Le développement planétaire des ONG en a fait, pour les plus importantes, des entreprises de moralité, de biens humanitaires, productrices et vendeuses de marchandises morales humanitaires, d'un bien moral à base de services aux plus malheureux du monde, qui sont nombreux et émeuvent les hommes si ceux-ci sont bons, c'est-à-dire non indifférents. Soulignons que, exemplaires des processus globaux, ces ONG chinoises ont pour objectif de connaître le même développement qu'en Occident et dans ce but

elles suivent le même chemin. Elles s'adressent au seul bailleur institutionnel autorisé en Chine, à savoir l'État, et au public qu'il convient de motiver et de rendre acteur humanitaire, sans parler des entreprises qui y cultivent leur image. Pour la première fois, lors du Tsunami de 2004, les ONG chinoises ont ainsi adressé des dons, marquant leur entrée dans une humanité « humanitaire » globale, après avoir pénétré le marché mondial. Après une période de suspicion jusqu'en 2005 environ, et une ouverture manifeste depuis 2012, particulièrement dans le Guangdong et à Shenzhen, qui a considérablement allégé et abrégé les enregistrements d'ONG dès lors qu'elles étaient invitées à collaborer avec les autorités locales, les disparités locales demeurent marquées entre les régions urbaines et du Sud, et les provinces rurales du Nord et de l'Ouest du pays. À une double tutelle des affaires civiles et de la branche d'activité, fait place progressivement une tutelle allégée, unique mais rapprochée, suivant le slogan « immatriculation souple, gestion sévère ». Dans les ONG chinoises, toujours fascinées par les ONG étrangères, sont inscrites à l'agenda les normes occidentales à atteindre en termes de *capacity bulding* (*nenglii jianshe*), de management (*guanli*), d'*accountability* (*wenzezhi*), de leadership et de gouvernance, en vue de « copier les meilleures » selon un responsable d'ONG. Après quelques scandales retentissants, la moralisation et la normalisation du secteur sont à l'ordre du jour. L'importation de ces normes, comme celles du travail social, passe par Hong Kong et Taiwan et s'appuie sur des formations répétées proposées aux cadres d'ONG chinois. L'intention des bailleurs de fond vise à l'instauration d'une culture d'ONG de type occidental mais dépolitisée. Il est frappant de constater, comme pour le travail social, que les méthodes de gestion et d'animation sont copiées avec enthousiasme mais qu'elles sont largement déconnectées de leur portée politique et sociale latente, attendue, en vain en partie, par les bailleurs étrangers, dont les fondations prodémocratie des USA. Vos méthodes nous intéressent. Nous produirons nos propres résultats suivant nos propres objectifs et notre propre mode d'emploi des ONG, semble dire, ou plutôt penser le gouvernement chinois.

La mise en musique récente des ONG par l'État-parti chinois apporte un éclairage lumineux sur la place des ONG dans la globalisation. Celles-ci proposent dans le monde d'aujourd'hui des

alibis participatifs et des alternatives en partie fictives, à grande échelle. Elles sont impliquées largement dans une gouvernance globale en diffusant les bonnes normes de cette gouvernance. Droits humains, démocratie, droit à la santé, lutte contre la pauvreté, objectifs du millénaire, transparence, participation... tous ces canons de la bonne gouvernance nourrissent, inspirent et financent les ONG. Ces mêmes normes sont coproduites, puis diffusées par les ONG, qui, pour les plus importantes, sont à la fois des caisses de résonance pour les normes multilatérales globales et aussi des aiguillons mesurés pour les mettre un peu en œuvre. Les ONG sont donc désormais des outils de gouvernance globale, peu autonomes, dont les liens avec leurs sociétés civiles respectives passent par la mise en avant de normes, l'appel à l'émotion, à l'indignation, loin de toute relation concrète autour de causes précises, réservées aux premières générations d'ONG dont la Chine offrait une illustration.

Les ONG sont finalement devenues indispensables tant aux États qu'aux entreprises qui les financent car elles proposent un horizon attractif, à défaut d'être alternatif, réaliste, pragmatique, raisonnable. Elles s'adressent à des citoyens dépolitisés, voire néopolitiques, en leur offrant de participer, moyennant du temps, plus fréquemment de l'argent, à un chœur ou à un concert moral, bienveillant, attentif aux semblables, solidaire donc, où se consomment, dans une communauté globale imaginée, des marchandises morales gratifiantes pour tous et où se produit un consensus global qui rend pensable l'existence d'une société civile globale harmonieuse, c'est-à-dire sous bonne gouvernance. Les ONG apparaissent dans ce cadre comme un outil essentiel de globalisation par les projections qu'elles réalisent d'un futur meilleur à défaut de pouvoir être présenté comme radieux. On ne peut passer sous silence le fait que les ONG ont connu leur plus vif développement durant les années d'ajustement structurel (1980-1990), c'est-à-dire d'un affaiblissement programmé des États, qui frappe aujourd'hui les États occidentaux sous le vocable des « réformes ».

Les ONG en Afrique se sont longtemps caractérisées par leur dépendance et le paternalisme plus ou moins néocolonial dont elles étaient l'objet. La situation évolue lentement, mais les réelles

dynamiques locales demeurent largement ignorées ou incomprises. Dans son ouvrage *Saint-Louis du Sénégal : et si le développement n'était qu'une chimère ?* M. A. Fall apporte de nombreux matériaux sur l'incompréhension qui règne entre les agences de développement et les micro-ONG locales issues de la population. Il écrit : « Les agences institutionnelles critiquent les ONG locales : « Elles viennent et font du n'importe quoi... Je n'accepte pas de travailler avec ces gens-là, ils sont informels » (Fall, 2011). L'une des principales difficultés semble résider dans le fossé qui sépare le phantasme de l'entreprenariat des agences de développement et les ressources sociales et culturelles dont disposent les habitants, qui sont largement ignorées. « [...] Il faut que les femmes deviennent plus compétentes, qu'elles aient plus de revenus et qu'elles soient des capitaines d'industries » (Fall, 2011). Le même délire idéologique que celui des « Business Women » d'Ouzbékistan s'observe car la norme est bien globale, réductrice, autiste, univoque et bornée. C'est parce qu'elles ne veulent pas, ou ne sont pas en mesure d'être prestataires de services que ces ONG sont fustigées. Au Burkina Faso, l'exemple de la filière du beurre de karité étudiée par Magalie Saussey montre avec rigueur la chaîne des processus d'exploitation et de consommation ainsi que les escroqueries idéologiques qui sous-tendent la création d'ONG villageoises à la base¹³.

Si les ONG participent à une privatisation de l'action étatique et contribuent à des formes communes d'action et d'évaluation appelées collaboration public-privé dans la bonne gouvernance, elles développent aussi une influence morale qui prend la forme d'une obligation de compassion dont les objets sont légion mais où les femmes et les enfants sont particulièrement présents. Dans les rues des villes, le *street founding* invite les consommateurs de moralité à souscrire une taxe de bienfaisance mensuelle ou trimestrielle.

Les grosses ONG transnationales ont produit des modèles d'action et des projets en partie indifférents aux spécificités locales dès lors que les clients ou cibles sont prédéfinis et simples récipiendaires de services. C'est ainsi qu'une vaste entreprise

13. Magalie SAUSSEY : « Les organisations féminines au Burkina Faso : limites et paradoxes des dispositifs de valorisation d'un produit local, le beurre de karité », Doctorat EHESS, 2009.

d'intervention démocratique, développementaliste, orientée sur le genre, s'est répandue dans des pays fort divers prouvant, si cela était nécessaire, que les ONG sont des acteurs indiscutablement globaux quand bien même elles se présentent comme des intervenants locaux. En mettant en œuvre des procédures de gestion et d'évaluation standardisées par leurs bailleurs, les grosses ONG participent directement à l'inscription et à la reproduction des normes de bonne gouvernance dont elles sont l'un des outils principaux.

En Inde, où elles sont des entreprises politiques et sociales autochtones et endogènes, loin de toute dépendance à l'égard des ONG étrangères, les ONG sont invitées à collaborer à la gouvernance urbaine, c'est-à-dire à cogérer l'expulsion des habitants des « bidonvilles » et à gérer les relogements qui leur sont dévolus. La gestion des sans-abri dans la capitale indienne de New Delhi en fournit un excellent exemple. Véronique Dupont¹⁴ montre avec pertinence comment, dans le contexte de la préparation des jeux olympiques de 2010 – qui, là comme ailleurs, constituent des accélérateurs des changements urbains et l'opportunité d'une amélioration de l'image de la ville pour ses édiles –, le gouvernement invite sa société civile à cogérer le problème des sans-abri. Selon le terme anglais aux consonances militaires, une « coalition » d'ONG, aux connotations religieuses, caritatives ou des droits humains est ainsi mise en œuvre. De multiples registres d'action sont utilisés, puisant dans le « prêt à se mobiliser » qu'offre le Web où se ressource les ONG du monde entier. Les contradictions qui traversent la plateforme d'ONG illustrent elles aussi des orientations dont les divergences se retrouvent dans toutes les conjonctures nationales, certaines ONG souhaitant œuvrer pour plus de coopération avec l'État, tandis que d'autres veulent augmenter leur distance avec l'État et éventuellement rentrer dans une confrontation qui peut déboucher sur l'affrontement direct. Que le même schème s'observe dans la configuration démocratique indienne et dans la chinoise, marquée par l'autoritarisme de l'État-parti, désigne la force des processus

14. Véronique DUPONT : "Which place for the homeless in Delhi ? Scrutiny of a mobilisation campaign in the 2010 Commonwealth games context", *Samaj*, 8, 2013.

qui s'actualisent aux niveaux local et global avec les ONG. Ajoutons que la problématique des sans-abri se donne à voir en 2014 de manière quasi identique en France, attirant toujours plus de bénévoles, associations religieuses, caritatives d'un côté, de l'autre de militants qui posent les termes politiques de la situation, en particulier avec le cas des populations émigrées des anciens pays de l'Est. Entre ces deux bords, les organisations de travail social sont elles-mêmes travaillées par ces lignes en tension et coopèrent avec l'État qui les subventionne. Tout comme en Inde, la compassion qui esthétise et spectacularise la misère et le dénuement – dont le film français *Au bord du monde* est un modèle saisissant – intervient comme un instrument de captation des bonnes volontés de toute nature.

Corollairement, en Amérique latine¹⁵, emblématique paraît le débat qui traverse les ONG féministes qui ont du mal à échapper à la dichotomie « autonomes/institutionnelles » pour marquer leur positionnement face à leurs alliances avec des instances nationales ou internationales. Le champ des ONG féministes de genre rend de fait encore plus visibles, si cela était nécessaire, les mécanismes d'implication en jeu : la transformation des espaces militants en ONG, l'intégration de leurs membres dans des dispositifs institutionnels de demande et d'obtention de financement, en fait des acteurs clés de la gouvernance globale. Le présent et l'avenir immédiat des ONG sont ainsi la prestation de services qui est elle-même le nouveau mode d'organisation des sociétés, délivrées de l'État mais livrées au marché, pourrait-on résumer de façon lapidaire.

Dans cette scène, quelle place peut occuper l'anthropologue ? Les réponses sont multiples, aussi nombreuses que les conceptions actuelles de l'engagement qui connaissent un regain d'intérêt depuis quelques années en sciences sociales. Les ONG attirent en effet l'anthropologue non pas seulement comme un objet de recherche mais aussi, dès qu'il s'y est immergé, comme une

15. Delphine LACOMBE : « Visibilité et occultation des violences masculines envers les femmes au Nicaragua » (1979-1996), *Problèmes d'Amérique latine*, 2, 2012, p. 13-39.

Delphine LACOMBE : « Entre survivance des ONG et mise en mouvement. Pratiques et débats des féminismes nicaraguayens à l'heure de la globalisation du genre », *Cultures et conflits*, 83, 2011, p. 17-37.

tentation plus générale de penser sa position de chercheur dans la société – la sienne, celle des sujets – et par là même dans le monde global présent. D'aucuns s'imaginent comme exclusivement chercheurs sans bien pouvoir nourrir le contenu de cette identité autrement que par des tautologies : être chercheur dans cette optique « basse » est très loin de la figure de l'intellectuel organique de Gramsci et beaucoup plus près de celle de l'expert, aux connaissances spécifiques et réduites par définition. D'autres se voient par nécessité comme des militants politiques, du côté des plus dominés dont ils vont se donner pour charge de défendre la cause¹⁶, sans craindre d'être aveuglés par leur dogmatisme et de voir s'appauvrir leurs investigations anthropologiques. Sartre en inspire bien peu en dépit du fait qu'il continue à s'imposer comme la concrétisation historique du XX^e siècle en matière d'engagement global, pourrait-on dire, puisqu'il se fit un devoir de visiter les pays qui paraissaient à l'époque pionniers d'une alternative au capitalisme. Quelle que soit la voie qu'emprunte l'anthropologue face aux ONG qu'il scrute, en regard desquelles il ne peut pas plus se cantonner dans une neutralité dite bienveillante que dans le regard supposé éloigné, il lui appartient de bâtir un positionnement qui, focalisé sur la connaissance, la déploie sur un mode total, sans en amputer les ressorts apparemment mineurs ou les exalter narcissiquement, ni se laisser aller à l'enchantement de la société civile globale vers lequel nous allons maintenant nous tourner.

16. Judith HAYEM : *Journal des anthropologues* (Hors série 2011) : « Postures assignées, postures revendiquées ».

Annie BENVENISTE : *Se faire violence*, Paris, Téraèdre, 2013.

**L'ENCHANTEMENT DE
LA SOCIÉTÉ CIVILE GLOBALE**

PRÉMISSES ÉPISTÉMOLOGIQUES

Monique SELIM

La notion de société civile globale court depuis quelques décennies avec une charge d'ambiguïté redoublée, au regard de cette « société civile » ancienne et inscrite dans l'histoire des sciences sociales et de la philosophie politique qui lui a donné naissance. Aujourd'hui, les ouvrages sur *Global Civil Society* sont nombreux, beaucoup plus en anglais qu'en français, le scepticisme envers cette hypothèse restant fort en France. La London school of Economics affiche depuis 2000 un cours sur la société civile globale et, chaque année, les programmes sont enrichis de nouvelles réflexions qui mettent en évidence une progressive légitimation scientifique de ce domaine. D'une manière générale, soulignons que l'esprit qui anime les recherches sur la société civile globale est profondément normatif : se dessine à travers cette thématique, un horizon de justice sur fond de démocratie qu'améliorent progressivement les ONG perçues comme les principaux acteurs de la société civile globale. Toutes les forces de la société civile globale concourraient dans cette optique à l'avènement d'un monde meilleur, bon, incarnant un bien commun global. La société civile globale serait donc une somme d'initiatives tendues vers le même objectif. Précisons dès maintenant que nous nous situons hors de cette orientation, qui postule et entraîne des dynamiques consensuelles. Notre perspective, anthropologique, entend pointer les contradictions et

les conflits qui animent et nourrissent les visions d'une société civile globale, expression que nous utilisons ici pour désigner les nébuleuses idéologiques et imaginaires qui accompagnent, mais aussi dérangent, les processus d'extension du capitalisme financiarisé. La société civile globale n'est néanmoins ni un reflet ni un mode de légitimation ou d'illégitimation des développements économiques présents. Ligne de fuite du monde actuel, elle est peuplée de tous les antagonismes et extrémismes incluant propagande terroriste et millénarismes religieux, au même titre que toutes les entreprises de salut social, économique et politique. Elle revêt le caractère d'un réservoir de sotériologies antithétiques et c'est à ce titre qu'elle intéresse l'anthropologue. Le choix de la posture épistémologique pour analyser les différents plateaux de la société civile globale constitue un enjeu majeur ; en effet, au-delà des sympathies et empathies que peut éprouver l'anthropologue, deux écueils émergent, le premier étant une vision angélique qui discerne les prémisses de révolutions ou de manifestations anticapitalistes et antiautoritaires là où de bien autres processus, plus complexes, sont en marche. Sur ce point, ce qui fut appelé « révolutions arabes » est une leçon de sociologie politique enchaînant, à une vitesse accélérée en Égypte, renversement d'une dictature, unification islamique, coup d'État militaire en 2013, sans oublier à chaque occasion, les viols de femmes qu'abritent les foules.

À l'inverse, dans l'ensemble des mouvements qui fleurissent désormais un peu partout dans le monde, de façon régulière, ne déchiffrer que des effets d'aliénation des machineries ou encore des complots favorisant la conservation du capitalisme, les opposer à la grande et véritable « Révolution » attendue paraît aussi absurde qu'archaïque. Dès lors comment penser dans une perspective anthropologique ces bouleversements, qui paraissent se ressembler, s'initient, se ressourcent, s'activent avec Internet, mais mettent en jeu des dispositifs et des propositions propres ? Ayant, au milieu de toutes les sciences sociales, la vocation de dévoiler la singularité des logiques des acteurs collectifs et individuels, l'anthropologue est face à un carrefour lorsqu'il pose son regard sur les éclosions intempestives qui se multiplient et semblent déchirer les appareils politiques locaux, syndicats, partis et État. Il

lui faut en effet appréhender immédiatement les formes globalisées d'action qui sont en œuvre mais aussi saisir la spécificité des mobilisations, leur érection dans un contexte particulier, en termes politique, religieux, économique, historique.

La difficulté consiste donc à tenir à distance ses propres tropismes idéologiques et à construire une analyse qui embrasse l'ensemble des maillages, partant des sujets avec leurs propres trajectoires, leurs plongées et leurs retraits éventuels du collectif, leurs adhésions, leurs reculs.

Y a-t-il quelque chose de réellement inédit dans la conjoncture actuelle, ou bien, somme toute, celle-ci est-elle comparable à d'autres périodes plus anciennes, où les soulèvements ont aussi emprunté à une grammaire partagée, le communisme, sous ses versions maoïste ou léniniste par exemple ?

De notre point de vue, il convient de souligner la nouveauté phénoménologique des événements qui s'offrent à l'observation maintenant. Elle tient principalement à l'immédiateté de la communication qui se propose à chacun, où qu'il soit, dans des lieux les plus reculés, tels ces villages du Bangladesh où des femmes viennent brancher des ordinateurs sous les yeux ébahis des paysans. Les contenus et les termes de cette communication instantanée ne font qu'un, mais s'ouvrent sur des flux de sens dont la principale caractéristique est leurs contradictions infinies. De quoi, pourquoi, comment, les sujets vont-ils s'emparer ? Que faire de ces messages ? Incorporation, réappropriation, recompositions sont quelques notions dont peut faire usage l'anthropologue, bien conscient des limites que véhiculent les mots pour couvrir l'étendue des amphibologies, des complexités antagonistes qui agitent les sujets, les groupes, éphémères ou plus durables, qui émergent.

Les essais de théorisation sur l'importance d'Internet, les ruptures sociétales qu'introduisent les réseaux sociaux, sont nombreux et riches d'enseignement. Pour l'anthropologue, l'inclusion d'Internet dans les enquêtes est désormais incontournable quel que soit l'objet de la recherche : l'organisation du travail dans un supermarché français, les échanges économico-sexuels en Thaïlande ou un groupe d'opposants à une usine d'incinération en Chine. Plus précisément, dans le cadre de cet

ouvrage, la production numérique du réel¹⁷ est au centre de la société civile globale dont les contours et les incises nous préoccupent. Les crêtes sur lesquelles doit se tenir l'anthropologue sont donc étroites face à cet objet globalisé qui s'actualise et s'évapore quotidiennement sous nos yeux, mêle en effet gouvernance globale du capitalisme financiarisé, protestations anticapitalistes, percées politiques des États, des partis, mais aussi des État-partis, combats locaux, luttes émancipatoires, etc.

Des modèles politiques existent dans la sphère de la communication globale et servent à tout et à tous, pour des objectifs similaires ou antithétiques ; interpellante est leur prise, dirons-nous pour éviter le terme de « re-prise » qui véhicule l'hypothèse d'un cadre déjà fait – mais par qui ? –, et ferait l'objet d'une copie mal faite ou plus perfectionnée. En effet, ces modèles actualisés bouleversent les schémas classiques d'interprétation et les tropismes affichés ou inconscients des acteurs, anthropologues compris. Prenons-en un exemple épineux, celui des Femen qui suscitent les sentiments les plus divers en France. Leur provocation est estimée soit salulaire, soit futile, soit encore le fait de jeunes séductrices qui affichent leurs atouts comme des objets publicitaires. Leur anti-islamisme est tantôt hautement apprécié, tantôt considéré comme une insulte raciste et dénoncé pour mieux les rejeter. Pour l'anthropologue, il importe alors de se focaliser sur la genèse locale du groupe d'Ukraine et de tenter de suivre ses multiples déclinaisons et leurs modes propres de production dans des situations données : pays arabes, Chine. Les tableaux qui en ressortent frappent par leurs contrastes, leurs caractères parfois agoniques, leurs ébullitions. Face à un tel bouillonnement, l'opposition dépendance/indépendance s'évanouit et paraît relever d'une époque révolue, ne serait-ce qu'en raison des échecs sur lesquels elle a débouché. Les Femen sont paradigmatiques de ces modèles globalisés d'autonomie politique¹⁸ qui innervent le monde présent dans tous les domaines sociaux, économiques, politiques, idéologiques. Ils mettent en scène de façon récurrente

17. Monique SELIM : « La production numérique du réel », *Variations, revue internationale de théorie critique*, n° 16, 2012.

18. Anne QUERRIEN, Monique SELIM : « Femen : un modèle globalisé d'autonomie politique », *Multitudes*, 53, 2013, p. 14-18.

que la société civile globale est tout à la fois une plateforme où se cherchent de nouveaux instruments de gouvernance, où s'affirme le marché dans tous ses états, mais aussi où s'édifient des armes de contestation irréfragables et des promesses de libération qui transforment définitivement les paysages sociaux.

Cette prémisse anthropologique est d'ailleurs particulièrement bien rendue par le terme chinois de *gongyi*¹⁹ que se partagent État-parti s'aventurant dans de nouvelles manières de gouvernance et citoyens et internautes désireux d'une autre société comme nous l'avons déjà souligné. Notablement instructif dans cette optique est le cas chinois à l'avant-garde du capitalisme mondial. Cette posture épistémologique s'affranchit de clivages disparus, s'attaque de front aux processus en cours de neutralisation et d'effacement des différences de camp politico-idéologique, s'attache à lever le voile sur les injonctions paradoxales qui font avancer la globalisation. Ressortent creux et saillances d'une société civile globale, tout à la fois projet, programme, chimère, prison, qui oblige l'anthropologue à imaginer de nouvelles démarches méthodologiques pour l'embrasser sur son terrain, ainsi que nous allons maintenant l'illustrer en premier lieu avec Internet, horizon, objet, outil incontournable.

19. Monique SELIM : *Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton*, Paris, L'Harmattan, 2013.

LE WEB DANS LE TERRAIN

Monique SELIM

Toutes les sociétés et les États sont désormais concernés par Internet, tout comme les différentes instances sociales, politiques, économiques et scientifiques aux échelles nationales et globale : condition de possibilité des échanges de toute nature, Internet, par l'ouverture extraordinaire qu'il offre est aussi une menace pour les gouvernements autoritaires, parmi lesquels certains envisagent de créer un Intranet propre à leurs pays ou alors développent, comme en Chine, des Blogs de fonctionnaires supposés assurer le contrôle des populations par une pseudo-démocratie instantanée. Les dossiers médiatiques et les études sont innombrables et chaque discipline des sciences sociales a mis en œuvre une prise en compte spécifique de l'outil numérique, en accord avec son appareil méthodologique. Ainsi, pour les sciences politiques, l'articulation des mouvements sociaux en Tunisie, en Égypte, en Libye en Syrie, en 2010-2011 – qu'on qualifie de « révolutionnaires » – avec la diffusion numérique des informations, s'impose maintenant comme un questionnement important nécessitant une démarche nouvelle. En anthropologie, on a assisté à la création d'une branche propre qui revêt divers noms : *digital anthropology*, cyberanthropologie, anthropologie numérique, etc. Cette opération de division et de spécialisation selon la nature des terrains (religion, économie, éducation,

développement, genre, etc.) est historiquement classique dans la discipline et présente des dimensions plus ou moins positives et négatives selon l'objet retenu et sa conceptualisation. Néanmoins, dans ce cadre de segmentation et de développement disciplinaires, Internet mérite une attention toute particulière car y ont émergé majoritairement des investigations centrées exclusivement sur la Toile, focalisées sur divers supports et leurs appropriations par telle ou telle catégorie d'acteurs. Celles-ci s'efforcent d'élaborer une approche adéquate dont la légitimation se joue dans la confrontation avec les terrains sociaux usuels. Il s'agit principalement de faire entrer et accepter Internet sur la liste des terrains de recherche anthropologique et de démontrer que les techniques habituelles peuvent y être appliquées : l'observation participante, l'entretien principalement. Stéphane Heas et Véronique Poutrain (2003) décrivent ainsi « les méthodes d'enquête qualitative sur Internet », soulignant « qu'Internet apparaît comme un terrain semblable aux autres... », « qu'il se présente au chercheur tel une ville qu'il ne connaît pas et qu'il va apprendre à découvrir ». Cette métaphore rappelle les débats de la fin des années soixante-dix – alors même que l'anthropologie urbaine faisait une irruption provocatrice dans la discipline – sur la ville. Notons qu'avec la banalisation de l'urbain dans la discipline, la question s'est d'elle-même évaporée. Pour beaucoup, cependant, il incomberait à l'anthropologue face à Internet, de gérer comme dans d'autres situations d'enquête, les biais inévitables qui se sont infiltrés dans son travail. Pour féconds que se manifestent déjà les nombreux travaux existants effectués dans cette optique, ils pâtissent pourtant souvent de l'autonomisation de la sphère numérique qu'ils inscrivent dans la construction même de leur objet, et de la « tentation ethnographique » qu'ils lui dédient. Holiste par vocation, l'anthropologie se différencie des autres sciences sociales par l'appréhension des articulations des différents champs sociaux dans lesquels les individus se meuvent et du sens qu'ils donnent à leurs actions. La cohérence des logiques subjectives et objectives intriquées se dévoile dans l'effort de retotalisation de l'anthropologue, impliqué dans les relations interpersonnelles et faisant de cette implication un outil épistémologique. Internet serait-il un champ social exceptionnel,

et/ou supplémentaire qui s'offrirait au regard anthropologique ? Comment faudrait-il alors traiter ce supplément inédit ? Deux voies s'offrent au chercheur comme pour tout champ social : l'approfondissement par sectionnement et isolement – très privilégié aujourd'hui – ou le remplacement dans un contexte complexe, plus large à décortiquer, orientation que nous tenterons ici d'argumenter.

Plutôt que d'affranchir Internet en le constituant en terrain en quelque sorte autosuffisant à lui-même, l'hypothèse semble plus heuristique, dans un mouvement inverse, de l'intégrer à toute enquête anthropologique menée aujourd'hui, dans la mesure précisément où il innerve l'ensemble de la quotidienneté des acteurs dans leur intimité autant que dans leurs différentes sphères d'insertion collective. Cette diffusion numérique omniprésente dans le travail, la parenté, le politique, le religieux – grands pivots de toute investigation – provoque des transformations importantes, en termes de méthodes, de concepts, d'objets dans les recherches anthropologiques, et ce, y compris là où une minorité de gens est reliée à Internet. Il suffit pour s'en convaincre de prendre l'exemple des marchés matrimoniaux, tout à la fois globalisés par Internet et aux endogamies resserrées par des logiques identitaires et ethnicisées qui profitent de l'outil numérique pour s'intensifier.

Dissolutions et créations catégorielles

Internet oblige tout d'abord l'anthropologue à des remaniements catégoriels, dès lors qu'est abandonné le vocable simplificateur de virtuel, qui pousse à l'autonomisation de mondes dits virtuels, dont la place en regard du réel et de l'imaginaire reste indécise. Le numérique habite le réel autant que l'imaginaire et contribue à la production de nouvelles réalités comme d'imaginaires inédits aux différentes échelles qui partent de l'individu singulier jusqu'au monde global auquel Internet a donné forme en édifiant la possibilité d'une sphère globalisée de communication et en lui donnant corps. Symbolique, imaginaire ou réel – pour reprendre une trilogie classique – le lien social inclut maintenant une dimension numérique, qui n'a rien de « virtuel », mais se déchiffre comme ses autres attributs dans les relations mutuelles inscrites entre les trois sphères.

En revanche, c'est bien la rupture entre vie privée et vie publique qui s'effondre avec la numérisation des échanges. Constitutive de l'analyse anthropologique, mais aussi sociologique, cette rupture était à la base d'interprétations qui paraissaient solides et durables dans les sociétés industrialisées, alors opposées à des univers lointains, parés de l'immédiateté des relations et œuvrant en faveur de l'inexistence de l'individu fondu dans le collectif. Dans ces dualisations emboîtées, il semblait que, « ici », la famille était le lieu du privé, conçu comme un refuge face aux oppressions de la société extérieure et en particulier face au monde du travail. En miroir, on imaginait qu'« ailleurs », le privé était inexistant dans le contexte d'une sorte de plénitude sociale. Ces constructions en écho, fortement ethnocentristes, semblent d'autant plus obsolètes qu'Internet, omniprésent partout, est l'un des instruments les plus percutants dans la disparition des divisions du « Nord » et des « Suds », d'ici et d'ailleurs, de sociétés « industrielles » et d'autres rurales. Plus précisément, la médiation que réalise la sphère numérique dans les relations interpersonnelles, et, par exemple, familiales, donne à penser un des aspects de l'inutilité actuelle de la dichotomie privé/public : que des parents s'inscrivent sur Facebook pour « contrôler » les fréquentations de leurs enfants qui affichent sur le site pensées et événements, sans projeter une illusoire intimité donnée au regard de tous, met en scène avec force l'infiltration numérique des modes de communication, depuis leur niveau le plus restreint jusqu'à leur expansion globale évidente. De ce point de vue, les accusations de non-protection de la « vie privée » qui, de façon régulière, viennent dénoncer les intrusions d'Internet, paraissent des résidus de l'ancienne rupture entre vie privée et vie publique. La surproduction de la réalité que crée l'outil numérique de par son incommensurable puissance de démultiplication instantanée et d'intensification spectaculaire réduit les sursauts de défense de la « vie privée » en symptômes d'une communication régulée, mais défunte. À un autre niveau, l'ostentation abyssale de soi que permet Internet, à travers des sites individuels – dont l'usage s'est répandu dans toutes les couches de la population (dont les chercheurs) avec des significations différentes – renforce une logique qui, de fait, agglutine, dans l'indistinction, réel, imaginaire

et symbolique en une nouvelle entité englobante, fascinante, pétrifiant individus et collectifs dans une sorte de titrisation narcissique infinie.

Avec la dissolution de la division entre privé/public au profit d'une visibilité exponentielle de soi individuels et de collectifs de toute nature, c'est une seconde notion fondamentale pour l'anthropologie qui demande à être revisitée, celle de groupe social, conçu dans notre discipline comme l'échelon micro-exemplaire de la démarche anthropologique : l'anthropologue s'immerge dans un groupe social dont il appréhende tous les contours et, en devenant un acteur de la communication interpersonnelle qui le caractérise, il en saisit les clefs d'organisation et de fonctionnement, s'efforçant dans un second temps, de mettre en évidence la représentativité du groupe dans un contexte sociétal plus large. Depuis l'origine de l'anthropologie, ce groupe social est par définition concret, et l'originalité de la démarche tient précisément à cette dimension tangible de l'interconnaissance dont s'empare l'anthropologue. Entendue de cette façon – qui puise, au départ, dans l'expérience des anthropologues découvrant les communautés rurales lointaines dans lesquelles tous les champs sociaux, parenté, politique, religion, sont confondus dans une seule unité territoriale, de surcroît artificiellement figée dans l'atemporalité – la notion de groupe social achève son éclatement. Rappelons en effet que les recherches sur les migrations ont, dans les vingt dernières années, déjà largement entamé sa pertinence en mettant en évidence la déterritorialisation constitutive de groupes présents à la fois sur de multiples lieux – conçus d'abord comme duels ici et là-bas, dans le topos originaire – et bientôt se développant sur de multiples scènes, en étroite relation les unes avec les autres au plan économique, politique, religieux et matrimonial, au point de figurer des reterritorialisations imaginaires, d'où l'expression innovante d'une anthropologie multisites.

Internet, non seulement accompagne et fortifie cet essaimage des groupes, mais surtout impose de concevoir l'existence de groupes sociaux, que je définirai comme abstraits en regard des groupes concrets, étudiés historiquement dans la discipline anthropologique. Nullement virtuels, comme on a coutume de le penser, ces groupes sociaux abstraits émergent, prennent leur élan

et puisent leur force dans la sphère globale de communication où ils font leur entrée et tentent au sens propre d'exister. Ces groupes sociaux abstraits – véritables symptômes et acteurs idéologiques d'une globalisation à laquelle la numérisation des univers est consubstantielle – ont les ancrages les plus divers qui, seuls ou combinés, offrent des paysages d'une très grande richesse. La dissidence politique nationale, associée ou non à l'appartenance ethnoculturelle, et arrimée de façon plus ou moins bien bricolée aux thématiques de la gouvernance démocratique et des droits de l'homme, en constitue un bon exemple que l'on retrouve de l'Ouzbékistan (Dilorom Usmanova, 2010) à la Chine, y compris dans les minorités nationales de l'empire, chez les homosexuels (Wenjing Guo, 2011) comme dans les bourgeonnements féministes (Selim, 2011). L'affiliation religieuse, la revendication d'une origine commune débouchant sur une identité partagée reconnue et aspirant à une construction normative et défensive, comme pour les expatriés du Kirghiztan (Ulugbek Badalov, 2011), en propose une autre version. Un événement, un individu, une cause sont des enjeux de mobilisation numérique qui s'inscrivent quotidiennement sur la sphère de communication globalisée que dessine la Toile. Le tremblement de terre au Sichuan en 2007 a vu ainsi éclore deux types de groupes : les volontaires spontanés, venus se précipiter pour sauver les sinistrés en suivant l'une ou l'autre des multiples initiatives individuelles sur la Toile qui ont embarrassé fortement les secours officiels, qui les repoussaient ; les parents découvrant la corruption des fonctionnaires locaux qui ont empoché les financements des écoles, écoles qui s'effondrent dès lors comme du « fromage de soja », selon la métaphore employée, et décidés à affronter le gouvernement au niveau provincial ou national. En Chine encore, où l'éducation des enfants des campagnes se présente comme un formidable ressort de formation pour des groupes de jeunes qui partent aider les enseignants ruraux dans leurs tâches.

Dans tous les cas, ces groupes abstraits entreprennent une interconnaissance idéale et la question pour l'anthropologue se déploie en deux volets : ce groupe abstrait va-t-il se satisfaire d'une communication immatérielle et n'inscrire son existence que sur le marché numérique spécifique où il se situe, se consacrant alors à se

maintenir dans une âpre concurrence, ou bien le groupe abstrait va-t-il déboucher sur une actualisation concrète et une action dans la réalité ? Dans le premier cas, la démarche la plus fréquemment mise en œuvre recommande une plongée dans l'univers numérique singulier retenu, avec, éventuellement, des entretiens sur la Toile. Ceux-ci, cependant, ne permettent pas de replacer les acteurs dans leur propre constellation de rapports sociaux et d'inscription personnelle, alors qu'il faudrait précisément comprendre dans une perspective anthropologique les modes d'accrochage au réel qu'instituent ces insertions individuelles dans des interconnaissances idéelles, ce qui suppose des enquêtes partant des personnes elles-mêmes. Dans le second cas, il est encore plus clair que seules des investigations sur les dynamiques concrètes engendrées par le groupe, à l'origine abstrait, peuvent permettre de saisir le sens des articulations en jeu entre les différentes sphères d'investissement des acteurs individuels et collectifs. La difficulté principale pour l'anthropologue réside dans la nécessité de suivre dans leur cheminement et leur investissement personnel les individus de toutes provenances qui ont rejoint le groupe numérique et y sont actifs. Les logiques individuelles mettent en scène des palettes extrêmement diverses de relations entre le réel, l'imaginaire et le symbolique et l'anthropologue découvre là des modalités existentielles en formation, indiscernables avec l'enfermement de la recherche dans l'univers numérique, à la manière des études sur la sexualité et les rencontres amoureuses à Hong Kong (Pei Yuxin, 2007 ; Ding Yu, 2009 ; Yangwen, 2009).

Positionnements méthodologiques

Groupe social abstrait, interconnaissance idéale, espace globalisé de communication ont été proposés comme des repères conceptuels embryonnaires pour avancer au plan épistémologique dans une anthropologie de la société civile globale et, plus largement, du contemporain qui intègre pleinement l'outil numérique, ses effectuations et ses actualisations de natures très contrastées. Néanmoins ne semblent pas remises en cause les catégories de l'imaginaire, du symbolique et du réel, qui, au contraire, d'une certaine manière, se voient conférer plus d'amplitude dans leurs interconnexions. Internet offre en effet des surfaces de déploiement extraordinaires aux imaginaires

individuels et collectifs, de même qu'il démultiplie les capacités de reformulation du capital symbolique des sociétés et l'efficacité symbolique des pratiques et des discours. D'une manière générale, c'est l'ensemble des modes d'investissement symbolique et imaginaire qui trouvent dans l'outil numérique un nouvel envol.

En revanche, comme à chaque étape de l'évolution de la discipline, la position de l'anthropologue se trouve interpellée. Dans la période qui a suivi les décolonisations, le rapatriement des anthropologues sur leur société d'appartenance a ainsi provoqué une première série de réflexions : la distance dite culturelle, la posture d'étranger, dont la dimension de domination politico-économique était majoritairement occultée, avaient en effet été théorisées comme des prédicats épistémologiques de la condition intellectuelle de l'anthropologue. S'aventurer à mener des investigations dans sa propre société revenait pour beaucoup à devenir sociologues, destinée perçue comme une sorte de chute. Que pouvait bien faire l'anthropologue dans des sociétés que le structuralisme avait définitivement rangées dans l'anonymat et l'individualisme ? Une réponse fut trouvée dans une reproduction fabuleuse des dispositifs « exotiques » au sein même de la société de l'anthropologue : reconstruire la distance culturelle avec les groupes étudiés – des ouvriers aux bureaucrates, des employés hospitaliers aux SDF, etc. – réédifier l'autonomie de ces groupes constitués en étrangers au monde propre de l'anthropologue, s'y immerger comme s'il s'agissait de communautés aux mœurs tribales singulières, aux termes d'adresse inconnus, aux rituels inédits, bref en « faire une ethnographie » avec des « informateurs », indispensables attributs de légitimation de l'opération.

La numérisation des univers quotidiens et du monde global n'offre pas les conditions de possibilité d'une telle procédure mimétique pour asseoir actuellement la connaissance anthropologique. La première raison en est sans aucun doute la percée de l'outil numérique dans les univers professionnels de la recherche. Comme dans toutes les disciplines, l'anthropologue, à toutes les phases de son travail, est relié par Internet à son/ses terrains, ses collègues, son institut de rattachement, et bien sûr les banques de données qui lui apportent les informations

indispensables. Continuellement joignable par l'une ou l'autre des instances qui étaient son existence, évalué au plan personnel comme dans les dispositifs institutionnels et les projets où il s'inscrit par sa visibilité numérique quantifiée à l'aide de multiples indicateurs, l'anthropologue ne peut prétendre à une distance substantielle avec les groupes sur lesquels il se propose de porter le regard sur la Toile et qui eux-mêmes peuvent l'observer. Il en devient même obligatoirement un membre pour en comprendre les règles de fonctionnement interne et les modes de communication institués. Le subterfuge de créer son avatar ou d'avancer sous pseudonyme n'est qu'une barrière illusoire à l'interpénétration des univers et, comme l'a montré Wikileaks, il n'existe plus de mur sécuritaire absolument garanti dans les configurations contemporaines. Quant aux identités multiples, phénomène typique de la Toile sur lequel la littérature abonde, elles seraient d'un piètre recours pour l'anthropologue recherchant sa dernière tour d'ivoire. Cette nouvelle condition entièrement partagée avec les acteurs ciblés n'est pas identifiable avec les anciens modes d'immersion dans les groupes sociaux antérieurement étudiés : les retraits de l'anthropologue et son retour dans sa société, son univers coutumier étaient en effet partie prenante du parcours. Aujourd'hui, au contraire, à « la vie en double » que décrit si élégamment Marc Augé (2011), faite des voyages de l'anthropologue, s'est substituée une implication communicationnelle permanente, prenant appui sur un outil unique égalisant les partenaires des messages, quelle que soit la densité des rhizomes en jeu. La séparation est désormais impossible : l'ensemble des plages de communication communique et nul refuge ne s'offre à l'anthropologue comme à quiconque, quelle que soit la population sur laquelle il se penche.

Quelles conséquences épistémologiques tirer de cette transformation profonde du réel qui démasque les stratégies de repli, évacue la sphère du privé, neutralise d'une certaine manière prévalences et hiérarchies dans la sphère globale de communication ? Depuis déjà quelques décennies, l'anthropologue écrivait sous contrôle des populations qui l'utilisaient pour leur reconnaissance, tels les peuples dits autochtones, très actifs dans l'espace idéologique global de redéfinition du capitalisme. Que toutes les publications de l'anthropologue puissent être traduites et

vues par les populations concernées ou non n'est pas un phénomène radicalement nouveau. La rupture épistémologique se joue en revanche au cœur même du positionnement de l'anthropologue, dont l'existence se voit tendanciellement banalisée malgré lui dans l'éventail présent des rôles possibles et interchangeables, de l'autoentrepreneur au militant politique numérique, en passant par le promoteur commercial de ses ouvrages, et ce, d'autant plus que le métier ne sera plus bientôt adossé à des structures publiques de recherche mais intégrera les chaînes processuelles des contractualisations. Enfin, comme tout un chacun, l'anthropologue est affecté par l'affaiblissement et la désintégration de la distinction entre auteur et lecteur que met en œuvre l'inflation numérique (Doueïhi, 2008) et sa fonction d'auteur devient très dépendante de sa compétence numérique. Plus que jamais, l'anthropologue est donc enjoint à construire de toutes pièces, *ex nihilo*, une position dont la légitimité ne peut advenir que de la clarté de son objectif, exclusivement cognitif, l'affichage de finalités ne pouvant qu'opacifier sa tâche, dans les investigations mais aussi dans leurs restitutions écrites. En effet, la programmation d'une utilité éventuelle de ses recherches le positionne au milieu d'une multitude d'acteurs, présents comme lui dans la sphère globale de communication et avec lesquels il entre immédiatement en concurrence, en débat, jouant à coup sûr perdant tant il est de fait démuné des armes médiatiques que ces derniers possèdent.

L'anthropologue ferait ainsi figure de funambule oxymorique pleinement conscient des précipices communicationnels qui l'entourent et du fil étroit sur lequel il avance en tanguant. Écartant les tentations d'identités agrégatives et polyphoniques, si courantes sur la Toile, il s'en tiendrait à une solide épistémologie, épurée des scories du moment. Mais il serait de plus en plus attentif aux modes numériques de production des normes globales et à la participation ingénue et inventive des acteurs individuels et collectifs à leur légitimation, selon des logiques toujours singulières. Dans cette optique, la singularité reste au cœur de la quête laborieuse de l'anthropologue dans un monde global qu'Internet chevauche de part en part. Corollairement, les mutations extraordinaires des rapports de domination qu'Internet

produit demandent à être analysées dans leurs amphibologies de plus en plus paroxystiques. En effet, d'un côté, on discerne comment l'outil numérique peut ébranler et renverser les despotismes de toutes sortes, mais aussi les hiérarchies internes aux institutions, un des exemples les plus évidents en étant les élèves interpellant sur Facebook leurs professeurs devenus des « amis ». De l'autre, on perçoit un double processus conjoint de dépersonnalisation et de repersonnalisation de l'autorité, favorisant et/ou, de façon alternative, étouffant les rébellions. En outre, des activistes attaquent frontalement les dominants, comme en Chine où, traqués par une campagne numérique sauvage, des fonctionnaires ont dû finalement être mis en prison. D'une manière générale, après le communisme défunt, l'islamisme politique décapité, c'est bien le cyberterrorisme qui peut le plus violemment menacer le capitalisme actuel. Globalisé, financiarisé, le capitalisme dans sa forme présente semble appeler selon d'aucuns une « guerre civile numérique » (Jorion, 2011) le menant à son agonie. Cette dernière fait envisager par ailleurs pour les anthropologues une foule de terrains non défrichés, stimulant leur imagination et éclairant les angles noirs du présent. Retournons au Bangladesh pour illustrer ces propos.

Retour sur la société civile bangladeshie

Le Bangladesh, peuplé de 160 millions d'habitants à plus de 80 % musulmans, et aujourd'hui en crise, est un bon exemple de ces flux paroxystiques qui se sont concrétisés en 2013 par l'apparition du mouvement Shahbag, du nom d'une place de Dhaka – comme Tahrir et Maidan – troublant une scène politique en apparence figée sur la date de fondation de la nation, 1971, et de ses nobles idéaux ; le pays se présente, par ailleurs, dès les années quatre-vingt, ainsi que nous l'avons précédemment souligné, comme un laboratoire d'excellence de l'action humanitaire, des ONG et, désormais, de l'accès numérique. Enfin il livre sa main-d'œuvre à une exploitation globalisée au meilleur rendement et à des taux de profit imbattables. Comment s'imbriquent, s'interprètent de différents points de vue et peuvent s'expliquer ces concomitances ? Dans quelle généalogie sémantique puise cette pluralité permanente de conflits, qui paraissent résister aux décennies écoulées et se durcir ? C'est ce que nous nous proposons

ici d'éclairer en partant du présent, en replaçant l'émergence du mouvement Shahbag dans son contexte propre et en déroulant quelques-uns des fils qui le sous-tendent. L'année 2013 fut, en effet, au Bangladesh, riche d'évènements aux résonances mondiales, dont nous nous efforcerons de retisser les liens diachroniques et synchroniques.

Avec l'effondrement en avril 2013 d'un immeuble abritant des usines textiles et provoquant la mort de près de 1 200 ouvriers et ouvrières, les femmes représentant 80 % de la main-d'œuvre, se découvre une des plages pionnières du capitalisme globalisé à Dhaka : des salaires très inférieurs (30 à 70 US \$) à ceux de la Chine, lesquels, depuis la crise de 2008, ont été augmentés considérablement sur décision de l'État, mais inférieurs aussi à ceux de l'Inde, du Vietnam et du Pakistan. Des marques réputées qui, derrière les chaînes de la sous-traitance, peuvent être blanchies de toute responsabilité en regard de conditions de travail iniques. Un patronat du textile qui est aussi détenteur du jeu politique par sa place au Parlement et tient à ce que la main-d'œuvre bangladeshie conserve sa position préférentielle de surexploitation, d'où une minimisation par le gouvernement des accidents qui se multiplient ces dernières années dans le secteur. Les sphères politiques et économiques sont ici confondues, alliées dans la répression qui pèse sur la syndicalisation de la main-d'œuvre contrairement à des logiques historiques qui en faisaient traditionnellement l'une des plus combattantes du monde, usant pleinement du droit de grève, pour des durées longues. La féminisation de la main-d'œuvre a transformé les femmes, dans une conjoncture de domination masculine affirmée. Si, comme en Inde, les leaders syndicaux sont généralement extérieurs à la classe ouvrière, et appartiennent aux classes moyennes, ce sont de surcroît des hommes qui semblent avoir sensiblement délaissé les secteurs féminisés pour se concentrer sur ceux, masculins et plus stratégiques, qui leur permettent, avec les *hartal*, ces grèves de plusieurs jours, de bloquer l'ensemble du pays. Néanmoins les dernières grèves de 2010 avaient rassemblé des millions de travailleurs du textile réclamant un salaire minimum de 5 000 takas (70 US \$) alors même qu'il était à cette période de 25 US \$. En septembre 2013, ils n'ont toujours pas obtenu gain de cause et les manifestations

recommencent, cette fois-ci en très grande majorité féminines. Un autre facteur doit être pris en compte pour comprendre comment ces régimes de surexploitation de la force de travail perdurent et sont acceptés ; l'organisation hiérarchique de la société a prôné longtemps une économie symbolique où le travail des femmes à l'extérieur était synonyme d'une infériorité sociale radicale à l'image de ces femmes faméliques travaillant sur les routes, portant des paniers de briques ou de terre. Ces dernières incarnent une rupture du *purdah* qui désigne l'ensemble des règles de restriction de la mobilité des femmes au nom de la pudeur et de l'honneur de leur lignage et concerne tant les hindous que les musulmans. L'entrée des femmes, de plus en plus importante dans les usines textiles, revêt des dimensions contradictoires : d'un côté, elle est porteuse d'une émancipation concrète, de l'autre, elle facilite, ici comme ailleurs, l'oppression de la main-d'œuvre dans la mesure où les femmes tiennent donc à conserver à tout prix leur travail salarié pour échapper en partie à la domination familiale.

Les logiques d'imposition et de libération s'enchevêtrent, favorisant *in fine* l'exploitation du travail, rendant difficile l'affrontement à des systèmes de menace et de terreur comme ceux décrits dans l'immeuble qui s'est effondré en 2013 à Dhaka. Suivre l'appel à la grève, qui avait alors été lancé, faisait risquer de perdre son salaire d'un mois, d'être catalogué comme syndicaliste et exclu donc des embauches ultérieures. Le fait que le propriétaire de cet immeuble soit un leader politique de la Ligue Awami, au pouvoir depuis 2009, renforce l'obligation de se soumettre à des ordres qui agglutinent les dominances : politiques, économiques, sexuelles. On peut donc douter de l'efficacité des pétitions globalisées et des accords signés sous l'égide des organisations internationales pour faire respecter la sécurité des conditions de travail par les grandes marques qui font produire au Bangladesh. Si ces réactions de la société civile globale sont aussi vertueuses que nécessaires, elles font néanmoins aujourd'hui intégralement partie du mode global de production capitaliste en regard duquel elles constituent l'accompagnement idéologique requis à vocation éthique. Elles ne peuvent rien contre les chaînes illimitées de sous-traitance, non maîtrisables, qui se sont substituées aux entreprises, avec les formes antérieures que celles-ci revêtaient au XX^e siècle : fidélisation d'une main-d'œuvre formée, qualifiée et sécurisée,

dans un objectif de croissance entrepreneuriale. C'est pourquoi, en 2014, les familles ne sont toujours pas indemnisées, ce qui montre que cette réactivité exemplaire – selon des modèles globalisés qui entendent répondre aux différents types de catastrophes, politiques économiques, naturelles, industrielles, etc. – s'inscrit aussi dans le cadre des politiques de libéralisation économique qui ont au Bangladesh été mises en œuvre en même temps que des élections jugées plus régulières ; celles-ci, qui ont concrétisé l'avènement de la démocratie en 1991, étaient censées terminer une période de coups d'État réguliers, d'assassinats politiques et de dictatures militaires (le général Zia Rahman du BNP-Bangladesh National Party, 1975-1981, lui-même assassiné en 1981 et ayant comme successeur le général Ershad, du Jatyo Parti, 1982-1991).

Décryptages politiques

Ce paysage productif bangladeshi, parangon de la globalisation, puise une partie de sa perdurance dans une scène politique tourmentée qui, en 2013, atteint un apogée critique. Rappelons brièvement les faits pour remonter à leur source et les déconstruire. En 2013, la Ligue Awami, parti fondateur de la nation bangladeshie en 1971 et qui a mené une lutte de libération meurtrière contre le Pakistan, créé en 1947 sur l'initiative du colonisateur anglais, à l'indépendance de l'Inde, et rassemblant deux territoires éloignés, dont le Bengale de l'Est, futur Bangladesh, est au pouvoir depuis 2009. Il s'agit de la troisième période (1971-1975, 1996-2000) durant laquelle la Ligue Awami gouverne, avec à sa tête Sheikh Hasina, fille de Sheikh Mujibur Rahmam, père de la Nation, assassiné en 1975 pour laisser la place au général Zia Rhaman, leader du BNP-Bangladesh National Party. Mais c'est seulement en 2013 que le gouvernement de la Ligue Awami réalise sa volonté de faire juger les collaborateurs du Pakistan durant la guerre de libération qui triompha en 1971 ; parmi ceux-ci le plus célèbre, l'*amir* Golam Azam, dirigeant du Jamaat-I-Islami, qui au nom de l'islam voulait conserver le Bengale de l'Est dans le giron du Pakistan en 1970, est condamné à 90 ans de prison, après d'autres *rasakas* (collaborateurs) dont les peines ont été plus sévères, condamnation à mort ou à perpétuité. Le procès, plus de 40 ans après, surprenant pour l'opinion

occidentale, prend ses racines dans une histoire politique qui, depuis 1971, ne cesse de revitaliser le spectacle de l'antinomie collaboration/libération. Ainsi, c'est en 1992 que l'idée de ces procès avait germé et s'était concrétisée dans la création du Comité pour l'extermination des collaborateurs du Pakistan et le renouveau de l'esprit de la libération.

Ce comité avait alors à sa tête Jahanara Imam, mère d'un « combattant de la liberté » décédé, jouissant d'une très grande aura, en particulier pour un livre autobiographique à grand succès sur la guerre de libération, très lu par les jeunes générations trouvant là un témoignage bouleversant sur une période qu'elles n'ont pas vécue. Le comité Nirmul rassemble à cette époque des intellectuels connus, des militants indépendantistes réputés, des avocats, des juges, des artistes. Ce comité Nirmul tient un procès populaire le 26 mars 1992 devant une foule importante et condamne à mort Golam Azam. Deux jours après, 24 des « juges populaires » sont assignés en justice pour incitation au meurtre et trahison. Le comité Nirmul croit naïvement suivre un modèle français de règlement, à ses yeux parfait, de la « collaboration ». Corollairement, le terme de génocide est appliqué à la répression pakistanaise du peuple bengali et selon le comité Nirmul, ce génocide aurait été supérieur à celui des juifs par les nazis, ainsi que l'écrit Jahanara Iman. Dès lors le comité Nirmul en appelle à une justice internationale, tel le tribunal Russel, pour réparer un génocide oublié par le monde. La rhétorique du comité Nirmul assimile donc le Jamaat-I-Islami au fascisme et érige le nationalisme en idéal démocratique.

Désigné comme le Nirmul Committee (*Ekattorer Ghatok Dalal Nirmul Jatya Samanay Samiti*), ce comité prend déjà en 1993 pour première cible Golam Azam qui, alors que la ligue Awami règne, s'était vu retirer la nationalité bangladaisienne pour fait de collaboration avec le Pakistan. En 1992, le BNP est alors au pouvoir et, devant les énormes manifestations que provoque le Nirmul Committee lors de tous les déplacements de Golam Azam, il tente de protéger ce dernier à sa manière : Golam Azam est d'abord arrêté sous prétexte qu'un étranger ne peut être à la tête d'un parti politique au Bangladesh ; puis il est libéré en 1993 et retrouve sa nationalité bangladaisienne au terme de longues délibérations judiciaires qui argumentent que la nationalité est inaliénable puisqu'elle se fonde sur la naissance. En 2012, Golam Azam, âgé de 89 ans et en chaise roulante, est arrêté et emprisonné : le tribunal, dit populaire, qui le juge, animé par le Nirmul Committee, a désormais acquis une légalité et une

légitimité politique, octroyées par la Ligue Awami. La condamnation à 90 ans d'emprisonnement est pourtant estimée trop faible par ceux qui soutiennent le Nirmul Committee et qui auraient souhaité la peine de mort, en particulier le mouvement Shahbag sur lequel nous reviendrons. Les adeptes du Jamaat-I-Islami, en revanche estiment que le « tribunal » agit en toute illégalité et ne représente qu'une des manœuvres de la Ligue Awami pour garder le pouvoir avant les prochaines élections en 2014. Les manifestations et les affrontements se multiplient avec une violence habituelle qui a déjà fait plus de 150 morts en juillet 2013. Golam Azam et le Nirmul Committee, légalisé et officialisé, ont donc réussi en 2013 à se trouver à nouveau au centre du théâtre politique, après de longues périodes d'oubli. Quel sens donner à ce retour politique, appréhendé de l'extérieur, en particulier par les médias internationaux, comme une lutte entre laïcs et islamistes, la Ligue Awami étant perçue comme un barrage à l'islamisme politique ? Cette lecture simple, facile à comprendre, a l'intérêt pour ses défenseurs de faire du paysage politique bangladaïse le reflet d'une axiomatique globale qui voit dans l'islam et l'islamisme la ligne de fracture hégémonique du monde actuel. Cette construction idéologique a d'immenses avantages : elle oblitère en premier lieu les conséquences de la financiarisation du capitalisme qui pousse les populations paupérisées à migrer et à se réfugier dans des niches identitaires défensives, faute d'accéder aux ressources mirobolantes du marché ; mais surtout elle laisse penser que le/les religions sont des creusets civilisationnels irréductibles, alors même que l'unification économique du monde se poursuit, avec ses séductions consuméristes qui balayent toutes les ontologisations.

L'histoire politique bangladaïse est pourtant plus complexe que ces schémas tout faits ; la guerre de libération a opposé de façon exceptionnelle deux populations musulmanes – pakistanaise de langue urdue, et bengalaise de l'Est – faisant advenir en 1971 un gouvernement indépendant interdisant les partis politiques religieux usant de l'islam comme arme de propagande. Ce choix politique répondait cependant à une conjoncture singulière : l'islam bengalaise était jugé hétérodoxe, impur, trop mêlé aux pratiques hindouistes en regard de l'islam pur du Pakistan, abusant de cette

supériorité axiologique pour maintenir sous sa dominance politique et économique le Bengale de l'Est. Les indépendantistes avancent, de leur côté, que le Pakistan, plus développé, agit comme une puissance colonisatrice sur le Bengale dont il exploite la population. La perspective de la Ligue Awami, socialisante, séculariste et antireligieuse en ce qui concerne le politique, ne se maintiendra néanmoins pas après les quatre années de règne de Sheikh Mujibur Rahman. Le coup d'État de 1975, soutenu par le Pakistan et l'Arabie Saoudite, met au pouvoir le général Zia Rahman du BNP, qui lève en 1976 l'interdiction des partis politico-religieux, supprime en 1977 le terme « sécularisme » de la Constitution et le remplace par la formule claire d'une « foi absolue et sincère dans la souveraineté d'Allah, devant être à la base de toutes les actions ». *Bismillahir Rahman al Rahim* est dès lors inscrit dans le préambule de la Constitution (« Au nom d'Allah, le bienveillant, le miséricordieux »). Par la suite, l'islam redeviendra un instrument et un enjeu majeur des luttes politiques internes, entraînant des processus profonds et toujours plus ancrés de réislamisation de la société, dans ses différents champs constitutifs et ses institutions. En 1982, le général Hussain Mohammed Ershad prend les rênes du gouvernement après un nouveau coup d'État et proclame en 1988 l'islam religion d'État. À partir de cette date, la Ligue Awami renie ses idéaux sécularistes, participe sans vergogne aux surenchères islamiques et, tout comme le BNP, elle s'allie lorsque nécessaire au Jamaat-I-Islami qui a acquis sur l'échiquier politique une place qui ne fait que croître.

Les procès mémoriels de 2013, qui défraient la chronique internationale et semblent faire des islamistes des victimes, ont donc d'autres ressorts : ils visent à dissocier la « collaboration » de l'islam spirituel et politique et ainsi à faire resplendir une dichotomie collaboration/libération purement nationaliste qui laisse intouchable l'islam. En ritualisant la séparation entre *rasakas* et *mukti bahini*, collaborateurs et combattants de la liberté, la Ligue Awami retrouverait sa source et son rôle héroïque de fondatrice de la nation. Ainsi se voit-elle légitimée dans cette opération par une partie de la jeunesse – blogueurs du mouvement dit shahbag (du nom de la place où ils manifestent à Dhaka, en imitation de la place Tahrir au Caire) qui réclament la peine de mort pour les « collaborateurs » du Pakistan et en particulier pour Golam Azam.

Mais l'incursion de ce mouvement de jeunes internautes dans la scène politique trouble la stratégie de la Ligue Awami qui tente, en avril 2013, de s'en dépêtrer en arrêtant plusieurs d'entre eux, suite aux accusations d'athéisme et de blasphème proférées contre eux par un nouveau parti islamiste, le Hefazat-e-Islam basé à Chittagong. Ce Parti a été créé en 2010 par Shah Ahmad Shafi, dans la madrassah Hatazari pour s'élever contre un projet de loi donnant aux femmes les mêmes droits d'héritage qu'aux hommes. Rappelons ici que, en dépit d'une égalité formelle entre hommes et femmes, édictée par la Constitution de 1971, les femmes sont restées, en matière de droit civil, touchant le mariage, le divorce, l'héritage et l'ensemble de leur vie personnelle, régies par les juridictions religieuses de leur groupe d'appartenance.

Des modèles globalisés

L'intrusion du mouvement Shahbag signe une transformation profonde de la scène politique bangladaisienne, dès lors pénétrée par des modèles globalisés d'action, puisant sur la Toile leur capacité de mobilisation par les réseaux sociaux, et agissant par autoconvocation. La Tunisie, l'Égypte, le Brésil, l'Espagne, après tous les *occupy* ont montré la force inédite de ces mouvements qui destituent les partis politiques, qui, jugent-ils, ne les représentent pas. Au Bangladesh, les internautes de la place Shahbag, jeunes, universitaires, intellectuels, diplômés ou non se sont saisis de la cause nationale de la « libération » de 1971 comme d'un slogan susceptible de métamorphoser radicalement la société bangladaisienne. Ils y ont injecté maints messages globaux de liberté individuelle et se sont inscrits, sans le percevoir, à distance de l'acception usuelle, prônée par la Ligue Awami, de l'indépendance nationale, d'où d'ailleurs la riposte du gouvernement pour se conserver les voix de sa base électorale traditionnelle. Principalement urbains, ces travailleurs de l'immatériel, créent à Dhaka, comme ailleurs, de nouvelles productions de subjectivité, dont le caractère personnel est immédiatement collectif. Typiques du capitalisme cognitif qui préside aujourd'hui à la globalisation, ils ont, de façon définitive, percé les failles des compromis effectués par les partis en place – Ligue Awami, BNP, Jamaat-I-Islami – et ont manifesté l'efficacité symbolique de dynamiques

sociopolitiques auto-instituées, à la fois ancrées dans un paysage local et en congruence avec des logiques globales d'émancipation individuelle qui les inspirent.

À un autre niveau, et dans le camp opposé, on peut considérer que le parti Hefazat-e-Islam, qui s'est attaqué à eux et a pris en otage la Ligue Awami, est lui aussi l'un des acteurs de cet islamisme globalisé, très présent sur la Toile, et qui, quels que soient les pays, en appelle à une rigidification des dogmes et à une soumission des sujets à leurs injonctions. C'est d'ailleurs le Hefazat-e-Islam qui dévoile la teneur, à ses yeux irrévérencieuse, des blogs des jeunes de la place Shabagh. Ce parti marque sa différence avec le Jamaat-I-Islami en prônant une rigueur extrême des comportements, mais surtout en s'attaquant aux femmes dont il refuse, par principe, l'égalité comme d'autres personnages politiques ailleurs, au Mali par exemple. L'affrontement qui se donne à voir au Bangladesh a donc toutes les caractéristiques idéologiques des paradoxes du monde global. Les normes de genre ont en effet trouvé depuis les années 1980 au Bangladesh une terre d'élection pour les ONG internationales qui continuent à s'y précipiter pour « sauver » de leur point de vue les femmes bangladeshies des rets de l'islam. Le combat a ses héroïnes autochtones, telle Taslima Nasreen contre laquelle une fatwa avait été lancée en 1993 par un Maulana de Sylhet qui offrait 50 000 takas à son futur assassin, car elle aurait insulté le prophète et profané le Coran. À cette époque, la jeune écrivaine avait provoqué contre elle un consensus politique remarquable – Ligue Awami, BNP, Jatyo Party, Jamaat-I-Islami – et le comité Nirmul était resté ostensiblement silencieux, se gardant bien de prendre sa défense. Isolée, menacée, Taslima Nasreen dut quitter le Bangladesh et entamer une longue période d'errance, trouvant refuge dans différents pays, France, Suède, etc. Aujourd'hui, en 2013, elle salue²⁰ les jeunes du mouvement Shahbag qui ont ravivé ses espoirs de mettre une limite aux processus d'islamisation de la société. Insistons sur le fait que les femmes restent, actuellement comme par le passé au Bangladesh, une cause sociale durable à la fois interne et externe. Il y eut tout d'abord la Grameen Bank de Yunus qui instaura dans les années 1980, le premier modèle de

20. *Courrier international*, n° 1166, 7-13 mars 2013.

microfinance, destiné à autonomiser économiquement les femmes seules, puis la mise en œuvre, en 2000, d'une forme pionnière de social business avec un partenariat entre Danone et la Grameen Bank, transformant cette fois les femmes en représentantes de commerce et clientes, dans la même finalité bienveillante. En 2008, les zones les plus reculées du Bangladesh, où la Grameen Bank avait diffusé les téléphones portables, font l'objet d'une expérimentation numérique dont les femmes sont encore une fois les agentes et la cible. Le programme d'apprentissage numérique qui entend « établir une connexion avec la connaissance mondiale pour les plus démunis » est le fruit de l'organisation D. Net, créée par des Bangladeshis immigrés aux USA et conservant des liens réguliers avec leurs villages d'origine. Les initiateurs de D. Net sont multiples et on y remarque la présence de la North American Bangladeshi Islamic Community (NABIC USA), la fondation Imdad Sitara Khan, du nom du chercheur scientifique et philanthrope, des volontaires au Bangladesh. Les femmes sont formées pendant trois mois à l'utilisation du matériel de connexion numérique (ordinateur, clés USB, Skype, etc.) et des prêts leur sont proposés pour entamer une nouvelle carrière d'*infoladies*. En même temps que ces *infoladies* offrent aux villageois la possibilité d'entrer en communication, *via* Skype, avec leur parentèle émigrée, pour un prix exorbitant en regard du niveau misérable de vie (2 à 3 € de l'heure), elles proposent l'achat d'autres services, en particulier des tests médicaux, l'usage d'applications numériques pour s'inscrire à des examens, des conseils pour les engrais, etc. Ces nouvelles entrepreneures à succès sont le véhicule d'un *empowerment* des femmes, selon un slogan désormais universel, qui, corollairement, inscrit de façon toujours plus profonde dans le tissu social et les relations interpersonnelles les rapports marchands et les normes financières présentes du capitalisme.

Un laboratoire permanent

L'ensemble de ces entreprises d'émancipation des femmes que connaît le Bangladesh depuis son indépendance trouve d'autant plus d'échos dans la couche moyenne et supérieure locale, qu'elles semblent prolonger les premières volontés émises par les réformistes musulmans à la fin du XIX^e siècle d'éduquer les

femmes et de les sortir d'une réclusion sévère. Pourtant, au-delà des continuités symboliques et imaginaires d'un travail social gratifiant et promoteur d'une élévation dans la hiérarchie statutaire, des ruptures idéologiques importantes sont intervenues. Le Bangladesh, de par son profil de surpopulation sur un territoire inférieur à la France, ses indicateurs économiques qui le placent dans les rangs les plus bas de l'échelle des pays les moins développés, ses catastrophes naturelles, sa majorité musulmane, a été constitué en laboratoire d'incorporation des normes globales. Les normes de genre, qui constituent un des outils prioritaires de l'enracinement et du développement du capitalisme financiarisé, y ont été et restent un faisceau prédominant de transformation sociale et économique. Dans ce contexte, dissipons néanmoins la fiction très prisée que la présence à la tête du pouvoir de deux femmes qui se combattent sans relâche depuis près de 40 ans désignerait une plus grande facilité des femmes à se hisser au sommet des hiérarchies politiques, économiques, intellectuelles. Sheikh Hasinah, fille de Shekh Mujibur Rahman, fondateur de la nation, et la Begum Zia, veuve du général Zia Rahman, ne dirigent leurs partis politiques respectifs, la Ligue Awami et le BNP, qu'en tant que représentantes de leurs défunts, père et conjoint. Les principes de la domination masculine traversent et activent la transmission des charges politiques selon des axes de conservation de la lignée. Ces deux femmes sont substantiellement les dépositaires et les effigies d'un capital politico-idéologique et, accessoirement, de sexe féminin, faute de mieux.

Ainsi au Bangladesh s'observe une crise démultipliée par les contradictions qui font progresser la globalisation. Les normes globales de genre y trouvent leur opposant attitré dans un acteur local de l'islamisme globalisé, de nouvelles formes d'action politique engagées sur Internet bousculent le jeu des anciens partis rompus à la manipulation de l'islam et corrompus, des essais globaux de moralisation du capitalisme sont tentés pour mettre un frein au moindre coût du travail. Dans chaque champ, des illusions entrecroisées naissent, grossissent et s'évaporent : le développement, l'éthique, la connaissance, la solidarité, sont régulièrement invoqués pour pacifier les conflits et améliorer les conditions de vie de la population bangladeshie. Effleurée par ces idéaux, elle est battue néanmoins de plein fouet par la crise

financière globale qui conduit à trouver là une main-d'œuvre féminine aux compétences innombrables, prête pour toutes les expériences productives et cognitives à un prix défiant toute concurrence, et ce, dans une configuration politique qui n'a cessé, depuis 1971, d'être secouée par des crises répétées. Entré dans la société civile globale par toutes les portes qui se sont ouvertes à lui à travers Internet, le Bangladesh se transforme quotidiennement, sans, néanmoins, que les hommes et les femmes qui le peuplent en récoltent véritablement les fruits. Pourtant les bénéfices de cette présence symbolique dans la société globale doivent être regardés et mesurés dans une perspective comparative et sans préjuger de l'avenir, et le lecteur se rappellera ici l'enfermement absolu de la population d'Ouzbékistan, muselée. Dans cette optique, revenons sur les productions de subjectivité que dévoile la société civile globale.

UNE BÉNÉVOLENCE GÉNÉRALISÉE

Monique SELIM

Impliqués

La société civile globale, dans ses versions numériques et pratiques, commande une implication permanente dans les relations directes qui entendent court-circuiter les rapports marchands et apporter un peu de vérité et de transparence aux échanges interprofessionnels. Si la quête d'authenticité et d'honnêteté est ancienne, une nouvelle donne l'imprègne, qui a trait à cette présence impliquée dans des flux incessants, immatériels et concrets, requérant une vigilance étourdissante, multipliant les connexions.

Aussi loin de la conscience sartrienne que de l'inconscient freudien, cette implication se caractérise surtout par le retrait immédiatement possible de la communication forgée par l'un des partenaires. La communication n'engage pas les acteurs dans un lien tel que, pour le couper, il faudrait s'en expliquer à l'autre, ce qui ne signifie pas qu'elle serait moins intense. D'une autre nature, la communication en jeu dans les échanges directs du type du panier hebdomadaire de légumes, d'un forum féministe, d'un collectif numérique construit des scènes personnalisées, dont chacun peut s'absenter sans être rappelé. On mesure là la

différence avec les formes antérieures de l'action collective et de l'activisme où la moindre déficience était suivie d'exigences de comptes à rendre à une assemblée soudée. Ici la communication numérique s'offre peut-être en modèle, puisque, sur Internet, nulle obligation de répondre ne s'impose et se soustraire, disparaître est d'une facilité magique. Dans le même moment, la communication numérique double éventuellement l'inscription concrète, au point, parfois, de prévaloir sur la situation en acte.

Ainsi en va-t-il de ceux qui ne quittent pas des yeux, lors de réunions, de dîners, de rencontres intimes, leur ordinateur, Ipad, téléphone portable, objets sur lesquels ils mènent une autre communication. Hyperprésents des deux côtés, singulièrement absents pourtant, ils tissent des modes de communication spécifiques qui théâtralistent la vivacité du dialogue, la proximité des interlocuteurs, le partage de mêmes convictions, mais le paysage communicationnel peut être détruit, s'effondrer l'instant d'après. L'implication en jeu ne laisse pas de trace : elle pénètre et survole les rapports, légère et terriblement forte dans le même moment. Sans être une musique ni un spectacle, elle a emprunté des éléments au rapport marchand dans lequel l'intrusion de l'argent délie les acteurs, coupe lorsqu'ils s'engluent, sépare potentiellement. Ainsi en va-t-il de l'argent remis au psychanalyste qui indique les interdits et évite la fusion, sauf à sortir du cadre. En revanche, la communication numérique autorise la fusion, mais s'en défait aussi aisément, à l'image pourrait-on ajouter, des échanges sexuels tarifés²¹, où les acheteurs de services louent la qualité d'une relation chaleureuse ponctuelle qui reste suspendue, disponible, ne débouche sur rien. Le style d'implication qui préside à la communication numérique coagule ainsi des fils de différentes provenances : le marché, la consommation, des présences-absences, fulgurantes ou discrètes.

La société civile globale qui s'édifie sur Internet amplifie ce style d'implication, démultipliant ses ancrages, déplaçant les impulsions. L'anthropologue, quant à lui, ne peut calquer sa propre implication dans une investigation sur ce mode, au risque d'être emporté lui-même dans les scènes relationnelles dont il tente de

21. *Actes de la recherche*, n° 198, juin 2013 : « Prostitution ».

comprendre les ressorts. S'il est un acteur constitutif de l'enquête, il lui incombe de maintenir, le temps de celle-ci, les liens noués dans une perspective de connaissance qui les définit.

Entre imagination et imaginaire

Alors qu'en 1950, Sartre désignait l'imaginaire comme « la grande fonction irréalisante de la conscience et son corrélatif noématique, l'imaginaire », que nous révèle aujourd'hui la société civile globale où l'écran est à la fois une modalité d'accès au réel et un de ses modes centraux de production ? L'imagination paraît au pouvoir, plus qu'il n'était possible de le penser en 1968, et les slogans les plus percutants se multiplient, trouvant leur force dans le choc d'images hyperconcrètes, dont le « Retire ta croix de mon utérus », au Brésil lors de la venue du pape en 2013, pour protester contre l'interdiction de l'avortement, est exemplaire. Resserré, diminué, semble l'écart qui séparait l'imagination de l'imaginaire comme ensemble de visions cohérentes, structurées, ostensibles dans maintes pratiques politiques et religieuses. Les *flashmob* – ou *smart mob* – ces manifestations de quelques minutes, convoquées sur les téléphones portables, qui défient toutes les polices du monde, en témoignent. Mais ce n'est pas seulement la distinction entre imagination et imaginaire qui est atteinte, c'est aussi la catégorie du réel qui s'en trouve de fait élargie, épaissie, englobant ces fonctions qui ne sont plus déréalisantes, ni irréalisantes comme le pensait Sartre, mais au contraire augmentent la puissance du réel auquel elles s'agglutinent, se condensent. Ulule, le premier site de financement participatif européen, créé en 2010, en offre un spectacle convaincant. La notion même de « financement participatif » est à elle seule un résumé significatif de la plateforme où le projet, affiché en toute gratuité avec film suggestif à l'appui, devient déjà une avancée du réel appelé à croître avec l'argent recueilli pour sa pleine réalisation. Le modèle n'est pas nouveau et les dirigeants d'Ulule reconnaissent l'avoir emprunté au *crowdfunding* américain. La participation s'actualise immédiatement, et uniquement sur un mode financier, dans un cadre qui veut « aider, partager, participer à l'éclosion de bonnes idées » avec des projets « créatifs, innovants, solidaires à portée citoyenne ». L'internaute trouve dans Ulule tout, ou presque, ce à quoi il peut souhaiter « participer » dans la mesure où les rubriques

couvrent films, vidéos, musique, jeux, technologie, sports, BD, spectacle, photographie, *design*, enfance, écologie, beaux-arts, livres, journalisme, artisanat, voyage... mais aussi humanitaire, solidarité, politique, insolite... Le fait qu'un projet ne soit financé que « s'il atteint son objectif » ajoute à la concaténation des catégories de l'imagination, du réel et de l'imaginaire car, en particulier, l'objectif est financier : il s'agit du minimum demandé. La transparence des règles d'utilisation d'Ulule est remarquable et la formule si séduisante qu'elle peut attirer des anthropologues soucieux de poursuivre l'étude de leur terrain d'une vie par des actions en faveur des populations qu'ils se sont évertués à comprendre et accompagner dans leurs évolutions et leurs difficultés. Ainsi un centre de formation pour jeunes agriculteurs malgaches a été fondé par une anthropologue et hébergé par Ulule, grâce auquel des dons importants ont été recueillis.

Imaginative est la société civile globale qui décline le politique selon des modalités infinies. Sur Ulule, le politique concerne des films et des spectacles éducatifs. Ailleurs le politique dépasse les mots d'ordre imaginés, se contredit dans les surenchères. Parfois l'hypothèse de la « manipulation » resurgit sans qu'on puisse cependant l'accréditer tant les personnages se sont dressés dans l'imaginaire en effigies. Ainsi en va-t-il d'Amina Sboui, qui se présenta en 2013 comme la première Femen tunisienne, se montrant seins nus sur la Toile ; arrêtée, emprisonnée, objet d'une campagne internationale de soutien qui conduisit trois autres femmes dans les prisons tunisiennes pour un mois, puis libérée, Amina Sboui renie en août 2013 ses mentors, les accuse d'islamophobie, se déclare anarchiste et poste une nouvelle photo d'elle seins nus, beaucoup plus provocante que la première où elle apparaissait plutôt en jeune fille sage, mis à part ses seins dénudés. Mettons-nous à la place de l'internaute attentif qui s'interroge sur la brusque pirouette d'Amina, qui pourtant n'en est pas complètement une, puisque – pourrait-on dire – elle se veut encore plus transgressive et agressive, regard dur, cheveux teints en roux, cigarette à la bouche, une bouteille à la main dont s'échappe une petite flamme, symbole anarchiste sur le torse et slogan rugueux écrit sur le ventre : « We dont need your democracy. » De quelle démocratie s'agit-t-il ? Celle du gouvernement tunisien, celle que

revendiquent les Femen ukrainiennes, celle des États Unis, des pays européens ? Si l'interview en ligne d'Amina oriente plutôt sur l'attaque frontale de l'État tunisien, le message s'ouvre sur d'autres possibilités et rien n'est clos jusqu'à la prochaine étape. En effet, la société civile globale qui s'offre à l'observation de tout un chacun, et dont le cas d'Amina est exemplaire, ne connaît pas la forclusion : comme une gigantesque matrice d'inconscients hyperactifs, elle accepte toute proposition et sa négation. Littéralement ouverte à tous les vents, elle accueille désirs, idées, projets les plus divers, les plus opposés, et transforme les imaginaires en pans de réalité, à plusieurs niveaux, interdépendants, interconnectés.

La société civile globale permettrait ainsi de « prendre ses désirs pour la réalité », car il suffirait d'un clic pour les faire advenir à l'un des échelons du réel, dans de nouveaux processus continus de totalisation ; plus précisément, on sait qu'Internet met la pulsion au pouvoir, pour le pire comme pour le meilleur.

Dans cette perspective, qu'advient-il de la transformation sociale, cette thématique centrale des XIX^e et XX^e siècles, glosant abondamment sur le couple réforme/révolution. Loin d'être enterrée, elle resurgit sur la Toile à disposition des individus comme des collectifs, sous des formes douces, ou violentes, aspirant les bonnes volontés et leur donnant corps.

Penchons-nous sur le site change.org qui se veut « la plus grande plateforme mondiale de pétitions » et qui est paradigmatique d'une voie d'actualisation des désirs de transformer la société : il s'agit, si on suit les messages du site qui annonce immédiatement « qu'allez-vous changer ? », « de donner à toute personne le pouvoir de créer le changement qu'elle souhaite voir ». La *start-up* est aussi une entreprise sociale certifiée. B. Corp, du nom d'une autre *start-up* américaine juge que « *business must create value for society* » et entend « *translate ideas into actions* ». B. Corp a pour objectif de promouvoir une nouvelle économie et change.org considère que son activité est entièrement orientée « sur le service social ». Les bénéfices de change.org sont réinvestis dans les services offerts et lancer une pétition est gratuit puisque l'entreprise se finance avec la publicité des sponsorisations de certaines pétitions, le lien de tweeters, etc. Pour change.org, « transformer la société au niveau local, national,

mondial » est à portée de main, de clic plutôt car « nous vivons une époque exceptionnelle dans laquelle il est plus que jamais possible de faire changer les choses ».

L'internaute apprend alors « qu'avant il était difficile de mobiliser suffisamment de personnes autour d'une cause... », mais que « désormais il est possible pour chacun d'entre nous de lancer une campagne et de mobiliser des milliers de personnes dans un pays, des centaines de milliers dans le monde... ». Le nouveau cadre rendrait « les gouvernements et les entreprises plus réceptifs » et les pousserait à « rendre plus de comptes ». Change.org veut « accélérer cette évolution en donnant à toutes et à tous la capacité d'être à l'origine du changement », car il agit pour « un monde où le pouvoir est accessible à toutes et tous ». Le lecteur ne peut qu'être saisi par l'utopie que véhicule la plateforme qui enterre l'archaïque slogan « le pouvoir est au bout du fusil » et semble avoir assimilé autant la psychanalyse que la sociologie institutionnelle. Individus et collectifs peuvent proposer leur pétition et mettre en scène ainsi leur « pouvoir » de « changement ». Les pétitions montrent que ce « pouvoir de changer » s'applique autant à des enjeux personnels (faire accéder ma ferme au réseau collectif électrique) que macrosociaux et politiques (empêcher que les femmes soient des armes de guerre au Congo, défendre les auto-entrepreneurs, ou encore que Carla Bruni rende l'argent public dont elle a bénéficié pour son site). L'acceptation du changement ici prôné mérite l'attention car elle est apte à accueillir et canaliser les aspirations d'acteurs multiples et très diversifiés, aux quatre coins d'un monde ainsi devenu visible concrètement ; l'opposer aux anciennes conceptions de la transformation sociale en vigueur, jusque dans les années 1970, serait un exercice aussi vain que passéiste. En revanche, soulignons que les logiques idéologiques qui innervent et nourrissent ces formes de changement exaltent l'entreprise, mode suprême de réalisation de soi et de la société, et s'inscrivent dans l'esprit d'un capitalisme social, innovant et efficace, qui prend place aux côtés des mouvements qui se disent anticapitalistes, les deux orientations ayant réduit leur coupure et s'interpénétrant.

Solidaires

En temps de crise, depuis 2008, l'idée de solidarité devient de plus en plus centrale dans la nébuleuse de la société civile globale. Elle met en jeu de nouvelles formulations économiques qui entendent soutenir, émanciper, faire participer, investir les plus démunis de toutes les sortes de capitaux ou de leurs équivalents. L'argent, sous des visages quasi inédits, fait une réapparition dans ce champ de la solidarité revisité en réponse à une financiarisation du capitalisme dont les statistiques disent que ses bénéfices ne cessent de croître au profit de quelques-uns. Aménagement de la rareté, aide à la survie, redistributions microsociales, échanges de services, sont quelques-uns des slogans qui émaillent et légitiment les dispositifs économiques, précis ou encore vagues, qui s'affirment aujourd'hui. Parmi ceux-ci, quatre retiennent l'attention : le *social business*, l'entreprise sociale, la microfinance, les monnaies locales. En effet, c'est dans leurs mécanismes d'institutionnalisation, que se donnent à voir avec le plus de force et de clarté, les liens fondamentaux qui unissent les acteurs dans leurs tentations de remédier à leurs manques et à leurs privations, dans leurs protestations aux modes innovants de gouvernance capitaliste.

Ces surfaces partagées ont l'intérêt, d'un point de vue gestionnaire, d'effacer, tout au moins de neutraliser, l'âpreté de la question hiérarchique. Dans le *social business*, comme nous le propose Mohamed Yunus²², avec Danone au Bangladesh²³, ou dans l'entreprise sociale telle qu'elle est présentée aux jeunes Chinois par la propagande intense du British Council, l'entreprise, nationale ou multinationale, n'est plus une organisation stratifiée et disciplinaire. Parce que chacun y œuvre dans l'intérêt de tous, parce que ses profits sont réinvestis dans des objectifs dits « solidaires », elle constituerait une « communauté » au sein de laquelle les inégalités se fondraient dans une équipée collective.

Le mythe est ancien, la mystification passablement éculée, mais les formes sont si actuelles qu'elles attirent des foules de gens dans

22. Mohamed YUNUS : *Pour une économie plus humaine, construire le social business*, Paris, Le livre de poche, 2012.

23. Jean-Michel SERVET : « Le social business et la société de consommation pour les pauvres », in Isabelle GUÉRIN, Monique SELIM : *À quoi et comment dépenser son argent ?*, Paris, L'Harmattan, 2012.

des situations bien différentes. Au Bangladesh, le rôle proposé aux femmes villageoises de devenir représentantes de Danone et de partir vendre des yaourts à leurs voisins, comporte la gratification d'un premier pas vers l'employabilité externe par une entreprise prestigieuse ; que, dans le village, chacune devienne ainsi consommatrice et revendeuse attise l'intérêt au lieu de plonger dans la perplexité d'une microsociété dont les rapports internes se réduiraient à leur gravitation marchande. En Chine, l'entreprise sociale séduit d'autant plus qu'elle semble être en mesure de réconcilier intérêt collectif et intérêt individuel, ces vieilles lunes de la propagande de l'État-parti communiste, mises à mal par la corruption effrénée et éhontée des élites dirigeantes. Partout, *social business* et entreprise sociale ont des raisons de convaincre les plus défavorisés car les discours qui les montrent sont précisément en leur faveur et sont particulièrement vagues en termes de construction juridique et d'applicabilité dans le cadre des législations nationales. Mais ce sont aussi les jeunes des classes moyennes fragilisés, du Bangladesh à la Chine, en passant par l'Europe, qui vont trouver dans le *social business* et l'entreprise sociale l'éclair qui inspirera une vie jusqu'alors bornée. Créer une entreprise juste, bonne qui n'exploite et n'opprime plus, qui respecte la dignité de chacun et produit une richesse redistribuée, comment résister à un tel rêve à portée de main, d'écran ? L'utopie prend donc racine en plein cœur du capitalisme, faisant croire à une réelle transformation socio-économique et ramenant les plus révoltés potentiellement dans le giron d'une gouvernance économique maîtrisée.

Lorsque l'autoentreprenariat a obtenu un statut, comme en France et en Espagne, alors le cadre est institué pour que chacun s'imagine en créateur d'une entreprise au destin exceptionnel, avant les désillusions rapides. *Social business* et entreprise sociale sont omniprésents dans la société civile globale dont ils alimentent les imaginaires par leurs idéaux types, généreux et solidaires. Sur la Toile, les images se croisent, se démultiplient, formant un kaléidoscope saisissant, proprement international, dans lequel les femmes bangladeshies, très photogéniques, brillent avec leurs saris chatoyants et leurs regards, brûlants d'intensité.

La microfinance, partie du Bangladesh dans les années quatre-vingt avec la Grameen Bank de Mohamed Yunus, constitue aujourd'hui un autre instrument économique majeur qui rayonne dans le monde entier et entretient les liens entre une société civile globale, nourrie d'aspirations solidaires, et la gestion financière du capitalisme. Rigoureuses sont les études menées sur les femmes indiennes par Isabelle Guérin qui montre que les prêts octroyés conservent la pauvreté plus qu'ils ne l'éradiquent, consolident les hiérarchies existantes, participant à la destruction des emplois en encourageant l'autoemploi, mystifient avec la formule magique de l'*empowerment*. Pourtant, le microcrédit suscite toujours plus d'engouement, y compris dans les démocraties en voie de désindustrialisation, où il est vu comme un moyen de créer son activité à l'instar des sociétés les moins développées. Permettre l'accès au microcrédit apparaît, dans la sphère globale de communication des internautes, comme un mobile puissant d'action : des dispositifs s'inventent pour se passer d'intermédiaires onéreux et octroyer des prêts directs ; chacun est sollicité, où qu'il se trouve, pour donner son concours à de telles entreprises, qui affichent les profils singuliers des destinataires et leurs ambitions. Ainsi une relation numérique, exemplaire de la société civile globale, prend corps. En Chine, elle est contrecarrée par l'État-parti qui voit là une menace pour son monopole politico-économique.

Dans la société civile globale, telle qu'elle se donne à voir dans la sphère de communication numérique, le rapport immédiat qui met, de façon métaphorique, car sur l'écran, deux individus face à face, est prisé pour l'authenticité dont il serait l'incarnation ; il est un prélude à l'échange, valeur la plus louangée car comportant l'éventuel don qui appelle le contre-don. L'échange a trouvé sa consécration dans les monnaies locales qui traduisent la fragmentation monétaire en cours ; des systèmes locaux d'échange – de troc en Argentine – essaient maintenant en Europe, dont la France, depuis la crise permettant aux acteurs d'échanger des services dont la valeur est indexée sur une monnaie créée dans ce but²⁴. Perçues comme alternatives, ces monnaies locales avec lesquelles peuvent être payés les commerçants qui les acceptent,

24. Jérôme BLANC : *Les monnaies parallèles*, Paris, L'Harmattan, 2001.

sont appréhendées comme un moyen d'échapper aux circuits spéculatifs, sont utilisées dans un esprit militant et se fixent l'objectif de renforcer les économies locales. Un clic suffit sur un de leurs sites, pour prendre place dans le réseau des échanges. Monnaies locales et systèmes locaux d'échange font intrinsèquement partie de cette économie dite solidaire qui souhaite s'opposer au capitalisme et à ses dérives financières globales et se revendique pour la voix de la société civile.

La consolidation idéologique et pratique de ces tentatives qui s'efforcent de devenir toujours plus efficaces et d'acquérir des compétences conduit à s'interroger sur leur consubstantialité en voie de légitimation aux processus de globalisation. Les ruptures et les contradictions qu'elles apportent témoignent d'écarts essentiels, mais aussi nécessaires à une relative pérennité des mécanismes économiques hégémoniques. En instaurant des conditions de possibilités de prises de distance, de lignes de fuite, elles élargissent la complexité des transformations en œuvre et, par là même, se révèlent des matrices d'intégration puissantes de ceux qui, autrement, n'auraient d'autre avenir qu'une exclusion radicale : ils pallient l'exclusion financière²⁵.

Social business, entreprise sociale, microfinance, fragmentation monétaire et institutionnalisation d'échanges directs, mettent en scène de nouvelles normes globales dont l'orientation se veut plus vertueuse : solidaires, soucieuses du destin du plus démuné, éthiques, ces normes viennent s'inscrire aux côtés de celles dominant dans la longue durée, axées sur la rentabilité financière, la performance et le moindre coût du travail. La juxtaposition de ces normes, divergentes dans l'apparence, produit la société civile globale en faisant progresser interpénétrations, débats, influences et confluences, requérant l'implication croissante des acteurs qui creusent les fissures et cimentent les liens dans le même moment. Comme dans Airbnb où des individus proposent un lit à leur domicile aux voyageurs de passage, moyennant un coût modéré, chacun peut « partager et monétiser ce qu'il possède » indique un des leaders de la start-up. Les dichotomies partage/marché,

25. Jean-Michel SERVET, Isabelle GUÉRIN : *Exclusion et liens financiers*, Paris, Economica, 2002.

échange/argent, solidarité/finance, etc., ne sont plus pertinentes. Au contraire le partage est devenu un ressort du marché, l'échange, une modalité du capitalisme, la finance un instrument de la solidarité. Ces nouvelles cartes bifides de la société civile globale entraînent tout un chacun à participer au jeu, à en inventer des règles, à s'y investir.

Genrés

Dans la société civile globale, tout le monde a un genre, peut s'en inventer un, et le changement de genre fait partie du genre. Ainsi LGBT (*lesbian, gay, bisexual, transsexual*) en donne à voir une des faces centrales, permettant tous les passages et métamorphoses, instruisant l'individu comme son seul maître, près de deux siècles après la publication en 1845 de *L'Unique et sa propriété* de Stirner. Le genre est, en effet, tout à la fois, un mode d'identification et de revendication : il est une des clés pour rentrer immédiatement dans un champ qu'il faut bien reconnaître comme politique, car le genre est devenu une des armes préférentielles pour instruire et animer les luttes du monde global. Le genre est ainsi constructif d'une citoyenneté et d'une intégration dans un espace citoyen, étendu à l'échelle du monde. La citoyenneté de genre s'acquiert par une multitude de propriétés, qu'il s'agisse d'appartenance à une minorité sexuelle, de parentalité par défaut ou de fait, ou d'usages hédoniques. La demande d'une citoyenneté sexuelle, qui permette aux couples gays et hétérosexuels infertiles de recourir à la gestation pour autrui, sans limites de frontière et de nationalité, en illustre une des contradictions internes car elle est fortement combattue, au nom d'une non-commercialisation des capacités d'engendrement des femmes amenant à choisir les plus pauvres d'entre elles où qu'elles se trouvent. Ce type de débat est exemplaire de l'acception genrée d'une société civile globale qui admet et contrecarre tout à la fois toutes les propositions qui éclosent. Un des ressorts de ces agoras réside dans l'inscription communautaire que procure le genre comme catégorie générique et prescriptive : innombrables sont les communautés qu'offrent les genres, tout comme le sont les conflits entre elles. Dans le cas précédemment cité, les acheteurs d'enfants se heurtent à une réaction du mouvement féministe, lui-même parsemé de multiples scissions. C'est dans l'association du genre à d'autres paramètres,

religieux, ethnique, identitaire au sens large, que se déclinent les communautés de genre, dont le dialogue numérique dessine une constellation infinie.

Autour de l'islam, en Europe et dans les sociétés majoritairement musulmanes, le genre s'est ainsi infiltré partout, dressant des plateaux politiques conservateurs, réformistes, ou dits « révolutionnaires », dont les États, quelle que soit leur nature, sont obligés de tenir compte. Le caractère politique de ces plateaux tient principalement à leur remise en cause d'un pan essentiel de la domination ayant pour effet un bouleversement impromptu de l'ensemble des dominations assises. Le schéma « classe/sexe/race » a fait une extraordinaire percée dans la société civile globale, permettant à tous de l'adapter à chaque situation et d'engendrer des microcommunautés d'appartenance, en opposition aux ordonnancements en jeu. Dans cette optique, la visibilité accrue du/des féminismes islamiques, ses appels aux ralliements, s'instituent pour contrer les féminismes dits occidentaux, racistes et colonialistes. Ces perspectives diversifiées du genre, trouvent à s'ancrer, s'enraciner dans des groupes sociaux qui, partis de sites numériques attractifs, se révèlent ultérieurement des leviers d'action, faisant bouger des femmes dans toutes les couches sociales et dérangeant en profondeur les jeux politiques locaux.

Parce qu'il est plus difficile d'imaginer un monde hors du genre et des sexes, fussent-ils indéfinis – comme quelques pays en 2014 commencent à le reconnaître juridiquement (Australie, Allemagne, Népal, Inde...) – que de reconstruire l'univers à partir de l'axe du genre – dès lors opérateur de totalisation herméneutique, le genre à acquis une forme d'hégémonie dans la société civile globale. En effet, comme le dit le juge indien Radha Krishnan, la reconnaissance d'un genre ni masculin, ni féminin « n'est pas une question sociale ou médicale, mais une question de droits de l'homme²⁶ », et, comme on l'a déjà souligné, les droits de l'homme sont certes une des clés majeures pour ouvrir la société civile globale.

Dans ce cadre, on peut inclure toutes les invocations à plus d'égalité entre les sexes, et un coup d'œil sur *Buzzons contre le*

26. *Direct matin*, 16 avril 2014.

sexisme est éloquent. Il s'agit là d'encourager les jeunes entre 10 et 25 ans à participer à un concours de petits films vidéo, qu'ils réalisent avec pour objectifs proposés : l'égalité des sexes et la lutte contre les rôles attribués, la dénonciation des inégalités, les violences entre les sexes dans tous les champs sociaux, la mise en évidence des discriminations croisées : sexisme, racisme, homophobie. « Réfléchir à des solutions », « mettre en scène un monde idéal », être « inventif pour changer le monde » sont les axiomes de l'association V-ideaux qui décerne des prix avec un jury comportant représentants de l'État, universitaires de renom et institutions labellisées genre et/ou féminisme. Les films primés dans les deux années précédentes sont si touchants de réalisme, de bonnes intentions et de savoir-faire, que l'internaute est vite convaincu de l'utilité de la pédagogie pratique qui est ici utilisée.

Le genre fait passer les échelons locaux et nationaux à un niveau global, agite les lignes politiques de transfert et d'investissement, brouille les cartes et se présente comme une sorte d'archétype de la société civile globale, tant il accompagne tous les événements, fait boule-de-neige et ouvre des horizons inédits aux acteurs et actrices.

De ce point de vue, le site Effigies est une fenêtre très représentative de cette montée en puissance : l'internaute est invité à s'emparer de tout thème, tel en septembre 2013, la consultation organisée par le gouvernement français pour les prochains entrants au Panthéon. Se met en place alors une stratégie pour que des femmes entrent en concurrence ! À un autre niveau, la convocation des femmes à participer à la gouvernance globale, à la soutenir avec force est encore perceptible dans l'émergence de listes féministes pour les élections européennes. En France, l'initiative est prise en avril 2014, à un mois de l'échéance, par différentes associations de femmes, locales et nationales, encouragées avec force par des organisations supranationales, tel le Lobby européen des femmes, ou internationales, comme ONU femmes. Outils des politiques économiques néolibérales qu'elles visent à appliquer, avec une touche genre, ces organisations stimulent d'autant plus des listes et des partis féministes, qu'elles sont convaincues que l'investissement des femmes et leur intégration dans les institutions de la gouvernance désactiveront leur contestation et leur mobilisation politique et économique. Reconnues, impliquées,

missionnées pour prendre soin de la « communauté des femmes », ces nouvelles représentantes instituées favoriseront inévitablement l'application des modules du capitalisme financiarisé tout en croyant œuvrer à son adoucissement et à sa prise en compte de ses effets ravageurs sur les femmes. Le ralliement de générations diverses de féministes – des années soixante-dix à aujourd'hui – à cette orientation institutionnelle qui les fait conforter les appareils de la globalisation, anime la société civile globale par les innombrables flux numériques qu'elle suscite et par lesquels elle se produit. On peut voir dans ces nouveaux processus de gestion spécifique des femmes, un enchantement de « la moitié du ciel » selon l'expression du Grand Timonier.

Des ONG genre, avec leurs programmes technocratiques soumis à évaluation, aux acceptions multiformes de l'item genre dans la société civile globale, un hiatus existe donc, bien que des liens courent entre les deux sphères. Tandis que les jeux de rôle autour du genre sont devenus au sein des ONG monnaie courante sous un aspect pédagogique, le genre est devenu à la fois un instrument de plaisir et une arme politique dans la société civile globale qui télescope les scènes, les images et donne un sentiment d'une liberté inouïe, que n'effleure plus le néant sartrien qui au contraire est continuellement effacé.

De nouvelles épreuves pour les ONG

La crise financière qui débute en 2008 pèse lourdement sur les ONG par la réduction des budgets qu'elle implique. Des programmes doivent être abandonnés alors même que les organisations qui les supportaient venaient à peine d'émerger : comme au Laos, toujours dirigé, en 2014, par un État-parti communiste s'ouvrant très timidement à cette entrée sur le sol national du monde extérieur. Les entreprises que sont les ONG sont profondément fragilisées et des employés sont licenciés. Le nombre des permanents et les salaires sont indexés sur les budgets tandis que les appels aux dons se font plus intenses. La dimension entrepreneuriale des ONG, qui s'était concrétisée après des années perçues comme plus militantes et idéalistes, atteint une forme de limite qui laisse la charité pure occuper l'espace vacant et s'épanouir. Cette assomption de la charité concorde avec le retrait

de l'État de ses fonctions antérieures d'assurance sociale en regard desquelles les ONG – organisations non gouvernementales – ont joué le rôle de passeur, de médiateur historique.

Mais, sans aucun doute, c'est le *crowdfunding* qui porte le coup le plus sévère aux ONG dans la mesure où il évacue la nécessité d'une organisation en tant que telle : le financement participatif, « collaboratif » est ponctuel, lié par définition à un projet qui, réalisé ou abandonné, rencontrant le succès ou subissant une faillite, est destiné à disparaître. Si le *crowdfunding*, que des États – comme le gouvernement français en 2014 – soutiennent, en modifiant les législations existantes, atteint fortement les banques avec lesquelles il entre en concurrence, corollairement, il désactive à la racine l'hypothèse de créer une ONG, aventure lourde, quand elle n'est pas politiquement très délicate. Nourrissant une société de projets volatils, le *crowdfunding* a pour autre qualité essentielle de participer à une financiarisation généralisée, que subissent les ONG plus qu'elles n'en sont les acteurs volontaires. Là encore, les ONG auront constitué une étape intermédiaire, marchant un tant soit peu à reculons, là où le *crowdfunding* se révèle un instrument financier puissant.

Crise, explosions charitables, *crowdfunding* affaiblissent donc les ONG qui, de surcroît, affrontent sur leur route, les mobilisations numériques pour la transparence financière. Le Data journalisme qui, comme au Costa Rica, s'attaque aux élites politiques et économiques et traque leurs fraudes, se présente comme une nouvelle forme d'action politique fondée sur des qualifications informatiques. Lorsque les mythes du développement et les mystifications de la charité lassent les individus, écœurés par leur répétition et leur inefficacité, peut briller à leurs yeux cette attaque frontale des corruptions usuelles dont s'accommodent bon gré mal gré les ONG, pour se maintenir. Ces différents phénomènes, qui tous concordent à diminuer le rôle des États et à augmenter celui de la finance globalisée, ne signifient-ils pas une fin relative des ONG, au moins de leur croissance au profit d'une société civile globale, faite de manifestations éphémères, mais qui se répandent et se retirent comme des serpents de mer, à une vitesse inouïe ? Au sein de cette société civile globale, les ONG mutent elles-mêmes au même rythme. Cherchant àprement des financements pour rester prestataires de service, elles

occupent la base d'une pyramide surplombée et illuminée par la société civile globale : l'étage supérieur est occupé par tous les projets participatifs qui se ressource au *crowdfunding* tandis qu'au sommet de la pyramide foisonnent les convocations de toute nature, appelant à la bénévolence comme aux ruptures violentes que nous allons maintenant considérer.

LES RUPTURES DE L'IRÉNISME

Monique SELIM

Pleine de bénévolence, imaginative, solidaire, communicative, impliquée, telles sont les facettes, les plus visibles, celles qu'entendent donner les promoteurs activistes de la société civile globale. Celle-ci côtoie de plain-pied, avec autant d'inspirations ingénieuses que d'aspirations à l'harmonie et à la coopération, des espaces d'opposition violente, de plus en plus ouverte et agressive. Le moralisme inhérent à la société civile globale, qui démultiplie lobbies, réseaux et clichés dits éthiques, se voit démantelé par trois fronts de contradictions embranch es : le premier a trait au marché, le second aux droits que le marché fait émerger en réponse à son déferlement, le troisième aux croyances, dont les radicalisations sot riologiques se révèlent à la mesure des dévastations de la concurrence.

Pensé au XIX^e siècle comme apte à briser les dépendances primordiales de la parenté et de l'alliance, mais aussi tous les rapports personnalisés soutenant les anciens régimes de domination, le marché n'a pas exactement, loin s'en faut, répondu à ces attentes. Le développement du marché a certes desserré et fragilisé les liens, mais, dans le même moment, la substitution de la consommation aux logiques statutaires antérieures, a aussi renforcé les ordonnancements identitaires, par la conversion de toute identité en spectacle et en marchandise. Il en résulte des paysages

sociaux inattendus, marqués par des fétichismes identitaires durcis, enclenchant des modes de retraditionnalisation des dominations, d'apparentes régressions vers des horizons supposés dépassés. Bien sûr, ces images présentes ne sont pas la copie de celles passées et leur intelligibilité appelle d'autres clés qui articulent dans de multiples détours la production des imaginaires aux économies productives concrètes.

Les identités sexuelles exemplifient ces processus, dont la divergence est une illusion, et c'est pourquoi nous nous arrêtons sur celles-ci un instant. Les identités sexuelles sont tout à la fois aujourd'hui l'objet de refixations hyperrigides et de délitements tout aussi certains. La société civile globale offre en permanence à l'observation de tels types d'évasions et de replis dans des régions locales très contrastées, en écho aux lames de fond idéologiques mondialisées. Dans ces arènes, l'inégalité ontologique est réclamée à grands cris pour préserver les règnes accomplis de la nature et de la culture. Les années 2010 à 2014 ont vu s'élever ainsi un peu partout des rappels à l'ordre sexuel différentialiste au plan social, économique, politique et statutaire, et cela pas seulement dans des pays estimés moins développés, tels le Mali ou le Bangladesh, où l'accès des femmes à une part d'héritage égale à celle des hommes a suscité des révoltes hargneuses et a été pour le Mali ruiné.

En France ce fut l'autorisation de mariage pour les homosexuels qui déclencha une ire conservatrice, puis l'hypothèse de l'adoption et de la procréation médicalement assistée pour ces couples, enfin l'allégation d'une administration étatique du genre à l'école, supposée destructrice de la famille. Internet fut au premier rang pour mobiliser les manifestants, luttant de toutes leurs forces pour freiner les avancées législatives, faisant reculer l'État. Cette cristallisation amphibologique du genre au cœur de la société civile globale appelle l'attention tant elle dévoile les ressorts agoniques qui travaillent les sociétés livrées au marché, sous sa forme totale. L'hypostase du genre, les déchirements qui y gîtent, mettent en scène, d'un côté, une énorme résistance au marché qui touche la sexualité à travers, en particulier, les orientations sexuelles, mais surtout la dérélition qui s'abat sur tous ceux qui ne peuvent plus exister sur le marché, y tenir leur rang et vont chercher dans la différence sexuelle un dernier oripeau identitaire. La société civile

globale exhibe de cette façon autour du genre une faille significative. En 2014, les viols à répétition sur des petites filles, des jeunes femmes, des femmes mûres, en Inde s'expliquent certes par la diminution du nombre des femmes, atteignant un sexe ratio inquiétant autour de 80/100, par la croissance exponentielle de l'industrie pornographique²⁷ avec Internet dans un contexte de régulations sexuées importantes. Néanmoins, ces phénomènes aux relents sordides, qui ont soulevé des foules se portant à l'unisson des slogans globalisés contre les violences faites aux femmes, montrent essentiellement des déplacements majeurs de quête de sens dans une conjoncture où le marché se rapproche de plus en plus de la société avec laquelle il se confond. Avec le genre en position de surplomb – tel qu'actuellement il est invoqué de façon systématique dans tous les champs sociaux – tout se passe comme si la bonne volonté de déconstruction sociale portait en elle-même un appel irrésistible à la refondation biologique. En effet, c'est sur les terres désertées par l'État et les anciennes catégories du politique que l'incantation du genre se fait entendre dans une perspective de retotalisation du réel, aux évocations sourdement fantasmatiques. Par une ritournelle, la repolitisation du genre, qui est rituellement commanditée, se referme donc sur une axiomatique archaïque de la domination et fait le creuset de réactions extrêmes brisant l'unité bienveillante et pacificatrice de la société civile globale, percée désormais de toutes parts. La nouvelle hégémonisation du genre, et son envers qui se présente comme la restauration défensive des inégalités et des hiérarchies dont celles de sexe ne sont que le premier pas, ornent ainsi la société civile globale, effaçant sur leur passage toutes les lectures compréhensives et dialectiques auparavant tissées, laissant une table rase sur laquelle rayonne une sorte d'aura magique du verbe : le genre, sous ses versions sociales ou naturalistes, respandit et laisse toute son emprise au marché, qu'il accompagne, soutien légitime, tout en développant ses schèmes.

Venons en maintenant, après l'exposition des opérations bifides et éclairantes du genre, au deuxième front de contradictions de la société civile globale que constituent les droits, dont la création est permanente, linéaire, sans souci des entrechoquements ainsi

27. *Porn Studies* (2014) : Vol. I, n° 1-2.

provoqués par de nouveaux droits. Les droits sont donnés et produits comme un bien commun de la société civile globale qu'ils viennent sustenter : chaque jour, ou presque, un droit arrive sur la scène, confortant le spectacle d'une humanité généreuse et chaleureuse, pleine d'espoir, pacifiée. Tout à la fois humains, universalistes, et sexués, des hommes et des femmes, ces droits font office d'étendard des progrès vers un monde meilleur puisqu'ils s'étendent aussi aux animaux, à tout être doté de vie. Le Web fait lui-même partie de ces droits, nous dit Jim Berners-Lee²⁸ qui pointe la tentation des gouvernements, démocratiques comme autoritaires, de restreindre et de contrôler Internet, finalement conçu comme un accès aux droits.

Cette expansion des droits, tout à fait remarquable, peut faire condamner, comme en Italie, un homme, qui adoptait régulièrement des chats passés à la casserole pour nourrir sa famille, mais elle ne peut pas réussir à faire indemniser par les grandes marques les citoyens bangladais qui, en 2013, ont perdu plus de mille d'entre eux sous les décombres d'ateliers textiles fabriquant au coût le plus bas les vêtements destinés aux métropoles européennes. Comme nous l'avons déjà souligné, le scandale de cet effondrement tragique – étalé aux yeux de la société civile globale bouleversée et compatissante – reste sans effets tant sur la coalition politico-économique des entrepreneurs bangladais, que sur les salaires minables de leurs ouvrières, renvoyées dès qu'elles montrent des signes de rébellion et tentent des luttes collectives. Cet événement instruit sur la nature de la société civile globale, rassurée sur elle-même par les voix qu'elle a fait entendre, oublieuse de leur absolue inefficacité, sans mémoire, entièrement dévolue à l'image gratifiante d'elle-même.

Les droits, censés s'opposer à la réduction des êtres à des marchandises, s'actualisent *in fine* comme des écrans pour le marché, qu'ils parent d'un décor salubre, appréciable, moralisateur, bref dont ils assurent, au sens propre du terme, la couverture éthique. Le marché peut ainsi avancer sa séduction sans trop dévoiler ses dimensions révoltantes qui déchiquent les

28. *Le Monde* : 13/03/2014.

existences des plus misérables, vendant, comme au Bangladesh, leur force nue de travail, pour presque rien jusqu'à l'épuisement.

Dans cette configuration, écartelée entre des plateaux idéalistes et des rapports politico-économiques de plus en plus étouffants pour une grande majorité de gens, d'aucuns radicalisent leur ligne de fuite, s'emparant de quelques signes sur Internet, suivant la route indiquée, aussi hasardeuse et mortifère se présente-t-elle. On feint de s'étonner de ces départs brutaux, imprévisibles, vers quelques fronts de combats, évoluant avec le temps : Afghanistan Syrie, etc. On cherche dans la singularité de la religion suivie les raisons de ces ruptures et on entame des gloses théoriques pour trouver une rationalité à ces dissidences en chaîne. La société civile globale – qui s'étale sur le Web – offre pourtant, de façon ostentatoire, de telles voies de récupération d'un sens de la vie pour tous ceux, relégués par le marché, qui n'ont plus accès à suffisamment de biens de consommation et à un emploi pour se forger une identité, un statut. Le *Jihad* – qui provoque de plus en plus d'émois parce qu'il ne s'adresse plus uniquement à des jeunes issus de milieux musulmans – revêt pourtant une sorte d'évidence dans la réappropriation de son existence qu'il permet à tous ceux dont l'horizon n'est pas simplement bouché, mais a disparu complètement. Les processus de radicalisation des croyances se sont dans l'histoire manifestés à différentes époques, cristallisant toujours une forme de réponse à des perceptions d'impasses absolues permettant des dépassements imaginaires. Aujourd'hui, les univers croyants se sont démultipliés et s'exhibent comme d'immenses supermarchés, aux produits prometteurs, riches et variés. Tout comme dans un espace commerçant, on peut aller d'un rayon à un autre, hésiter, changer son choix, mesurer les avantages et les défauts de l'objet vers lequel on incline. La question qui vient d'abord à l'esprit de l'anthropologue est alors de se demander pourquoi tant d'individus résistent à cette offre extraordinaire de saluts mirobolants, plutôt que de considérer ceux qui y cèdent comme une énigme indéchiffrable. Les croyances radicalisées – de plus en plus visibles et nombreuses – peuplent ainsi la société civile globale comme des trous noirs où menacent de sombrer les plus sensibles. Cette autre ligne de fracture qui se donne à voir comme le summum de la moralité et qui duplique le marché mais aussi les droits, apparaît aux sociétés un risque particulièrement

redoutable, tant il est peu d'assurances garanties contre celui-ci. Lorsqu'ils sont renvoyés chez eux ou qu'ils reviennent d'eux-mêmes, les partants sont accueillis de diverses manières : le plus souvent comme des criminels destinés à la prison, mais se font jour d'autres perspectives. Ainsi aux Pays-Bas, en 2013, ils sont considérés comme des personnes victimes d'un traumatisme et leur foi est jugée comme une pathologie qu'il faut donc soigner : on les dirige dès lors vers des stages de « déradicalisation ».

La société civile globale – sous son visage positif convoquant à la solidarité et à l'imagination bienheureuse – montre là ses limites. L'injonction au don privé pour pallier les ravages du marché et la disparition des institutions publiques de redistribution, rencontre dans sa course une butée majeure : que peuvent bien faire ceux qui n'ont plus rien à donner sinon se faire eux-mêmes, dans leur vie, objet d'un don sacrificiel, sanctifiant leur nullité définitive ? Pour ceux-là, la nécessité des dons, lancinante, est cruelle, dévastatrice, et les médias français ont beau leur répéter en 2014 à l'envi que les dons ont sauvé beaucoup de gens, comme en 1954, avec l'Abbé Pierre à la tête de la mobilisation, et qu'il faut recommencer, soixante ans, après avec encore plus de vigueur, à donner pour éviter la croissance insupportable de la misère, le message ne passe plus, paraît vide.

Adjuvant du marché, l'essor irrépessible de la philanthropie semble porter des solutions qui s'essouffent dans un contexte global de financiarisation outrancière. Certes, plus personne ne s'étonne de voir les fenêtres de l'écran s'allumer sur un achat potentiel alors même que l'on recherche un contenu intellectuel quelconque. L'imposition des deux images est extrême et il faut en fermer une – celle du marché qui suit l'internaute et ses goûts pour l'attirer – pour ouvrir la seconde. L'opération dépasse largement tout ce que dans les années soixante les critiques du « poste de télévision » à domicile entrevoyaient sous la notion d'endoctrinement. L'individu est placé dans une sorte de veille permanente, où la conscience s'interrompt parfois sous les rappels hypnotiques : livré à une gouvernance de buvard, il se laisse dériver au gré de ses reprises, investissant la société civile globale, par pulsions et impulsions réflexives. Fort de ses droits accrus, affaibli par leur inefficacité, il survole ce marché de valeurs

suspendues que constitue la société civile globale, aplatie sur son écran, incommensurable, secouée de soubresauts permanents mécaniques.

DES HOMMES ET DES FEMMES TERRORISÉS EN QUÊTE DE SALUT ET DE SÉCURITÉ

Bernard HOURS

Le 11 septembre restera dans l'histoire comme le symbole de la violence politique et religieuse, comme le fut, en son temps, le massacre de la Saint-Barthélemy. Longtemps insérés dans les mailles de la guerre froide, les citoyens pouvaient espérer une paix unipolaire après la fin de l'URSS. Le monde du « tout marché » qui s'est installé a mis en lumière la violence financière et la précarité généralisée qui en résulte. Des maladies sans frontières sont apparues, SIDA, SRAS, grippe aviaire, générant des risques permanents et des consignes de précaution à grande échelle. Un univers d'insécurité s'est mis en place dans trois champs principaux qui sont l'environnement, le politico-religieux et plus précisément une fraction radicale de l'islam, enfin la santé qui est devenue l'objet d'une attention extrême. Dans ces trois domaines, règne une interdépendance inévitable, ou présentée comme telle. Les risques environnementaux, les désordres climatiques et catastrophes naturelles, les risques sanitaires résultant de la pollution, introduisent une perception du monde fondée sur l'inquiétude, la précaution. Le « développement durable » représente l'entrée de l'inquiétude du futur dans un monde

auparavant conquérant de la nature, ou prométhéen. Non seulement les lendemains ne chantent plus, faute de partition, mais demain suppose une gestion des risques généralisée encore appelée bonne gouvernance.

Dans l'environnement, règne l'interdépendance la plus totale : entre les espèces, dans la biodiversité où l'homme n'est plus qu'une espèce parmi d'autres espèces. Le progrès ne consiste plus à modifier la biosphère ou à l'exploiter, mais à assurer la survie de l'espèce dans de bonnes conditions. Désormais l'objectif de l'harmonie avec la nature s'impose progressivement au détriment des choix de société, des modèles d'harmonie sociale qui étaient débattus au XX^e siècle. L'économie de marché elle-même, soutenue par la croyance néolibérale, devient profondément naturelle. Elle est présentée sans alternatives, évidente, obligatoire, comme l'environnement... Ses dérives font l'objet de la plus grande attention, en général *a posteriori*. En politique, l'invocation du « terrorisme » autorise des stratégies sécuritaires tous azimuts, dans le cadre d'une gestion des risques devenue le principal objectif et mandat des gouvernements de tous profils. De tels risques, au demeurant en partie réels, sont impossibles à évaluer précisément, puisqu'ils émanent d'acteurs incontrôlés, voire incontrôlables.

Cette situation débouche sur une « attention ensemble » dont le programme n'est plus émancipateur mais protecteur de la vie biologique, la mienne, la vôtre, la nôtre. Un tel programme est profondément anxiogène devant des risques bien réels mais une prévention nécessairement hypothétique. Anticiper le pire produit la sécurité mais anesthésie la liberté. Hors des risques environnementaux qui sont également partagés, les risques politiques sont moins égalitaires puisqu'on peut s'entourer de gardiens, comme le font les fortunes du monde entier dans leurs résidences clôturées.

La protection de la vie s'applique aussi bien à la biosphère qu'à la vie biologique des individus. Le danger de mort signale un risque absolu, personnel et collectif. Les germes qui, avec Pasteur, avaient autorisé une certaine sécurité, font désormais place à des virus mutants, à des résistances de plus en plus fréquentes aux antibiotiques découvrant un scénario de lutte et de course

permanentes. La place respective du sujet individuel et de la collectivité est remise en question dans ce contexte, où la prévention, héritée du siècle passé, ne suffit plus. Le devoir de santé s'applique à tous et la contamination volontaire semble le pire des attentats. L'autre est un danger potentiel de contamination tout autant qu'il est absolument irremplaçable comme acteur précautionneux sans la participation duquel s'effondre la chaîne de protection collective.

Environnement, politique, santé, dans ces trois domaines règne une inquiétude permanente qui terrorise les hommes et les sociétés. Dans chacun des champs prévaut une extrême interdépendance, dont la prise de conscience est porteuse de potentielles solidarités. De la peur individuelle à la participation à une gestion collective des risques se déploie un univers contemporain partagé entre l'angoisse d'une part, et, d'autre part, l'engagement dans des actions ou des causes dont les ONG sont les principaux guichets.

Les outils du réenchâtement du monde

Pour sécuriser puis réenchâter cet univers de violences et de peurs, il convient de gérer les risques d'une part, mais aussi de proposer d'autre part, des projections attractives pour un futur aux inquiétudes allégées. La mise en sécurité, c'est l'objectif des normes de bonne gouvernance dont le programme central est de gérer les risques le mieux possible. La notion de gouvernance, héritée du monde de l'entreprise, évoque une gestion performante, incluant la maîtrise des risques, des obstacles, des difficultés. Elle est développée par les institutions multilatérales sous l'appellation de « bonne gouvernance », expression qui concrétise l'objectif de mettre en œuvre des normes globales de gestion des sociétés en voie de globalisation. Cette dernière suppose l'adoption majoritaire de normes dans différents domaines. La transparence démocratique est ainsi une norme de bonne gouvernance, tout comme la lutte contre la corruption, la participation de la société civile, la collaboration public-privé. La transparence démocratique et le pluralisme diminueraient les risques de violences politiques, la participation de la société civile faciliterait la gestion des risques environnementaux aussi bien que sanitaires.

La bonne gouvernance se présente ainsi comme l'instrument essentiel d'une gestion globalisée des risques, conforme aux

attentes et objectifs des organisations multilatérales qui pilotent la globalisation. Naviguer parmi les écueils, éviter les risques, tel est l'objectif principal. Les normes affichées sont des instruments de gestion, mais elles sont aussi susceptibles de rassurer les inquiétudes et peurs évoquées. Les entreprises entendent, elles aussi enchanter un futur que la gestion de leurs personnels au quotidien rend bien sombre dans des périodes de crise et de chômage. Pour oublier les licenciements, rien ne vaut un spot télévisé, comme celui de GDF SUEZ, intitulé « Là où je t'emmènerai », qui évoque un monde d'harmonie avec la nature, de bonheur et de paix, de la part d'une entreprise dont le secteur, l'énergie, est particulièrement polluant, toxique comme le gaz, et dangereux comme l'atome. Le graphisme lumineux et paisible du spot nous emmène dans un monde futur proprement enchanté. D'une manière générale, de nombreuses publicités évoquent une vie meilleure qui va bien au-delà de la blancheur du linge après lavage. Les images de bonheur sont récurrentes, tout comme la solution d'un problème est structurante pour la plupart des messages publicitaires.

Au-delà des spots publicitaires, les entreprises offrent d'elles-mêmes une image responsable, consciente des risques et affirment contribuer, non seulement au bien-être de leurs clients, mais aussi à un monde mieux partagé, plus serein, plus harmonieux. L'inquiétude environnementale ne leur a guère laissé de choix. Mais, en se présentant dans les colloques comme bailleurs de fondations, de projets d'ONG, les entreprises veulent affirmer leur participation comme parties prenantes (*stakeholders*) dans la bonne gouvernance. Au-delà de leur chiffre d'affaires, elles veulent signifier leur responsabilité sociale, conformément au concept de RSE (responsabilité sociale des entreprises) mis en avant par le capitalisme pour sublimer ses activités et les moraliser en les blanchissant.

La responsabilité sociale des entreprises a donné naissance en 2010 à une norme ISO 26000, et en 2011, elle a été définie ainsi par la commission européenne : « C'est la responsabilité des entreprises vis-à-vis des effets qu'elles exercent sur la société. » La RSE s'est développée dans le cadre du développement durable et d'une dimension environnementale fondamentale. Comme dans la

rhétorique multilatérale sur la bonne gouvernance, on y trouve une liste de dimensions multiples dont l'entreprise doit se soucier avec des interlocuteurs ou parties prenantes (*stakeholders*): sociales, environnementales, éthiques, droits de l'homme (et des consommateurs), développement local, veille sociale, gouvernance d'entreprise; toutes ces dimensions doivent être prises en compte pour alimenter un discours de bonnes intentions et bonnes pratiques normées.

Les ONG présentent la misère du monde en même temps qu'elles projettent l'aspiration à un monde, sinon meilleur, du moins plus doux pour les malheureux de toutes sortes. Alors que les entreprises jurent de bien se conduire, les ONG avancent une mission thérapeutique ou de soins et, plus modestement, quelques propositions alternatives et, parfois, des exigences. En se penchant sur le malheur, la maladie, la malnutrition, la mise en œuvre de « droits humains », les ONG, bien qu'elles se contentent de panser les blessures sans chercher, le plus souvent, à dénoncer les causes du mal, contribuent à entretenir une aspiration tenace à un monde plus humain, c'est-à-dire plus respectueux de la dignité humaine. Partagées entre le soin à court terme et un témoignage plus ambitieux, les ONG contribuent à réenchanter le monde dans la mesure où, au-delà de la violence du présent, elles projettent des solutions aux problèmes les plus criants. Elles entretiennent ainsi, comme une veilleuse, la possibilité d'envisager un monde meilleur, des bougies d'espoirs, symboles d'une sensibilité et d'une émotion partagées et d'une molle protestation, dite indignation. Par l'entretien de cette aspiration, les ONG, dispensatrices de marchandises morales car c'est bien de faire cela, enchantent le quotidien de leurs donateurs. Les ONG distribuent de la dignité morale à leurs donateurs mais aussi un espoir permanent de changement, d'améliorations, qui permettent de mieux supporter le présent, sans l'accepter mais avec patience. En exprimant, pour les gens et à leur place, leurs aspirations, c'est la vie quotidienne de chacun d'entre nous qui devient moins sinistre, car une lueur d'espoir est entretenue, programmée, annoncée même, comme une bonne nouvelle. En outre, que la voix des ONG se présente comme celle de la société civile est profondément rassurant car une communauté émotionnelle est ainsi mise en scène qui prend de la réalité grâce à son caractère collectif partagé. Si ces aspirations

sont tant partagées, c'est qu'elles sont légitimes et plausibles. Il en résulte que l'éventuelle modestie des résultats compte peu au regard de la solidarité largement passive qu'autorisent les ONG qui font le bien à notre place. Puisqu'il s'agit même du bien, il y a bien une sorte d'enchantement programmé qui permet de supporter le présent, sa morosité ou, pire, sa violence. Les ONG se substituent de fait aux utopies déchuées du XX^e siècle, au communisme, au développement... Mais, à la différence des propositions du passé où l'État jouait un rôle central, c'est la société civile qui se voit confier les initiatives et ce sont les ONG qui en seraient la voix ou passent pour l'être. Porteuses d'expectatives qui se présentent comme concrètes et pragmatiques, les ONG favorisent les initiatives, tout en fonctionnant, dans le marché concurrentiel qui est le leur, en termes de captation des ressources nécessaires à leurs actions. Leur projet n'est pas de réaliser un enchantement radical en changeant la société. Il est d'émouvoir et d'en appeler à la morale individuelle et collective pour faire du bien à ses semblables. Les ONG offrent ainsi à la société civile un engagement passif apaisant et potentiellement utile, conforme aux aspirations d'une société de marché en quête de moralité économique et sociale.

Plus ambitieuses, de nombreuses initiatives portent sur les alternatives au capitalisme financiarisé et aux dérives sociales du marché dérégulé. Entreprises sociales, économie sociale et solidaire, monnaies alternatives ou parallèles, connaissent une visibilité manifeste dans une optique non révolutionnaire mais de réformisme radical. Soulignons qu'au-delà des soins (*care*) et services dont les ONG sont pourvoyeuses, les initiatives sociales et solidaires fleurissent à l'heure d'Internet et manifestent une volonté de changer les règles du tout marché, ce dont se gardent les ONG dont la dépendance financière est manifeste. Internet constitue justement un outil majeur de réenchantement du monde. Dans une unité de temps et de lieu, dans le temps réel et l'immédiateté de la Toile, émerge une parole spontanée, autodéclarée, participative à travers les réseaux sociaux. Elle permet à chacun de prendre la parole comme partie prenante (*stakeholder*) sans aucune médiation ou intermédiaire, de parti, d'Église, d'ONG, d'association. Cette prise de parole met en apparence un terme à de nombreuses

solitudes, mais elle est extrêmement ludique, fluide et peu capitalisable en termes de débats. Cette ivresse de l'expression, et de l'expression de soi en particulier, peut-elle être considérée comme la parole de la société civile ? Elle a déclenché des manifestations importantes dont la dimension politique est avérée. Par son immédiateté, elle traduit un désir d'expression, mais ne produit pas de lieux ou d'enceintes où se structurent les débats afin d'aboutir à des choix démocratiques pérennes.

Cette libération de la parole numérique pose de nombreuses questions sur le champ politique à venir, mais elle participe d'un miracle de l'expression qui, en abolissant les obstacles et les intermédiations, ouvre le chemin imaginaire d'un monde enchanté dans lequel l'expression et le désir de s'exprimer sans freins autorisent à imaginer un monde meilleur, le chœur harmonieux d'internautes consensuels, porteurs d'alternatives politiques, économiques, sociales ou, plus modestement, de la voix de minorités discriminées. Internet ouvre des capacités de coalitions et de mobilisations nouvelles, susceptibles de servir d'outils d'enchantement, de soi-même d'abord, du monde peut-être, si Internet peut produire une forme de citoyenneté plus responsable que ludique ou instrumentale. Internet constitue un outil global par excellence qui comprime les lieux et les moments des messages ou des prises de parole. Cette agora délocalisée préfigure une société civile globale où chacun s'exprime, tandis que d'autres décident, dans les lieux où siègent les pouvoirs multilatéraux.

Pour autant, l'expression ne vaut que par la qualité de la délibération et du débat. Pour l'heure, Internet a facilité des manifestations sur des agoras nationales, mais la qualité des débats qui ont suivi est fort inégale. Une communauté d'expression ne produit pas de consensus et peut même devenir cacophonique sans lieux ou moments de structuration. L'enchantement entamé n'en est donc qu'à son premier acte, celui d'une ouverture dont la suite n'est pas complètement prévisible. La société civile globale à laquelle s'adressent sans la nommer les multilatéraux est constituée autour de références morales et politiques auxquelles les normes de bonne gouvernance font allusion. Parmi les thèmes moraux de référence figurent en première place la solidarité, la participation et la coopération, trio de notions positives, positivantes et positivées. Ces valeurs sont largement renforcées par l'interdépendance

globale, en particulier environnementale et sanitaire. Il faut y ajouter les normes éthiques de transparence ainsi que la référence aux droits humains comme socle moral inépuisable.

Les normes politiques sont essentiellement celles de la démocratie parlementaire, du pluralisme des partis et la liberté d'opinion. Ce sont précisément ces normes politiques qui sont refusées par certains États, qui y voient un modèle occidentalocentré ou font semblant. Trois dynamiques semblent à l'œuvre dans l'enchantement contemporain d'une société civile virtuelle. La première est morale et porte sur des valeurs démocratiques de libre expression, de pluralisme, de tolérance. Ce capital de valeurs politiques est largement occidental par son histoire. C'est la part de globalisation la moins aisément exportable dans des pays comme la Russie, la Chine ou en Asie centrale. Ces valeurs sont à la fois politiques et morales, ce qui les rend moins contestables et traduit l'envahissement du champ politique par la morale au XXI^e siècle et explique le développement des ONG comme entreprises de moralité. L'environnement constitue une seconde dynamique importante, en particulier à travers le développement durable comme projet global. Au nom de l'interdépendance dans l'environnement, un énorme réservoir de solidarités potentielles se découvre, en particulier avec les biens communs ou biens publics, à l'encontre de la tendance spontanée du marché à accaparer les ressources. Il en résulte une tension des plus dynamiques. La référence à des normes de bonne gouvernance apparaît comme une troisième dynamique normative, vaguement apolitique. La gouvernance serait le moyen d'une saine gestion des sociétés, celles-ci étant alors envisagées comme des entreprises (publiques) à gérer comme des entreprises (privées). Dans le concert participatif de la gouvernance, toutes les parties prenantes sont supposées s'exprimer. Seules sont entendues les plus puissantes d'entre elles, mais les autres se sont exprimées et, démocratie oblige, elles n'ont plus qu'à se taire. Ces alibis participatifs pseudo-démocratiques auxquels participent les ONG ne trompent personne mais ils fonctionnent à plein régime. Parties prenantes à une force participative, les *stakeholders* sont invités à valider les normes qui leur seront imposées, à participer eux-

mêmes à leur propre aliénation, à la construction de la cage dans laquelle ils seront mis en sécurité.

CONCLUSION

Bernard HOURS, Monique SELIM

Des ONG à la société civile globale, cet ouvrage a conduit le lecteur à ouvrir différentes fenêtres sur le monde actuel, certaines très concrètes, d'autres plus prospectives. Le Bangladesh, la Chine et l'Ouzbékistan, dont les occurrences s'y retrouvent multiples, nous ont servi de points d'appui, pour déchiffrer dans la durée et analyser des évolutions majeures qui touchent autant des idéologies aujourd'hui prégnantes que leurs modes de réception sensibles dans différents contextes sociaux, culturels et politiques. Les hypothèses avancées sur des transformations majeures en termes de logiques de communication et de hiérarchisation, de perception de l'autre et de soi, ont été avancées dans une perspective anthropologique faite de proximité et de distance, et qui s'efforce d'embrasser les phénomènes dans la totalité de leurs manifestations contradictoires et conséquences agoniques. Ainsi l'accent a été mis autant sur les enjeux d'harmonisation et de pacification résultant d'une bénévolence préfabriquée et provoquée, que sur les ruptures et les béances qui s'agrandissent, abattant toutes les fictions et les chimères d'un capitalisme qui règne désormais en maître unique des populations soumises à ses règles.

Revenons en conclusion sur l'idée de société civile globale et ses ressorts d'édification d'une communauté globale dans une conjoncture où se profile en permanence le spectre d'un autre,

accusé de faire communauté et d'être communautariste, alors même que les conditions de possibilité de recréer les anciennes « communautés », idéalisées par les ethnographes, ont entièrement disparu et ne sont pas près de renaître en dépit du fait que d'aucuns tentent de les retrouver sur la Toile. En effet, la fabrique de communautés spécifiques est devenue un mode de management des populations qui se précipitent dans ces niches où on veut les caser. Ainsi les femmes sont invitées à faire communauté, comme les autochtones, les émigrés selon leur origine et à rigidifier par ce biais leurs habitus issus des logiques de domination. Le slogan « race, classe, genre » enjoint alors à l'identification moniste bien au-delà de ses intentions d'articulation des rapports sociaux. De ce point de vue, l'édification d'une communauté globale semble une poupée russe engrangeant à l'infini de nouvelles communautés fondées sur le partage apparent d'un trait extérieur, « visible ».

Quelle « communauté globale » se profile derrière la notion de société civile globale ?

Les multiples références quotidiennes à la société civile, ici ou là, se réfèrent à des entités confuses, complexes, parfois contradictoires. La société civile n'est pas une réalité homogène, même quand elle est présentée de façon univoque. Au-delà de l'histoire politique du concept (Pirrotte, 2007), la société civile est invoquée dans les médias comme le sentiment majoritaire, ou perçu comme tel, de l'opinion, à un moment donné, dans un pays donné, dans une conjoncture politique révolutionnaire ou prérévolutionnaire comme les « printemps arabes » ou les « révolutions orange ». On évoque clairement des moments d'expression politique par des mouvements sociaux parvenus à une certaine maturité et engendrant des effets politiques plus ou moins durables. Ces mouvements sont moins spontanés que le suggèrent les présentations médiatiques. Ils véhiculent des dimensions sociales, politiques, historiques, susceptibles d'analyses rigoureuses au-delà des embrasements spectaculaires qui font légitimement événement. C'est ainsi que la société civile n'est pas toujours civilisée, qu'elle n'est pas seulement un contre-pouvoir, ni un tiers-secteur dont l'indépendance est fort inégale. Car la société

civile est désormais un enjeu et un levier de gouvernance majeur. Sa participation, fût-elle fictive, est requise, et c'est pour cela qu'on l'évoque ou l'invoque de plus en plus fréquemment. Parce que la participation de la société civile à la bonne gouvernance et à la gestion des risques procure un label démocratique indispensable, cette société civile est interrogée en permanence, mais découpée en rondelles de *stakeholders* (parties prenantes) de sociétés gérées comme des entreprises privées. Ces parties prenantes sont plus des actionnaires de la société que des acteurs politiques, ce qui contribue à la gestion des risques d'instabilité politique, excrécés par le marché. Ainsi instrumentalisée par la bonne gouvernance, la société civile est largement naturalisée. Elle est invitée à être responsable vis-à-vis de l'environnement et à contribuer au développement durable de la planète. Plus ou moins terrorisée par la gestion des risques encourus, politiques par le « terrorisme », écologiques et climatiques, sanitaires, la société civile se voit néanmoins rassurée par un enchantement participatif. Celui-ci ouvre de nouveaux champs de solidarités à la place des anciens affaiblis. Si l'on ne parle plus de justice, c'est d'empathie et de compassion qu'il faut s'équiper comme partie prenante responsable dans le programme de gouvernance. Outre ces capacités morales et émotionnelles prêtées à la société civile, ses membres sont pourvus de droits divers, inclus dans la catégorie des droits humains qui contribuent à une gestion morale des risques *via* l'indignation.

Ces valeurs et dispositifs concourent à l'émergence de la représentation d'une société civile globale, c'est-à-dire d'une communauté particulière, macroscopique et pluriculturelle, transnationale, anglophone de fait, constituée d'une foule de *stakeholders*, de parties prenantes anonymes et un peu grégaires, à la fois inquiètes et rassurées, terrorisées et sous enchantement technocratique. Ces parties prenantes en quête d'espoir et de sécurité se voient proposer des contrats ou projets « gagnant-gagnant » suivant le slogan néolibéral mensonger et mercantile. Ces parties prenantes sont d'abord des citoyens consommateurs dans des sociétés où le marché tend à dominer progressivement les États et où les règles du marché s'imposent de plus en plus comme des règles et des normes sociales.

La communauté globale des consommateurs de biens, de droits, de spectacles, de soins, qui émerge, ressemble au profil probable

d'une société civile de consommateurs qui achètent et de locuteurs numériques qui s'expriment. Terrorisés par le monde, mais aussi enchantés par leur propre voix et leur propre image en train de s'exprimer sur leur Smartphone, ces acteurs d'un monde nouveau en voie de constitution partagent, comme membres de l'espèce, des droits humains, des émotions empathiques et solidaires, mais ils sont séparés par des revenus extrêmement inégaux qui rendent bien problématique, pour l'heure, une société civile globale paisible et pacifiée tant règne une concurrence de plus en plus débridée et dérégulée qui constitue un facteur de risques chronique et interdit toute fuite dans une sublimation idéaliste. L'inégalité demeure la plaie de la société civile et son risque principal. Pompiers d'un monde en ébullition devenu partagé et global, les institutions multilatérales en charge de la gouvernance (la bonne) semblent, *in fine*, s'adresser à une communauté d'hommes et de femmes qui paraissent plus proches d'une espèce commune et partagée, l'espèce humaine, avec des droits de l'espèce, que d'un sujet politique émergé au XVIII^e siècle et immergé dans la biodiversité à la fin du XX^e siècle. La société civile qui en résulterait serait ainsi profondément naturelle et pourrait accepter des contraintes nouvelles, nées de cette nature même ; ces contraintes seraient manipulées par des politiques de l'urgence tardive, susceptibles de tourner au scénario catastrophe à l'américaine ou encore à un ordre « naturel ».

Auteur d'un essai idéaliste mais aussi lucide, Bertrand Badie souligne (Badie, 2014) que le temps des clubs et coalitions d'États dominants est révolu parce que les sociétés humiliées ont pris, ou peuvent prendre, la parole désormais. Voilà qui démontre si cela était nécessaire, la place prééminente accordée ou prise par les sociétés civiles. Celles-ci néanmoins ne sont pas productrices de souveraineté et, en dernière analyse, se retournent vers l'État ou se font bâillonner par lui. L'État est une figure en partie dépassée, mais on ne peut s'en passer si l'on veut s'installer dans la durée, au-delà des places Tahrir ou Maidan, symboles d'expression mais pas de pérennité.

Si les États ne sont plus seuls en charge de la bonne gouvernance des sociétés, c'est parce que la globalisation a installé durablement le pouvoir supranational et multilatéral des

institutions qui produisent ces normes de bonne gouvernance ; ces dernières s'imposent aux États, à l'exception de ceux, non négligeables, qui ont fait le choix d'être hors gouvernance, ou plutôt déclarés et stigmatisés comme tels par le FMI, la Banque mondiale ou la Commission européenne. La force des normes de gouvernance provoque une dynamique égale chez les exclus et les non-conformes. Aux normes économiques de gouvernance s'opposeront peut-être un jour des canons militaires, à moins que se développent des formes de dialogue entre les nations au-delà des anathèmes exclusifs et excluants.

L'irruption des sociétés civiles dans les relations internationales est manifeste au XXI^e siècle, même si elle ne fait pas nécessairement, ou fréquemment, une politique. D'aucuns, romantiques, peuvent y voir une forme d'émancipation globalisée, d'autres, anarchistes, l'émergence d'une politique hors leadership, d'autres encore, idéalistes, l'inclusion dans une nouvelle humanité.

Enchantées ou sous enchantement, les sociétés civiles, car elles sont encore et pour longtemps plurielles et diverses, nourrissent à l'évidence les utopies qui ont succédé à l'internationalisme communiste du XX^e siècle. Ce qui les sépare est l'héritage de l'histoire des conflits et humiliations passées entre États-nations. Ce qui les rapproche, et dont le chœur polyphonique qu'autorise Internet donne l'épure, ce sont des émotions morales, exprimées puis partagées, qui montrent l'ébauche d'une communauté morale globale qui n'a rien à voir avec la morale ou l'éthique mais repose sur les droits de l'homme devenus droits de l'espèce (humaine) et, à ce titre, socle puissant d'une identité partagée parce qu'héritée de l'appartenance à l'espèce biologique commune et non d'une citoyenneté politique nationale qui sépare, distingue, voire divise. Comme le relève Khosrokhavar (Khosrokhavar, 2012) les acteurs ont tendance à se situer dans une vision inclusive d'une nouvelle humanité sans adversaires érigés en entités essentielles, qui préfigure ou projette une société civile globale sans exclusive, multiculturelle et soucieuse de l'environnement.

Cette projection enchanteresse et enchantée nous plonge dans un futur proche aussi inquiétant qu'enchanté qui occulte ou sublime la « main invisible » du marché qui semble durablement plus cynique qu'angélique, malgré les marchandises morales qui y sont distribuées en abondance. Celui-ci sera en mesure de

manipuler ou de capturer les sociétés civiles tant que ces dernières ne l'auront pas maîtrisé et remis à sa place. Restent ainsi en face à face ou parties prenantes, la planète, l'espèce humaine, le marché, puis, en position subalterne, les sociétés civiles diverses et les États-nations, divers aussi mais sous bonne gouvernance. Tout l'enjeu du monde présent semble résider dans les recompositions possibles et envisageables entre ces entités aux pouvoirs inégaux mais non définitifs.

Sous le prétexte qu'elles seraient la voix de la société civile (et sa voie), les ONG deviennent dans une large mesure, non exclusive, des prestataires de services, de l'Occident en Chine. À ce titre elles sont l'outil principal d'un enchantement du monde et des sociétés civiles en forme de collaborations et de pseudo-alternatives. Celles-ci entretiennent parfois des illusions participatives et des fictions de participations programmées. De l'émotion, dont les ONG font un usage immodéré, à l'action émancipatrice et au partage d'objectifs concrets, il y a tout le fossé qui sépare l'indignation et la révolte. Cette dernière suppose l'occupation d'un espace d'autonomie qui, seul, autorise l'existence d'un « espace public », terme fréquemment galvaudé et d'un usage laxiste dans les rhétoriques technocratiques. Comme le souligne Manuel Castells : *“The transition from outrage to hope is accomplished by deliberation in the space of autonomy”* (Castells, 2013). Cet espace d'autonomie n'est jamais livré clés en main, mais il se gagne et se construit au gré des conjonctures sociales et politiques, fragiles par nature et exposées à toutes les captures, récupérations et détournements.

L'enchantement dont la société civile est l'objet se présente aujourd'hui comme une ruse ultime du marché dont la propriété est le ressort fondamental. Une extrême aspiration à la solidarité et au partage des biens communs se manifeste dans nos sociétés de consommation de valeurs autant que de marchandises. La diffusion et la distribution des marchandises morales n'invalident nullement les valeurs qui les inspirent mais invitent à ne pas prendre la proie pour l'ombre, c'est-à-dire le marketing pour de la vraie solidarité. Celle-ci n'est pas compatible avec le marché, sauf à prendre des vessies pour des lanternes. En boycottant ces étals de marchandises morales, de culpabilité, de blanchiments, de faux-semblants et en

regardant en face les causes des phénomènes accablants qui nous sont présentés, les individus consommateurs de valeurs morales deviendront peut-être des citoyens solidaires plutôt que des objets de gouvernance, fût-elle enchantée à défaut d'être vraiment enchanteresse.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABÉLÈS M., 2014 : *Penser au-delà de l'État*, Paris, Belin.
- AMOUROUX M., 2007 : *La société civile globale : une chimère insaisissable*, Paris, Lex Electronica, vol. 12, n° 2.
- APPADURAI A., 2013 : *Condition de l'homme global*, Paris, Payot.
- AUGÉ M., 2011 : *La vie en double*, Paris, Payot.
- BADALOV U., 2011 : « Repli identitaire et imaginaire national chez les expatriés Kirghiztanais en France », doctorat EHESS.
- BADIE B., 2014 : *Le temps des humiliés*, Paris, Odile Jacob.
- BAUMAN Z., 2008 : *L'éthique a-t-elle une chance dans un monde de consommateurs ?* Paris, Climats.
- BAVA N., 1997: *Non governmental organization in development. Theory and practice*, New Delhi.
- BAZIN L., HOURS B., LARUELLE M., SELIM M., 2006 : « Les États d'Asie centrale : un parcours tourmenté depuis l'indépendance », in BOISSEAU DU ROCHER S., GODEMENT F., (ed.): *L'Asie, entre pragmatisme et attentisme*, Paris, Études de la Documentation française.
- BECK U., 2001 : *La société du risque*, Paris, Autier.
- BECK U., 2003 : *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Autier.
- BOLTANSKY L., 2009 : *De la critique*, Paris, Gallimard.

- BOURDARIAS F., HOURS B., LE PALEC A., 2003 : « Les ONG, médiations politiques et globalisation », *Journal des anthropologues*, n° 94-95.
- CASTELLS M., 2008: "The new public sphere: global civil society, communication networks and global governance", *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, 616 : 78-93.
- CASTELLS M., 2012: *Networks of outrage and hope social movements in the Internet Age*, Cambridge Polity Press.
- CHEN J., 2006 : « ONG chinoises, société civile transnationale et pratiques démocratiques », *Perspectives chinoises*, n° 96, p. 31-43.
- CLEARY A., 1994: *The role of NGO in authoritarian political systems*, London, Mac Millan.
- CUKIER A., DELMOTTE F., LAVERGNE C. (ed.), 2013 : *Émancipation, les métamorphoses de la critique sociale*, Paris, Éditions du Croquant.
- DIDRY C., SELIM M., 2013 : « Sexe et politique », *L'Homme et la Société*, n° 189-190.
- DING Yu, 2008 : "Transitions and New possibilities of sex work : Xiaojies' perception of work and way of life in the Pearl River Delta", PHD degree of Philosophy, University of Hongkong.
- DOUEIHI M., 2008 : *La grande conversion numérique*, Paris, Le Seuil.
- DUBET G., 2013 : « Embarqués », *Socioanthropologie*, 27.
- FERGUSON Adam, 1767 : *Essai sur l'histoire de la société civile*, Université du Michigan, 2009.
- GAUTIER A., LABRECQUE M. F, 2013 : *Avec une touche d'équité et de genre...*, Laval, Presses Universitaires.
- GUÉRIN I., HERSENT M., FRAISSE L., 2011 : *Femmes, économie et développement, de la résistance à la justice sociale*, Paris, ERES.
- GUILHOT N., 2005: *The democracy makers human rights and international order*, New York, Columbia University Press.

- GUO Wenjing, 2011 : « Internet : un outil de légitimation pour les homosexuels cantonnais », in CASTELLI B., HOURS B. : *Enjeux épistémologiques et idéologiques de la globalisation pour les sciences sociales*, Paris, L'Harmattan.
- GUO Wenjing, 2014 : « Internet à Canton (Chine). Dynamiques sociales et politiques », Doctorat Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- HAN C. M., 2002: *Postsocialism ideals, ideologies and practices in Eurasia*, Londres, New York, Routledge.
- HEAS S., POUTRAIN V., 2003 : « Les méthodes d'enquête qualitative sur Internet », *Ethnographique*, Org, n° 4.
- HEEMERYCK A., 2010 : *L'importation démocratique*, Paris, L'Harmattan.
- HIBOU B., 2011 : « Tunisie : économie politique et morale d'un mouvement social », *Politique africaine*, n° 121, mars, p. 5-22.
- HIBOU B., 2011 : *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte.
- HILDEBRANDT T., 2013: *Social organizations and the authoritarian State in China*, Cambridge University Press, Cambridge.
- HILLENKAMP I., 2013 : *L'économie solidaire en Bolivie, entre marché et démocratie*, Paris, Karthala.
- HOURS B., 1991 : « Pratiques étatiques, pratiques populaires et pratiques non gouvernementales au Bangladesh », in Bernard HOURS : *État et société dans le Tiers Monde*, Paris, Éditions de la Sorbonne, Paris, p. 321-327.
- HOURS B., 1991 : "The work of the imam, servant of the community and precarious worker in Bangladesh", *The Journal of Social Studies*, 54 : 142-154.
- HOURS B., JAHANGIR B.K., 1990 : « Islam et politique au Bangladesh », *Revue Tiers Monde*, XXXI, n° 123, p. 693-701.
- HOURS B., SELIM M., 1993 : « Collaboration et libération au Bangladesh », *Journal des anthropologues*, n° 52, p. 77-87.
- HOURS B., SELIM M., 1989 : *Une entreprise de développement au Bangladesh, le centre de Savar*, Paris, L'Harmattan, 174 p.

- HOURS B., SELIM M., 1991 : « Nationalisme, islam et développement au Bangladesh », *Mondes en développement*, tome XVIII, n° 71, p. 97-10.
- HOURS B., SELIM M., 2011 : « ONG, monde, genre », *Multitudes*, n° 47.
- ILKHAMOV A. 2005: "The thorny path of civil society in Uzbekistan", *Central Asia Survey*, vol. 3, n° 24, p. 297-317.
- JORION P., 2011 : *La guerre civile numérique*, Paris, Textuel.
- KALDOR, 2007 : « L'idée de société civile mondiale », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, n° 38.
- KANDIYOTI D., 1996: "Modernization without the market ? The case of the Soviet East", *Economy and Society*, vol. 4, n° 25, p. 29-42.
- KECH M., SIKKINK K., 1998: *Activist beyond borders, advocacy networks in international politics*, Cornell Univ. Press.
- KHOSROKHAVAR F., 2012: *The new arab revolutions that shook the world*, Boulder, Londres, Paradigm publishers.
- KILANI M., 2014 : *Pour un universalisme critique*, Paris, La Découverte.
- LARUELLE M., PEYROUSE S., 2006 : *Asic centrale, la dérive autoritaire. Cinq républiques entre héritage soviétique, dictature et islam*, Paris, CERI « Autrement ».
- LAZZARATTO M., 2009 : *Expérimentations politiques*, Paris, Éditions Amsterdam.
- LEFÈVRE S., 2011 : *ONG et compagnie, mobiliser les gens, mobiliser les esprits*, Paris, PUF.
- LONDON SCHOOL OF ECONOMICS : *Global civil society*, 2011-1012.
- McDONALD L., 1995: *Supporting civil society : the political role of NGOs in central America*, London, Mc Millan.
- PEI Y., 2007: "Born in the 70's : Sexuality of young women in contemporary Shanghai", PhD Degree of Philosophy, University of Hongkong.

- PEYROUSE S., LARUELLE M. (dir.) 2004 : « Gestion de l'indépendance et legs soviétiques en Asie centrale », Tachkent, *Cahiers de l'Asie centrale*, p. 13-14, IFEAC.
- PIROTTE G., 2007 : *La notion de société civile*, La Découverte.
- ROY O., 1997 : *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des Nations*, Paris, Le Seuil.
- RUFFIN H., WANG D., 1999: *Civil society in Central Asia*, Seattle, University of Washington Press.
- RYFMAN P., 2004 : *Les ONG*, Paris, La Découverte.
- SCHOLTE J. A., 2007: "Civil society and the legitimation of global governance", CSGR Working Paper, n° 223/07.
- SELIM M., 2008 : « Champ politique, femmes et corps invisible, l'évolution du Bangladesh », in CARLIER O., NOLLEZ-GOLBACH R.: *Le corps du leader*, Paris, L'Harmattan, p. 351-363.
- SELIM M., 1998 : « Les politiques de l'islamisme au Bangladesh : entre libération et collaboration », in HEUZÉ G., SELIM M. : *Politique et Religion en Asie du Sud contemporaine* : p. 41-76.
- SELIM M., 1995 : « Représentations politiques et légitimité au Bangladesh », in *Salariés et entreprises dans les pays du Sud*, Karthala, p. 121-132.
- SELIM M., 2012 : « La production numérique du réel », *Variations. Revue internationale de théorie critique*, n° 16, p. 106-113.
- SELIM M., 2003 : « Opération de nettoyage au Bangladesh : clean heart », entretien réalisé par S. Chazan avec M. Selim, *Journal des anthropologues*, n° 92-93, p. 285-290.
- SELIM M., 1991 : « Les imaginaires du contact : Le courrier des lecteurs bangladais face à la séparation sexuelle », *L'Homme et la Société*, n° 99-100, p. 177-184.
- SELIM M., 1990 : « Mobilités sociales et symboliques, ethnologie d'une entreprise bangladaise », *Sociétés contemporaines*, n° 2, p. 133-146.
- SELIM M., 2011: "Bangladesh claims a small part of the global halal market", *Electronic magazine on Asia and the Pacific*, EMAP.

- SELIM M., 2007 : « Travail, idéologie et réflexivité dans le cadre de la globalisation, perspectives comparatives », in HERNANDEZ V., OULD-AHMED P., PHÉLINAS P., PAPAIL J. : *L'action collective à l'épreuve de la globalisation*, Paris, L'Harmattan, p. 205-234.
- SELIM Monique, 2011 : « L'importation des *gender studies* à Canton : usages personnels, collectifs, politiques », in CASTELLI B., HOURS B. : *Enjeux épistémologiques et idéologiques de la globalisation pour les sciences sociales*, l'Harmattan.
- SERVET J.-M., 2010 : *Le grand renversement, de la crise au renouveau solidaire*, Desclée de Brouwer.
- SLOTERDIJK P., 2009 : *Tu dois changer ta vie*, Libella Maren Sen.
- SPIRES A. : "Lessons from abroad : Foreign influence on China's emerging civil society", *China journal*, 68.
- SPIRES A., LIN TAO, CHAN K. M. : "Societal support for China's grassroots NGOs : Evidence from Yunnan, Guangdong and Beijing", *China Journal* 71.
- TOKFITAKHODJAEVA M., 1995: *Between the Slogans of Communism and the laws of Islam, The Women of Uzbekistan, Lahore-Pakistan, Shirkat Gah.*
- TOKHTAKHODJAEVA M., TURGUMBEKOVA E., 1996: *The Daughters of Amazons : Voices from Central Asia*, Lahore-Pakistan, Shirkat Gah.
- USMANOVA D., 2010 : « Internet, nouvel espace pour les dissidents ouzbékistanais », M2, EHESS.
- WEISS T-G., GORDENKER L., 1996: *NGOS, The UN and global governance*, Londres.
- WHITE G., 1996: *Civil society democratization and development. Democratization in the South*, Manchester, Univ. Press.
- WILLETTS P., 1996: *The conscience of the world : The influence of NGOs in the UN system*, London.

- YANG W., 2009 : Self-expression and discourse on female sexuality : Online Sex discussion forums in Contemporary China, Master degree of Philosophy, University of Hongkong.
- ZIZEK S., 2014 : *Métastases du jour*, FlamMarion.

REVUES

- Courrier de la Planète* : « Société civile mondiale : la montée en puissance », vol. III, n° 63, UNESCO.
- Mondes en développement*, 2012/2013 : « La construction des sociétés civiles et le développement », n° 159.
- Multitudes*, 2012 : « Soulèvements », n° 50.
- Socio 1*, 2013 : « Penser global », EMSH éditions.
- Socio 2*, 2013 : « Révolutions, contestations, indignations », EMSH éditions.

DES MÊMES AUTEURS

Bernard Hours et Monique Selim

Anthropologie politique de la globalisation, L'Harmattan, 284 p. Édition italienne : *Fare antropologia nella realta globale*, Paris, L'Harmattan, 2012.

L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale (avec Laurent Bazin), L'Harmattan, 368 p., 2009.

Solidarités et compétences, pratiques et idéologies (ed.) L'Harmattan, 362 p., 2008.

Essai d'anthropologie politique sur le Laos contemporain, marché, socialisme et génies, L'Harmattan, 391 p., 1998. Édition italienne : *Il Laos contemporaneo, saggio di antropologia politica*, L'Harmattan Italia, 1998.

Une entreprise de développement au Bangladesh, le centre de Savar, L'Harmattan, 174 p., 1989.

Bernard Hours

Dette de qui ? Dette de quoi ? Une économie anthropologique de la dette (avec Pepita Ould Ahmed), L'Harmattan, 295 p., 2013.

Développement, gouvernance, globalisation du XX^e au XXI^e siècle, L'Harmattan, 122 p., 2012.

- Enjeux épistémologiques et idéologiques de la globalisation pour les sciences sociales* (avec Bernard Castelli ed.), L'Harmattan, 296 p. 2011.
- États, ONG et production des normes sécuritaires dans les pays du Sud* (avec Niagalé Bagayako-Penone, ed.), L'Harmattan, 313 p., 2006.
- Domination, dépendances, globalisation, Tracés d'anthropologie politique*, L'Harmattan, 177 p., 2002.
- Systèmes et politiques de santé, De la santé publique à l'anthropologie* (ed.), Karthala, 358 p., 2000.
- L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, l'Harmattan, Paris, 176 p., 1998 (et ebook). Édition italienne : *L'ideologia umanitaria*, l'Harmattan Italia 1999, 123 p. Édition roumaine : *Ideologia umanitara sau spectacolul alteritatii pierdute*, Institutul european, 2010, 142 p.
- Islam et développement au Bangladesh*, l'Harmattan, 190 p., 1993. Édition anglaise : *Islam and development in Bangladesh*, CSS, Dacca, 1995, 160 p.
- L'État sorcier, santé publique et société au Cameroun*, L'Harmattan, 165 p., 1986.

Monique Selim

- Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton, Chine*, L'Harmattan, 304 p., 2013.
- À quoi et comment dépenser son argent ? Hommes et femmes face aux mutations globales de la consommation* (avec Isabelle Guérin ed.), L'Harmattan, 349 p., 2012.
- Crisis global, cronicas locales 2008 y despuès, éditorial biblos* (avec Valeria Hernandez, Pascale Phélinas, ed.), 2012.
- La crise vue d'ailleurs* (avec Pascale Phélinas, ed.), L'Harmattan, 2010, 302 p.
- Anthropologues et économistes face à la globalisation* (avec E. Baumann, L. Bazin, P. Ould-Ahmed, P. Phélinas, R. Sobel, ed.), L'Harmattan, 2008, 275 p.

- L'argent des anthropologues, la monnaie des économistes* (avec E. Baumann, L. Bazin, P. Ould-Ahmed, P. Phélinas, R. Sobel, ed.), L'Harmattan, 2008, 318 p.
- La mondialisation au risque des travailleurs* (avec E. Baumann, L. Bazin, P. Ould-Ahmed, P. Phélinas, R. Sobel, ed.), L'Harmattan, 2007, 290 p.
- Pouvoirs et marché au Vietnam*, Tome I : *Le travail et l'argent*, Tome II : *Les morts et l'État*, Paris, L'Harmattan, 2003, 282 p. + 302 p. Édition roumaine : *Puterile și piața în Vietnam*, T. I : *Munca și banii*, 269 p., T. II : *Morții și Statul*, 285 p., Editura Curtea Veche, col. Actual, Bucarest, 2009.
- Motifs économiques en anthropologie* (avec Laurent Bazin), Paris, L'Harmattan, 2001. Édition roumaine : *Motive economice în anthropologie*, Institutul European, 243 p. 2010.
- Démarches ethnologiques au présent* (avec G. Althabe), L'Harmattan, 1998, 227 p. Édition italienne : *Approcci etnologici della modernità*, L'Harmattan Italia, 2000.
- Politique et religion dans l'Asie du Sud contemporaine* (avec G. Heuzé, ed.), Paris, Karthala, 250 p., 1998.
- Salariés et entreprises dans les pays du Sud* (avec R. Cabanes et J. Copans, ed.), Karthala, 464 p., 1995.
- L'aventure d'une multinationale au Bangladesh, ethnologie d'une entreprise*, L'Harmattan, 254 p., 1991. Edition anglaise : *The experience of a multinational company in Bangladesh*, International Center for Bengal Studies, 1995.
- Urbanisation et enjeux quotidiens* (avec G. Althabe, M. de La Pradelle et C. Marcadet), Paris, Anthropos, 1985, réédition 1993, L'Harmattan.
- Urbanisme et réhabilitation symbolique*, (avec G. Althabe, B. Légé), Paris, Anthropos, 297 p., 1984. Réédition 1993, L'Harmattan.

L'anthropologie aux éditions L'Harmattan

Dernières parutions

HISTOIRES DE FANTÔMES ET DE REVENANTS

Textes réunis et présentés par Dupaigne Bernard

Les fantômes n'ont pas disparu de notre imaginaire. On va rencontrer ici beaucoup des fantômes du monde, de la Chine à l'Inde, de l'Irlande à l'Espagne, même si certains ont refusé de répondre. En Europe, ils sont peut-être déjà devenus un peu folkloriques. En Asie, c'est autre chose, ils vous poursuivent, ils vous persécutent. Ecoutez les fantômes qui vous parlent ici, d'une quinzaine de pays du monde, des Nippons aux Lapons.

(Coll. Eurasie, 26.50 euros 266 p.)

ISBN : 978-2-296-99812-4, ISBN EBOOK : 978-2-296-51296-2

A QUOI ET COMMENT DÉPENSER SON ARGENT ?

Hommes et femmes face aux mutations globales de la consommation

Sous la direction de Isabelle Guérin et Monique Selim

Etre citoyen aujourd'hui, c'est consommer et dépenser son argent, qu'il soit rare ou abondant. Les contradictions de la consommation sont nombreuses : d'un côté, sa phase ascendante s'est achevée avec la crise ; de l'autre, un nouveau marché s'ouvre aux plus démunis. Les consommateurs se retrouvent enfermés dans une prison de plus en plus étroite qui les enchaîne au stade ultime de l'aliénation du marché capitaliste. Jusqu'où et jusqu'à quand ?

(Coll. Questions contemporaines, série Globalisation et sciences sociales, 35.00 euros, 350 p.) ISBN : 978-2-336-00646-8, ISBN EBOOK : 978-2-296-51237-5

SOCIO-ANTHROPOLOGIE DE LA TRANSMISSION

Sous la direction de Jacques-Jouvenot Dominique, Vieille Marchiset Gilles

Ces recherches analysent le processus de transmission comme une économie du don. Transmettre articule toujours les générations les unes aux autres, créant ainsi du don et de la dette. Des relations intergénérationnelles génèrent, par le biais de cet échange, des solidarités et des conflits qu'il importe d'étudier.

(Coll. Logiques sociales, 23.00 euros, 232 p.)

ISBN : 978-2-296-99504-8, ISBN EBOOK : 978-2-296-50894-1

COMMENT PEUT-ON ÊTRE SOCIO-ANTHROPOLOGUE ?

Textes réunis et présentés par Jean-Michel Bessette, Bruno Péquignot

Il s'agit de situer la perspective socio-anthropologique d'un auteur à travers ses recherches et son oeuvre. Ces contributions esquissent de façon impressionniste une sorte de portrait idéal typique de l'anthropologue concerné : Georges Balandier, Jean Duvignaud, Louis Vincent Thomas, Michel Verret, Henri Mendras, Henri Hatzfeld, Pierre Tripier, Alain Girard, Joffre Dumazedier.

(Coll. Logiques sociales, 21.00 euros, 214 p.)

ISBN : 978-2-296-99801-8, ISBN EBOOK : 978-2-296-51023-4

RECHERCHE (LA) EN CONTEXTE DE VULNÉRABILITÉ

Engagement du chercheur et enjeux éthiques

Sous la direction de Nathalie Mondain et Arzouma Eric Bologo

Ce livre est fondé sur une expérience concrète de terrain en Afrique de l'Ouest, qui a fait ressortir les décalages entre les intérêts des acteurs impliqués dans la recherche et ceux des populations pour qui la signification de ces travaux semble inaccessible. Où se situe l'éthique de la recherche dans les contextes où le chercheur risque de rester détaché des préoccupations quotidiennes de ceux à qui il est censé s'adresser ?

(Coll. Logiques sociales, 28.50 euros, 278 p.)

ISBN : 978-2-296-99641-0, ISBN EBOOK : 978-2-296-50811-8

ÉTABLISSEMENTS (LES) DE RESTAURATION DANS LE MONDE

Sous la direction de Vincent Marcilhac et Vincent Moriniaux

De l'Europe au Japon, en passant par les Philippines, l'Inde, les Émirats arabes unis et le Brésil, l'ouvrage cherche à cerner l'«objet restaurant» dans toutes ses dimensions. Cet ouvrage collectif rassemblant des géographes, des historiens et des professionnels du monde de la restauration, met en lumière les évolutions récentes des établissements de restauration, des plus luxueux aux restaurants populaires en passant par les restaurants cosmopolites.

(Coll. Géographie et cultures, 37.50 euros, 370 p.)

ISBN : 978-2-336-00420-4, ISBN EBOOK : 978-2-296-50623-7

DES BERGERS EN EUROPE

Pratiques, rites, représentations

Sous la direction de Jocelyne Bonnet-Carbonell

Les regards portés sur le passé comme sur le présent des bergers nous ont fait découvrir une civilisation pastorale ancienne dévoilant l'authenticité d'une profession. Ces contributions décrivent les gestes et les mots qui rythment la vie quotidienne des bergers et leurs jours de fête, laissant découvrir de nombreuses informations inédites et la réalité plurielle de la culture pastorale du mouvement qui reste essentielle à l'avenir économique et écologique de l'Europe.

(Coll. Ethnologie de l'Europe, 24.00 euros, 240 p.)

ISBN : 978-2-296-99299-3, ISBN EBOOK : 978-2-296-50533-9

ANTHROPOLOGIE (L')

Minko Mve Bernardin

Comprendre l'anthropologie, c'est une invitation à la découverte d'une certaine vision de l'humanité ; c'est aussi appréhender l'autre et porter un nouveau regard sur soi. Non familiarisés avec une discipline qui suscite de nombreux débats théoriques et chamboulements thématiques, les lecteurs sont invités à comprendre l'histoire de l'anthropologie, mais surtout ses grands courants de pensée et enfin les objets, méthodes et domaines d'études.

(Coll. Pour Comprendre, 22.50 euros, 224 p.) ISBN : 978-2-296-96211-8

L'HARMATTAN ITALIA

Via Degli Artisti 15; 10124 Torino

L'HARMATTAN HONGRIE

Konyvesbolt ; Kossuth L. u 14-16
1053 Budapest

L'HARMATTAN KINSHASA

185, avenue Nyangwe
Commune de Lingwala
Kinshasa, R.D Congo
(00243) 998697603 ou (00243) 999229662

L'HARMATTAN CONGO

67, av E. P. Lumumba
Bât. – Congo Pharmacie (Bib. Nat.)
BP2874 Brazzaville
harmattan.congo@yahoo.fr

L'HARMATTAN GUINÉE

Almamy Rue KA 028, en face du restaurant Le Cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CAMEROUN

BP 11486
Face à la SNI, immeuble Don Bosco
Yaoundé
(00237) 99 76 61 66
harmattancam@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE

Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31
ctien_nda@yahoo.fr

L'HARMATTAN MAURITANIE

Espace El Kettab du livre francophone
N° 472 avenue du Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN SÉNÉGAL

« Villa Rose », rue de Diourbel X G, Point E
BP 45034 Dakar F.A.N.N
(00221) 33 825 98 58 / 77 242 25 08
senharmattan@gmail.com

L'HARMATTAN BÉNIN

ISOR-BENIN
01 BP 359 COTONOU-RP
Quartier Gbédjromédé,
Rue Agbéleno, Lot 1247 I
Tél : 00 229 21 32 53 79
christian_dablaka123@yahoo.fr



Depuis plusieurs décennies, les ONG se sont faites les hérauts d'une société civile aujourd'hui autant évoquée qu'imprécise voire confuse. Internet a récemment permis l'éclosion de prises de parole, d'expressions, d'opinions tous azimuts, de manifestations, d'indignations, parfois de révoltes pas nécessairement suivies des progrès attendus. Au XXI^e siècle, la société civile ne se définit plus par son extériorité à l'État, lui-même affaibli par le marché. De surcroît, l'État est invité par les normes de « bonne gouvernance » à gérer la société comme une vaste entreprise, opération à laquelle la société civile est sommée de participer, ultime onction démocratique plus ou moins authentique. En partant de trois terrains (Bangladesh, Ouzbékistan et Chine), cet ouvrage interroge dans une perspective anthropologique l'évolution des ONG et les principaux ressorts idéologiques, mais aussi chimériques et symboliques, proposés par la globalisation.

Bernard HOURS et **Monique SELIM**, anthropologues (UMR 245, CESSMA, Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques, Université Paris Diderot/INALCO/IRD), ont travaillé au Bangladesh, au Laos, au Vietnam, en Ouzbékistan et désormais en Chine sur la société civile.

Monique SELIM, directrice de recherche à l'IRD, a mené des recherches en anthropologie urbaine (France) puis en anthropologie du travail (Bangladesh, Laos, Vietnam) avant d'aborder la production de la science dans le contexte postsoviétique de l'Ouzbékistan.

Bernard HOURS s'est penché sur les cargocults (Vanuatu) puis sur les systèmes de santé (Cameroun, Bangladesh, Laos, Vietnam) avant de se tourner vers l'humanitaire et les ONG.

Illustration de couverture : *Copie conforme*, de Suzanne DURRET.

ANTHROPOLOGIE



ISBN : 978-2-343-04026-4

18 €



9 782343 040264